DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12338 — 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

MERCREDI 26 SEPTEMBRE 1984

L'épineux retrait du Tchad

Une nouvelle page dans l'histoire heurtée du Tchad s'est ouverte mardi 25 septembre avec l'amorce du retrait des forces militaires françaises et libyennes qui s'y font encore face. Mais si M. Mitterrand a tout lieu de se féliciter d'être parvenu, sans effusion de sang, à contraindre le colonel Kadhafi à faire marche arrière, l'application de l'accord conclu entre Paris et Tripoli pose, à l'évidence, encore plus de problèmes qu'on n'aurait pu le penser lors de sa conclusion.

Force est de constater, tout d'abord, que la diplomatie française a commis une sérieuse bévue en négligeant les réactions de N'Djamena. A défaut de tenir le président Hissène Habré au courant des tractations de ces derniers mois avec Tripoli, il eût été d'autant plus facile de l'informer de leur résultat, une fois l'accord conclu, que son ministre des affaires étrangères, M. Gouara Lassou, se trouvait alors à Paris. Bien que M. Charles Hernu, ministre de la défense, soit allé à N'Djamena le jour même de l'annonce officielle, il était trop tard pour dissiper l'impression que les Tchadiens avaient été traités cavalièrement.

Il eût été également plus habile de s'assurer que les principaux intéressés s'accommoderaient du choix, fait par Tripoli et Paris, des pays — en l'occurrence le Sénégal et le Bénin — appelés à envoyer des observateurs pour vérifier l'exécution du repli réciproque. Le président Hissène Habré a beau jeu aujourd'hui de rappeler que le Bénin a longtemps été — Paris ne peut l'ignorer — l'un des principaux centres de recrutement des éléments incorporés par Tripoli dans la « légion islamique » qui prête main-forte aux rebelles dans le Nord tchadien.

La France, avec l'opération Manta, a largement contribué à consolider l'assise de M. Hissène Habré. On comprend donc mal le sens de l'humiliation qu'elle lui inflige, au moment même où il se voit invité à assurer avec ses seules forces la sécurité de son pays. A moins de voir là un moyen d'affaiblir un homme qui se heurte encore, à Paris, à la méfiance de certains officiels.

Le retrait « simultané et concomitant » des troupes françaises et libyennes commence en tout cas dans une certaine confusion. On ignore toujours comment les observateurs, — pour l'instant le seul contingent sénégalais — pourront accomplir leur mission. Tripoli fait preuve, depuis une semaine, d'un mutisme total sur l'ensemble de l'opération.

A plus long terme, les garanties offertes par la Libye ne sont guère satisfaisantes. Pour autant que l'on sache, le colonel Kadhafi ne reconnaît toujours pas les autorités légales du Tchad, même s'il ne réclame plus, pour le moment, le départ de M. Hissène Habré. Rien ne prouve qu'il ait définitivement renoncé à infiltrer dans le pays voisin des éléments armés à des fins de subversion. Le gouvernement français pouvait difficilement espérer conclure un accord bardé de certitudes avec un dirigeant aussi imprévisible, mais il aurait été bien inspiré en évitant de susciter la méfiance, apparemment durable, chez son allié tchadien.

(Lire nos informations page 6.)

Washington-Moscou : le dialogue difficile

• M. Reagan propose des contacts réguliers
• M. Tchernenko réitère ses attaques contre les Etats-Unis

Dans son discours à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, le lundi 24 septembre, le président Reagan a adopté un ton modéré vis-à-vis de l'Union soviétique, qui n'a pas apparemment convaincu les dirigeants de Moscou. Devant le congrès de l'Union des écrivains soviétiques, le chef de l'Etat et du parti, M. Constantin Tchernenko, a attaqué, ce mardi matin, l'administration américaine, réaffirmant qu'elle ne souhaitait pas établir de relations normales avec l'URSS. *(Lire page 3.)*

De notre envoyé spécial

New-York. — Contrairement à la veille, M. Gromyko, cette fois-ci, ne souriait pas. Attentif, mais le visage fermé, c'est sans rien laisser paraître qu'il a écouté le discours prononcé, lundi 24 septembre, par M. Reagan devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Premier acte d'une semaine américano-soviétique qui s'achèvera vendredi 28 septembre par le premier entretien du président sortant avec un dirigeant du Kremlin, ce discours n'avait au demeurant rien d'une révolution dans le reaganisme. « *L'empire du mal* » et autres aménités d'hier en étaient absents, les mots en étaient pesés et le ton était ouvert et conciliant. Multiples et peut-être porteuses d'avenir, les offres faites ne brillaient néanmoins ni par leur nouveauté ni par leur précision. Accompagnées d'un long plaidoyer en faveur de la paix, elles ne voulaient pas non plus faire oublier qu'aux yeux de M. Reagan les accords avec l'URSS impliquent un rapport de forces préalable et surtout ne sauraient surtout se limiter au contrôle des armements — en faveur duquel il a espéré que des discussions pourraient être rouvertes « *d'ici la fin de l'année ou peu après* ».

« *Il n'est pas*, dit-il, *d'autre solution sensée que des négociations (...) entre nos deux pays, qui ont la capacité de détruire la civilisation* », mais, souligne-t-il, « *tous les pas sont d'une importance extrême* » et d'abord la « *réduction des tensions régionales* », problème qu'il aborde en conséquence en premier lieu.

Ouverture ou pas, le contrôle des armements n'est, autrement dit, toujours pas considéré comme une fin en soi par M. Reagan, car la « *compétition* » en ce domaine a pour « *racine les suspicions et les craintes politiques* », et c'est à la racine, dit-il en sous-entendu, qu'il faut prendre le mal.

Première proposition donc : des « *consultations périodiques au niveau politique* » permettant des « *échanges de vues en profondeur* » sur les divers points chauds de la planète dont M. Reagan avait dressé une liste quasi exhaustive avant d'en venir aux relations avec l'URSS. L'objectif est de parvenir à des accords aussi « *durables et historiquement importants* » que ceux de Berlin ou le traité d'Etat autrichien.

B.G.

(Lire la suite page 3.)

Veillée d'armes au Pays basque

Avant la décision du Conseil d'État la tension s'accroît des deux côtés de la frontière franco-espagnole

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — Depuis deux soirées déjà, ce qu'un militant appelle « *la douleur basque* » enflamme le centre de la ville. Aucun mot d'ordre d'organisations, aucun appel particulier : le PNV (Parti nationaliste basque) est encore occupé à peser les risques qu'il prendrait à organiser une manifestation unitaire avec les coalitions plus radicales et, de son côté, le mouvement Herri Batasuna, proche de l'ETA, mise, surtout, sur la journée de grève générale au Pays basque, désormais avancée au mercredi 26 septembre. C'est, en effet, ce jour-là qu'est attendue la décision du Conseil d'Etat sur l'extradition des trois séparatistes basques encore détenus à le prison de Fresnes.

Une violence larvée se contient à Saint-Sébastien, jusqu'à 22 heures, puis se libère brusquement aux abords de la vieille ville, au milieu d'un public de dîneurs, dans les groupes de jeunes gens arpentant les artères qui mènent au front de mer. Les silhouettes agiles dans la pénombre disposent alors d'une demi-heure, d'une heure pour incendier les bus rencontrés en chemin, pour dresser des barricades près des chantiers urbains, pour courir d'une ruelle à l'autre en criant leur soutien à l'ETA, leur haine de Madrid et leur déception de « *Mitterrand complice* », avant que n'apparaissent les forces de l'ordre.

Lundi soir 24 septembre, comme la veille, des groupes de jeunes gens ont échappé à la tentative de quadrillage du centre pour s'approcher du consulat général de France ou l'agence du Crédit lyonnais, avant d'être repoussés par les brusques charges des policiers à pied ou en minibus. Au hasard des poursuites, deux voitures immatriculées en France ont été brûlées, et un drapeau tricolore lacéré.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 9 ainsi que l'article de BERTRAND LE GENDRE.)

Un président en campagne

« C'est encore une fois le printemps pour l'Amérique »

De notre envoyé spécial

Waterbury (Connecticut). — On n'avait encore jamais vu un sourd-muet dilettante faire campagne pour la Maison Blanche. C'est aujourd'hui chose faite avec M. Reagan. Muet sur son programme, sourd aux questions des journalistes et aux interpellations de son adversaire, il ne s'épuise guère en réunions électorales. Consent-il à se déplacer ? Il sera le soir même de retour dans ses appartements présidentiels, après avoir seulement déclaré à d'enthousiastes partisans qu'ils sont « *les plus nobles fils du plus grand pays du monde* ».

Pourquoi en faire plus, puisque cela lui réussit si bien ? Non seulement l'avance que lui accordent les sondages sur M. Mondale, son adversaire démocrate, ne se rétrécit pas, mais elle tend maintenant à dépasser les vingt points. Si tout conspire à nuire aux démocrates, tout réussit à M. Reagan. Il est, par exemple, assez dur de l'oreille droite pour porter depuis un an une prothèse auditive. Dans un pays où il faut avoir l'air de toujours éclater de santé, ce devrait être un lourd handicap, surtout lorsque l'on est le plus vieux président de l'histoire des Etats-Unis.

Ce ne l'est pas pour M. Reagan, dont chaque apparition est saluée de sonores « *Quatre ans de plus ! Quatre ans de plus !* » Lorsque vrombissent sur la piste d'envol les moteurs de l'*Air Force One* et qu'une poignée de journalistes est autorisée à approcher le président, il porte aussitôt la main à la célèbre oreille, hurle avec un clin d'œil complice aux téléspectateurs : « *Comment ?* », et grimpe la passerelle d'un pas de jeune homme, comme s'il risquait de manquer le vol. La tête des journalistes évoque irrésistiblement celle d'un reporter essayant d'interviewer le professeur Tournesol dans *le Trésor de Rackham le Rouge*.

Et le tour est joué ! Un : M. Reagan a prouvé qu'il entendait parfaitement puisqu'il a entendu qu'il était préférable de n'avoir pas entendu. Deux : il a fait montre d'une espièglerie très juvénile. Trois : il s'est moqué de la presse, qui est à peu près aussi populaire que le fisc aux Etats-Unis. Quatre : il s'est envolé avant de répondre.

Le président sortant n'abusant pas du comique de répétition, il lui arrive néanmoins de saisir ce qu'on lui demande. Ce fut le cas mardi 18 septembre. M. Reagan annonçait ce jour-là, depuis la Maison Blanche, un allégement des conditions de crédit pour les agriculteurs, qui lui en veulent beaucoup de la hausse des taux d'intérêt.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

VRP

Le char — comme on dit au Québec — de l'Etat est conduit de main de maître. On a vu lundi M. Mitterrand arriver dans la cour de l'Elysée au volant de la « Supercinq » de Renault et y négocier un superbe virage.

Excellente idée, pour promouvoir la dernière-née de la Régie nationale, que de confier au président de la République le soin de lancer lui-même sur le marché cette petite auto démocratique.

Reste que cette campagne n'est pas sans risques. Imaginons — ce qu'à Dieu ne plaise — que la « Supercinq » se vende mal ! Il se trouvera alors des opposants systématiques pour accuser M. Mitterrand d'être, aussi, un mauvais vendeur.

BRUNO FRAPPAT.

Une déclaration au « Monde » de M. André Bergeron

« Il faut se garder de provoquer des discordes supplémentaires ou de semer l'illusion »

LIRE PAGE 42

Un entretien avec M. Théo Klein président du Conseil représentatif des institutions juives

« Nous portons un jugement négatif sur toute alliance avec Le Pen »

LIRE PAGE 10

Le cinéma français en mauvaise santé

Le cinéma français se porte-t-il aussi bien que certains discours officiels le laissent croire ? La lecture du bilan économique établi par le Centre national du cinéma (CNC) n'incite pas à l'optimisme.

En 1983, on a produit en France 131 films (dont 30 coproductions étrangères) contre 164 longs métrages en 1982 et 231 en 1981. La chute est très importante; même en 1977, au creux de la courbe de fréquentation des salles, la production nationale était de 144 films.

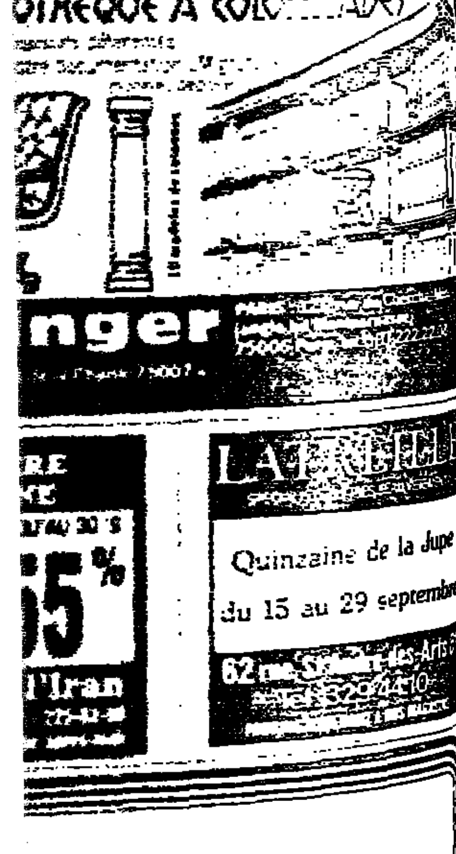
Donnée apparemment contradictoire, les investissements dans la production ont augmenté en 1983 de 11,3 % sur l'année précédente. L'explication est simple : c'est le film qui coûte plus cher. En 1983, le coût moyen de production d'un long métrage s'élève à 9,83 millions de francs, en augmentation de 35 % sur l'année précédente. Ce dérapage spectaculaire, qui laisse loin derrière lui les prétendues gabegies du service public de la télévision, a certes quelques raisons conjoncturelles : semaine de trente-neuf heures des techniciens dans un métier où on travaille beaucoup en heures supplémentaires, augmentation des charges sociales et des cotisations chômage, etc.

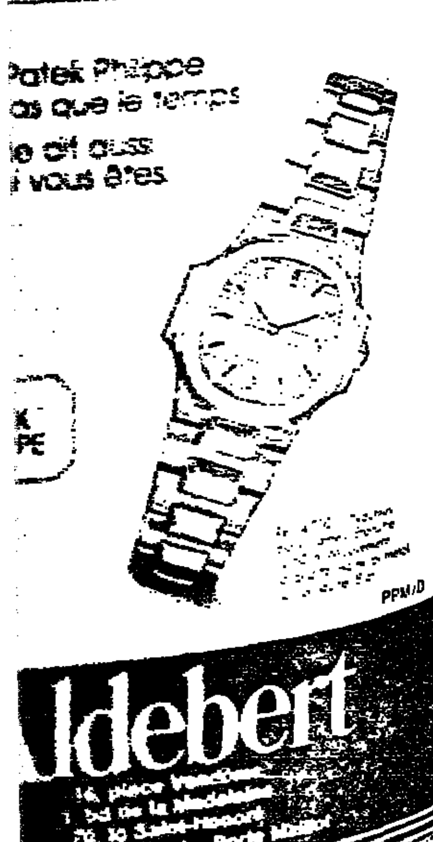
Mais la cause profonde est structurelle. Le cinéma français, comme son homologue américain, a tendance à privilégier les films à gros budget utilisant des vedettes « locomotives » payées en conséquence. Sur les cent trente et un longs métrages, quarante-quatre films ont coûté plus de dix millions de francs, représentant 69 % du total des investissements dans la production.

Lancées à grand renfort de publicité, ces grosses productions contribuent à accélérer dangereusement le processus de distribution. Pour profiter de l'impact du lancement publicitaire, tous les exploitants du territoire réclament la sortie simultanée du film-événement. On tire quatre cents copies d'un film de Belmondo, à 10 000 F pièce, alors que l'on en faisait tourner progressivement cinquante, il y a seulement dix ans.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 17.)





idées

Les Français et la politique

La désaffection des citoyens pour la classe politique, attestée par le sondage SOFRES publié dans *le Monde* du 6 septembre, suscite plusieurs explications. Pour Yvan Blot, elle vient de ce que, lorsqu'elle était au pouvoir, l'opposition pratiquait déjà une politique économique social-démocrate ; le problème aujourd'hui est d'en finir avec l'étatisme. Yves Faucoup met en cause l'utilisation, à tort et à travers, de grands mots abstraits comme celui de liberté. Jacques de Montalais pense que les Français refusent tout ce qui, à commencer par la crise mondiale, risque de modifier leurs habitudes et leurs privilèges. Olivier Stirn, en revanche, voit dans la désignation de Laurent Fabius, comme dans le langage et les actes du pouvoir, les signes d'une éclaircie.

La persistance dans l'erreur

par YVAN BLOT (*)

LE premier ministre a réaffirmé à la télévision son attachement au socialisme. Il a expliqué qu'il y avait en France non pas deux mais trois idéologies : l'idéologie de l'étatisme, l'idéologie de l'antiétatisme et l'idéologie du juste milieu qui serait celle du gouvernement. Il a affirmé qu'en raison de la crise le gouvernement de droite de M. Barre avait eu des difficultés économiques et le gouvernement de gauche de M. Mauroy également. Ce qu'il a oublié de dire est que ces deux gouvernements n'ont ni l'un ni l'autre libéré les énergies des entrepreneurs face au dirigisme et au poids réglementaire et fiscal de l'Etat.

Nous avons le courage dans l'opposition de reconnaître que l'ancienne majorité avait fait une politique économique social-démocrate qui ne pouvait que mécontenter les Français et aboutir à l'échec. M. Mauroy a voulu faire du socialisme intégral et il a débouché sur un échec économique intégral. L'actuel premier ministre propose en réalité de refaire une fois de plus de la social-démocratie sur la base des réformes de structure socialistes du gouvernement Mauroy (nationalisations, etc.). Autrement dit, M. Fabius veut se situer à mi-chemin entre ses deux prédécesseurs immédiats à Matignon. On ne voit pas comment une pareille ligne de conduite pourrait permettre le redressement du pays. Pour rendre confiance aux Français, il faut proposer un changement complet de ligne politique ayant pour base une refonte profonde du rôle de l'Etat.

L'Etat doit désormais se concentrer sur ses fonctions de souveraineté et de sécurité. Il doit se dégager des activités de création des richesses matérielles et spirituelles afin de libérer les énergies créatrices individuelles. Le premier ministre a déclaré qu'il n'y avait pas de possibilités de réduire massivement le chômage et qu'un homme qui affirmerait le contraire serait nécessairement un menteur. Cette affirmation est fausse car trois pays ont montré que la lutte contre le chômage était possible : Suisse, Japon et Etats-Unis. Certes, dans ce dernier pays le chômage est encore élevé mais il a diminué et on a même pu parler d'un miracle dans la création de millions d'emplois. L'Institut économique des syndicats ouvriers ouest-allemands a même été jusqu'à féliciter le président Reagan pour les effets de sa politique économique dans la réduction du chômage.

Il n'est pas possible de réduire le chômage avec un gouvernement qui continue à se réclamer du socialisme et qui n'est pas prêt à faire les grandes réformes de structure permettant à la France de redonner confiance aux entrepreneurs et à tous ceux qui travaillent dans le pays. La théorie des trois idéologies énoncée par le premier ministre ignore délibérément le fait que l'économie française est beaucoup trop étatisée. Les partisans du *statu quo* sont en fait des partisans de l'étatisme et du marasme qui en résulte.

Depuis quelques années, nous assistons à un grand retournement idéologique dans l'ensemble des pays occidentaux en faveur de plus de liberté et de plus d'enracinement. Le gouvernement de M. Fabius ne tient pas compte de ce retournement. Il persiste dans les erreurs des années 1960, qui ont été commises il est vrai par des hommes dits de droite comme par des hommes dits de gauche. En persistant dans l'erreur socialiste, le premier ministre va dans la direction opposée de la formule de Chateaubriand qu'il a lui-même citée et qui exige que l'on vive avec son époque.

(*) Président du Club de l'Horloge, membre du Comité central du RPR.

Éclaircie

par OLIVIER STIRN (*)

DEPUIS 1971 la vie politique française était désespérément figée, manichéenne.

Les deux camps retranchés abritaient leurs cohortes respectives. Comme aucune des coalitions, affaiblie par ses propres extrémistes, n'arrivait à surmonter la crise, les Français se détachaient progressivement des hommes politiques, ne croyant plus en rien ni en personne, et en tout cas de moins en moins dans les partis traditionnels.

Les signes avant-coureurs d'une éclaircie apparaissent-ils ?

La désignation de Laurent Fabius comme premier ministre, le retrait de la loi scolaire, le langage nouveau des socialistes, modifient, probablement de manière durable, le débat politique.

Dans la majorité, le bouleversement est profond. Les communistes ont quitté le gouvernement et se comportent désormais comme des opposants. Les socialistes, désorientés certes, serrent les rangs. Mais ils ont à définir un nouveau projet, à remobiliser leur électorat tout en permettant à d'autres de se rassembler.

Dans l'opposition, les jeunes générations politiques acceptent de plus en plus mal les contraintes des états-majors et se désolent de ne participer à l'élaboration d'aucun projet cohérent. D'autres n'ont pas hésité à rencontrer ou à recevoir le président de la République.

Le style mesuré et plus réaliste de Raymond Barre paraît mieux convenir au nouveau climat. Jacques Chirac, déjà handicapé par la montée de l'extrême droite, apparaît comme déstabilisé.

L'Union centriste radicale, née pendant les élections européennes, apparaissait à certains comme un mouvement de circonstance. Son alliance électorale avec le Mouvement des radicaux de gauche et les écologistes de Brice Lalonde, pour construire les Etats-Unis d'Europe, avait rencontré un écho, mais limité en raison de la division manichéenne de la France qui sévissait encore, de l'insuffisante implantation sur le terrain et de l'émergence de l'extrême droite.

Aujourd'hui, l'UCR peut prendre sa véritable dimension. Elle le fait, totalement indépendante et du gouvernement et de l'opposition. Certes les convergences avec la nouvelle politique suivie existent. Le gouvernement porte désormais sur la situation économique et sociale un diagnostic réaliste. Il admet la nécessité d'une société qui sache concilier la logique du profit et la justice sociale. Par ailleurs se confirment d'autres convergences, notamment sur les institutions, sur la politique extérieure et la nécessité du rassemblement.

Il n'en reste pas moins que, pour qu'une politique vraiment nouvelle soit mise en œuvre, des exigences s'imposent au pays.

Réduire et redéfinir le rôle de l'Etat, sa fonction n'étant ni de produire, ni de se substituer aux initiatives privées. Accorder une priorité économique au développement des petites et moyennes entreprises. Faire de la région le pôle dynamique de la France moderne. Construire par étapes les Etats-Unis d'Europe.

Comme l'UCR vient de le proposer dans son manifeste de Cabourg, pour atteindre ces objectifs, des mesures peuvent déjà être envisagées.

Dans le domaine économique :

— recréer un secteur bancaire libéré, notamment au niveau régional, dans lequel les forces vives de la nation seront partie prenante ;

— faciliter, dans certains cas, la « désétatisation » totale ou partielle du secteur industriel concurrentiel ;

— favoriser l'éclosion et le développement des PME et PMI, notamment par l'exonération de l'impôt sur les sociétés pendant cinq ans, le remplacement des subventions par des allégements fiscaux afin de favoriser l'autofinancement, la révision du système des seuils et une facilité plus grande dans la cession de l'outil de production ;

— prendre des mesures pour favoriser le travail à temps partiel.

Au niveau européen, il convient de ratifier sans délai le projet de traité d'union européenne, ainsi pourra-t-on mieux envisager le réaménagement du système monétaire européen, la suppression des montants compensatoires et l'organisation d'une défense commune.

Sur le plan institutionnel :

— l'extension du domaine d'application du référendum prévu par l'article 11 aux garanties des libertés publiques, après avis du Conseil constitutionnel ;

— l'institution du référendum d'initiative populaire au niveau régional et municipal après avis conforme des Assemblées élues ;

— la possibilité d'inclure les principes fondamentaux du régime électoral des Assemblées parlementaires dans une loi organique ;

— l'institution du système proportionnel pour l'élection du tiers des députés dans le cadre régional ;

— la réduction du mandat présidentiel à 5 ans, renouvelable une fois ;

— l'élection prochaine des conseils régionaux au suffrage universel direct.

Dans le domaine de la recherche et de la formation, la rénovation du système éducatif implique :

— dans le primaire et le secondaire premier cycle, un réaménagement des horaires permettant à mi-temps des activités manuelles, sportives et culturelles, ainsi que la revalorisation de la condition et de la formation des maîtres.

En matière de sécurité, une vigoureuse action de prévention de la délinquance doit être mise en œuvre, notamment par une politique nouvelle de l'urbanisme et de l'environnement ; l'action préventive de dissuasion doit être amplifiée. A cette fin, un effort budgétaire est nécessaire en faveur de la justice et de la police.

Une information objective est un élément essentiel d'une démocratie moderne, encore faut-il lui donner les moyens de s'épanouir.

— En conséquence, il convient de supprimer le monopole en matière de télévision.

Par ailleurs, la loi doit garantir : l'organisation concurrentielle de la fabrication et de l'impression des journaux, l'organisation d'un circuit libre de distribution des publications, l'assainissement du système d'achat et de vente des espaces publicitaires, la garantie de liberté des rédactions.

Pour tous ceux qui, au centre, souhaitent une société de justice et de liberté, une démocratie sociale apparaît désormais un objectif réaliste.

(*) Président de l'UCR, député du Calvados.

Liberté ! que de crimes...

par YVES FAUCOUP (*)

LES polémiques autour de la notion de liberté illustrent bien la perversion du discours officiel (de ceux qui ont accès aux médias), qui fait désormais fi du sens des mots, s'il en a jamais tenu compte. On parle de liberté des changes, des prix, de l'enseignement, du travail, de licenciement, de la presse... La droite accuse le pouvoir en place de porter atteinte à ces libertés. La gauche s'étonne que l'opposition ait pu ainsi lui voler un thème qui, dit-elle, lui était propre.

Or que signifie le mot liberté ? Le sens premier proposé par Littré est : « *Condition d'un homme qui n'appartient à aucun maître.* » Il ne s'agit pas d'une définition abstraite, s'appliquant à un concept général, mais à des hommes. Liberté des changes est donc un non-sens : on doit parler de la liberté des hommes qui ont les moyens d'exporter leurs capitaux et éventuellement des conséquences sur la liberté de ceux qui subissent ces exportations (ou ces spéculations).

Le prix n'est jamais « libre » : seul est libre, peut-être, celui qui le fixe. Mais alors il faut envisager quelle est la liberté du consommateur face à une évolution des prix dont il n'est pas maître. L'enseignement n'est qu'un mot qui recouvre une réalité complexe : les pouvoirs publics, la direction de l'enseignement catholique, les enseignants, les enseignés et les parents de ces derniers. On peut parler de la liberté des uns ou de celles des autres. Mais pas de liberté de l'enseignement.

Le patronat ne cesse d'aller répétant qu'il faut donner aux entreprises la liberté de licenciement. Nous ne voulons pas ici épiloguer sur l'hypocrisie qui consiste à se plaindre sans cesse devant micros et caméras et, en privé, à se réjouir d'une politique économique gouvernementale rarement aussi favorable au patronat. Ce qui compte, c'est d'analyser l'abus du terme de liberté, alors que l'on a affaire ici seulement à la revendication d'un droit. Rappelons que le mot liberté ne définit pas la condition du maître, mais de celui qui n'appartient à aucun maître. Logiquement « liberté du travail » devrait au moins bénéficier aux chômeurs auxquels on pardonnerait volontiers d'abuser des mots : mais cette notion ne sert qu'à définir l'opposition à la grève !

La liberté de la presse est peut-être l'exemple le plus caricatural. Cette conception est dénuée de tout fondement : parlons de liberté des patrons de presse, de liberté des journalistes, de liberté des clavistes, de liberté des lecteurs, de liberté du pouvoir central ou local sur l'information. Mais l'idée d'une liberté qui recouperait toutes ces libertés est une escroquerie. Il faut choisir son angle d'attaque : il est évident qu'en parlant de liberté de la presse la droite évoque celle des patrons de presse. Pourquoi pas ? Mais pourquoi prétendre que M. Robert Hersant n'était pas personnellement visé.

Pourquoi tromper ainsi l'opinion ? La loi sur la presse ébranle l'empire Hersant parce que c'est le seul qui existe actuellement en France. Une loi n'est pas une abstraction : elle prend en compte une réalité. La réalité présente de la presse de notre pays est que M. Hersant possède quarante journaux, dont quatorze quotidiens régionaux avec un tirage total de 5 millions d'exemplaires. Il est inconcevable que le pire ou le meilleur des hommes s'arroge la « liberté » de s'accaparer à lui tout seul le « pluralisme ».

Les journalistes ont laissé sans broncher les ténors des partis de droite qualifier le projet gouvernemental de « goulag ». C'est là un grand mystère : qu'est-ce qui les retenait de prendre la parole et de suggérer à l'opinion publique qu'ils avaient eux aussi un mot à dire sur la « liberté de la presse » ?

A force de manier les grands idéaux abstraits, on finit toujours par les manipuler. On pourrait poursuivre sur la perversion des mots : justice, égalité, vérité, modernité, que de crimes commis en vos noms !

(*) Directeur de *l'Estocade* (revue de Franche-Comté).

Un conservatisme congénital

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

IL paraît que les Français se détournent plus que jamais de la politique en général et des hommes politiques en particulier. « *Plus que jamais* », précise-t-on, sans doute parce que le phénomène n'est pas nouveau. Le scepticisme gouailleur caractéristique de la race ne date pas, en effet, d'aujourd'hui, et une masse de gens sont perpétuellement mécontents de tout, et, singulièrement sans toujours s'en rendre compte, de la démocratie et de ses inconvénients.

Leur nombre augmente, comme le succès de M. Le Pen semble le démontrer. C'est probable. On remarquera néanmoins qu'au même moment M. Laurent Fabius battait tous les records d'écoute de « L'heure de vérité ». Alors ?

Il faudrait peut-être se demander si le refus de la politique que l'on évoque ne serait pas une fausse découverte qui occulterait un état d'esprit beaucoup plus profond : le refus d'une crise mondiale qui se prolonge. Ou, plutôt, le refus de ses conséquences, dont les Français pressentent désormais qu'il est impossible de leur échapper bien qu'ils l'aient instinctivement espéré.

Il est vrai que M. Giscard d'Estaing les y avait incités. Pour ne pas compromettre sa réélection, sans doute, il s'obstina jusqu'au bout, malgré les avertissements répétés de M. Michel Debré, à ne pas admettre que deux facteurs nouveaux, la hausse des prix du pétrole et l'industrialisation accélérée du Sud-Est asiatique exigeaient, pour y faire face, une certaine réduction du train de vie national et des mesures appropriées.

Mais, saisis d'un doute et déçus en fin de compte par l'homme, les Français choisirent de courir le risque de l'alternance. Ils voulurent d'ailleurs l'atténuer, après la dissolution de l'Assemblée nationale, en donnant la majorité absolue aux socialistes et en réduisant d'autant l'influence dans le pays de leurs alliés communistes, ce qui avait un sens très clair dont le président ne tint cependant pas compte.

Or si les Français ont le cœur à gauche et la poche à droite, selon le mot fameux d'André Siegfrid, la poche compte généralement beaucoup plus que le cœur. Dans tous les milieux, sauf exception, la mentalité de ce peuple est, en effet, essentiellement paysanne, prudente, prévoyante et méfiante. Au seizième siècle déjà, un ambassadeur de la République de Venise n'écrivait-il pas au doge qu'en France il y avait de l'or dans la plupart des chaumières ?

En France, on ne réagit vraiment que face à des injustices rendues trop flagrantes par la marche du temps. D'où 1789, les révoltes provoquées par l'inhumaine condition ouvrière au dix-neuvième siècle, et le Front populaire de 1936.

La sécurité plutôt que le risque

De même, et contrairement aux nations protestantes, ce pays catholique préfère-t-il toujours la sécurité au risque, le patrimoine au profit et l'investissement dans la terre et la pierre plutôt que dans l'industrie. Ce qui explique beaucoup de choses et, en particulier, de criants retards par rapport à ses concurrents.

Il aura d'ailleurs fallu l'entrée de la France dans le Marché commun pour mettre un terme au protectionnisme frileux des deux républiques précédentes, dans un pays où la population était encore rurale à 60 % en 1939. Paradoxalement, il aura aussi fallu les erreurs de gestion des socialistes pour que leur gouvernement impose la rigueur, pour que de stupéfiants sondages révèlent qu'une majorité de Français admettent enfin que les entreprises sont le seul moteur de la prospérité, qu'elles doivent donc faire des profits, et même qu'il vaudrait mieux leur donner la priorité sur les individus dans les circonstances actuelles.

De nombreux Français étant devenus propriétaires de leur logement principal ou d'une résidence secondaire, et les taux d'intérêt étant désormais intéressants, ont enfin placé leur argent à la Bourse, c'est-à-dire dans l'industrie, et ils ont gagné beaucoup d'argent sous des gouvernements qui devaient en principe les spolier.

Mais le retournement spectaculaire de la gestion socialiste sous la pression des faits n'a pas empêché la crispation dont on parle tellement et dont la classe politique tout entière ferait, dit-on, les frais. En réalité, si on lui reproche de trop promettre et de ne jamais dire toute la vérité, le mécontentement profond dont tous les sondages font état s'explique bien entendu par les erreurs et les échecs socialistes, mais aussi par un recul instinctif devant les sacrifices que l'on pressent désormais inéluctables, comme ils le furent — ce qui est trop ignoré — dans les autres pays.

M. Bergeron, par exemple, qui dirige un grand syndicat réformiste, ne cesse de s'opposer à toute réduction du niveau de vie. M. Marchelli, qui dirige la Confédération générale des cadres, a été suffoqué d'apprendre pendant l'intervention télévisée du nouveau premier ministre, que l'encadrement, déjà durement frappé, il est vrai, ne serait toujours pas épargné au cours des prochains mois. Quant aux fonctionnaires, bien qu'ils soient à l'abri du chômage, ils n'en sont pas moins récalcitrants.

Indispensable mais non acceptée

En somme, on reconnaît que la rigueur est indispensable mais on ne l'accepte pas. On réagit volontiers comme si la prospérité était toujours là, et c'est d'ailleurs ce que M. Giscard d'Estaing avait fait.

On accuse donc les socialistes d'avoir trompé leur monde et, en tout cas, de s'être trompés ; on se rend plus ou moins compte que la droite au pouvoir n'avait pas non plus dit toute la vérité et que, si elle revient aux affaires, elle ne fera peut-être pas tellement mieux, dans une période aussi difficile pour les dirigeants de tous les pays sans exception.

Cependant, la droite a au moins la réputation — avantage énorme dans ce vieux pays — de gérer sérieusement et de n'avoir pas de ces naïvetés qui conduisent à des endettements insupportables.

Alors, malgré leur revirement intelligent, heureux pour la France, et leur tardif désir de rassemblement sous le signe de la modernisation, mais aussi de la justice sociale, les socialistes auront bien du mal à améliorer la situation en si peu de temps et à susciter les adhésions qu'il leur faudrait pour l'emporter de nouveau en 1986. Trop d'erreurs économiques et psychologiques se paient.

Cela dit, il n'est pas certain, s'ils échouent, que l'alternance — dont la Ve République avait sans doute besoin — aurait été à tous égards négative. Ne serait-ce qu'à cause de certaines réformes heureuses, des prises de conscience qu'elle aura provoquées, de l'intelligente et courageuse politique étrangère de M. François Mitterrand, et M. Barre lui-même a eu l'honnêteté de le reconnaître.

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation*.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

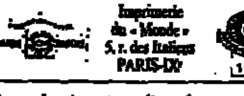
Par voie aérienne : tarif sur demande.

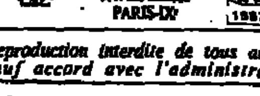
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





Le Monde

étranger

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

« Institutionnalisons des réunions régulières avec l'URSS sur l'ensemble des problèmes »

Dans son discours, prononcé lundi 24 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU, M. Reagan a décrit ainsi ses relations avec l'Union soviétique :

« La dissuasion est nécessaire mais n'est pas suffisante. L'Amérique a rétabli sa force : nous avons redonné vigueur à nos alliances et à nos amitiés. Nous sommes prêts à des négociations constructives avec l'Union soviétique.

» Je propose que nos deux pays se mettent d'accord pour s'engager dans des consultations périodiques au niveau politique sur les problèmes régionaux. Nous serons prêts, si l'Union soviétique est d'accord, à ce que des experts de haut niveau puissent participer, à intervalles réguliers, à des échanges de vues en profondeur. J'ai demandé au secrétaire d'Etat Shultz d'étudier cela avec M. Gromyko. Les sphères d'influence appartiennent au passé. Les différences d'intérêt entre Américains et Soviétiques, non. Les objectifs de ce dialogue politique seront d'aider à éviter les erreurs de jugement, de réduire le risque potentiel d'une confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS et d'aider les peuples des régions en conflit à trouver des solutions pacifiques.

» Notre seconde tâche doit être de trouver les moyens de réduire les vastes stocks d'armements dans le monde. Je suis décidé à redoubler nos efforts de négociations pour parvenir à des résultats réels. (...) Je crois que la proposition faite par l'Union soviétique d'ouvrir à Vienne des conversations entre nos deux pays fournirait une importante occasion d'avancer vers ces objectifs. Nous étions préparés à discuter un large éventail de problèmes préoccupant les deux parties, comme la relation entre les armes défensives et offensives et ce qui a été appelé la militarisation de l'espace. Nous pourrions étudier durant ces conversations les mesures limitatives que chacune des deux parties pourrait prendre au cours des négociations. Tout accord doit cependant logiquement dépendre de notre capacité à contrôler la compétition dans le domaine des armes offensives et à atteindre une authentique stabilité à des niveaux substantiellement plus bas pour ce qui concerne les armes nucléaires.

» Notre approche dans tous ces domaines sera conçue pour prendre en compte les préoccupations exprimées par l'Union soviétique. Elle tentera de fournir la base d'une percée historique dans le domaine du contrôle des armements. Je suis déçu que nous n'ayons pas été à même d'ouvrir notre réunion à Vienne ce mois-ci à la date que l'Union soviétique avait avancée à l'origine. J'espère que nous pourrons commencer ces conversations d'ici à la fin de l'année ou peu après. »

Parlant ensuite des *« progrès modestes »* accomplis en ce qui concerne l'établissement de *« meilleures relations de travail »* avec Moscou, M. Reagan a ajouté :

« Mais nous pourrions faire beaucoup plus ensemble. J'ai particulièrement en tête l'abaissement des barrières entre les peuples des Etats-Unis et de l'Union soviétique et entre nos dirigeants politiques et militaires. (...) J'ajouterai qu'il nous faut élargir le processus du contrôle des armements et déployer un plus large parapluie sous lequel il puisse se développer. (...)

Des visites réciproques sur les sites nucléaires

» Dans ce but, je proposerai à l'Union soviétique que nous institutionnalisions des réunions régulières au niveau ministériel entre nos deux pays sur l'ensemble des problèmes qui se posent à nous. (...) Dans ces conversations, nous pourrions étudier la possibilité de présenter les grandes lignes de nos plans militaires sur cinq ans. (...) Nous nous féliciterions également de l'échange d'observateurs sur les places et durant les exercices militaires. Je propose que nous parvenions à ce que les experts soviétiques viennent sur les sites d'essais nucléaires aux Etats-Unis et que les nôtres puissent se rendre sur les leurs pour mesurer directement l'ampleur de ces tests. Nous devrions œuvrer à ce que ces accords soient conclus d'ici au printemps prochain. J'espère que l'Union soviétique coopérera à cette entreprise et y répondra de manière que nos deux pays soient à même d'établir les bases d'une vérification permanente afin de poser des limites effectives aux essais nucléaires souterrains.

» (...) Les réunions au sommet ont, bien sûr, un rôle utile à jouer. Elles demandent cependant à être soigneusement préparées. L'avantage de ces réunions au niveau ministériel est qu'elles permettraient le genre de progrès qui est la meilleure préparation à des conversations de plus haut niveau entre nous-mêmes et les dirigeants soviétiques. »

A propos des conflits en cours, le président américain a notamment déclaré :

● **AMÉRIQUE CENTRALE :**

« Les succès grandissants de la démocratie au Salvador sont la meilleure preuve que la clé de la paix se trouve dans une solution politique (...). Malheureusement, il y a des forces, dans la région, dont le but est de contrecarrer le changement démocratique. Mais ces forces sont maintenant sur la défensive. Le vent tourne vers la liberté. Nous en appelons en particulier au Nicaragua pour qu'il abandonne sa politique de subversion et de militarisme et remplisse les promesses faites à l'Organisation des Etats américains d'instaurer la démocratie dans ses frontières. »

● **AFGHANISTAN :**

« Les efforts inlassables du secrétaire général et de ses représentants pour trouver un règlement diplomatique ont notre ferme appui. Je vous assure que les Etats-Unis continueront à faire tout ce qui est possible pour trouver une issue négociée qui donne au peuple afghan le droit de déterminer son propre destin, permette aux réfugiés afghans de retourner dans leur pays dans la dignité et protège les intérêts de sécurité légitime de tous les pays voisins. »

● **AIDE AU TIERS-MONDE :**

« Depuis 1946, les Etats-Unis ont fourni plus de 115 milliards de dollars d'aide économique aux pays en développement et fournissent aujourd'hui un tiers environ des quelque 90 milliards de dollars de ressources financières publiques et privées dont bénéficient les pays en développement. Les Etats-Unis importent aussi un tiers environ des exportations industrielles des pays en voie de développement.

» Notre opposition aux restrictions économiques et aux barrières commerciales s'inscrit dans la logique de notre conception de la liberté économique et du progrès humain. Nous croyons que ces barrières posent une menace particulièrement dangereuse aux nations en développement et à leur possibilité de participer à la prospérité du monde à travers l'expansion des marchés d'exportation (...). »

Washington-Moscou : dialogue difficile

(Suite de la première page.)

La *« deuxième tâche »* — le contrôle des armements — demande, elle, deux choses. Une volonté (que M. Reagan a, dit-il) d'arriver à des *« résultats réels »* dans celles des négociations qui n'ont pas été rompues, et l'ouverture des discussions que les Soviétiques avaient eux-mêmes proposées, le 29 juin dernier, de tenir ce mois-ci à Vienne sur les armes spatiales. Le Kremlin avait ensuite abandonné cette idée car la Maison Blanche, en l'acceptant, avait annoncé qu'elle soulèverait à cette occasion la question de la reprise des deux négociations de Genève sur les armements stratégiques et les euromissiles que les Soviétiques ont quittées à la fin de l'année dernière.

M. Reagan, répétant qu'il s'agirait toujours à Vienne de discuter de tout, sa deuxième proposition de lundi n'en aurait pas été vraiment une s'il n'avait ajouté cette phrase : *« Nous pourrions étudier, durant ces conversations, les mesures de limitation que chacune des parties pourrait prendre au cours de la négociation. »* *« Mesures de limitation »*, cela peut signifier moratoire sur les essais d'armes antisatellites.

Les Soviétiques souhaitaient que ce moratoire soit un préalable à Vienne car l'avance des Américains en ce domaine leur pose un redoutable défi. Longtemps, les Américains avaient refusé d'entendre parler de quelque préalable que ce soit. Le 9 décembre pourtant, vingt-quatre heures avant l'annonce de la future rencontre Reagan-Gromyko, M. Schultz avait laissé entendre qu'un accord pour discuter d'un moratoire pendant les négociations pourrait être donné par Washington avant leur ouverture.

C'est ce que vient de confirmer M. Reagan, et c'est un pas, même s'il est pour l'instant beaucoup moins spectaculaire que ce qu'avaient laissé croire des fuites sur la possibilité d'un moratoire prenant effet dès l'ouverture des discussions.

« Un parapluie »

Pour autant, M. Reagan indique que l'*« approche »* américaine *« prendrai en compte les préoccupations exprimées par l'Union soviétique »* et lance — troisième proposition — l'idée d'un *« parapluie »* sous lequel pourrait être placée dans un nouveau *« cadre de travail »* la totalité du processus de négociation sur le contrôle des armements. Peu et confusément développée par M. Reagan, cette idée semble essentiellement destinée à permettre aux Soviétiques de reprendre sans perdre la face les discussions de Genève qui ne seraient plus que des éléments d'un ensemble. Elle permet aussi au président sortant d'affirmer la réalité (discutable) de son attachement au contrôle des armements.

Pour ce qui est, enfin, de l'établissement d'une meilleure *« relation de travail »* entre les deux pays, M. Reagan avance deux autres propositions. L'*« institutionnalisation »* d'abord de *« réunions régulières au niveau ministériel »* pour examiner tous les problèmes pendants. L'échange, ensuite, d'informations sur les projets d'armements respectifs à cinq ans et d'observateurs sur les sites d'essais nucléaires.

M. Gromyko a-t-il vu là matière à une réaction positive permettant *« d'ici la fin de l'année ou peu après »* des retrouvailles à Vienne ? Plutôt oui, car tant les sourires qu'il prodiguait dimanche à la réception organisée par M. Reagan, que le rendez-vous qu'il a accepté d'avoir vendredi à la Maison Blanche indiquent que l'URSS n'envisage pas de s'en tenir quatre ans de plus à sa mauvaise humeur. Refuser tout dialogue ne ferait que permettre à M. Reagan d'obtenir du Congrès les crédits qu'il souhaite pour le développement des armes spatiales.

« Nos différends n'appartiennent pas au passé »

Les dirigeants soviétiques, de plus, ne sont pas la corde au cou devant M. Reagan, qui a appris, notamment au Proche-Orient mais aussi en Amérique centrale et en Afrique, qu'il ne pouvait ignorer le poids de l'URSS de par le monde. Si le président américain a implicitement demandé à l'Union soviétique sa coopération au Proche-Orient (*« tous les amis du Liban devraient œuvrer ensemble à aider à mettre fin à ce cauchemar »*), s'il a pressé les Vietnamiens alliés de Moscou de se retirer du Cambodge, il a également tendu une perche au Kremlin sur l'Afghanistan. L'*« issue négociée »* que les Etats-Unis souhaitent dans ce conflit passe, a-t-il dit, par la *« protection des intérêts de sécurité légitimes de tous les pays voisins »*. Si les mots ont un sens, cela voulait dire : y compris l'URSS. La levée complète des sanctions économiques américaines contre la Pologne pourrait par ailleurs être, dit-on, bientôt décidée, ce qui soulagerait grandement le général Jaruzelski.

Même si le dialogue entre les deux Super Grands finissait par reprendre, on a vu lundi à quel point était tournée la page de la détente — un mot que M. Reagan n'a pas prononcé une seule fois. Caressés dans les années 70, les espoirs d'un rapprochement profond entre l'Est et l'Ouest à travers le développement des échanges culturels et commerciaux n'avaient aucune place dans son discours. Il a au contraire souligné que c'était la *« force retrouvée »* par les Etats-Unis qui leur permettait de tendre la main pour des *« négociations constructives »*. Un tiers de son discours était consacré à affirmer la suprématie morale de la démocratie américaine sur le système soviétique, et la conformité de la politique des Etats-Unis aux principes de la charte de l'ONU et de la déclaration des droits de l'homme. Il a enfin bien expliqué que *« les différences entre intérêts américains et soviétiques n'appartenaient pas au passé »*.

La parole sera jeudi devant l'ONU à M. Gromyko, qui s'entretiendra le même jour avec M. Mondale après avoir rencontré la veille M. Shultz. Quand bien même tout ne lui aurait pas déplu dans les propos de M. Reagan, il n'aurait aucune raison de s'empresser de le faire savoir. La bonne diplomatie demande du temps, et l'intérêt du Kremlin n'est pas d'accorder une écrasante marge de victoire à M. Reagan dans l'élection présidentielle.

B. G.

EN MARGE DE LA SESSION

M. Cheysson a rencontré M. Gromyko dans une « atmosphère de travail détendue »

New-York (*AFP*). — M. Claude Cheysson s'est entretenu lundi 24 septembre aux Nations unies avec M. Gromyko, à l'occasion d'un déjeuner pris en tête à tête. Le ministre français des relations extérieures et son collègue soviétique, a-t-il été indiqué à l'issue de la rencontre, *« ont noté avec satisfaction que celle-ci s'inscrivait dans la poursuite de leur dialogue continu »*. Ils se sont également félicités du bon déroulement du *« programme de rencontres sectorielles »* franco-soviétiques entre hauts fonctionnaires sur les questions de désarmement, l'ordre économique mondial, les problèmes de l'Asie et du Proche-Orient.

Cet échange de vues a, en outre, donné lieu au traditionnel tour d'horizon de la situation internationale. La militarisation de l'espace, la situation au Proche-Orient et en Afrique, ont notamment été évoquées. S'agissant du désarmement, M. Gromyko n'a pas renouvelé l'exigence habituelle de l'URSS de voir prises en compte dans les négociations stratégiques les forces nucléaires française et britannique. D'une manière générale, la conversation entre M. Cheysson et M. Gromyko s'est déroulée dans une *« atmosphère de travail détendue »*, a-t-on indiqué du côté français, sans préciser quel commentaire le ministre des affaires étrangères soviétiques avait apporté au discours que le président Reagan venait de prononcer à la tribune des Nations unies.

Auparavant, M. Cheysson avait rencontré son collègue chinois, M. Wu Xueqian, au siège de la mission française. Cet entretien a permis aux deux ministres de constater *« la proximité de leurs positions sur la question du désarmement »*.

Dans son intervention à la tribune, lundi, le président argentin, M. Raul Alfonsin, a accusé la Grande-Bretagne d'*« intransigeance »* dans l'affaire des Malouines, et affirmé que son pays demeurait décidé à établir sa souveraineté sur l'archipel, mais *« par les seuls moyens pacifiques »*.

A Moscou

M. Tchernenko réitère ses attaques contre les États-Unis

M. Constantin Tchernenko a réitéré ce mardi 25 septembre les habituelles attaques soviétiques contre l'administration américaine, sans tenir compte apparemment du discours prononcé la veille par le président Reagan à la tribune des Nations unies.

Le numéro 1 soviétique a pris la parole à l'occasion de l'ouverture à Moscou du congrès des écrivains soviétiques. La situation internationale *« dépend dans une grande mesure »* des relations soviéto-américaines, a déclaré M. Tchernenko : *« Mais aux États-Unis, tout l'indique, ou bien on ne veut pas, ou bien on n'est pas prêt à comprendre qu'il n'y a pas d'autre voie sensée que la normalisation des relations soviéto-américaines sur la base des principes d'égalité, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures »*.

Le secrétaire général du parti a aussi évoqué *« la menace nucléaire »* qui est, selon lui, *« grande, et c'est regrettable »*. *« On ne peut pas se dissimuler cette vérité ni la tourner en plaisanterie »*, a-t-il ajouté, faisant clairement allusion à la récente gaffe du président Reagan, qui avait annoncé au cours d'un essai de voix et par dérision, un bombardement nucléaire de l'URSS.

L'intervention de M. Tchernenko devant le congrès des écrivains était sa première allocution devant un large public depuis le printemps dernier. Le texte, centré sur la *« politique de paix »* de l'URSS (un sujet tout à fait classique dans les congrès des écrivains), avait très vraisemblablement été préparé avant l'intervention de M. Reagan. Certaines indications sur le contenu du discours de M. Tchernenko avaient en effet filtré à Moscou, dès lundi. Il n'est donc pas du tout certain qu'il s'agisse là d'une réponse définitive au président américain, mais peut-être seulement d'un discours passe-partout, plutôt en retrait par rapport au ton adopté ces derniers jours encore par l'agence Tass pour dénoncer l'*« administration aventuriste et militariste de l'administration Reagan »*. Il reviendra sans doute à M. Andrei Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, d'exprimer la véritable réaction soviétique aux avances du président américain, dans le discours qu'il prononcera jeudi 27 septembre, à New-York. Cela expliquerait le silence total observé jusqu'à présent à ce sujet à Moscou : mardi en début d'après-midi, l'agence Tass et la presse soviétique n'avaient toujours pas fait la moindre mention des propos du président américain, ni d'ailleurs de la rencontre entre M. Reagan et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andrei Gromyko, qui remonte pourtant à dimanche.

DIPLOMATIE

EN 1939, EN MARGE DU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

La Gestapo et le NKVD soviétique avaient décidé de collaborer étroitement

La collaboration entre la Gestapo et le NKVD (ancien nom de la police politique soviétique) pour lutter contre toute « agitation » en Pologne s'est poursuivie de septembre 1939 à juin 1941 (date de l'attaque allemande contre l'URSS), révèle M. Simon Wiesenthal dans le numéro du *Spiegel* daté du 24 septembre.

Le principe de cette collaboration a été établi le 28 septembre à Moscou au cours d'une rencontre entre les ministres soviétique et allemand des affaires étrangères, Molotov et Ribbentrop. Une copie de ce protocole secret, qui complétait le pacte germano-soviétique signé le 23 août — une semaine avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, — se trouve actuellement dans les archives du ministère des affaires étrangères à Bonn, écrit M. Wiesenthal.

« Les deux parties (l'URSS et l'Allemagne nazie) *ne toléreront dans leur zone respective* (le territoire polonais partagé entre les deux puissances) *aucune agitation qui pourrait se répercuter dans la zone de l'autre partie. Elles mettront un terme à toute velléité d'agitation de cette nature et s'informeront mutuellement des mesures prises en ce sens »*, indique le protocole secret.

Selon M. Wiesenthal, la collaboration entre les deux services a été très étroite. Il y a eu plusieurs rencontres entre représentants du NKVD et de la Gestapo, à Kiev, Lvov et Zakopane, et un officier du NKVD est resté jusqu'en juin 1941 à Cracovie aux côtés du gouverneur général allemand Frank.

M. Wiesenthal rappelle qu'au printemps 1940 la Gestapo entreprit de liquider cinq mille universitaires polonais en zone allemande, tandis que le NKVD exécutait à Katyn quatre mille cinq cents officiers polonais.

DIPLOMATIE

RÉUNI DU 24 AU 28 SEPTEMBRE A MONTRÉAL

Le onzième congrès des villes jumelées pourrait permettre à l'organisation de prendre un nouveau départ

Le onzième congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées-cités unies (FMVJ) s'est ouvert le lundi 24 septembre à Montréal en présence de son président sortant, M. Enrique Tierno Galvan, maire de Madrid, et de M. Pierre Mauroy, qui a été pressenti pour prendre sa succession. Plus de trois mille cinq cents délégués étaient attendus par les organisateurs, qui ont multiplié les efforts pour donner à cette rencontre internationale un contenu concret. La santé, l'environnement, la communication, l'informatique, la vie associative, les finances municipales, l'énergie, le traitements des déchets, et bien entendu le fonctionnement des jumelages eux-mêmes doivent être abordés dans de nombreux forums par les congressistes, dont les travaux s'achèveront le 28 septembre.

Cette volonté de « faire concret » doit beaucoup aux Québécois, qui ont apporté à la préparation de la rencontre le côté pratique et le sens réel que l'on prête aux Américains. Suffira-t-elle à empêcher que le congrès de Montréal ne retentisse des échos des différentes « affaires » qui ont émaillé, ces derniers mois, la vie de la FMVJ ? Beaucoup pourrait dépendre, à cet égard, de la présence ou de l'absence de l'ancien président-délégué de l'organisation, M. Jean-Marie Bressand, qui a spectaculairement donné sa démission à la suite de certaines révélations (*le Monde* du 5 août), estimant qu'il n'était pas assez soutenu par les autres membres du conseil de présidence, et qui avait annoncé qu'il ne se rendrait pas à Montréal. « *S'il vient*, explique-t-on du côté québécois, *il n'est pas question de lui refuser l'entrée du congrès d'une organisation qu'il a fondée. S'il ne vient pas, eh bien... nous surmonterons notre chagrin, et la sérénité des débats n'en souffrira pas, pour le moins.* »

Ce congrès s'ouvre en tout cas dans des circonstances difficiles, mais non dramatiques, pour la FMVJ. Difficiles : la révélation des liens que M. Bressand avait noués au nom de l'organisation avec la secte Ecoovie et sa mystérieuse « université de la paix », les incertitudes – le mot est faible – pesant sur la gestion du compte bancaire suisse du Fonds des cités unies, les innombrables querelles personnelles dans lesquelles le fondateur de la Fédération avait entraîné son organisation, ont créé un climat que les moins tièdes de ses fidèles qualifient volontiers de difficile, et les autres d'irrespirable. Certains organismes, comme le ministère français de la coopération, ou le gouvernement marocain, qui apportaient une contribution importante au budget, ont demandé à voir les comptes, et suspendu leurs versements devant le refus qui leur était opposé. Et deux organismes concurrents prétendent toujours au rôle de soutien, mais aussi, pour le premier, à un certain droit de regard sur la gestion de la FMVJ : l'Association française pour les cités unies, dont s'occupe le député socialiste Alain Vivien, et le Comité national de jumelage, que préside le député UDF Bernard Stasi, et qui a la faveur de M. Bressand. Ce comité, avec beaucoup de simplicité, vient de décider qu'il était désormais seul qualifié, et, bien entendu, de réaffirmer son soutien à l'ancien président délégué...

Les ambitions de M. Mauroy

Pourtant, la FMVJ aborde son congrès de Montréal avec un certain nombre d'atouts, qui font que sa situation est loin d'être sans issue. La démission de M. Bressand, aussitôt acceptée avec reconnaissance et soulagement par M. Tierno Galvan (qui a finalement rendu au démissionnaire l'hommage que celui-ci lui avait reproché de lui refuser, dans la lettre dont il avait rendu public le texte au moment de sa démission) et par M. Mauroy, a désarmé certaines critiques, qui s'adressaient plus aux méthodes personnelles du « patron » de la FMVJ qu'à celle-ci. Un audit financier, exigé lors d'une récente réunion à Casablanca, devrait permettre de repartir sur des bases plus saines, en tout cas moins mystérieuses. Et de vérifier que l'état des comptes de la FMVJ est moins mauvais qu'on ne le dit parfois : la Fédération et ses « filiales » disposent en fait d'un domaine immobilier non négligeable, de subventions régulières et importantes qui devraient toutes être reconduites dès lors que la transparence comptable de l'organisation sera assurée, d'activités quasi commerciales avec leur agence de voyages, sans parler du fameux « compte suisse ».

Mais surtout, s'il accède effectivement à la présidence mondiale du mouvement (c'est une assemblée générale convoquée non à Montréal, mais à Turin en novembre, qui devrait prendre cette décision), M. Mauroy mettra tout en œuvre pour effacer les traces des querelles qui ont empoisonné l'atmosphère ces derniers mois. Il nouera des liens étroits avec les autres grandes organisations internationales de jumelages, dans lesquelles M. Bressand voyait des adversaires irréductibles, comme le Conseil des communes et régions d'Europe, et l'International Union of local authorities (IULA), tous deux invités à Montréal. Et il cherchera à mettre sur pied une sorte de conseil intergouvernemental, qui permettrait, tout en respectant l'autonomie des villes et de leurs associations nationales, de coordonner les actions de coopération avec les villes du tiers-monde, un peu sur le modèle de ce que fait la Croix-Rouge. Ce qui pourrait, en recueillant des subventions et en en contrôlant l'affectation à des programmes concrets, faire de la FMVJ un organisme mieux adapté à ses ambitions humanistes, cessant de tourner sur lui-même et pour lui-même, comme le lui reprochent, notamment, les Québécois.

Reste à savoir si le maire de Lille, qui pratique les jumelages depuis longtemps avec huit autres villes, aura les coudées assez franches pour parvenir à ses fins. Dans une note en principe « *confidentielle* », mais qu'il a largement répandue, M. Bressand, avant de s'en prendre vivement à la « *cabale* » de la presse, écrivait : « *Ma fonction de fondateur, portant le mouvement sur ses épaules, parfois comme Jésus sa croix, n'a pas de successeur.* » M. Mauroy ne pourrait sans doute que souscrire à cette affirmation : il ne souhaite être à la FMVJ ni Jésus ni encore moins Dieu le Père, mais celui qui donnera enfin avec les concours les plus larges possibles, et notamment les Américains, un contenu concret et un fonctionnement transparent à ce qui aurait pu être une très belle entreprise. Il se donne un an et demi pour en faire un premier bilan, et vérifier que l'aventure est jouable. Du moins si, d'ici là, une assemblée générale bien « montée » ne vient pas, fin novembre à Turin, briser les ailes de ce rêve.

BERNARD BRIGOULEIX.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

- **VINGT-SIX EXÉCUTIONS.** – Vingt-six personnes ont été exécutées à Pékin du 14 au 20 septembre, ont annoncé, le dimanche 23 septembre, des affiches apposées à l'extérieur d'un tribunal de la capitale chinoise. Les vingt-six suppliciés, âgés de dix-huit à cinquante ans, ont été condamnés à mort pour viols, meurtres et « hooliganisme », précisent les affiches. Vingt-trois des condamnés ont été exécutés dans la seule journée du 14 septembre. – *(AFP.)*

Israël

- **CINQ SOLDATS ISRAÉLIENS TUÉS DANS UN ACCIDENT.** – Cinq soldats israéliens ont été tués et cinq autres blessés, lundi après-midi 24 septembre, un hélicoptère militaire à bord duquel ils se trouvaient s'étant écrasé à la suite d'un incident technique. L'accident a eu lieu au cours d'un exercice de transport de troupes dans le secteur de Beishan (vallée du Jourdain). – *(AFP.)*

Nicaragua

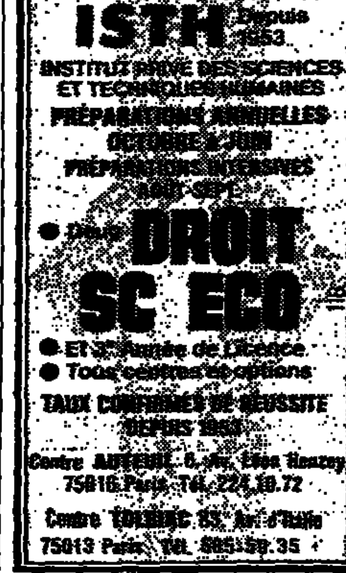
- **HUIT CIVILS TUÉS DANS UNE EMBUSCADE DE LA « CONTRA ».** – Huit personnes ont été tuées près de Jinotega, à une centaine de kilomètres de Managua, au cours d'une embuscade tendue par des membres de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) à un convoi militaire, a annoncé le ministre de la défense, le lundi 24 septembre. Une vingtaine d'autres personnes – parents de soldats engagés dans la région – ont été blessées. Selon le ministre, mille cinq cents insurgés de la FDN se sont récemment infiltrés au Nicaragua venant du Honduras. – *(UPI.)*

Nigéria

- **EXÉCUTIONS CAPITALES.** – Reconnus coupables d'attaques à main armée, quatre condamnés à mort ont été exécutés, le week-end dernier, à Lagos et à Calabar (sud-est du pays). Depuis la prise du pouvoir par les militaires, le 31 décembre 1983, plus de cinquante condamnés de droit commun ont été passés par les armes. – *(Reuter.)*

Sri-Lanka

- **QUATRE MEURTRES.** – Quatre personnes ont été tuées, le lundi 24 septembre, par des militants séparatistes tamouls dans le district de kilinochchi, dans le nord du Sri-Lanka, a-t-on appris de source policière. Des lettres les accusant d'avoir livré des renseignements aux forces de sécurité ont été trouvées près des corps des quatre victimes, a affirmé la police. – *(AFP.)*



ASIE

Afghanistan

LIBRES OPINIONS

Le droit de secourir et de témoigner

par le docteur CLAUDE MALHURET (*)

LA capture de Jacques Abouchar ajoute un nom de plus à la trop longue liste de tous ceux qui, en Afghanistan, ont été persécutés pour avoir tenté de faire leur travail.

Pourquoi tant de violences à l'encontre des journalistes ou des médecins français ? Les lois de la guerre ont changé. Les conflits actuels ne mettent plus aux prises, comme par le passé, des armées régulières, les populations civiles étant tenues à l'arrière. Depuis trente ans, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, c'est le modèle de la guérilla qui s'est imposé. Jusqu'à une date récente, on ne savait comment y répondre. Le regroupement des populations, la création des hameaux stratégiques, de villages fortifiés, la mise en fiche des habitants permettaient de freiner l'avance des partisans, mais ceux-ci finissaient toujours par l'emporter.

Les nouveaux stratèges des pays totalitaires ont trouvé une réponse originale au problème. Une réponse simple, logique et définitivement efficace. Puisque la force d'une résistance repose sur le fait que « *le guérillero est dans la population comme un poisson dans l'eau* », la meilleure façon de s'emparer du poisson consiste à vider le bocal. En d'autres termes, le seul moyen pour isoler une guérilla est d'exercer des représailles massives contre l'ensemble de la population, allant parfois jusqu'à l'extermination d'une importante partie d'entre elle. C'est ce qui s'est passé au Cambodge en 1979 lorsque les Vietnamiens ont fini par vaincre les poches de résistance khmères rouges en bloquant la distribution des secours internationaux, affamant ainsi l'ensemble des Cambodgiens et les empêchant de nourrir la guérilla. Une stratégie qui fit des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés en Thaïlande.

C'est ce qui se passe en Afghanistan depuis bientôt cinq ans. Bombardements massifs, largage de mines antipersonnel, de jouets piégés, incendie des récoltes, pillage d'entrepôts, opérations d'infanterie accompagnée de centaines de blindés, ont entraîné l'exode le plus gigantesque de ces trente dernières années : plus de quatre millions de réfugiés au Pakistan et en Iran, des milliers de morts et de blessés. A l'intérieur du pays, la misère, la faim, la désertification de vallées entières.

Le secret

Une telle stratégie nécessite une condition, entre autres, pour aboutir : le secret. Jamais l'opinion publique internationale n'accepterait de telles exactions si elle en était correctement informée. D'où la fermeture hermétique des frontières aux journalistes comme aux médecins. Les quelques hommes courageux qui tentent, comme l'a fait Jacques Abouchar, de braver l'interdit sont impitoyablement pourchassés.

Que va-t-il se passer désormais ? Jacques Abouchar, journaliste connu, dont le cas mobilisera rapidement beaucoup de ses confrères, a de bonnes chances d'être relâché rapidement si les dirigeants du Kremlin ne sont pas totalement inconscients. Ils connaissent bien la force de l'opinion publique, puisqu'ils font tant d'efforts pour la supprimer chez eux. Ils tenteront, néanmoins, au cours des négociations qui vont s'engager avec le gouvernement français, de lui imputer, de même qu'à Philippe Augoyard en son temps, le double reproche d'ingérence et d'illégalité. Répondons-y d'emblée afin que les choses soient claires.

A l'accusation d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, la réponse est qu'en ce domaine deux conceptions s'affrontent : d'un côté l'éthique personnelle qui oblige les médecins à secourir toute personne en danger, les journalistes à remplir leur devoir d'informer. De l'autre côté, les lois des Etats, condamnant l'immixtion dans leurs affaires intérieures. Il n'y a pas moyen d'échapper à ce choix. Dès lors on ne peut reprocher à quiconque de trancher en faveur de la première conception, impératif moral, contre la seconde, règle politique. Au demeurant, le principe de non-ingérence ne peut être invoqué que dans le domaine des relations interétatiques et ne saurait s'appliquer aux personnes privées, agissant selon des règles individuelles de conduite.

Des pionniers

Au reproche d'illégalité, il convient d'opposer que Jacques Abouchar, Philippe Augoyard et ceux qui ont agi comme eux sont les pionniers d'un nouveau droit international en perpétuelle évolution. De même que les conventions de Genève ont pris en compte une situation de fait imposée par les guerres aux prisonniers, aux blessés, aux populations civiles, de même il faut désormais assurer la protection des équipes humanitaires qui apportent leur assistance ou des journalistes qui tentent d'informer. Pas en proposant un nouveau statut, que d'ailleurs aucun d'entre eux ne réclame et qui comporterait autant de restrictions que d'avantages. Mais plutôt par une résolution, ou une série de résolutions, affirmant le droit de tout individu à secourir son semblable ou à témoigner de sa détresse. Le droit à la vie et à l'expression est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et ne saurait, en conséquence, être limité par une législation particulière.

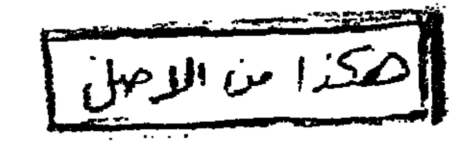
Notre pays s'honorerait d'introduire une telle conception dans les enceintes où s'élaborent les règles du droit international : organismes spécialisés de l'ONU, organisations internationales et régionales.

En attendant, il ne faut pas rêver. Jacques Abouchar nous sera d'autant plus rapidement rendu qu'il aura bénéficié d'un soutien massif et d'une mobilisation des consciences dans notre pays et au-delà. Dans la campagne que ses confrères vont devoir mener afin de hâter sa libération, Médecins sans frontières tient à les assurer de son soutien total et de son active solidarité.

(*) Directeur de Médecins sans frontières.

- *Un avion civil touché par les résistants.* – Un DC-10 des lignes intérieures afghanes Ariana a été endommagé en vol, le vendredi 21 septembre, par un tir de la résistance, et a pu atterrir à Kaboul avec trois cent huit passagers à bord, a annoncé lundi Radio Kaboul, captée à Islamabad. La radio gouvernementale afghane indique que l'appareil, qui assurait la liaison Kandahar-Kaboul, a été atteint par un tir en provenance du sol sans préciser cependant le type d'arme utilisé. L'aile gauche, le système hydraulique et le réservoir de carburant ont été endommagés, a précisé la radio. Aucune des organisations de la résistance afghane basées au Pakistan n'a revendiqué cette opération. – *(AFP.)*





AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président en campagne

(Suite de la première page.)

Les journalistes avaient donc été invités à l'interroger. Mais voilà qu'ils en profitent pour solliciter une réaction à des critiques lancées la veille par M. Mondale sur l'ambiguïté de la politique américaine au Nicaragua. M. Reagan met immédiatement les choses au clair : « *Je ne vais pas répondre à mon opposant* », dit-il, comme s'il était saugrenu d'imaginer qu'une campagne électorale puisse être un débat politique. « *Quant aux sujets qu'il soulève,* ajoute-t-il, *j'en discuterai quand bon me semblera et pas en réponse à ses questions.* »

Deux jours plus tard, le candidat républicain fait un petit saut à Waterbury (Connecticut), 104 000 habitants, et à Hammonton (New-Jersey), 13 000 habitants. Waterbury est une ville démocrate, mais les écoles ont été fermées pour ce jour et le maire démocrate est présent à la tribune dressée devant l'église catholique. Son absence aurait choqué ses électeurs. Waterbury est une ville catholique et M. le curé est là aussi, comme c'est souvent le cas depuis que les évêques sont en polémique avec Mme Ferraro sur la liberté de l'avortement.

Le temps est radieux. La fanfare des vieux et l'orchestre des jeunes sont de la partie, et une immense banderole proclame : « *L'Amérique est à nouveau fière. Merci, président Reagan !* » Soudain, des milliers de bras agitent les petites bannières étoilées et l'hélicoptère présidentiel atterrit : « *Qu'il est merveilleux d'être à Waterbury !* », s'exclame sous les hurrahs M. Reagan, qui, notoirement, n'aime que la Californie. « *C'est un endroit*, poursuit-il, *où les valeurs fondamentales ont pris racine — celles de la foi en Dieu miséricordieux, du sens de la famille et de l'amour d'un pays d'opportunités, de paix et de liberté.* »

Applaudissements, et le candidat républicain, strict costume présidentiel sous un soleil de plomb, évoque l'inflation, la crise de l'énergie, le poids des impôts — pour dire, bien sûr, que c'étaient les problèmes d'avant 1980. On n'est pas là pour parler politique, mais de l'état d'un royaume dont le souverain se montre à ses sujets.

Les statistiques économiques sont, après tout, excellentes, et il les égrène à l'envi en précisant qu'il ne faut pas parler d'une « *reprise Reagan* » mais de la « *reprise américaine* », puisque « *c'est vous qui avez réalisé cela* » (applaudissements). « *Est-ce que vous vous en sortez mieux maintenant ?* demande-t-il.

« *Oui !*, répond la foule. — *Pensez-vous que l'Amérique soit en meilleur état ?*

— *Oui* », répond encore la foule.

Et M. Reagan, avec l'air d'un patriarche satisfait de sa tribu, parle de « *l'oncle Sam, sacrément crâneur* », de « *nos jeunes, brillants et optimistes* » et des vieux qui se sentent aujourd'hui « *joliment alertes, comme j'espère l'être quand je vieillirai* », ajoute-t-il en faisant un triomphe.

Les pancartes agitées ici et là parlent d'un « *leadership crédible* » ou « *éprouvé* ». L'avant-veille, dans une interview au *New York Times*, M. Mondale avait dressé un sévère bilan de la politique étrangère du président sortant. Pas un mot dans la bouche de M. Reagan sur ce sujet délicat. Depuis deux mois et demi, M. Mondale martèle que l'ampleur du déficit budgétaire représente une menace majeure et qu'un relèvement des impôts est inéluctable. M. Reagan ne dit pas un mot là-dessus non plus, mais brocarde, et souvent drôlement, la « *vieille* », la « *merveilleuse* » idée de « *l'autre bord* » (il ne dit pas les démocrates) » : « *Augmenter encore, encore, et encore, vos impôts.* »

Cela passe, et non pas parce que M. Mondale n'a pas su convaincre. Tout au contraire, 81 % des Américains savent aujourd'hui que quel que soit le résultat des élections les impôts seront augmentés. Seulement voilà : s'ils sont 55 % à penser que M. Reagan n'est pas « *très intelligent* », ils ne sont que 36 % à penser que M. Mondale, lui, le soit, et si le président est regardé comme un « *dirigeant solide* » par 74 % des électeurs, seuls 41 % d'entre eux ont la même opinion de son adversaire. Ces chiffres disent presque tout.

Mais voici le morceau de bravoure. Waterbury, vingt-quatre ans après, se souvient encore de cette nuit de novembre 1960, où le candidat John Kennedy vint ici haranguer trente mille personnes, qui l'attendirent sous la pluie jusqu'à 3 heures du matin. « *C'était la nuit, mais elle était illuminée (...). C'était l'automne, mais on aurait dit le printemps* », dit d'une voix profonde M. Reagan, qui, porté par le soudain silence de la foule, lance : « *Je vois notre pays aujourd'hui et je me dis que c'est encore une fois le printemps pour l'Amérique et que John Kennedy serait fier de vous, fier de la vaillance de vos cœurs et de la lumière de vos âmes.* »

Le soir même, le sénateur Kennedy s'étranglait d'indignation : « *Il n'y a que quelqu'un qui faisait partie en 1960 des Démocrates pour Nixon pour oser parader, en 1984, en se présentant comme un nouveau J.-F.K.* », déclare-t-il dans un communiqué ; mais, de fait, M. Reagan le peut. Il ne cesse, à Waterbury comme partout, de rappeler qu'il a été démocrate, de s'affirmer le continuateur de Roosevelt, de Truman et de Kennedy, et d'appeler les « *bons et honnêtes démocrates* » à rejoindre les rangs républicains. « *Croyez-moi*, dit-il aux démocrates de Waterbury, *vous serez bien accueillis* », et les applaudissements fusent. « *Puis-je ajouter quelque chose ?* », demande alors M. Reagan qui a fini de lire son discours. Bien sûr que oui. Et le président, alors confie : « *Rien, vraiment rien, ne m'a rendu plus fier durant ces quatre dernières années que nos jeunes gens servant le pays sous l'uniforme. Ils sont, à tous points de vue, les meilleurs (...) et quand vous les croisez dans la rue, peut-être pourriez-vous leur faire un petit signe, ou sourire, ou leur dire bonjour, pour leur faire connaître les sentiments que nous leur portons.* »

« *Au nom de la jeunesse de Waterbury* », un adolescent remercie le président du « *magnifique sauvetage* » de la Grenade et, tandis que l'orchestre — celui des jeunes — joue un air sur la grandeur de l'Amérique, la bannière étoilée, immense et majestueuse, s'élève au-dessus de la foule.

BERNARD GUETTA.

« Ces malades mentaux qui errent dans nos villes »

Correspondance

Washington. — Il y a trente ans, les hôpitaux psychiatriques abritaient cinq cent mille malades. Aujourd'hui ils n'en comptent que cent trente mille. Où sont passés les autres ? A s'en tenir au long rapport publié récemment par l'American Psychiatric Association (APA), ces malades mentaux circulent dans le pays : « *Ces êtres humains, malades et hallucinés errent dans nos rues en haillons ou dorment sur les bouches de chaleur...* ».

Ainsi, le sort de ces malades mentaux, représentant entre 25 à 50 % des centaines de milliers de sans-abri est, au dire même du rapport, une « *tragédie sociale majeure* » — en raison de l'application défectueuse d'une réforme louable dans ses intentions mais insuffisamment préparée.

Il y a trois décennies en effet, les conditions d'existence intolérables et souvent inhumaines dans les hôpitaux psychiatriques avaient amené à vider ces institutions d'Etat (souvent décrites comme des « *fosses à serpents* » de leurs malades inoffensifs, atteints de maladies mentales chroniques pour les confier à leurs familles à des centres hospitaliers ou à des communautés locales.

Un certain nombre de facteurs favorisaient cette démarche. D'abord, la découverte de nouveaux médicaments permettant aux malades mentaux d'être traités en dehors des hôpitaux. Ensuite, les autorités des Etats n'étaient pas mécontentes de pouvoir comprimer leur budget en réduisant ou en fermant les asiles. Enfin, il existait un fort courant d'opinion, notamment dans les milieux libéraux, en faveur de la réinsertion des malades mentaux dans un environnement familier, et en tout cas plus agréable que l'hôpital.

Malheureusement, selon l'APA, ni l'Etat fédéral, ni les gouvernements des Etats fédérés, ni les communautés locales n'avaient prévu les dépenses nécessaires pour loger, habiller et nourrir les malades qui, souvent, après avoir vécu un certain temps dans leur famille ou dans des maisons de santé, devaient être renvoyés à l'asile.

L'APA note que ce groupe de malades mentaux sans abri n'est pas homogène. Certains souffrent d'un abus de médicaments, d'autres les refusent totalement. Certains sont sans famille, d'autres, tragiquement, dorment dans la rue à quelques centaines de mètres de la maison où ils habitaient jadis. Certains s'installent dans la même ruelle pendant des mois, d'autres errent de ville en ville... Mais tous sont livrés à eux-mêmes.

C'est pourquoi, selon l'APA, l'énorme effort financier requis doit être employé sélectivement afin de répondre aux besoins différents des malades. Mais la condition indispensable d'un traitement efficace est d'abord de leur assurer le logement, l'habillement et la nourriture. L'APA recommande que chaque malade mental soit placé sous la responsabilité d'une personne, pas nécessairement de la famille, qui serait appelée à juger et à décider du meilleur traitement.

Certains malades, cependant, ne peuvent plus s'insérer dans la communauté. A ceux qui, malgré le traitement, restent dangereusement ou gravement malades et dont la maladie rend la vie chaotique insupportable, le séjour à long terme dans les asiles est la seule possibilité. Mais à cette fin, il faudra, note l'APA, modifier les lois qui règlent les procédures d'admission dans le souci louable de protéger les malades contre l'internement arbitraire.

Les Américains ont une attitude ambivalente, estime le rapport. « *Ils rejettent l'idée d'un internement à long terme dans les hôpitaux psychiatriques ; mais en même temps, ils réagissent violemment à la présence de malades mentaux dans les rues...* »

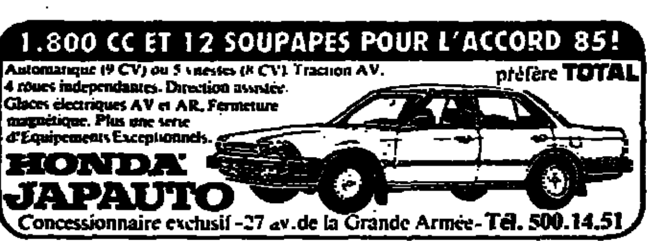
Le rapport de l'APA vise à sortir les autorités de leur torpeur. L'objectif de 1963 de créer avant 1980 deux mille centres hospitaliers n'a pas été atteint. On n'en compte qu'un peu plus de huit cents. Et, dans certains Etats, le nombre des maisons de santé a diminué. Les crédits du ministère de la santé pour les centres communautaires ont diminué de 15 % en trois ans.

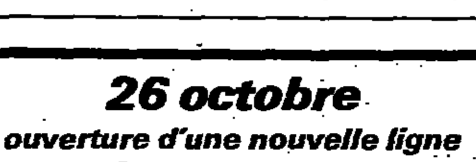
Les syndicats de personnel hospitalier, enfin, n'encouragent pas le transfert de leurs membres vers les centres hospitaliers locaux : les conditions de travail sont, en effet, bien meilleures dans les hôpitaux relativement vides !

Comme l'indique très clairement l'APA, la solution du problème implique d'abord un changement d'attitude fondamental du public américain à l'égard de ces nouveaux « intouchables », dont il a peur, qu'il préfère ignorer ou oublier, et surtout qu'il ne veut pas voir dans ses rues.

HENRI PIERRE.













AFRIQUE

SELON UN COMMUNIQUÉ DU QUAI D'ORSAY

L'opération de retrait des forces françaises et libyennes du Tchad a commencé « normalement »

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – L'opération de retrait simultané des troupes françaises et libyennes du Tchad *« a commencé normalement »*, a indiqué, ce mardi 25 septembre en fin de matinée, le porte-parole du Quai d'Orsay. Jusqu'au dernier moment, le commandement de la force Manta avait laissé planer le doute sur la date effective du début du retrait des troupes françaises du territoire tchadien (opération « Vandoise »), répétant qu'il s'agissait d'une *« décision politique »* incombant à Paris. Cette incertitude était alimentée par le fait que l'une des conditions posées par l'accord franco-libyen – la question des observateurs – était loin d'être remplie.

En tout état de cause, le rejet par N'Djamena du Bénin, pays choisi par la Libye, constitue un accroc dans un processus qui, pour être crédible, doit être rigoureusement conforme à l'accord entre Paris et Tripoli. Or tel ne sera pas le cas dès lors que les observateurs ne seront pas en mesure d'assurer leur mission sur le terrain dès le début de l'évacuation concomitante des troupes française et libyenne.

Le contingent sénégalais, dont l'arrivée à N'Djamena n'était pas encore annoncée ce mardi en fin de matinée, est composé d'une trentaine d'hommes, dont la moitié superviseront les opérations à N'Djamena, les autres se rendant sur les positions françaises situées au nord de la capitale. Les membres de la commission mixte franco-libyennes chargés de statuer sur les contentieux pouvant surgir dans le déroulement des opérations d'évacuation – sur la foi des rapports des observateurs – doivent, pour leur part, se réunir à Kano, ville située à 800 kilomètres au nord de Lagos.

Le choix du Nigéria comme pays hôte de la commission mixte est hautement symbolique : le 23 mars 1979, à la suite de l'accord de Kano, le général Malloum, alors chef de l'État, et M. Hissène Habré, alors premier ministre, démissionnaient de leurs fonctions respectives et un « conseil d'Etat provisoire », présidé par M. Goukouni Oueddeï, était mis en place à N'Djamena.

Cette commission, composée d'officiers des états-majors français et libyens aura à sa disposition un important matériel de télécommunications pour rester en liaison avec les observateurs. Il se confirme, d'autre part, que l'état-major tchadien procède à une inspection de ses troupes stationnées dans le nord du pays. Le commandant en chef des FANT (Forces armées nationales tchadiennes), M. Idriss Debi, s'est, de son côté, refusé à préciser à quelle date les troupes gouvernementales feraient mouvement vers le nord pour reconquérir les villes détenues jusque-là par les éléments du GUNT.

Dans un entretien accordé le 24 septembre à quelques journalistes, il a, d'autre part, présenté un document, en date du 29 août dernier, envoyé par une *« autorité Aigle Tripoli »* au *« Conseil central des FAT (Forces armées tchadiennes) reconstituées »* (1). Ce document, dit-il, a été retrouvé dans le sud du Tchad parmi les matériels appartenant à des *codos* (commandos) en lutte contre le pouvoir de N'Djamena. La Libye répondait à un message remontant au 7 janvier 1984 et annonçant un *« accord de reconstitution des FAT »*. L'*« Autorité Aigle »* indiquait : *« Satisfaction de votre position anti-impérialiste. Stop. Avons déjà envoyé première tranche de matériels par même itinéraire. Stop. Suite vous sera envoyée à condition unification codos Sud et aussi rupture N'Djamena. Stop. Salutations révolutionnaires. Stop. »* Le commandant en chef tchadien assure que les *codos* reçoivent un soutien de la part de la Libye tant sur le plan financier que militaire et que *« des armes sont larguées »*.

Interrogé sur la répression sanglante que les FANT auraient menée contre la rébellion sévissant dans le Sud, M. Idriss Debi, *« s'est refusé à croire »* que les troupes gouvernementales aient pu se livrer à de telles pratiques. Il reconnaît que le départ de la force Manta va avoir notamment pour conséquence de compromettre le « recyclage » des forces tchadiennes par l'armée française, précisant que, dans certains cas, cette formation militaire a déjà été arrêtée. Le « com-chef » rend hommage au rôle dissuasif et humanitaire de la force Manta et au fait que l'armée française *« a contribué à restaurer la confiance dans la population civile »*, mais il a indiqué aussi : *« Nous n'avons pas réussi à avoir le minimum de matériel pour créer un équilibre des forces avec l'adversaire. »* M. Idriss Debi ne croit guère à un retrait libyen. Il illustre cette conviction d'une formule : *« Kadhafi va sortir de la maison, mais rester sur le toit. »*

LAURENT ZECCHINI.

(1) Les FAT regroupaient autrefois les partisans armés du lieutenant-colonel Kamougué, dirigeant sudiste qui demeure, au moins nominalement, vice-président du GUNT (ancien gouvernement d'union nationale de transition de M. Goukouni Oueddeï).

● *Censure sur la presse.* – Depuis le lundi 24 septembre, les autorités tchadiennes soumettent les articles des correspondants de la presse étrangère au Tchad à la censure préalable.

LE « BILAN CIVIL » DE L'OPÉRATION MANTA

De l'aide sanitaire au déminage de N'Djamena

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – Sous une grande tente, des Tchadiens, hommes, femmes et enfants, sont allongés sur des lits de camp. D'autres sont encore en salle d'opération. Le bilan n'est pas négligeable : en un an, 16 467 consultants sont passés par le camp militaire français Dubut, où l'on a pratiqué 667 opérations chirurgicales, ce qui représente 3 321 journées d'hospitalisation. La population tchadienne souffre des maladies classiques en pays sahélien : parasitose intestinale, paludisme, épidémies, comme la rougeole, bref le tribut de la malnutrition. Après Manta, tous ces malades seront remis aux services de santé tchadiens. Déjà, le fructueux commerce privé des médicaments (tous en vente libre) a subi un coup d'arrêt.

L'action de Manta a été également importante dans d'autres domaines. Les officiers du SIRPA ne se lassent pas d'avancer des chiffres pour vanter les retombées positives de la présence militaire française. Ainsi, depuis août 1983, cent cinquante camions ont distribué 4 000 tonnes d'aide alimenteire à la population. Les hélicoptères de l'ALAT (aviation légère de l'armée de terre) ont effectué plusieurs dizaines de missions pour remettre en état dans les villages les pompes d'irrigation, et cent vingt-sept missions d'évacuation sanitaire ont été réalisées. Les services du génie ont déminé 30 tonnes de munitions (obus, mines, roquettes, etc.) à N'Djamena.

Deux mille tonnes de fret quittent la capitale, tous les mois, pour monter sur les axes ouest (Moussouro-Salal) et est (Biltine-Arada) et trois cent mille bouteilles d'eau minérale y sont acheminées. Enfin, chaque mois, le camp Dubut achète environ 2 tonnes de viande.

Les militaires s'évertuent à répéter que Manta emporte tout avec elle, mais personne ne veut y croire. A N'Djamena, comme sur les positions avancées du Nord, les militaires ont remis en état de nombreux bâtiments qui demeureront après leur passage. En fait, chacun espère que l'armée va « brader » ou abandonner différents matériels usagés ou encombrants : congélateurs, rouleaux de barbelés, lits, mais aussi, éventuellement du matériel militaire. Les hommes de Manta, eux, commencent à acheter des souvenirs d'artisanat africain. Et, déjà, le cours de l'« authentique poignard toubou » a monté...

L. Z.

Le Maroc porte le règlement en cours au crédit de son union avec la Libye

De notre envoyé spécial

Rabat. – L'évacuation des troupes françaises et libyennes du Tchad, qui commence ce mardi 25 septembre, est portée ici au crédit de la diplomatie marocaine, de l'union avec Tripoli et du rôle joué par Hassan II pour faciliter le règlement de cette affaire. Le roi lui-même est monté au créneau pour tenter de persuader l'opinion américaine, à travers le *New York Times* (*le Monde* du 25 septembre), que l'union avec la Libye n'est pas « dangereuse ».

La semaine dernière, tous les journaux marocains ont consacré leurs titres à la récente petite phrase du colonel Kadhafi : *« L'accord avec la France s'inscrit dans le sillage de l'union avec le Maroc. »* Ils mettaient l'accent sur le ton modéré dont il a usé. Le « guide de la révolution libyenne » ne pouvait faire plus beau cadeau au roi Hassan II, son nouvel allié.

La diplomatie marocaine, en effet, n'avait apparemment pas prévu que la naissance de « l'union arabo-africaine » provoquerait d'aussi vives réactions et de réelles craintes non seulement aux Etats-Unis mais aussi dans les pays modérés d'Afrique noire, à Madrid et dans d'autres capitales européennes. Au début du mois, le souverain avait dépêché à Washington son principal conseiller, M. Reda Guedira, pour expliquer aux dirigeants américains que le Maroc demeurait dans le monde libre et qu'il aurait *« un effet modérateur sur la Libye »*. L'émissaire, dont les talents sont pourtant grands, n'avait guère convaincu ses interlocuteurs, et une personnalité marocaine nous confiait alors : *« Il faudrait que quelque chose de concret vienne étayer notre argumentation. »*

Le gouvernement américain redoute à la fois les réactions du lobby juif et celles de M. Mondale, qui pourrait utiliser le mariage du Maroc avec un « terroriste » dans la campagne électorale. En outre, les débats vont commencer au Sénat sur le montant de l'aide militaire, qui s'est élevée pour le Maroc à environ 70 millions de dollars en 1983-1984 et devrait atteindre un montant analogue pour l'année fiscale à venir. La législation étant très stricte, des sénateurs pourraient s'opposer à l'octroi d'une telle aide, en prétextant que les armes fournies à Rabat pourraient être réexportées chez l'allié libyen. Le général Walters, qui se trouvait à Rabat pour le mariage de la princesse Meriem, avait exprimé son inquiétude à ce sujet, mais aussi son soulagement après l'accord franco-libyen.

Les dirigeants marocains se sont efforcés depuis le début du mois d'apaiser les alarmes des uns et des autres. La presse a reproduit en bonne place les déclarations de personnalités modérées comme M. Habib Chatti, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, ou le président Bongo, favorables à l'union arabo-africaine. Geste de bonne volonté ou habile manœuvre ? Le ministère marocain de l'intérieur a supprimé, à partir du 6 septembre, le visa d'entrée au Maroc qui était exigé des Algériens. Depuis, la presse ne cesse de souligner que l'Algérie, au lieu d'en faire autant, aurait menacé de refouler ses ressortissants qui passeraient par le territoire marocain.

Hassan II a, par ailleurs, dépêché M. Radi, un des ténors de l'union socialiste des forces populaires, dans plusieurs capitales modérées d'Afrique noire pour expliquer la position marocaine. L'historien Abdallah Laroui est chargé d'une mission analogue en Europe.

L'accord franco-libyen et les dernières déclarations apaisantes du colonel Kadhafi ne font pas que servir la diplomatie marocaine. L'homme de la rue aurait également besoin d'un signe concret pour se persuader – alors que pendant quinze ans la presse marocaine n'a pas ménagé le colonel Kadhafi – qu'il a eu raison d'approuver le mariage avec la Libye. Aujourd'hui, il se dit que Hassan II a décidément la baraka.

PAUL BALTA.

● *M. Radi nommé secrétaire général de l'Union arabo-africaine.* – Le roi Hassan II a nommé, lundi 24 septembre, M. Abdelwahed Radi secrétaire général de l'Union arabo-africaine (née de l'accord avec la Libye). Ministre marocain de la coopération et député de l'Union socialiste des forces populaires, M. Radi résidera à Tripoli jusqu'en 1986, date à laquelle un Libyen s'installera à Rabat. Quatre commissions mixtes, politique, de défense, économique et culturelle et technique, doivent être mises sur pied. – (*Reuter.*)

EUROPE

UN CADRE DE MESSERSCHMITT ARRÊTÉ POUR ESPIONNAGE

Munich (*AFP*). — Le chef du service de planification de la société aéronautique ouest-allemande Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB), M. Manfred Rotsch, soupçonné d'espionnage au profit du KGB, a été arrêté, le jeudi 20 septembre.

Cet ingénieur de soixante ans, originaire de RDA, aurait livré depuis 1967 aux autorités soviétiques des documents « capitaux » sur les projets spatiaux de la firme de Munich, qu'il photographiait en cachette à l'aide d'une micro-caméra.

Il aurait également fourni des renseignements dans le domaine de l'aéronautique, et notamment sur l'avion à usages multiples Tornado. Il faisait partie à la MBB de l'équipe chargée de la fabrication du train d'atterrissage de cet appareil. Disposant de solides connaissances de technologie militaire, il a été parfaitement informé du programme de développement du Tornado. Il n'aurait cependant pas eu accès à des *« secrets militaires importants »*, selon l'Office fédéral de protection de la constitution.

On indiquait, le 24 septembre, dans les milieux du contre-espionnage ouest-allemand que l'arrestation de l'ingénieur laissait présager *« une prise plus importante d'espions prochainement »*. Selon le quotidien *Die Welt*, M. Rotsch avait accès à différents projets de coopération militaire de l'OTAN.

République fédérale d'Allemagne

LE PROCÈS DES FAUX CARNETS DE HITLER

Le comportement de l'ancienne direction du « Stern » reste inexpliqué

Correspondance

Bonn. — S'il n'y avait pas les millions du *Stern*, dont une bonne partie ont disparu, l'affaire des faux carnets de Hitler pourrait fort bien se réduire à une banale escroquerie. Un mois après le début du procès, les dépositions des deux principaux accusés, Gerd Heidemann, l'ancien reporter vedette du magazine de Hambourg, et Konrad Kujau, le faussaire, n'ont guère apporté de nouvelles lumières. Elles ont, en revanche, confirmé la médiocrité de deux personnages que seule l'inconséquence des anciens dirigeants du *Stern* a pu sortir de l'anonymat.

Heidemann, un Rouletabille ? Avec la barbe sagement taillée qu'il s'est laissé pousser en prison et son costume bien lisse, l'ex-grand reporter fait presque pitié. On a du mal à comprendre les millions investis par l'hebdomadaire depuis 1973 pour lui permettre de poursuivre ses chimères. On le voit en RDA à la recherche du trésor des dignitaires nazis ou en Amérique du Sud sur la piste de l'insaisissable Martin Borman, toujours en vain, bien sûr. On le retrouve sur un yacht ayant appartenu à Goebbels et qu'il a acheté 160 000 deutschemarks en 1973 pour mieux pénétrer le milieu. Heidemann échange pour des dizaines de milliers de marks des casques contre de faux uniformes, des cocktails-parties contre les confidences de demi-branchés du nazisme, parmi lesquels on trouve pêle-mêle quelques rescapés de Nuremberg et beaucoup de sans-grade mythomanes.

S'est-il fait piéger, comme il l'affirme, par cet obscur collectionneur et marchand de souvenirs nazis qu'est Konrad Kujau ? Celui-ci avait déjà tenté d'abuser de la passion de certains admirateurs du IIIe Reich pour les souvenirs d'époque. Il ne s'en cache pas. Pour Kujau, Heidemann était avant tout un illuminé. C'était le type même du pigeon. La défense du faussaire repose tout entière sur le fait qu'il ne pouvait pas savoir que les faux carnets étaient destinés à être publiés par le *Stern*. Il ne l'aurait découvert, affirme-t-il devant le tribunal, qu'à l'écoute de la fameuse conférence de presse au cours de laquelle les dirigeants de l'hebdomadaire avaient solennellement annoncé au monde, le 22 avril 1983, leur *« découverte »*.

Un accident d'avion

Heidemann aurait été mis sur la piste de Kujau par un autre collectionneur, Fritz Stiefer, qui l'avait alléché en lui parlant d'un mystérieux individu habitant Stuttgart et disposant de relations de famille bien placées en Allemagne de l'Est, susceptibles de lui fournir les fameux carnets. Ces carnets, avait-il ajouté, provenaient d'un avion qui s'était écrasé à la fin de la guerre sur le territoire actuel de la RDA alors qu'il transportait les effets personnels de Hitler. En 1980, avec son rédacteur en chef, M. Thomas Walde, Heidemann se rend sur place, à Börnersdorf, et découvre les tombes des victimes de l'accident. Il ne lui en faut pas plus pour se convaincre qu'il est sur la bonne voie. Kujau affirme qu'il n'a rien eu à ajouter.

Persuadé de l'existence des cahiers, Heidemann n'est cependant pas complètement sans méfiance. Il affirme encore avoir averti les dirigeants du *Stern* — au courant de ses recherches depuis le début — de certaines anomalies. La semaine dernière, l'ancien reporter n'a cessé de plaider la bonne foi à l'égard de ses employeurs, à qui revenait, selon lui, la responsabilité d'exiger les expertises nécessaires.

Tant d'ingénuité laisse rêveur. Il faudra bien que les anciens dirigeants de la rédaction s'expliquent sur le sort des millions versés par le *Stern* qui se perdent pour le moment dans le vague des déclarations des deux accusés. Le véritable procès de Hambourg est encore loin d'avoir commencé.

HENRI DE BRESSON.

Belgique

La querelle communautaire divise les socialistes

De notre correspondant

Bruxelles. — Le torchon brûlait depuis longtemps entre socialistes francophones et flamands, mais le fossé vient de s'approfondir. Alors que, unis, les deux partis socialistes peuvent revendiquer une position dominante dans le pays, leur coopération dans un futur gouvernement devient de moins en moins possible.

Le Parti socialiste francophone tient de plus en plus à se transformer en fer de lance du combat mené dans le sud du pays contre l'« impérialiste flamand ». Lors du congrès qu'il a tenu à Huy à la fin de la semaine dernière, il s'est prononcé plus nettement que jamais pour une *« politique d'ouverture »* en faveur de toutes les forces nationalistes wallonnes, même si ces dernières ne s'inspirent pas de l'idéologie socialiste.

Une fois de plus, M. José Happart est au centre du débat. Le bourgmestre de la commune des Fourons — enclave francophone en territoire flamand, — champion depuis bien des années de la cause francophone, avait été recruté comme indépendant lors des élections européennes sur la liste du Parti socialiste de Wallonie. Cette manœuvre fut très payante pour les socialistes wallons, puisque M. Happart obtint 234 000 « voix de préférence », tandis que le candidat en tête de la liste du PS n'en recueillait que 46 000. Les socialistes flamands ont cependant refusé qu'un « chef de bande wallon » comme M. Happart siège au sein du groupe socialiste à l'Assemblée européenne de Strasbourg.

Les dirigeants du PS francophone décidèrent donc de boycotter les travaux du groupe socialiste européen. M. Ernest Glinne, président de ce groupe, a été exclu du bureau du PS pendant trois mois pour s'être opposé à ce boycottage.

Au congrès de Huy, M. Glinne s'est opposé au président du parti, M. Guy Spitaels. Celui que l'on appelle *« Ernest le rebelle »* a critiqué la politique du *« fédéralisme radical »*. Pour lui, *« il ne suffit pas d'être francophone et wallon pour être au parti ; il faut d'abord être socialiste »*.

La très grande majorité des délégués ont cependant préféré suivre la ligne du président. Le leader des socialistes flamands, M. Karel Van Miert, a déjà fait savoir que ni lui ni ses amis ne siégeront à Strasbourg aux côtés de M. Happart.

Sur le plan national, la controverse entre les deux partis socialistes rend difficilement concevable le retour au pouvoir d'une gauche non seulement désunie mais travaillée par des antagonismes nationalistes bien plus profonds encore que dans les autres partis.

JEAN WETZ.

Grande-Bretagne

Deux émissions-chocs sur la guerre nucléaire

De notre correspondant

Londres. — Il y a une vingtaine d'années, la BBC mettait à l'index un téléfilm sur la guerre mondiale, *The War Game*, pourtant jugé excellent par les rares privilégiés qui eurent l'occasion de le voir. Elle vient de se racheter en diffusant, dix mois après le film américain *le Jour d'après*, deux documents remarquables sur le thème de la conflagration atomique : *Threads* et *le Huitième Jour*.

Threads (les « fils » ténus auxquels tient notre civilisation), présenté dimanche 23 septembre, est un mélange de fiction et de documentaire sur les effets d'une attaque nucléaire contre la ville de Sheffield. L'intensification de la rivalité américano-soviétique en Iran, imaginent les réalisateurs de l'émission, aboutit à un conflit atomique mondial. La Grande-Bretagne est dévastée par des explosions d'une puissance de 200 mégatonnes, soit dix mille fois celle de la bombe d'Hiroshima. Sheffield n'est plus que ruines et poussières, sa population est décimée. Parmi les survivants, malades, horriblement blessés, sans soins, l'anarchie s'installe. De pathétiques hordes de rescapés errent dans le froid et l'obscurité dus à l'épaisse couche de poussières soulevée par la conflagration.

Threads se place, comme *le Jour d'après*, au niveau des gens ordinaires, mais la dramatique anglaise est beaucoup plus angoissante que le film américain, car plus dépouillée, plus « réelle », dans la tradition du cinéma vérité développé de façon si parfaite par l'école britannique. *Threads* va aussi plus loin en ridiculisant les consignes gouvernementales de défense civile (qui conseillent de dépendre les portes de la maison pour bâtir un abri anti-atomique dans le salon) et en imaginant le destin des survivants bien au-delà du « jour d'après », lorsque « l'hiver nucléaire » vient à sévir.

La perspective d'une période glaciaire, provoquée par la formation d'un écran de poussières entre le soleil et la Terre était analysée, lundi soir, dans un documentaire, *le Huitième Jour*. Selon de nombreux scientifiques, tant soviétiques qu'américains, interrogés par les auteurs de l'émission, les conséquences d'un conflit atomique ont été jusqu'ici considérablement sous-estimées. En entraînant la disparition de la faune et de la flore, « l'hiver nucléaire » pourrait entraîner une famine fatale non seulement aux populations proches des champs de bataille, mais au genre humain tout entier.

Le double programme de la BBC a eu un fort impact sur la population britannique, si l'on en juge par le grand nombre d'appels téléphoniques reçus par la compagnie de télévision. Il est trop tôt pour dire si la diffusion de *Threads* et du *Huitième Jour* a converti un nombre significatif de Britanniques à la cause du désarmement nucléaire unilatéral. A en juger par les interwievs télévisées réalisées à Sheffield, les téléspectateurs ont été effrayés par la dramatique de la BBC, mais n'ont pas changé d'opinion pour autant.

Les hommes politiques ont vu la confirmation du bien-fondé de leurs positions respectives. Pour les partisans du désarmement nucléaire unilatéral, les deux émissions illustrent la « *futilité* » des consignes de défense civile et l'impossibilité de protéger une population aussi dense que celle de la Grande-Bretagne. Les « *multilatéralistes* », de leur côté, estiment que la perspective d'un « hiver nucléaire » renforce la dissuasion atomique. Reprenant le scénario de *Threads*, ils font remarquer que ce principe fonctionne, puisque, dans la réalité, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont évité de s'engager directement dans la guerre du Golfe.

(Intérim.)

PROCHE-ORIENT

● *Dix-huit Mirage-2000 pour Abou-Dhabi.* — L'émirat d'Abou-Dhabi serait sur le point de conclure avec la France un contrat pour l'achat de dix-huit avions de combat Mirage-2000, construits par Dassault. Cette commande, qui était en suspens depuis plusieurs mois, et sur laquelle pouvoirs publics et industriels restent discrets, ferait suite à une commande ferme de dix-huit autres appareils du même type, signée en mai 1983.

A cette époque, cet émirat était devenu, en effet, le quatrième client étranger du Mirage-2000 et avait pris une option sur dix-huit autres avions.

● *M. Zbigniew Romaszewski*, l'un des quatre membres de l'ancien KOR libérés à la suite de l'amnistie de juillet dernier, est intervenu publiquement en faveur du physicien soviétique, M. Andrei Sakharov, dans une lettre ouverte adressée à la revue polonaise de Paris *Kultura*. *« D'après ma propre expérience, je sais ce que peut faire la pression de l'opinion publique mondiale*, écrit M. Romaszewski. *J'aimerais que ma lettre prenne place dans une campagne menée par les sociétés et les gouvernements (...) pour la défense de ce grand homme pourchassé dans son propre pays. »* M. Romaszewski, qui est lui-même physicien, avait profité d'un séjour à Moscou, en 1979, pour recueillir une interview du prix Nobel de la paix, destinée à la presse clandestine polonaise.

Le Monde

politique

L'EXTRADITION DE TROIS SÉPARATISTES

Le Conseil d'Etat, dernier recours

Le Conseil d'Etat devrait se prononcer mercredi 26 septembre sur le sort des trois séparatistes basques que le gouvernement a décidé de livrer à l'Espagne. S'il faut risquer un pronostic, celui-ci n'est pas en faveur de José Carlos Garcia Ramirez, Francisco Javier Lujambio Galdeano et José Manuel Martinez Beiztegui. Sauf revirement de jurisprudence, l'assemblée du Palais-Royal devrait rejeter le recours formé par les trois Basques contre le décret d'extradition signé le dimanche 23 septembre par M. Laurent Fabius et contresigné par M. Robert Badinter.

Comme devant la Cour de cassation la semaine dernière, la procédure a été accélérée. Le Conseil d'Etat a pu prendre connaissance dès lundi 11 heures des arguments de Mᵉ Philippe Waquet, auxquels le ministère de la justice a répondu dans la journée.

Au Conseil d'Etat, à la chancellerie et au cabinet de Mᵉ Waquet, on a veillé tard dans la nuit de lundi à mardi pour ramener à des délais très brefs l'examen d'un dossier qui prend généralement plusieurs semaines, voire plusieurs mois. C'est Mme Josseline de Clausade, auditeur au Conseil d'Etat, qui a été désignée comme rapporteur, et M. Bruno Genevoix, maître des requêtes, qui sera le commissaire du gouvernement. Contrairement à ce que son titre laisserait supposer, le commissaire du gouvernement se détermine en toute indépendance.

En raison de l'urgence, l'assemblée du contentieux qui examinera l'affaire sous la présidence du vice-président du Conseil d'Etat, M. Pierre Nicolaï, pourrait à la fois se prononcer sur la demande de sursis à exécution présentée par Mᵉ Waquet et sur le recours lui-même. Cela signifie que les trois séparatistes pourraient être livrés aux autorités judiciaires espagnoles dès mercredi soir.

Si le pronostic est en défaveur des trois séparatistes, c'est que le Conseil d'Etat a rejeté ces dernières années les recours formés par les auteurs d'actes « graves ». En 1977, il avait refusé d'annuler le décret d'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant en considérant comme d'une particulière gravité les faits qui lui étaient reprochés. Les autorités ouest-allemandes l'accusaient d'avoir facilité la correspondance des membres incarcérés de la bande à Baader. Les trois séparatistes de Fresnes, eux, auraient au total la mort de neuf personnes sur la conscience. C'est dire si leur affaire est grave.

Cela dit, le Conseil d'Etat exerce, depuis 1977, son contrôle à la fois sur le décret d'extradition et sur la régularité de la procédure qui a précédé, ce qui permet aux avocats d'avancer des arguments très nombreux. Mais il y a les bons arguments et ceux qui le sont moins.

Atteinte à la sûreté de l'Etat

Le plus sérieux repose sur le fait que deux séparatistes, José Carlos, Garcia Ramirez et Francisco Javier Lujambio Galdeano, ont été déclarés « extradables » par la chambre d'accusation de Pau pour assassinats, coups et blessures commis *« par groupes armés et organisés »*. Or de tels crimes sont considérés en droit français comme des atteintes à la sûreté de l'Etat (articles 95 et 96 du code pénal). Ce sont dès lors des infractions politiques. Et on n'extrade pas l'auteur de tels actes.

Le Conseil d'Etat n'a jamais eu à se prononcer sur un tel argument. La réponse n'est, donc, pas acquise d'avance. En mai 1978 cependant, la chambre d'accusation de Paris avait refusé l'extradition d'un Italien, M. Antonio Bellavita, auquel la justice de son pays reprochait notamment d'avoir rédigé des articles *« exaltant l'action criminelle des Brigades rouges »*. La cour de Paris se fonda sur le fait qu'il s'agissait là d'une infraction objectivement politique. L'accusation n'était pas de même nature, mais les magistrats, quand ils prennent leurs décisions, ou plus exactement quand ils les justifient, ne font pas nécessairement entrer en ligne de compte la gravité des faits. Ce qui les détermine, c'est le droit.

Les chances de José Manuel Martinez Beiztegui, le troisième Basque, paraissent plus minces. Mᵉ Waquet va tenter de faire valoir que le décret signé dimanche par M. Fabius n'est pas suffisamment argumenté, comme l'exige la loi de 1979 sur la motivation des actes administratifs. Certes, il est arrivé que le Conseil d'Etat annule pour cette raison un décret d'extradition. Ce fut le cas en 1983 pour un Italien d'extrême droite, Marco Affatigato, arrêté après l'attentat de la gare de Bologne. A la différence d'aujourd'hui cependant, ce décret n'était pas du tout motivé.

Reste une chance fragile pour les trois Basques : celle de se voir reconnaître par le Conseil d'Etat la qualité de réfugié politique, qualité qui leur a été refusée par l'Office de protection des réfugiés et apatrides. Mais encore faudrait-il que l'assemblée du Palais-Royal décide que ce statut ne s'oppose pas à l'extradition des trois séparatistes. La Cour de cassation, elle, a estimé, vendredi, qu'un réfugié politique pouvait être extradé. Le Conseil d'Etat n'a jamais eu à se prononcer sur cette question.

Ira-t-il jusqu'à contredire la Cour de cassation, sur ce point ou sur d'autres ? C'est la grande incertitude de cette affaire. Jusqu'à présent, la Cour de cassation n'admettait pas des recours devant elle contre les arrêts d'extradition rendus par les chambres d'accusation comme celle de Pau. Le Conseil d'Etat était le seul recours offert aux « extradables ». Aujourd'hui, la Cour de cassation accepte d'intervenir, et il n'est pas totalement exclu que, pour marquer sa prééminence, le Conseil d'Etat cherche à se distinguer.

BERTRAND LE GENDRE.

Une militante en prison

Comment peut-on à vingt ans, dans une Espagne qui sort de l'ornière du franquisme, risquer sa vie et sa liberté pour la cause basque ? Pourquoi, dès l'âge des premiers engagements, se battre aux côtés de l'ETA politico-militaire, au risque de passer, de 1980 à 1984, quatre ans dans les prisons espagnoles ? Et par quel sortilège peut-on, à sa sortie de prison, garder, malgré la dissolution de son organisation, la même détermination inébranlable en faveur de l'indépendance d'Euskadi ?

Autant de questions que cette fille de réfugiés espagnols de nationalité française, qui avait vingt-trois ans à la mort de Franco, ne s'est jamais posées. Autant d'interrogations à ses yeux déplacées, inutiles.

Son nationalisme lui est apparu, comme à beaucoup d'autres, dans la *« lutte armée »*, comme une évidence. Son engagement relève de la foi. *« C'était en moi »*, dit-elle. Même le meurtre de trois cents policiers depuis 1976 ne l'émeut guère. *« Il ne faut pas confondre ces mercenaires d'Etat et nous qui défendons notre identité. »*

« Je suis tombée à Malaga en 1980, raconte-t-elle. *J'avais dix-sept ans et j'ai été transférée immédiatement à Madrid. Seize autres ont été arrêtés avec moi pour les mêmes affaires : hold-up et meurtres de gardes civils. Interrogée pendant dix jours par la police, j'ai tout signé ; c'est le problème de la torture : quand tu signes, tu souffles. »* Elle raconte très calmement les conditions des interrogatoires.

La précision de son témoignage, l'horreur qu'on lit dans ses yeux, quatre ans après, ne laissent guère de doute sur la véracité des faits rapportés. *« Pendant tout le voyage jusqu'à Madrid, les policiers m'ont décrit les tortures à venir. Arrivée à la direction de la sécurité de l'État (DSE), on m'a jetée dans un cachot avec une couverture. Les interrogatoires se sont succédé : des trempes, la bouche bourrée de papier journal, l'asphyxie dans des sacs de plastique ou encore l'accrochage à une barre aux couleurs du drapeau espagnol, tandis qu'ils me frappaient sur la plante des pieds jusqu'à me faire perdre connaissance. »* Elle conclut : *« Ce fut l'enfer. La seule chose étonnante est de rester en vie. »*

Interrogée par le juge d'instruction, encadrée par deux gardes civils, elle nie tout, et explique que la DSE lui a fait signer *« tout ce qu'elle voulait »*. Magistrats et policiers auraient répondu à ces accusations par des sarcasmes. Elle est condamnée, faute de preuves, pour simple collaboration avec le terrorisme, à quatre ans d'emprisonnement. *« Je suis sans doute tombée,* estime-t-elle, *à un moment politique favorable ; d'autres, pour les mêmes faits, ont pris trente ans. »*

La première semaine à la prison de Yeserias lui est apparue *« comme une délivrance »* après les dix jours de garde à vue. Les conditions de détention dans les prisons espagnoles de *« haute surveillance »* apparaissent étrangement favorables : les cellules restent ouvertes en permanence, les détenues disposent d'un réfectoire et d'une pièce commune, toutes les « politiques » sont regroupées et, de surcroît, par organisation. Elles reçoivent même la presse militante depuis deux ans, y compris *Egin*, un journal qui soutient ouvertement la lutte armée. *« Les conditions de détention des militants basques de la prison de Herrera de la Mancha, dont certains sont à l'isolement depuis sept mois, sont beaucoup plus dures »*, précise-t-elle.

« Le peuple saura s'en souvenir »

Cette militante a pu, pendant quatre ans, lire, peindre, apprendre le basque et discuter politique. Jamais elle n'a douté. *« Nous étions toutes plus convaincues encore qu'avant. »* Elle a même continué à se battre contre *« l'ordre établi »* au prix d'une année de libération conditionnelle ; et, à l'évocation des gardiennes de prison, elle devient soudain véhémente : *« Il n'était pas question de les appeler madame,* dit-elle, *il fallait obtenir qu'elles frappent à notre porte avant d'entrer. Il n'était pas question de se laisser infantiliser. »* Jamais en tout cas elle n'a pensé qu'elle irait au terme de sa condamnation. *« J'espérais que le peuple basque nous sortirait de là ; et cet espoir, ce n'est pas rien. »*

Chômeuse aujourd'hui à Saint-Jean-de-Luz, elle suit des cours à l'université du Pays basque. Par correspondance : elle ne peut, en effet, se rendre en Euskadi du Sud puisqu'elle a été condamnée à six ans de prison supplémentaire, pour participation à un hold-up, deux mois après sa sortie de prison, son pourvoi en cassation ayant été seulement rejeté à cette date. Mais son retour là-bas ne fait pas de doute à ses yeux : *« Bien sûr,* dit-elle avec un sourire, *notre lutte sera un jour victorieuse. Comment pourrait-on indéfiniment décider pour nous ? »* Et les extraditions ? *« Le peuple basque saura s'en souvenir. »*

NICOLAS BEAU.

Derrière les barreaux de Herrera de la Mancha...

De notre correspondant

Madrid. — Samedi 22 septembre, 18 heures, à Madrid. Les yeux tirés, le poing levé, des femmes d'âge mûr, des barbus taillés dans le roc, des jeunes s'engouffrant dans des dizaines d'autobus bardés de drapeaux basques : ils étaient près de quatre mille à reprendre le chemin du Pays basque, qu'ils avaient quitté le matin même à l'aube pour aller manifester devant la prison de Herrera de la Mancha, réservée aux militants basques, à 100 kilomètres au sud de Madrid, près de Ciudad-Real.

Selon des chiffres fournis en juin par le mouvement pro-amnistie, il y aurait actuellement trois cent quarante militants basques, la plupart de l'ETA militaire, incarcérés dans les prisons espagnoles, dont une centaine à titre préventif.

Les plus gros contingents sont à Herrera de la Mancha (197) et à Alcala de Henares (113), à une vingtaine de kilomètres de la capitale. D'autres « Ettaras » sont incarcérés à Madrid, à Basauri, près de Bilbao, à Yeserias et à Nanclares de la Oca, en Alava.

Le fait que la majorité des Basques détenus soient incarcérés loin des trois provinces basques est très mal ressenti par les militants des mouvements nationalistes ou séparatistes, et par les parents des prisonniers. *« Ce n'est ni plus ni moins que de la déportation »*, affirmait, samedi, un manifestant basque à Madrid. Il y a un an, pour faciliter leur surveillance, de nombreux « Etarras » avaient été transférés de plusieurs centres pénitenciers à Herrera de la Mancha. Ils occupent les trois quarts de la prison, le dernier quart étant réservé à des « politico-militaires » ETA-PM et à des membres des commandos autonomes anticapitalistes.

Malgré cet éloignement, les détenus ne perdent pas le contact avec le Pays basque. Leur détermination semble intacte. Ainsi, ils ont refusé, en menaçant de mort leurs gardiens, l'offre de « négociation » faite le 23 août par le gouvernement. Selon les responsables de la prison, les « Etarras » ont maintenu à l'intérieur de l'établissement une authentique organisation structurée qui s'oppose aux offres de « réinsertion sociale » proposées par Madrid. Les « Etarras » ont refusé de rencontrer des membres d'Euskadiko Eskerra (gauche basque), favorables à la réinsertion sociale.

En mars 1983, trente-six membres de l'ETA-PM avaient pris en otages cinq fonctionnaires de la prison de Nanclares de la Oca pour s'opposer au transfert d'un de leurs camarades dans un autre centre pénitenciers. Cette fermeté dans la lutte derrière les barreaux est assurément l'une des raisons de l'échec du gouvernement, qui rêve d'en finir en « douceur » avec les militants basques.

(Intérim.)

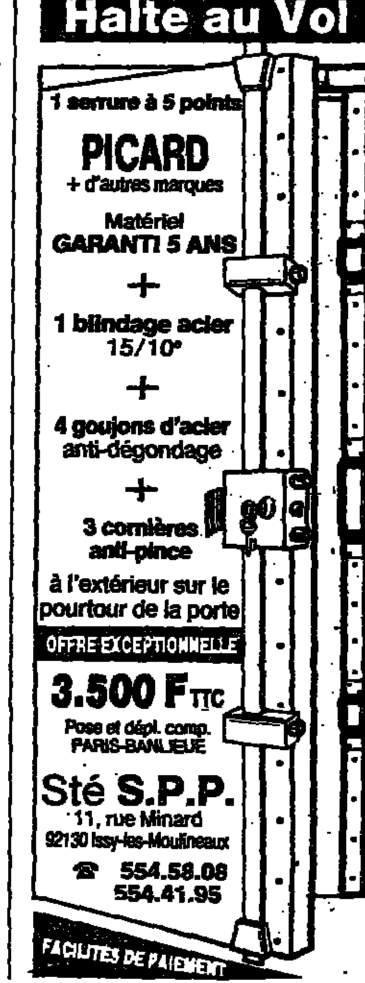
Les réactions politiques en France

● M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, ministre de l'éducation nationale, justifie, le 24 septembre, sur France-Inter, l'extradition des militants basques, car *« la France ne pourrait tolérer »* que ceux qui *« manipulent le plastic (...) trouvent refuge et impunité en Suisse, en Italie, en Espagne, en Allemagne »*.

● LE MRG *« approuve la décision du gouvernement français »*. Le secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche souligne qu'*« il était du devoir du gouvernement français de s'assurer que les personnes faisant l'objet d'une mesure d'extradition soient poursuivies et jugées, conformément aux règles que commande l'équité. C'est ce que le gouvernement français a fait. »* Le MRG indique, en outre, que *« le droit d'asile impose à ceux qui en bénéficient l'obligation de ne pas utiliser le territoire français pour conduire des actions condamnées par les législations des Etats démocratiques »*.

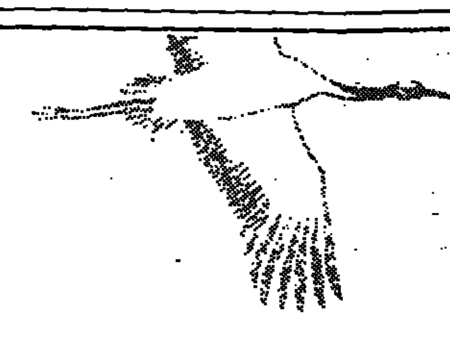
● M. SERGE DEPAQUIT, secrétaire national et porte-parole du PSU, a déclaré que son mouvement *« réaffirme son opposition »* à l'extradition des Basques. Malgré le rétablissement d'*« un état de droit en Espagne »*, le PSU souligne que *« la torture est encore pratiquée dans de nombreux commissariats du Pays basque et qu'est maintenue en vigueur une législation d'exception »*. Ainsi, *« seule l'ouverture d'un processus politique permettrait la prise en compte d'une réalité incontournable : l'aspiration du peuple basque à l'identité nationale »*, conclut le PSU.

● L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE (UDB) a adressé, lundi 24 septembre, un télégramme au président de la République dans lequel elle *« réprouve totalement la remise en question d'une vieille tradition républicaine, le droit d'asile, désormais dépendant de la qualité des relations diplomatiques avec tel ou tel Etat »*.









BASQUES

Veillée d'armes

(Suite de la première page.)

Le consulat général a vécu sa seconde nuit d'agitation, depuis l'annonce de l'extradition de trois Basques espagnols. Son répondeur téléphonique n'enregistre plus que des messages d'insultes, et les agents de sécurité ne comptent plus les alertes à la bombe. Fouille des visiteurs, surveillance constante... à l'égal de la protection offerte au consulat de Saint-Sébastien, les policiers espagnols s'efforcent d'éviter aux intérêts administratifs et commerciaux français les assauts de la colère basque.

Ils avaient pensé à la BNP, aux supermarchés, aux entreprises sous licence française et même aux œuvres présentées, ces jours-ci, aux Journées du film médical de Saint-Sébastien. A chaque fois qu'ils rencontrent des automobilistes ou des chauffeurs routiers aux plaques d'immatriculation si tentantes, les agents du consulat conseillent l'éloignement.

Ces mesures n'ont cependant pas suffi, lundi soir. Un fort commando a réussi à endommager par jets de cocktails Molotov les locaux de l'usine Michelin installée aux abords de Saint-Sébastien, et deux poids lourds ont été incendiés à Irun.

Des Basques nous avaient prévenus. Il allait en être ainsi plusieurs soirées de suite. L'émotion ressentie au Pays basque espagnol après l'annonce des extraditions ne pouvait se satisfaire d'une échappée libre de quelques heures. Une semaine de heurts successifs et d'incendies en tous genres allait être nécessaire pour que se vide la violence. Lundi soir, les nationalistes sont repassés sur les lieux mêmes des incidents de la veille.

A Bilbao, Hernani, Renteria ou Vitoria, aux mêmes heures et avec la même volonté d'en découdre avec les forces de l'ordre jusqu'ici peu soucieuses d'aggraver par leur réaction un mouvement que tout le monde s'accorde à qualifier encore de « retenu ». Les mêmes routes, donc, ont été barrées, les mêmes voies ferrées encombrées de poutres et de pierres.

Habitués à de telles *« semaines de protestation de rues »*, les autorités espagnoles ne manifestent pas encore de signes d'inquiétude. Les observateurs redoutent, davantage, la journée de grève générale de mercredi qui, selon un responsable du quotidien *Deia « peut permettre, dans la soirée, une libération de toutes les énergies dans les villes du Pays basque »*. Les premières nuits d'échauffourées ne sont, à croire ce journaliste, qu'une suite de répétitions générales. Encore moins attendue ici qu'en France, la décision d'extrader les trois militants de l'ETA a provoqué un véritable choc : *« Nous savions que des extraditions seraient un jour décidées en Europe pour plaire à Madrid,* nous explique M. Anton Gallego, l'un des responsables du PNV, *mais nous ne pensions pas que cela viendrait de France. »*

Au-delà des trois détenus de la prison de Fresnes, c'est une idée de la terre d'asile, de la patrie des droits de l'homme, *« de la France des lumières »* que de nombreux Basques, même en dehors des milieux nationalistes, affirment aujourd'hui pleurer. *« Les Basques ont toujours aimé le vent de liberté qui souffle au nord des Pyrénées »*, dit encore un militant. *« No se puede »* (c'est impossible), vous répétaient lundi soir les jeunes incendiaires des rues de Saint-Sébastien, en prévenant qu'ils passaient, chaque soir, un peu plus de la stupeur à la colère.

PHILIPPE BOGGIO.

M. MITTERRAND AU PAYS BASQUE LE 12 OCTOBRE

M. Mitterrand doit se rendre à Bayonne et à Biarritz, le 12 octobre, à l'occasion d'un voyage officiel en Aquitaine, prévu les 11 et 12 octobre. Comme les précédentes visites du président de la République dans les régions françaises (Auvergne, Poitou-Charentes), celle-ci est prévue depuis plusieurs semaines.

La décision du gouvernement, d'extrader trois séparatistes basques espagnols rendra ce voyage délicat, notamment dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Le groupuscule d'extrême gauche nationaliste des Herri Taldeak parle de ce voyage comme d'une *« provocation »*.

A L'EXTRÊME DROITE

Le Front national crée un cercle Entreprises et libertés

Le Front national s'est employé à minimiser, lundi 24 septembre, la déception enregistrée par son candidat à l'élection législative partielle du Puy-de-Dôme, M. Jean-Claude Waterlot, qui n'a pas obtenu le résultat qu'il espérait. En recueillant 6,30 % des suffrages exprimés, le représentant de M. Le Pen a certes gagné 5,47 points par rapport au premier tour des élections législatives de 1981, mais il en a perdu 2,92 par rapport aux élections européennes alors qu'il prétendait contribuer à mettre M. Giscard d'Estaing en ballottage.

Radio Le Pen a préféré insister, lundi après-midi, sur le fait que M. Waterlot est arrivé en troisième position, avant le candidat du Parti communiste, tout en soulignant que, de toute façon, *« Jean-Claude Waterlot n'est pas Jean-Marie Le Pen »* et que la *« stature »* de l'ancien président de la République interdisait de donner à ce scrutin la valeur d'un *« test national »*.

Pour faire oublier ce relatif insuccès, qui confirme néanmoins la persistance du courant dont bénéficie M. Le Pen, le Front national mise maintenant sur les prochaines élections territoriales en Nouvelle-Calédonie, qui doivent avoir lieu en novembre, à la proportionnelle. Dans un contexte de forte tension, qui exacerbe les passions politiques, les représentants locaux de M. Le Pen paraissent bien placés pour tirer leur épingle du jeu et entrer à l'Assemblée territoriale en compagnie des représentants du principal parti anti-indépendantiste, le Rassemblement pour la Calédonie dans la Répubique, que préside M. Jacques Lafleur, député RPR.

En attendant, le Front national prolonge en métropole son travail militant en direction des milieux patronaux. Il met actuellement en place un cercle national Entreprises et libertés, qui se propose de regrouper les chefs d'entreprise favorables aux thèses soutenues par M. Le Pen. Ce club, qui aura des ramifications en province, permettra au chef de file de l'extrême droite d'intensifier sa propagande auprès des organisations professionnelles, du commerce, de l'artisanat et de l'ensemble des petites et moyennes entreprises, dont il reprendra éventuellement à son compte certaines propositions pour affiner son propre programme économique.

ALAIN ROLLAT.

L'élection cantonale partielle de Liancourt met en jeu la majorité du conseil général de l'Oise

De notre correspondant

Beauvais. — Les électeurs du canton de Liancourt désigneront, dimanche 30 septembre, le successeur de Raymond Maillet (PC), conseiller général et ancien président du conseil général de Picardie, décédé le 5 août dernier.

Cette consultation est importante puisqu'elle remet en jeu la majorité de l'assemblée départementale, composée, avant le décès de Raymond Maillet, de vingt et un conseillers de gauche et de vingt conseillers de droite. Si l'opposition l'emporte, le président, M. Henri Bonan (PS), se verra contraint de « gouverner » avec une majorité d'opposition jusqu'aux élections cantonales de mars 1985. M. Bonan a, en effet, laissé entendre qu'il ne quitterait pas la présidence.

La gauche résistera-t-elle dans ce canton où elle est majoritaire depuis longtemps (en mai 1981, 61,22 % de l'électorat avait fait confiance à M. François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle), et qui est très durement touché par la crise économique (les récents conflits sociaux dans les établissements Isover, Albaret et Desnoyers en sont la preuve) ? Aux dernières élections européennes le PS (19 % des suffrages) a réussi à se maintenir mais le PC a enregistré dans ce canton un recul sensible (17 % des suffrages).

Six candidats sont en lice : MM. Michel Bourhis (PCF), maire de Liancourt ; Didier Boyer (PS), conseiller municipal de Liancourt ; Alain Crevits (RPR), maire de La Bruyère ; Jean Gauthier, soutenu par l'UDF, maire de Sacy-le-Grand ; Michel Gave, conseiller municipal d'opposition à Liancourt, et Michel Rubé, indépendant, maire de Catenoy.

M. Gave, qui se déclare *« gaulliste depuis 1940 et membre du RPR depuis sa création »*, installé dans la région depuis trente ans, estime qu'il est *« le mieux placé pour remporter la victoire face à la gauche »*, d'où d'inévitables frictions avec M. Crevits, qui, lui, a l'investiture du RPR. M. Rubé pour sa part, agriculteur, maire de Catenoy depuis dix-neuf ans, prétend s'adresser aux électeurs *« qui ne sont ni de droite, ni de gauche »*. M. Jean Gauthier, soutenu par l'UDF, a occupé le siège du canton de Liancourt au conseil général de l'Oise de 1970 à 1976. Au premier tour des élections cantonales de mars 1982, il avait devancé d'une voix seulement M. Crevits, déjà candidat du RPR.

Le Front national a fait savoir qu'il ne présenterait pas de candidat. M. Francis Laigre, secrétaire départemental de ce parti, a publié un communiqué dans lequel il demande : *« Faut-il, par la présence d'un cinquième candidat d'opposition, réduire encore les scores et parallèlement augmenter les chances d'un candidat du PC ou du PS ? Faut-il démesurément mettre l'opposition en état d'infériorité ? »* Répondant par la négative à ces questions, il invite les sympathisants du Front national à voter pour l'opposition.

L'importance de cette consultation est telle que plusieurs personnalités politiques nationales se sont rendues dans l'Oise. M. Roland Leroy, directeur du journal *l'Humanité*, est venu vendredi 21 septembre au centre culturel de Liancourt pour soutenir le candidat du PC, M. Bourhis, maire de la localité. M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a animé lundi 24 septembre une réunion de soutien à M. Alain Crevits, à Sacy-le-Grand, commune dont le maire n'est autre que M. Gauthier, le candidat soutenu par l'UDF.

PHILIPPE LACOCHE.

L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE AFFIRME QU'ELLE N'EST PAS LE BRAS SÉCULIER DU PS

M. Henri Gourmelen, porte-parole de l'Union démocratique bretonne (UDB), a affirmé, au club de la presse de Rennes, que son mouvement *« n'est pas le bras séculier du PS en Bretagne »*. *« Notre désistement ne lui sera pas acquis d'avance aux cantonales de 1985 »*. Pour M. Gourmelen, l'arrivée de la gauche au pouvoir *« n'a pas fait avancer l'idée d'autonomie de la Bretagne »*. Il dénonce *« l'attitude hégémonique du PS en Bretagne, notamment à l'occasion des dernières élections municipales »*, et a estimé qu'*« il faudra que de réelles négociations soient menées* [avec le PS] *sur les réalités bretonnes »*.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les indépendantistes annoncent la constitution d'un gouvernement provisoire

Cent trente et un ans, jour pour jour, après la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, les différents partis indépendantistes se sont regroupés en une nouvelle coalition se voulant plus déterminée que l'ex-Front indépendantiste. Les membres de cette coalition se sont fixé deux objectifs primordiaux : la constitution d'un gouvernement provisoire et la définition de ce que serait « Kanaky », la future République socialiste mélanésienne qu'ils souhaitent créer.

De notre correspondant

Nouméa. — Les élus indépendantistes ont choisi la date du 24 septembre, jour anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, il y a cent trente et un ans, pour tenir à Nouméa le congrès constitutif du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS). Cette nouvelle coalition indépendantiste, construite sur les bases de l'ancien Front indépendantiste, se veut plus « dure » que la précédente.

Elle rassemble tous les « groupes de pression » que sont les partis politiques, comme l'Union calédonienne (UC), le Front uni de libération kanake (FULK), l'Union progressiste mélanésienne (UPM), le Parti socialiste calédonien (PSC).

A ces formations qui constitueront le bureau du FLNKS, s'ajoute le Parti de libération kanake (Palika), qui est, et de loin, la faction la plus radicale du mouvement et qui avait en son temps quitté le Front indépendantiste jugé trop timoré. Enfin, les troupes du nouveau parti seront complétées par divers syndicats, organismes ou comités ainsi que par l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie. Un grand absent dans ce nouveau rassemblement : le LKS (Libération kanake et socialiste) de M. Nidoish Naisseline, aujourd'hui ouvertement dissident de l'ancien front indépendantiste, dont il a vivement critiqué l'absence de programme et les appels à l'action violente, notamment pour les prochaines élections territoriales *« dont le déroulement sera empêché par un boycottage actif »*, avait déclaré M. Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne.

Au cours du premier congrès du FLNKS, les élus indépendantistes ont défini le calendrier d'actions, qui devraient aboutir à la mise en place d'un gouvernement provisoire basé à Nouméa. D'ici au 7 octobre devraient être constitués les trente-sept comités locaux — un par commune — qui désigneront les délégués. Ceux-ci éliront, au cours d'une convention, les 24 et 25 novembre, trente-sept députés répartis comme suit : six pour chacune des cinq régions kanakes de la Grande-Terre et sept pour l'ensemble des îles Loyauté. Dans le cadre de la convention nationale, les trente-sept députés éliront à leur tour les membres du gouvernement provisoire, qui seront officiellement installés le 1er décembre au cours du congrès du FLNKS.

Mais la réunion du 24 septembre avait aussi pour but de définir les contours de la future République kanake indépendante, telle que la revendiquent les élus indépendantistes. Elle s'appellera Kanaky, qui signifie « pays de l'homme », et se veut *« une république socialiste décentralisée et démocratique sans distinction de races, de sexes, de religions et d'opinions dans la limite de la souveraineté de l'Etat »*, a déclaré M. Yann Celene Uregei, leader du FULK. Celui-ci souhaite que la citoyenneté kanake soit définie plus en fonction de l'engagement individuel que sur des critères ethniques.

FRÉDÉRIC FILLIOUX.

● *M. Henri Krasucki à « L'heure de vérité ».* — « L'heure de vérité », émission politique d'Antenne 2, aura pour invité M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, le lundi 1er octobre, et M. Raymond Barre, le lundi 5 novembre à 20 h 30.

Propos et débats

Mme Laguiller : aucune perspective pour le PCF

Mme Arlette Laguiller, membre de la direction de l'organisation trotskiste Lutte ouvrière, *écrit, dans l'hebdomadaire du même nom, que, en adoptant, à la quasi-unanimité, le rapport de M. Georges Marchais, le comité central du PCF a renoncé à ce que celui-ci soit* « un parti de gouvernement, susceptible d'être appelé à la direction des affaires de la bourgeoisie par le simple jeu électoral ». *Mme Laguiller estime que* « cette décision de remettre en cause l'union de la gauche ne transforme pas, pour autant, le PCF en parti révolutionnaire » *et que,* « en l'absence d'une volonté de transformation sociale s'appuyant sur les luttes de la classe ouvrière, le Parti communiste n'a aucune perspective à offrir à ses militants ».

Affirmant que le « vague rassemblement populaire majoritaire » *proposé par les dirigeants du PCF n'est que* « formule creuse », *Mme Laguiller doute que* « les militants *[soient]* aussi unanimes pour suivre le parti dans le brouillard de sa nouvelle politique ». « Après le départ des électeurs, c'est, peut-être, des militants que le Parti communiste va perdre », *conclut-elle.*

M. Chevènement : République moderne

Invité de l'émission de France-Inter « Face au public », *lundi soir 24 septembre, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a affirmé que* « l'union de la gauche telle que nous l'avons conçue dans les années 60 est une forme qui actuellement est quelque peu anachronique ». « L'objectif n'est pas le socialisme à court terme (...), c'est une République moderne », *a-t-il précisé. Tout en n'entendant pas rejeter le PC en dépit des distances que ce dernier prend avec la majorité, M. Chevènement a ajouté :* « Le PC va, il vient ; il a une habitude depuis une dizaine d'années qui fait que l'on ne sait pas très bien où il est. » *Quant à la démarche de M. Giscard d'Estaing se présentant au suffrage des électeurs de sa circonscription, elle lui inspire* « plutôt de l'estime », *de la* « sympathie » *et de la* « considération ». « C'est un homme qui peut, peut-être, mettre son expérience au service de la République ; même dans l'opposition, on peut jouer un rôle utile, on peut dire des choses justes, c'est une responsabilité qui peut et doit être assumée », *a-t-il affirmé.*

M. Lecanuet : accent nouveau

Se déclarant « sensible à l'accent nouveau des socialistes » *depuis le changement de gouvernement, M. Jean Lecanuet a affirmé, lundi 24 septembre à Rouen, où il présidait une séance du conseil général de Seine-Maritime, qu'il est* « favorable à des formules d'actions communes en faveur du redressement national », *tout en se refusant à* « cautionner une quelconque politique d'illusion ». *Sans préciser quelle pourrait être la nature de ces tâches, le président de l'UDF a souhaité que les socialistes cessent* « d'osciller entre un programme de gauche d'étatisation et un programme favorisant l'initiative privée ». *Après s'être réjoui de la fin de l'alliance entre PS et PCF, M. Lecanuet a affirmé :* « Un libéralisme bien conçu est plus social que le socialisme, car il produit plus et mieux. »

M. Monory : le tintamarre de l'échec

Dans sa dernière lettre mensuelle, M. René Monory, membre du collège exécutif du CDS, estime que, « pour que l'effet Fabius soit autre chose qu'une illusion, il faudrait qu'il s'accompagne d'un minimum de changements d'hommes et de la stratégie politique ». *Il ajoute :* « la berceuse du *[nouveau]* premier ministre est assurément plus douce (...) que le clairon de son prédécesseur. Pour un peu, elle nous endormirait. Mais le bruit de la crise, pour ne pas dire le tintamarre de l'échec socialiste, nous tient malheureusement éveillés ». *Pour le sénateur de la Vienne,* « depuis 1982, les socialistes ne reculent que contraints et forcés ». *L'ancien ministre explique :* « Ne croyons pas qu'ils se sont sincèrement et durablement ralliés à l'économie de marché et au libéralisme politique. C'est la menace d'une faillite immédiate qui les a forcés à changer de politique économique, et c'est la mobilisation des partisans de l'école libre qui les a obligés à abandonner la nationalisation et l'uniformisation de l'enseignement. » « Je suis sûr, *ajoute l'ancien ministre,* que le jour où le rapport de forces leur serait à nouveau favorable, les socialistes (...) retourneraient à leurs vieilles lunes. »

POLITIQUE

Un entretien avec M. Théo Klein à l'occasion du Nouvel An juif

« Nous portons un jugement négatif sur toute alliance avec Le Pen »

nous déclare le président du CRIF

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) depuis mars 1983, fait, dans l'entretien qu'il nous a accordé à l'occasion du Nouvel An juif, un bilan des initiatives prises par la communauté organisée ou, en son nom, au cours des derniers mois, en matière de politique intérieure et extérieure.

« *Que représente, pour la communauté juive – pratiquants et non-pratiquants, – la fête de Roch Hachana ?*

– Ce n'est pas, simplement le début d'une année nouvelle. C'est traditionnellement, pour les juifs, le moment d'un retour sur leur passé, d'une espèce d'autocritique personnelle. Si, dans la religion juive, on dit que Dieu juge les hommes à Roch Hachana et fixe leur sort pour l'année nouvelle à Kippour, on peut, aussi, y voir l'obligation pour le juif de se juger lui-même, d'essayer de faire le point de ce qu'il a fait de bien ou de mal et de prendre des résolutions pour l'année nouvelle. Je pense que cet examen de conscience est très profondément ancré dans l'esprit des juifs, qu'ils soient religieux ou qu'ils aient cessé de l'être. De sorte que le Nouvel An est aussi l'occasion, pour une organisation telle que le CRIF, d'essayer de faire son examen de conscience...

– *Qu'en ressort-il ?*

– Le CRIF se demande toujours, en pareil cas, s'il a fait assez pour la défense des intérêts qui lui sont confiés, et si, par hasard, il aurait fait trop. Est posée, en permanence, la question de la place de la communauté juive dans la collectivité française. Et cette place est d'autant plus importante que la communauté juive est plus active, qu'elle veut se faire entendre, défendre ce qu'elle considère comme sa dignité et intervenir, sans aucun complexe, dans les problèmes qui l'intéressent, problèmes de politique intérieure et parfois, aussi, de politique extérieure.

– *Qu'en est-il des rapports entre la communauté organisée, représentée par le CRIF, et les différentes forces politiques ? Votre participation, en tant qu'invité personnel du président de la République, au voyage de celui-ci en Union soviétique, en juin dernier, ne pose-t-il pas, à cet égard, un problème ?*

– L'initiative venait du président de la République, qui invitait, non pas moi personnellement, mais le président du CRIF. Celui-ci n'avait aucune raison de ne pas répondre à une invitation de cette nature, dès lors qu'il était clair pour tout le monde qu'il s'agissait de poser, dans le cadre du problème des droits de l'homme, celui des juifs en Union soviétique, et non pas d'appuyer, d'une manière quelconque, l'ensemble de la politique du président de la République.

» Le CRIF doit avoir des rapports avec le gouvernement en place, quel qu'il soit, mais nous avons aussi des rapports avec l'opposition. Notre comité directeur a reçu successivement M. Jospin, M. Pons et M. Léotard ; nous rencontrerons prochainement M. Barre. Nous n'avons pas à sélectionner les forces politiques avec lesquelles nous avons des rapports, mises à part certaines d'entre elles, avec lesquelles le dialogue nous semble impossible étant données les positions qu'elles ont prises.

– *S'agissant du Front national, comment réagissez-vous à l'alliance qu'en Corse le RPR et l'UDF ont conclue avec ce mouvement ?*

– Le phénomène Le Pen nous rappelle certains aspects de la période qui avait précédé Vichy, et les idées qui inspiraient les responsables de ce régime. Nous n'avons – c'est le moins qu'on puisse dire – aucune sympathie pour ce genre de politique. Cela ne nous conduit pas à intervenir quotidiennement contre M. Le Pen. Il y a à cela une raison – bonne ou mauvaise, je ne sais pas, – c'est que, peut-être, en s'inscrivant en tête des opposants de M. Le Pen, la communauté juive le servirait davantage qu'elle ne le desservirait.

» Notre position de base est de n'avoir aucun rapport avec M. Le Pen et d'essayer, de temps à autre, lorsque l'occasion se présente, de mettre en garde ceux qui peuvent être tentés de voter pour lui ou qui ont voté pour lui.

Barbie : nous souhaitons un vrai procès

– *Que feriez-vous si le RPR et l'UDF se présentaient, en 1986, en position d'alliance effective ou virtuelle avec le Front national ?*

– Nous avons posé la question d'une telle alliance à MM. Pons et Léotard. Tout deux ont répondu de manière fortement négative. C'était, il est vrai, avant les élections européennes du 17 juin... Quoi qu'il en soit, nous avons déjà fait savoir et nous répéterons inlassablement notre jugement négatif sur toute alliance du RPR et de l'UDF avec Le Pen.

– *A quoi attribuez-vous les succès de M. Le Pen ?*

– Le Pen bénéficie du phénomène de l'insécurité, liée aux difficultés économiques que nous connaissons, mais dont les partis d'opposition ont, peut-être, abusé, en affirmant qu'ils résoudraient ce problème, eux, mieux que le pouvoir actuel, alors que les solutions sont loin d'être évidentes.

» En second lieu, Le Pen suggère aux Français, un peu démoralisés par la crise, qu'ils reprendraient confiance s'ils se repliaient sur eux-mêmes. Le thème du « syndicat des indigènes » marche en France, dans les périodes difficiles.

» Sur ces deux aspects, nous devons encourager les partis politiques de la majorité comme de l'opposition à éviter que les Français ne tombent dans ce traquenard.

– *Le danger ne réside-t-il pas, aussi, dans l'oubli des conséquences qu'a pu avoir, dans le passé, le genre d'idéologie que véhicule le Front national ? Le procès Barbie peut-il être l'occasion de raviver la mémoire de ces faits ?*

– Je souhaite que ce procès puisse avoir lieu dans un délai raisonnable. Le juge mène son instruction comme il l'entend, bien sûr, mais nous souhaitons qu'elle débouche sur un vrai procès, qui fasse clairement savoir aux Français ce qui s'est passé pendant cette période : non seulement l'activité de la Gestapo, mais la collaboration qui a pu exister entre elle et certains services français.

– *Comment – sur un autre plan – accueillez-vous les positions de l'Eglise de France sur la question juive ?*

– L'Eglise catholique, en France, semble faire un effort important de rapprochement avec la communauté juive, fondé, à la fois, sur la reconnaissance d'un certain silence de la part de la première, pendant l'Occupation, et sur le renoncement à l'idée que la religion juive serait obsolète et que la seule solution, pour les Juifs, serait de se convertir. Nous avons reçu, à ce sujet, en avril dernier, une prise de position de Mgr Decourtray, primat des Gaules, qui, à mon sens, marque un tournant.

» Ce qui manque, c'est la reconnaissance, par l'Eglise catholique, de l'importance de Jérusalem et de la terre d'Israël pour les juifs.

– *Que pensez-vous de la situation économique et politique d'Israël ?*

– Les problèmes économiques sont, en grande partie, liés aux charges militaires qu'Israël doit supporter. D'un autre côté, se développent des éléments positifs, en matière de haute technologie, notamment. M. Barre, avec qui j'en parlais récemment, est revenu d'Israël plutôt optimiste sur ce point. Ce qui a manqué, dans le passé, c'est la volonté politique de lutter contre l'inflation. J'espère bien que la formation d'un gouvernement d'union nationale aura pour effet de soustraire les problèmes économiques à la contestation politique et que les membres de l'équipe ministérielle pourront, alors, affronter ces problèmes ensemble. C'est la raison pour laquelle le président de la Presidents' Conference (la conférence des présidents des organisations juives américaines) Kenneth Bialkin et moi-même, nous avions envoyé, au début de mois d'août, au chef de l'Etat israélien, un télégramme pour soutenir son idée de gouvernement d'union nationale.

» Sur le plan politique, je crois que nous sommes arrivés à un point où le système électoral de la proportionnelle intégrale, qui n'a pas empêché Israël de connaître, depuis sa création, une grande stabilité gouvernementale, risque, maintenant, de se détruire lui-même. J'espère du gouvernement d'union nationale qu'il sera assez fort pour apporter à ce système, sans le dénaturer, les amodiations nécessaires. En élevant, par exemple, à plus de 5 % le pourcentage de voix nécessaire pour obtenir un siège, on poussera les partis à se regrouper et on assurera la stabilité des gouvernements.

Israël : l'union nationale cache peut-être des concessions du Likoud

– *Pensez-vous qu'existe en Israël une crise politique, voire morale ?*

– Israël est confronté à des problèmes extrêmement importants, touchant à sa sécurité ou ressentis comme tels. Le problème fondamental est celui des rapports d'Israël avec les Arabes, dans le pays, en Cisjordanie et dans les pays voisins. Je pense que les Israéliens peuvent parvenir à dégager, entre eux, des dénominateurs communs, mais je crains que l'intervention des puissances étrangères, particulièrement celle des Etats européens, n'ait pas, jusqu'à maintenant, encouragé les dirigeants israéliens à adopter des positions plus conciliantes.

» Dans l'avenir, je crois que nous allons assister, sinon à un gel, du moins à un freinage très important, et, peut-être, à une réorientation des implantations, évitant les zones de grande densité de population arabe. Quant à la présence de M. Sharon dans le gouvernement, vous ne pouvez pas empêcher la présence, dans un gouvernement d'union nationale, du troisième personnage de l'un des deux principaux partis associés. Je pense, en fait, que le système adopté cache, pour le moment, des concessions plus importantes de la part du Likoud que de la part du Parti travailliste.

– *Que pensez-vous du voyage de M. Mitterrand en Jordanie au mois de juillet, de la reprise des relations entre la France et la Syrie, et de la rencontre entre MM. Cheysson et Arafat au début de ce mois ?*

– Je crois qu'il est bon que la France ait de bonnes relations avec la Syrie et que le voyage du président de la République en Jordanie a été une bonne chose. S'il va en Syrie, nous nous permettrons d'attirer son attention sur le problème des juifs qui vivent encore dans ce pays et qui n'ont pas la faculté d'émigrer. Quant à la rencontre de M. Cheysson avec M. Arafat, nous n'allons pas passer notre temps à condamner ce genre de démarches. Je pense qu'elles n'ont aucun effet positif pour rapprocher les Israéliens et les parties arabes de la table de négociation. Ce n'est sûrement pas en appuyant ni en s'appuyant sur la carte OLP qu'on fera avancer les choses. En agissant ainsi, on ne peut que retarder l'ouverture des pourparlers, car on bloque le processus du côté israélien, et on ne l'encourage ni du côté jordanien ni du côté syrien.

– *L'action du CRIF sur le plan international ne va-t-elle pas être entravée par l'échec de ses négociations avec le congrès juif mondial (CJM) pour mettre sur pied une structure européenne ?*

– J'attends encore que le CJM nous fixe sur ses intentions. Je crois encore à la possibilité de créer un organisme représentatif des communautés juives du Marché commun. L'existence de la CEE est une avancée importante pour l'Europe. Je souhaite que nous trouvions avec le CJM – ou, éventuellement, sans lui – le moyen de permettre aux communautés juives dont les pays appartiennent aux Dix de se rencontrer, de temps à autre, et d'élaborer des positions communes. Si le CJM ne veut pas le faire avec nous, qui représentons la plus importante de ces communautés, je crois que la force des choses conduira les autres à rechercher, avec nous, le moyen d'y parvenir.

– *Dans quels domaines les communautés des Dix devraient-elles, selon vous, coopérer ?*

– Nous pourrions nous faire entendre lorsque les gouvernements des Dix prennent position sur le Proche-Orient, ou pour ce qui concerne les relations économiques avec Israël. S'agissant des droits de l'homme, dont se préoccupent les démocraties européennes, nous pourrions, aussi, faire entendre notre voix.

– *Quelles sont, d'autre part, vos relations avec la communauté américaine ?*

– Je pense que nous avons, cette année, amélioré de façon significative nos rapports avec la Presidents' Conference et avec l'American Jewish Committee, c'est-à-dire, globalement, avec la communauté juive américaine. Le président de la Presidents' Conference et moi-même nous sommes rendus ensemble, cette semaine, en Israël, et nous avons, l'un et l'autre, rencontré M. Shimon Pérès.

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU.

A L'UNANIMITÉ

Le Conseil de Paris approuve le projet d'un nouvel Opéra à la Bastille

Il a fallu trois heures de débats pour que les conseillers de Paris, qui tenaient leur séance de rentrée, lundi 24 septembre, finissent par approuver le projet de construction d'un nouvel Opéra à la Bastille. Le Conseil avait déjà discuté ce dossier en avril dernier et il avait alors donné son approbation de principe, mais avec conditions. Celles-ci avaient été renouvelées par les commissaires enquêteurs après l'enquête publique au mois de juin. L'établissement public, présidé par M. Bloch-Lainé — auquel M. Jacques Chirac a rendu hommage, — a tenu compte des observations de la Ville.

Un escalier, une rampe et un ascenseur seront construits derrière l'Opéra. Ils donneront accès à la future coulée verte qui doit emprunter le viaduc de l'ancienne voie ferrée conduisant à Vincennes. Ce cheminement est désormais assuré d'avoir un départ dans Paris, mais c'est son aboutissement dans le bois de Vincennes qui pose problème, la Ville hésitant encore entre deux tracés possibles.

Des aires d'arrivée et de reprise des spectateurs venant en car seront aménagées place de la Bastille et les véhicules iront stationner du côté de la gare d'Austerlitz. Le parc de stationnement prévu sous l'Opéra sera également réservé aux spectateurs et au personnel de l'établissement. Une salle-studio et des locaux seront ouverts aux associations locales. Il est convenu que les gens du quartier seront les premiers à bénéficier des emplois et des commerces créés par le futur Opéra. Les cent quarante habitants dont les immeubles doivent disparaître mais aussi des commerçants et des artisans seront relogés et convenablement indemnisés. Enfin, le doublement des ponts d'Austerlitz et de Bercy ainsi que des aménagements propres à faciliter la circulation dans le quartier sont d'ores et déjà mis à l'étude.

Ayant reçu l'assurance que le grand projet présidentiel s'insérerait heureusement dans le douzième arrondissement, le Conseil de Paris ne pouvait que confirmer son « oui » du printemps. Il l'a fait à l'unanimité, en acceptant que le plan d'occupation des sols de la capitale soit modifié. L'affaire aurait été simple si la politique ne s'en était mêlée. La majorité municipale ne pouvait refuser un équipement culturel qui ne manquera pas de rehausser le prestige de la capitale et de profiter aux Parisiens, et cela d'autant moins qu'il ne lui en coûtera pas un centime. Mais elle ne pouvait pas non plus accepter un projet socialiste sans souffler mot.

M. Paul Pernin, maire du douzième arrondissement, puis M. Jean Tibéri, maire du cinquième et premier adjoint au maire, enfin, M. Jacques Chirac lui-même, ont tenté de résoudre le problème en assortissant leur « oui » technique de multiples réserves politiques.

Deux textes

« *Le principe d'un nouvel Opéra à Paris ne peut être qu'approuvé. A la Bastille ? Pourquoi pas ?* a dit M. Jacques Chirac. *Mais je suis préoccupé par le coût de cette opération, chiffrée, en 1982, à 2 milliards de francs. Des crédits sont-ils vraiment prévus pour sa réalisation dans le budget de 1985 ? Si on veut que les places soient à un prix abordable, à combien se montera le déficit annuel ? Tandis qu'on lance cette opération de prestige, le gouvernement massacre de manière scandaleuse l'enseignement artistique dans les écoles. Tout cela est-il cohérent ? Bref, je me demande si la réalisation de ce projet est opportune, et j'attire solennellement l'attention du gouvernement sur les conséquences d'une opération que je juge hasardeuse. A l'État de prendre ses responsabilités.* »

En l'absence de M. Jack Lang, ministre de la culture, c'est M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, qui a répondu : « *Des crédits pour l'Opéra de la Bastille sont inscrits au budget de 1985 pour les études, les acquisitions foncières, les démolitions, les terrassements et les fondations. Le gros œuvre sera engagé en 1986 et tout sera terminé pour 1989.* »

Ces précisions n'ont pas suffi à calmer les appréhensions de la majorité municipale, bien au contraire. Une discussion s'en est suivie ponctuée d'incidents et de suspensions de séance. Finalement, deux textes ont été soumis au Conseil. Le premier, acceptant la modification du POS de Paris sans commentaire, a été voté par les vingt-deux élus socialistes et communistes. Le second, émettant des réserves sur l'opportunité de l'investissement et les retards éventuels de la réalisation, a été approuvé par les cent quarante et un membres de la majorité. Chacun, par cet artifice un peu puéril, ayant ainsi sauvé la face, c'est donc à l'unanimité que les élus de Paris ont donné le « feu vert » au nouvel Opéra.

En début de séance, M. Jacques Chirac avait rendu hommage en termes chaleureux à la mémoire de M. Daniel Benassaya, conseiller socialiste du treizième arrondissement, mort en août dernier à Los Angeles. Il sera remplacé par Mlle Gisèle Stievenard, secrétaire de la fédération socialiste de Paris.

Parmi de nombreux projets de moindre importance, le Conseil de Paris a approuvé la création de Paris-Câble, société d'économie mixte dont la Ville et la Lyonnaise des Eaux détiennent chacune la moitié du capital. Cette société doit mettre en place le réseau de communication par câble de la capitale.

MARC AMBROISE-RENDU.

L'AFFAIRE DES FAUSSES FACTURES DE MARSEILLE

Dominique Venturi par lui-même

De notre envoyé spécial

Marseille. — « *Monsieur le président, je sais bien que je suis là pour faire mon strip-tease.* » M. Dominique Venturi n'a pas peur des mots. Il aurait plutôt tendance à les multiplier. Il sait bien que, dans cette affaire des fausses factures, il est la vedette. Il sait tout autant que chacun attendait sa prestation au tribunal correctionnel de Marseille ; alors, il n'a pas lésiné sur les moyens pour livrer un autoportrait qui, assurément, valait le voyage, mais qui fut très habilement sélectif. Car pour mettre volontiers en avant la modestie de sa condition, pour indiquer vingt fois qu'il n'a pour tout bagage qu'un certificat d'études primaires, il possède un art consommé de l'ellipse, et, plus consommé encore, de toutes les astuces que permet un débat judiciaire.

Alors on a vu tout à la fois Nick le charmeur, Nick le boudeur, Nick le sentencieux, Nick l'altruiste. A soixante-trois ans, les cheveux grisonnants et frisés, il préfère parler de son enfance que de sa jeunesse, plutôt agitée. Elle commença avec la fin de la guerre qui le vit honoré du titre de résistant. Ce n'était pas usurpé, à Marseille, en ce temps-là : il avait sûrement fait le bon choix en se trouvant aux côtés de M. Gaston Defferre, pour reprendre, armes à la main, le journal *le Provençal*. Au fond, il ne faisait que demeurer dans la lignée politique de son père, vieux navigateur de commerce et, durant cinquante ans, militant dévoué de la vieille SFIO, dans le quartier du Panier.

La légende est née

Au début des années 50 pourtant, se produit le premier accroc. Dominique Venturi se trouve mêlé au trafic des cigarettes blondes. Le voilà classé, mais non point ruiné. En dépit de cette mésaventure, qui lui fut sans doute profitable financièrement, il se retrouve très vite un familier de la vieille garde socialiste, aux côtés des fidèles d'entre les fidèles, Jean Masse et Antoine Andrieux. Lorsque, au temps de l'OAS, M. Defferre aura été « condamné à mort » par les extrémistes de l'Algérie française, Nick sera parmi les gardes du corps de M. le maire. Entre-temps, on va pourtant le présenter comme un membre de la French connection. Un rapport américain le désigne nommément comme un trafiquant de drogue notoire.

Pourtant, les choses n'iront jamais plus loin. Il ne sera jamais inquiété, interpellé, moins encore interrogé. Mais, de ce jour-là, la légende Venturi est née. Depuis, elle l'a suivi. Lui, hausse les épaules, fort d'un casier judiciaire éternellement vierge. Au reste, sa carrière n'en est pas autrement perturbée. Pour cet homme qui aspire maintenant à la respectabilité, quoi de mieux que cette accession au conseil d'administration de la Compagnie d'entreprise générale du Midi qu'a fondée, le 11 septembre 1953, un autre Marseillais, M. Albertini et qui est devenue une entreprise au chiffre d'affaires annuel de quinze millions de francs ? La CEGM traite avec la ville, l'office d'HLM, la Caisse primaire d'assurance maladie. Elle y emporte des marchés de toutes sortes. Grâce à quoi, grâce à qui ? Voilà bien la question et voilà pourquoi M. Dominique Venturi se retrouve aujourd'hui détenu et encadré de gardes devant un tribunal.

Aurait-il, fort de ses amitiés à la mairie, un peu soudoyé ceux qui avaient la charge d'examiner les dossiers et distribuer les adjudications ? N'aurait-il pas aussi détourné de sa vocation de coopérative ouvrière la CEGM en la faisant recourir à la sous-traitance avec le concours d'entreprises purement commerciales ? N'aurait-il pas aussi conduit à sa perte la CEGM, qui devait finalement passer sous la coupe de la Société des Pavages et asphaltes de Paris (SPAPA), alors qu'elle avait un passif de plus de quatre millions dont M. Dominique Venturi acceptera d'être comptable auprès d'elle.

Contacts politiques

Car, soutient aujourd'hui l'accusation, si la SPAPA a pris le contrôle de la CEGM, c'est au terme d'un protocole d'accord fort instructif, dont les termes indiqueraient clairement qu'on voulait être bien assuré d'obtenir toujours de la ville de Marseille ces marchés qui, jusque-là, étaient si bien réservés à M. Dominique Venturi. On lit ainsi dans une note du directeur marseillais de la SPAPA : « *Des contacts par personne interposée ont été pris avec des hommes politiques marseillais qui, après avoir été informés de nos pourparlers, ont émis un avis très favorable. Les appuis que possède la CEGM nous seront acquis sans restriction.* »

Cela ne signifie-t-il pas que M. Venturi continuerait en sous-main à user de ses amitiés et de son entregent ? Voilà qui éclairerait l'attitude de celui qui garantissait le passif en abandonnant non seulement son compte courant personnel mais aussi celui de deux autres associés, son fils — M. Jacques Venturi — et M. Roger Salel, administrateur de la CEGM.

C'est que, avec la SPAPA, la fausse facturation continua. Pour « arroser » des fonctionnaires municipaux ? Aujourd'hui, tout le monde jure avec un bel ensemble qu'il n'en fut jamais rien. M. Jacques Carbuccia, responsable des bâtiments communaux à la mairie, qui avait parlé d'une remise en espèces de quarante mille francs effectuée par M. Venturi lui-même, assure aujourd'hui qu'il n'en fut rien et qu'il ne fit cette confession que parce qu'il était traumatisé par sa garde à vue.

M. Salel explique aussi que si des fausses factures furent réglées par la CEGM, ce n'était pas pour se procurer l'argent nécessaire aux commissions du personnel municipal, mais pour son seul profit à lui, M. Salel.

Ainsi, M. Dominique Venturi peut papillonner. S'il a accepté toutes les conditions de la SPAPA, c'est uniquement parce qu'il ne voulait pas, en déposant le bilan, mettre quatre-vingts personnes au chômage : « *J'ai agi pour le bien commun. Si j'étais un homme qui aime la facilité, comme on le prétend, je pouvais jouer les Ponce Pilate et m'en aller tranquille.* »

Alors, il parle de son père, qui était marin, qui a connu les grèves de 1910. Il invoque sa « *sainte mère* » qui se levait à trois heures du matin pour aller acheter le poisson qu'elle vendait sur le port et revenait ensuite préparer le petit déjeuner des enfants. Pour finir, il en arrive à cette conclusion surprenante : « *Je demande à MM. les journalistes d'être mon interprète auprès du premier ministre pour lui dire que je ne voudrais pas être à sa place aujourd'hui dans la lutte contre le chômage.* » Il ajoutera, comme pour montrer qu'il n'est pas un pestiféré : « *J'ai des collègues dans des entreprises qui m'attendent à bras ouverts, dès que je sortirai de prison.* »

Ses relations à la mairie ? « *Evidemment qu'elles existaient et cela aurait pu me permettre beaucoup de choses. J'avais des amis, j'aurais pu les tromper, comme on m'a trompé. Mais trahir des amis, c'est la pire des choses.* » Pense-t-il, en définitive, avoir convaincu en faisant une subtile distinction entre la gratification qu'on donne librement en fin d'année à qui l'on veut et la commission, qui implique un pourcentage ? Sûrement. Car il est assez habile pour jeter du lest quand il faut et pour dire, par exemple, qu'il se rendit effectivement plus d'une fois à la mairie mais uniquement pour obtenir le règlement de paiements qui tardaient trop. « *Pour ça, j'aurais même pu aller voir M. le maire. Vous voyez un peu ce que l'on dirait aujourd'hui...* ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Faits divers

La mort en cage

(De notre envoyé spécial)

Bigonville (Luxembourg). — Et si Rose-Marie était morte d'amour ? Le mot, face à ce corps de seize ans décomposé, retrouvé par les gendarmes au grenier de l'étable, sonne comme une macabre incongruité. Et pourtant, si l'adolescente avait succombé sous le poids d'un amour perverti, empoisonné comme un cancer, un amour délirant que lui auraient porté sa mère, Mariette, et Franz Goevers, compagnon de cette dernière ?

Pourquoi accorder aux bourreaux ce bénéfice de tendresse ? N'ont-ils pas vécu tranquillement, plus d'un mois durant, en sachant qu'au-dessus d'eux se mourait de faim et de soif, puis se décomposait Rose-Marie ? On a retrouvé son corps prostré sur un vieux matelas, dans une sorte de cage que Franz avait contruite de ses mains, avec des planches achetées au village de Bigonville. Un simple orifice dans une cloison permettait de lui passer l'eau et le pain sec. Dans le grenier, trois autres cages, juste assez grandes pour y mettre un matelas, ont pu faire craindre un instant pour la santé des deux autres enfants de Mariette, âgés de dix et douze ans. Mais non. Eux n'étaient enfermés, semble-t-il, que pour la nuit. Au rez-de-chaussée, construit avec les mêmes planches, un autel branlant où Franz invoquait les divinités. Dans le jardin, trois petites potences en forme de « lambda » et de « R ». Et partout, dans cet antre de la magie noire, gravés, crayonnés, bricolés, des « runes », signes des anciens alphabets germaniques.

Et pourtant, si la tendresse se cachait sous l'horreur ? « *Elle est bien plus heureuse où elle est aujourd'hui* », a répété Mariette aux gendarmes, un sourire béat aux lèvres, en leur détaillant les principes de son système « *d'éducation restreinte* ».

« *Mais pourquoi n'avoir prévenu personne lors du décès ?*

— Bah ! Quelqu'un devait bien la découvrir tôt ou tard ! »

Nulle trace de violence, du reste, dans ce martyre. Le corps, pour autant que l'on puisse se fier à un examen si tardif, ne portait pas de marque de sévice, et, à ses rares visiteurs, la famille offrait un visage paisible et harmonieux. Mais les proches savaient à quoi s'en tenir. C'est la sœur de Mariette qui, s'inquiétant de ne plus voir sa nièce, a alerté la gendarmerie.

Franz et Mariette ont été inculpés d'assassinat le 21 septembre. L'absence de violence, si l'instruction devait la confirmer, rendrait peut-être cette mort plus absurde encore. Mais Bigonville peut-il formuler d'autres hypothèses ? Les voisins immédiats — la maison est située en plein cœur du village — n'ont rien vu, rien entendu.

Qui, à Bigonville, hormis un couple de lointains parents, savait que le colosse barbu et chevelu qui avait pris possession, en avril 1984, de cette vieille demeure familiale avec sa compagne et ses trois enfants, était un ancien séminariste défroqué ? Qui savait qu'il était venu s'établir ici pour fuir des créanciers en Belgique, où il avait déjà été condamné pour exercice illégal de la médecine ?

Davantage qu'on ne s'en offusqua, on s'amusa à Bigonville de la pancarte « *guérisseur pour hommes et animaux* » que Franz avait apposée à la porte de l'étable. On avait bien remarqué, les derniers temps, qu'il avait enlevé la poignée de sa porte d'entrée : mais qui se soucie des lubies du voisin ? Le maire, c'est vrai, se méfiait un peu. Il avait répondu évasivement aux demandes d'inscriptions de la famille sur les listes électorales de la commune : « *Nous attendions pour voir.* » Mais les silences lourds et les murs épais disent assez, en ces confins des Ardennes, la méfiance des étrangers.

« *Tout cela, c'est des histoires belges* », analyse l'hôtelier. « *Evidemment, ce drame n'a rien à voir avec le fait qu'ils étaient flamands* », lâche le curé. Le curé, leur voisin immédiat, qui « *ne les voyait jamais* ». Bigonville souhaite-t-il vraiment connaître le drame qui s'est noué au 22, rue du Village ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

ÉCHECS

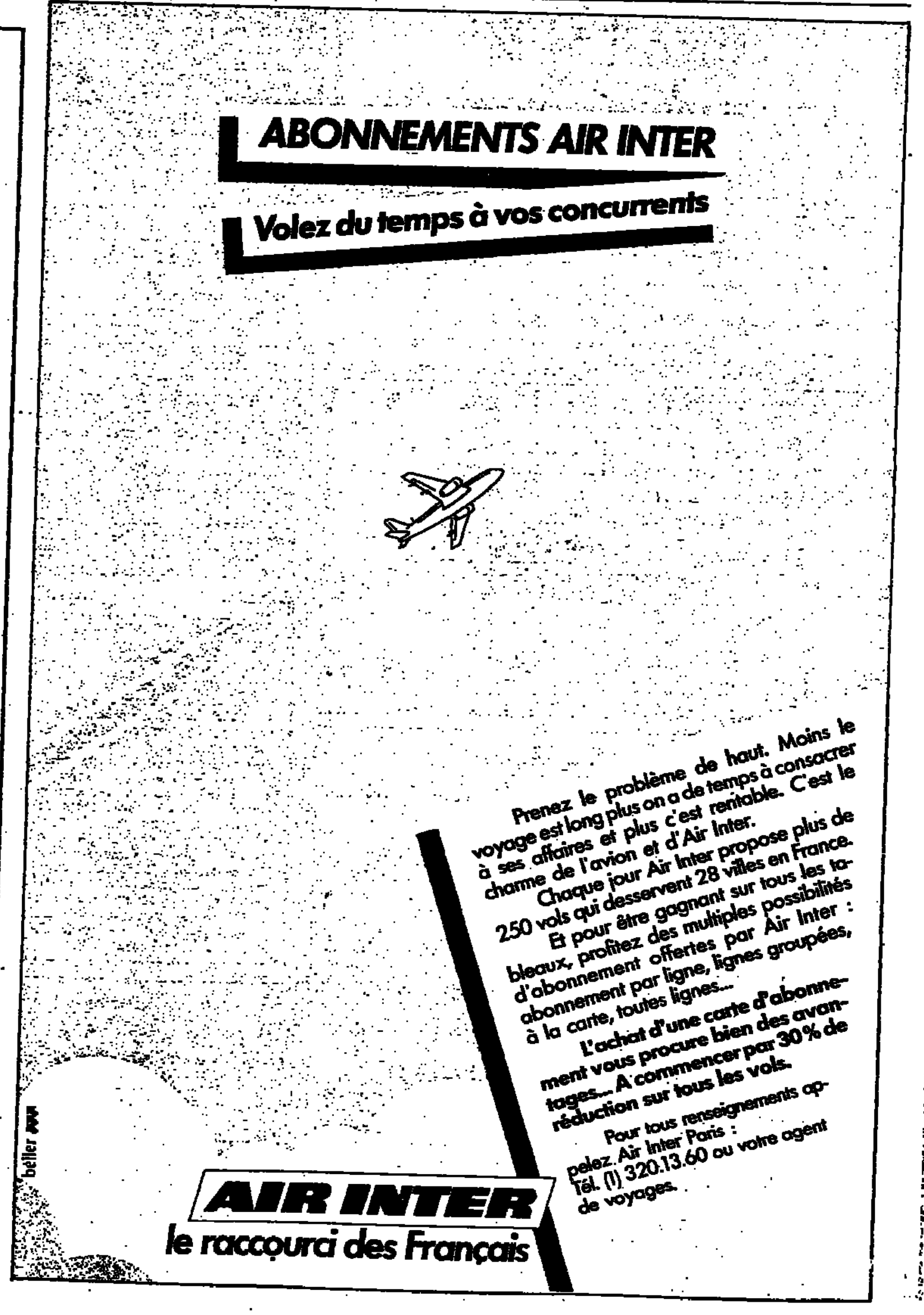
Le championnat du monde

RAPIDE NULLITÉ DANS LA CINQUIÈME PARTIE

« Nulle de salon » ou nouveau « bras de fer » pour tester les variantes préparées « à la maison » ? Toujours est-il que la cinquième partie du championnat du monde, jouée lundi à Moscou, s'est rapidement conclue par la nullité, après le vingt et unième coup, sur proposition de Kasparov. Le challenger, toujours mené par un à zéro, joue maintenant fort prudemment avec les noirs après le désastre de la troisième partie. On l'espère plus agressif, mercredi, pour la sixième.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Cinquième partie
Défense sicilienne
Système de Scheveningue

1.	é4	ç5	12.	Fé3	Tb8
2.	Cf3	d6	13.	Té1	Fd7
3.	d4	çxd4	14.	Dd3	Cxd4
4.	Cxd4	Cf6	15.	Fxd4	é5
5.	Cç3	a6	16.	Fa7	Tbç8
6.	Fé2	é6	17.	Fé3	Dç4
7.	0-0	Fé7	18.	a5	b6
8.	f4	0-0	19.	h3	Ff8
9.	Rh1	Dç7	20.	Fd2	Dd4
10.	Ff3	Cç6		Nulle	
11.	a4	Té8			



SPORTS

Michelin abandonne la formule 1

Le fabricant de pneumatiques Michelin a annoncé, lundi 24 septembre, sa décision de se retirer du championnat du monde de formule 1 au terme du Grand prix du Portugal, dernière épreuve de la saison qui doit avoir lieu le 21 octobre à Estoril. L'entreprise de Clermont-Ferrand a indiqué que ses partenaires, Brabham, McLaren, Renault et Ligier ont été informés en temps utile pour leur permettre de prendre les dispositions nécessaires en vue de la saison 85 et qu'elle continuera à développer sa technique du pneumatique dans tous les autres domaines de la compétition. L'écurie britannique Brabham a annoncé, récemment, qu'elle avait conclu un accord avec la fabrique italienne Pirelli.

Michelin qui a subi depuis trois ans des pertes financières importantes (1) a demandé, en 1984, à certains de ses partenaires de payer désormais le service rendu. Ce n'était pas le cas précédemment. Il était, en effet, de tradition que les manufacturiers fournissent gratuitement leurs pneumatiques aux écuries.

Michelin dépense ainsi, chaque année, sur les circuits de 1 à 2 millions de dollars pour la fourniture d'un millier de trains de pneumatiques. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte des frais de transport sur les quinze circuits européens et américains. Michelin est déjà assuré d'être champion du monde 1984 avec McLaren.

G. M.

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — L'histoire se répète. A l'époque des premiers tours de roues de vitesse, « Bibendum » se trouvait dans la course, équipant notamment la Renault 3A qui remporta, le 26 juin 1906, le circuit de la Sarthe considéré comme le véritable premier Grand prix. Les frères Michelin tenaient à prouver la supériorité du pneumatique sur le bandage plein. Après la première guerre mondiale, la firme se retira des circuits, considérant que son objectif avait été atteint.

Chaque fois qu'on interrogeait les responsables du service compétition, cet épisode était rappelé pour mieux signifier que la présence de Michelin en F 1 n'était pas nécessairement éternelle. *« La compétition n'est pas une fin en soi »*, s'acharnait à répondre M. Pierre Dupasquier, quarante-six ans, le véritable cerveau de cette unité rassemblant quatre-vingts personnes dans des locaux sobres d'une rue de Clermont-Ferrand, proche de l'une des principales entrées de l'usine. Lorsqu'il arriva dans l'entreprise en 1962, avec le diplôme d'ingénieur de l'Ecole catholique des arts et métiers de Lyon en poche, il devait avoir déjà son idée en tête puisque, trois années plus tard, Michelin entamait un retour discret dans l'univers de la compétition qui allait évoluer vers une réussite incontestable.

Comme au début du siècle, il s'agissait uniquement de prouver la supériorité d'un produit dans les conditions particulières de la course ; cette fois, il s'agissait du pneu radial. M. Jean-Pierre Vuillerme, responsable des relations publiques et homme de poids dans l'équipe qui entoure M. François Michelin, estime qu'aujourd'hui tout le monde est définitivement convaincu de l'efficacité de cette technologie.

Il existe donc une parfaite logique dans ce retrait qui a, tout de même, surpris beaucoup de monde dans les usines, bien que, à certains échelons élevés de responsabilité, la question se soit toujours posée de savoir si la présence sur les circuits était réellement profitable en regard de lourds investissements. Ce dernier aspect a certainement pesé dans la décision de Michelin. Enfin, il a été considéré que les dividendes retirés en matière d'image de marque ne pouvaient guère être augmentés désormais.

Le réalisme davantage économique et stratégique que sportif est aussi illustré par la décision de redéployer les moyens consacrés à la F 1 vers le rallye automobile et le motocyclisme. Michelin est déjà solidement implanté dans ces deux spécialités mais, explique M. Vuillerme, *« nous voulons faire davantage dans ces structures qui sont également sources de progrès et qui présentent l'intérêt de se rapprocher des conditions dans lesquelles le consommateur utilise ses pneumatiques.*

Pour le manufacturier de Clermont-Ferrand, la F 1 marque, en fait, une fâcheuse tendance *« à s'éloigner du marché quotidien »*.

LLIBERT TARRAGO.

(1) Michelin a perdu successivement 661 millions de francs en 1981, 4,16 milliards en 1982 et 2,14 milliards en 1983. Ces difficultés sont liées à la chute spectaculaire du marché américain, où le groupe a fortement investi, ainsi qu'à la reprise de Kléber, société qui, en dépit d'injections répétées de fonds, reste dans une situation précaire. Devant l'érosion de ses fonds propres, Michelin négocie depuis plusieurs mois avec un consortium de banques françaises l'obtention d'un prêt à taux préférentiel de 4 milliards de francs. Les pouvoirs publics, fort inquiets de la situation du groupe, participent à cette négociation.

CINQUANTE-SEPT VICTOIRES

Michelin a testé pendant sept années la technique du pneu radial que le fabricant français a fini par imposer à ses concurrents, l'américain Goodyear, numéro un mondial, et Pirelli. Les voitures équipées par Michelin ont remporté, depuis 1977, année de son arrivée dans la formule 1 aux côtés de Renault, cinquante-sept victoires et trois titres de champion du monde. Michelin, désormais, n'a sans doute plus rien à démontrer, mais on ne peut s'empêcher de penser que la décision de la firme de Clermont-Ferrand est due, en période de crise, à la nécessité de réaliser des économies. G.M.

COUPE AMERICA

Le nouveau défi de Marc Pajot

Marc Pajot va abandonner les courses au grand large pour diriger le nouveau défi français dans la coupe America, qui devrait rassembler, en décembre 1986 à Perth (Australie), le nombre record de vingt-quatre challengers pour le plus prestigieux des trophées de voile. Ce choix du Comité français pour la coupe America (CFCA) et les décisions qui l'accompagnent clarifient une situation plutôt confuse, et vont surtout permettre d'aborder enfin la phase active de préparation de ce nouveau challenge.

Après la victoire historique des Australiens sur les représentants du New-York Yacht club, plusieurs personnalités ou associations françaises avaient, en effet, manifesté l'intention de lancer un défi pour 1986. Avec Yves Rousset-Rouard, qui entendait donner une suite à son premier défi de 1983 avec *France 3*, les deux principaux projets s'articulaient autour des deux frères Pajot : Marc, associé à l'architecte Philippe Briand et, pour le financement, à Philippe Ripois, directeur de l'agence de publicité Euroforce, et Yves, associé aux architectes rochelais Daniel Andrieux, Michel Joubert et Bernard Nivelt.

Le danger de dispersion pour cette entreprise qui nécessite d'importants budgets avait incité des personnalités influentes de la voile, de la recherche, de l'architecture, des industries nautiques et des représentants des pouvoirs publics à créer, en mai 1984, le CFCA, présidé par M. Jean Glavany, chef de cabinet du président de la République et passionné de voile, pour *« réunir les énergies et mettre en place les bases sportives, industrielles et technologiques du défi »*.

L'ambition du CFCA était de rassembler les responsables des grands projets pour créer une structure commune qui permettrait de diversifier les choix technologiques, de susciter une émulation et de n'exclure personne. L'accord dans ce sens est intervenu le 20 septembre.

La direction sportive et financière du défi français est donc confiée à Marc Pajot. Deux directions techniques sont mises en place et seront chargées de construire et de mettre au point les deux bateaux challengers. La première est confiée à Philippe Briand, qui devrait travailler principalement avec Marc Bouet, l'ancien champion du monde de *Flying Dutchman*. La deuxième est assurée par Daniel Andrieux, qui collaborera avec ses collègues rochelais et avec Yves Pajot.

100 millions de francs espérés

Le défi des deux challengers français a été adressé au Royal Perth Yacht Club par l'intermédiaire de la Société des régates rochelaises et de la Société nautique de Marseille. Grâce au soutien apporté par neuf départements ministériels et par une quinzaine d'entreprises publiques, les responsables du défi français sont déjà assurés de disposer, pour les trois ans à venir, de 30 millions de francs, sous forme de financements directs ou de prestations de services. Ils estiment toutefois à 100 millions de francs l'enveloppe budgétaire minimale pour mener à bien les deux challenges.

Les architectes ayant déjà avancé leurs travaux, les bateaux pourraient être mis à l'eau au printemps prochain mais, dès cet hiver, les équipages pourront commencer leur entraînement sur les lièvres : *France 3* et probablement *Liberty*, qui devrait être acheté aux Américains. La base d'entraînement permanente devrait être choisie très prochainement parmi les villes qui ont fait acte de candidature : La Rochelle, Marseille et Sète.

GÉRARD ALBOUY.

EN BREF

Enseignement privé laïque : inquiétude

La Fédération nationale de l'enseignement privé laïque sous contrat s'inquiète. *« Nous craignons*, déclare la présidente, Mme Claude Duval, *de voir mises en œuvre des mesures que nous rejetions dans le projet Savary. »* Mme Duval estime que la procédure des « crédits limitatifs » appliquée à l'enseignement privé correspond dans certains cas à une *« dénonciation unilatérale de contrat »* : l'école active bilingue, par exemple, avait obtenu de ne pas dépasser vingt-cinq élèves dans chacune de ses classes. Or, pour respecter ce seuil, elle a dû, cette année, ouvrir trois classes supplémentaires pour lesquelles le bénéfice du contrat lui est refusé. La Fédération de l'enseignement privé laïque s'indigne aussi du blocage des prix des scolarités qui interdira en 1985 une augmentation supérieure à 4,75 %.

L'ombre du FLNC aux assises des Bouches-du-Rhône

Trois hommes se réclamant de l'ex-FLNC comparaissent, depuis le 24 septembre, devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Yves Loviconi, trente-huit ans, Philippe Siméoni, quarante-trois ans et Pierre Hachim, trente-quatre ans, sont accusés de quatorze hold-up commis en Corse et dans la région marseillaise. La cour d'assises de la Corse-du-Sud, saisie en première instance, avait refusé, en avril 1983, de prendre en compte leurs motivations politiques (*le Monde* du 21 avril 1983). Son arrêt avait été cassé par la Cour de cassation en mars 1984.

L'ALNC (Armée de libération nationale de la Corse, qui se qualifie de « bras armé de l'ex-FLNC »), a exigé dans un communiqué *« la libération par application de la loi d'amnistie »* des trois hommes. Si leurs motivations politiques sont reconnues, ces derniers bénéficieront de la loi d'amnistie et ne seront pas jugés.

● *Les gardiens de prison changent de tenue.* — Dès le début de 1985, les gardiens de prison pourront choisir de remplacer leur vareuse par un blouson, plus décontracté. Les femmes auront le choix entre une jupe droite et une jupe-culotte. Enfin, le port de la casquette, symbole de l'autorité, va devenir facultatif. Pierre Balmain avait conçu la nouvelle tenue des policiers, c'est le couturier Ted Lapidus qui vient de prêter son conseil à l'administration pénitentiaire.

Monte-Carlo : le casino joue et gagne

Les recettes des jeux enregistrées par la Société des bains de mer de Monaco (SBM), gérante du casino de Monte-Carlo, lors de l'exercice 1983-1984, s'élèvent à 368,6 millions de francs, soit une progression de plus de 28 %, ont annoncé les responsables de la SBM lors de l'assemblée générale annuelle de la société. Le rapport du conseil d'administration fait apparaître que 60 % des joueurs sont italiens et 16 % français. Quant à l'origine des recettes par nationalité, la part de l'Italie s'élève à 65 %, celle du Moyen-Orient à 12 %.

L'ensemble des activités de la SBM, jeux et hôtellerie, se solde par un chiffre d'affaires de 919 millions de francs, en progression de 27 % par rapport à l'exercice précédent, et un bénéfice net de 10,5 millions.

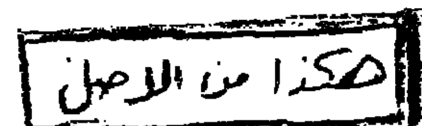
● *Le Père Calvez prêchera le carême à Notre-Dame de Paris.* — Le Père Jean-Yves Calvez, cinquante-sept ans, ancien provincial des Jésuites de France, a été chargé par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, de prêcher les conférences de carême à Notre-Dame. Pour l'année 1985 il a choisi le thème : *« Droits de l'homme, justice, Evangile. »* Il succède au Père Jean-Jacques Latour, délégué pour les relations entre la foi et la culture, qui avait prêché le carême ces dernières années.

Le Vatican condamne l'euthanasie

Commentant le congrès de Nice dans *l'Osservatore Romano* du 22 septembre, sous le titre *« L'euthanasie est un meurtre »*, le père Gino Concetti, théologien et moraliste, estime que *« le front de la culture de la mort est en train de s'organiser à l'échelle mondiale pour faire accepter aux autorités et à l'opinion publique l'euthanasie active ». « On a eu recours à la même méthode pour légaliser l'avortement et, auparavant, le divorce »*, écrit le Père Concetti, qui précise : *« La morale catholique autorise, tout au plus, le recours aux narcotiques pouvant adoucir les souffrances et hâter la mort, avec l'accord du mourant »*. — (AFP.)

● *SOS Amitié dénonce l'incitation au suicide.* — Dans un communiqué, l'association SOS Amitié France déclare : *« S'il y a parfois des paroles, des écrits qui poussent au désespoir, d'autres paroles, d'autres mots échangés, partagés à deux, même avec un inconnu, peuvent permettre de reprendre pied, de « souffler » un peu et de vivre. Voilà pourquoi SOS Amitié France s'élève vigoureusement contre toute publicité qui a été ou pourrait être faite en faveur d'ouvrages, de livres ou de guides incitant directement ou indirectement au suicide. »*





هكذا من الأصل

dossier

LE POINT SUR...

Les médecins

ILS sont plus de cent quarante-cinq mille, dont les deux tiers exercent en pratique libérale et gagnent en moyenne 250 000 francs par an. Quelques milliers d'entre eux se retrouvent cette semaine, comme chaque année, aux Entretiens de Bichat, afin d'y perfectionner leurs connaissances, dont on a pu dire qu'elles étaient périmées tous les cinq ans... Les médecins français ont vu leur nombre augmenter de façon telle, durant cette dernière décennie, que l'inquiétude règne en leurs rangs comme jamais auparavant. Si les grandes agitations de ces deux dernières années ont concerné surtout le personnel hospitalier, préoccupé par les réformes des études, des carrières ou des structures hospitalières, les médecins installés en pratique libérale n'en ont pas moins manifesté leur malaise devant une évolution dont nul ne perçoit réellement l'issue.

L'inquiétude des nations occidentales devant la croissance continue des dépenses de santé conduit — et pas seulement en France — à des programmes d'économie (de rationnement, disent certains) qui ne peuvent laisser le corps médical indifférent, lui qui se trouve être le premier ordonnateur de ces dépenses.

Dans le même temps, la prise en charge médicale, sans cesse plus élargie, de nombre de circonstances de la vie quotidienne accroît la tâche de ceux qui se savent à la fois l'ultime recours de l'individu menacé et les seuls juges d'une technologie qui évolue rapidement.

Leur nombre a triplé en vingt-cinq ans

Le nombre des médecins français a triplé en un quart de siècle et a plus que doublé durant cette dernière décennie. Ils étaient, en 1983, 147 402 inscrits au conseil national de l'ordre (dont 2 141 pour les départements d'outre-mer), et 118 000 étaient « en exercice ».

La grande majorité de ces médecins pratiquent un exercice libéral (84 248), et presque tous sont conventionnés : les caisses d'assurance-maladie ne comptent que 734 médecins, pour tout le pays, qui n'ont pas signé la convention fixant leurs tarifs.

La croissance de la population française est loin d'avoir suivi une pareille accélération, et la densité médicale, ou proportion des médecins par rapport à la population, a crû, elle aussi, de 40 % durant la dernière période quinquennale (1975-1980).

Ces faits expliquent le malaise actuel d'une profession qui n'avait jamais encore connu une telle situation de pléthore et de concurrence... Situation due au recrutement excessif, après les événements de 1968, de promotions d'étudiants qui, sept à dix ans après le début de leurs études, assiègent les postes hospitaliers et les installations privées.

La France compte en moyenne un médecin pour 500 habitants, mais cette moyenne recouvre des disparités départementales considérables allant, par exemple, de 1 à 5 entre Paris et l'Aisne (le département le plus défavorisé) ou de 1 à 3,4 entre l'Aisne et le département le plus médicalisé de France, hors région parisienne, qui est l'Hérault. La carte que nous publions montre que deux traits dominent cette disparité : l'attirance des villes et l'héliotropisme. La densité médicale est nettement plus élevée au sud d'une ligne reliant Bordeaux à Lyon qu'au nord de cette ligne (si l'on excepte Paris).

Féminisation

Un tiers des praticiens exercent leur métier en tant que « salariés exclusifs » (les autres ayant une pratique privée), mais cette proportion connaît une croissance rapide, expliquée en partie par la féminisation continue du corps médical. En 1961, les doctorats d'Etat n'étaient délivrés à des femmes que pour un cinquième. Elles représentaient le tiers des lauréats en 1980, et, à l'heure actuelle, un étudiant en médecine de première année sur deux est une femme. Or, la majorité des femmes qui exercent le font sous la forme salariée...

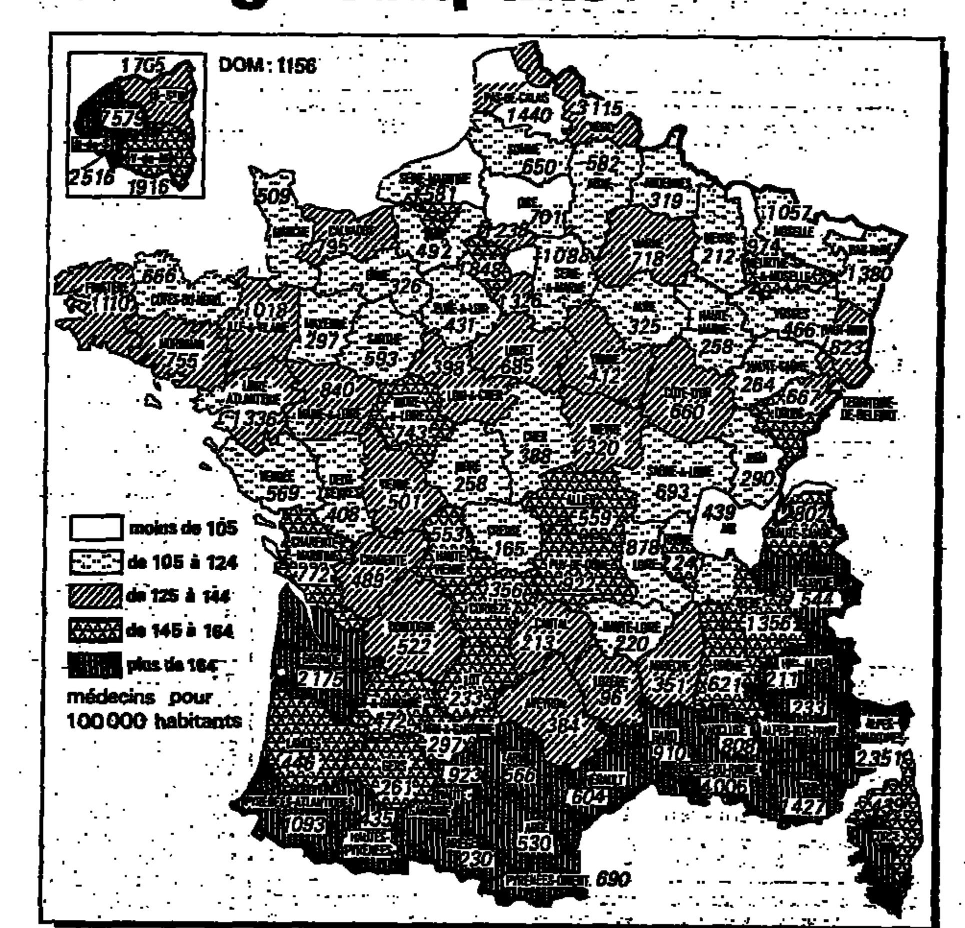
Outre cette féminisation, la profession est caractérisée aujourd'hui par un important rajeunissement dû à la croissance du nombre des étudiants durant toutes ces années et jusqu'au coup de frein donné au recrutement par le gouvernement depuis 1978. L'âge moyen des praticiens est de quarante-deux ans et demi.

Les organismes gérant les retraites du corps médical se préoccupent de ce «coup d'arrêt» au rajeunissement qui, faisant suite à des promotions pléthoriques, risque de les placer devant de grandes difficultés vers l'année 2020, lorsque ces promotions atteindront l'âge de se retirer. La situation est actuellement très différente puisque neuf mille médecins environ s'installent chaque année, alors que mille seulement se retirent.

Une telle pléthore n'est pas propre à la France, dont la densité médicale peut se comparer à celle de l'Allemagne fédérale et du Danemark, alors qu'elle est inférieure à celle de la Belgique, de la Grèce et de l'Italie, mais nettement supérieure à la densité relevée aux Pays-Bas, en Angleterre ou en Irlande. Elle constitue, pour les autorités professionnelles et les responsables de la santé, une double préoccupation, tenant, d'une part, au risque de diminution du niveau de vie, voire de chômage, d'une profession où l'âge moyen d'installation est de trente ans, après une formation hautement technique, longue et coûteuse. D'autre part, une médicalisation à outrance de la population risque d'entraîner une surconsommation d'actes non indispensables qui pèseraient lourdement sur les finances collectives.

Les enquêtes des services d'information et des statistiques du ministère de la santé indiquent que cette préoccupation est justifiée par l'accélération de certains actes depuis ces dernières années (consultations, visites) actes sur-cotés tels que les piqûres intraveineuses, les électrocardiogrammes, les petites interventions, les actes de radiologie.

Il reste à prouver que cette accélération répond vraiment au désir qu'auraient les médecins de maintenir leurs revenus, comme le soupçonnent les caisses d'assurances maladie, et non aux événements d'ordre à la fois sociologique et scientifique qui ont, depuis une décennie, considérablement alourdi les responsabilités des praticiens et élargi le champ de leurs interventions. Tel est le cas de la contraception, qui concerne dix millions de femmes, et des multiples prises en charge médico-sociales des troubles de la puberté, de la ménopause, de la sexualité, du vieillissement et des inadaptations scolaires, pour ne citer que ces exemples, auxquels il faut ajouter l'avènement de technologies complexes, remarquables et chères, dont aucun patient n'entend être privé, quel qu'en soit le coût.



Les chiffres représentent le nombre de médecins libéraux par département au 31 décembre 1983 (selon la CNAM).

RÉPARTITION PAR SPÉCIALITÉ

(au 31 décembre 1983)

	En %	Nombre	Densité pour 100 000 hab.
Anesthésie	2,7	2 259	4,1
Cardiologie	3,0	2 517	4,6
Chirurgie	4,2	3 562	6,6
Dermato-vénéréologie	2,1	1 786	3,3
Electro-radiologie	3,9	3 302	6,0
Gynécologie-obstétrique	4,5	3 801	7,0
Spéc. des maladies de l'appareil digestif	1,5	1 263	2,3
Médecine interne	0,8	711	1,3
Neuro-chirurgie	0,1	83	0,2
ORL	2,4	1 996	3,7
Pédiatrie	3,0	2 508	4,6
Pneumologie	0,9	743	1,4
Rhumatologie	1,7	1 392	2,5
Ophtalmologie	3,8	3 193	5,8
Urologie	0,3	231	0,4
Neuro-psychiatrie		1 480	2,7
Neurologie	4,8	175	0,3
Psychiatrie		2 427	4,4
Stomatologie	1,5	1 264	2,3
Rééducation, réadaptation fonctionnelle	0,5	437	0,8
Néphrologie	0,1	97	0,2
TOTAL SPÉCIALITÉS		35 227	64,5
Omnipraticiens (biologistes exclus)	57,2	48 176	88,7
Biologistes		845	1,6
TOTAL		84 248	155,0

Le conseil de l'ordre

L'inscription des médecins au conseil de l'ordre est obligatoire pour qu'ils aient le droit de s'installer. La cotisation, obligatoire elle aussi, est pour cette année de 790 F.

Le conseil comprend des instances départementales et régionales chapeautées par un conseil national. Les membres de ces conseils sont élus par leurs pairs. Le rôle de l'ordre est *« de veiller au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine et à l'observation des règles édictées par le code de déontologie »* (article 482 du code de la santé).

Les médecins sont en outre représentés par deux syndicats nationaux principaux : la Confédération des syndicats médicaux (CSMF), qui déclare environ 33 000 médecins syndiqués et comprend 25 syndicats nationaux et 95 syndicats départementaux ; et la Fédération des médecins de France (FMF), qui a environ 10 500 adhérents, dont 45 % sont des généralistes.

En outre de très nombreux syndicats groupent les praticiens par implantation géographique, par spécialité ou par mode d'exercice.

Douze années d'études

Selon le « profil moyen » établi après une enquête conduite pour le compte du ministère de la santé par le Centre de sociologie et de démographie médicale, un étudiant en médecine s'inscrit à dix-huit ans et demi, soutient sa thèse à vingt-huit ans et demi et s'installe dans la vie professionnelle à trente ans.

Au moment de l'enquête, 12,5 % des jeunes médecins inscrits à l'ordre n'avaient pas d'activité professionnelle, ou une activité occasionnelle.

Il est significatif que plus de la moitié donnent pour raison de cette situation le fait qu'ils considèrent leur formation comme insuffisante ou incomplète, et qu'il leur faut donc la poursuivre.

Dossier établi par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE et MICHELLE EVIN

Combien gagnent-ils ?

Le chiffre d'affaires moyen des médecins généralistes était, pour 1982, de 357 358 francs, selon une étude récente du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) portant sur l'évolution des revenus des médecins libéraux pour la période 1980-1983 (1).

Huit modes d'exercice ont fait l'objet de cette étude, qui représentent près de 80 % des médecins conventionnés : les omnipraticiens, les cardiologues, les dermatologues, les ophtalmologues, les oto-rhino-laryngologistes (ORL), les pédiatres et les rhumatologues. Des difficultés spécifiques posées par les autres spécialités n'ont pas permis une étude satisfaisante ; pour les chirurgiens en particulier, les liens financiers complexes entretenus avec les établissements où ils exercent ; pour les électroradiologistes ou les gastro-entérologues, il semble difficile d'estimer l'évolution récente de leurs achats d'équipements de diagnostic et son incidence sur l'évolution des charges d'amortissements.

La consultation du généraliste a augmenté de 21,4 % entre 1980 et 1981, de 6,5 % entre 1981 et 1982 et de 15 % entre 1982 et 1983. Ce qui a permis aux omnipraticiens de maintenir, tout juste et en trois ans, leur pouvoir d'achat.

Les tarifs des spécialistes ont augmenté moins vite entre 1980 et 1981 : 14,4 %, 10,3 % pour 1981-1982 et 15,4 % pour 1982-1983.

Le pouvoir d'achat des gynécologues et ORL a ainsi diminué durant ces trois ans ; celui des rhumatologues a été juste maintenu ; les autres spécialités étudiées ont vu leur pouvoir d'achat augmenter durant la même période, la progression sensible enregistrée entre 1982 et 1983 effaçant les baisses ou stagnations constatées entre 1980 et 1982.

(1) « Constat de l'évolution récente des revenus en France » (1980-1983), numéro spécial n° 71, CERC, 3, bd de Latour-Maubourg, 75007 Paris.

Discipline	Chiffre d'affaires moyen 1982 (1)	Charges (moyenne)	Bénéfices (moyenne) (1)	Evolution du bénéfice net (en francs constants 1980-1983 (moyenne par an)
Omnipraticiens	357 358 F	39,7 %	215 632 F	+ 0,0
Cardiologues	486 471 F	43,2 %	276 412 F	+ 0,5
Dermatologues	385 602 F	40,5 %	229 616 F	+ 2,0
Gynécologues	502 552 F	42,1 %	291 026 F	– 2,5
Ophtalmologues	471 282 F	43,3 %	267 114 F	+ 1,0
ORL	438 619 F	44,3 %	244 161 F	– 2,0
Pédiatres	281 732 F	42,6 %	161 694 F	+ 1,5
Rhumatologues	429 733 F	47,5 %	225 773 F	+ 0,0

(1) Ces chiffres varient beaucoup selon l'âge du médecin, le poids des charges et surtout le lieu d'implantation.

Onze mille retraités dont cinq centenaires

Les médecins retraités sont actuellement au nombre de 11 635 (1), pour une moyenne d'âge de soixante-treize ans et dix mois. Parmi eux, 756 sont âgés de soixante à soixante-quatre ans, 2 265 de soixante-cinq à soixante-neuf ans, 3 584 de soixante-dix à soixante-quatorze ans, 2 639 de soixante-quinze à soixante-dix-neuf ans, 1 277 de quatre-vingts à quatre-vingt-quatre ans, 581 de quatre-vingt-cinq à quatre-vingt-neuf ans, 214 de quatre-vingt-dix à quatre-vingt-quatorze ans, 44 de quatre-vingt-quinze à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Il est remarquable de constater que si 49 médecins retraités sont âgés de plus de quatre-vingt-quinze ans, dont 5 de plus de cent ans, on trouve 248 médecins âgés de plus de soixante-seize ans (dont 18 femmes) et 537 âgés de soixante et onze à soixante-quinze ans (dont 46 femmes) qui exercent encore. En revanche, 943 médecins sont demandeurs d'emploi et inscrits à l'ANPE.

(1) CARMF (Caisse autonome de retraite des médecins français).





MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Une sonde pour les calculs urinaires

Après les ondes de choc conçues par une firme d'aéronautique, l'endoscope et son microbroyeur, l'année 1983 aura été, pour le traitement des calculs urinaires, celle de la révolution. Les temps d'hospitalisation diminuent, le coût des interventions également, et le geste chirurgical peut se limiter à l'introduction d'une sonde au travers de la peau, sur le lieu du calcul. Les docteurs A. Le Duc, G. Cariou, A. Cortesse, et P. Teillac présent à Paris, aux Entretiens de Bichat, cette nouvelle technique, telle qu'elle a débuté à l'hôpital Lariboisière de Paris, il y a un an, comme l'une des nouveautés importantes de l'urologie moderne.

La technique consiste en l'introduction d'une sonde dans le calice rénal, au travers de la paroi dorsale d'un patient anesthésié. Sous contrôle radiologique, le calcul est désintégré par un microbroyeur, des ultrasons ou des chocs électriques, et ses débris sont évacués. Près de 84 % de succès complets sont enregistrés lorsque les indications ont été bien posées. Le temps moyen d'hospitalisation est de six jours (trois à dix jours), et l'intervention est, dès à présent, deux fois moins onéreuse que l'exérèse chirurgicale classique des calculs urinaires. Les perfectionnements attendus amélioreront encore ces performances.

Montaigne en eût été ébloui, qui souffrit pendant près de vingt ans, et jusqu'à sa mort, d'une maladie de la pierre qui le rendit à jamais sceptique quant à la compétence des médecins de l'époque... Il est vrai que plus de quatre cents ans se sont écoulés de l'ultime (et vain) recours que furent pour le maire de Bordeaux les eaux de Baden jusqu'au lithotripteur, aux ondes de choc et aux ultrasons d'aujourd'hui.

C'est à un autre type de sonde, introduite au sein des artères, que tient, en matière de cardiologie cette fois, un progrès technique tout aussi remarquable et qui, lui aussi, se substitue, dans ses indications à des procédés opératoires beaucoup plus traumatisants.

Pour le docteur J.-L. Guermonprez et son équipe de l'hôpital Broussais (Paris), l'angioplastie transluminale peut avantageusement remplacer la chirurgie des artères coronaires (ou pontage aorto-coronarien) dans un bon tiers de ses indications. En deux ans, le nombre des malades qui ont bénéficié de ce traitement a quadruplé, permettant chaque fois d'éviter une intervention lourde et coûteuse, et cela au prix d'une hospitalisation beaucoup plus courte.

Fruit des travaux non des chirurgiens mais des spécialistes de l'imagerie cardio-vasculaire (les angiographies, ou images des vaisseaux), l'intervention consiste en l'introduction dans une artère périphérique d'une fine sonde munie d'un ballonnet de 2 mm de diamètre. La sonde est glissée jusqu'aux artères coronaires. Leur rétrécissement ou leur obstruction provoque une asphyxie progressive ou brutale du muscle cardiaque avec l'angine de poitrine ou l'infarctus du myocarde, qui en signent souvent l'issue.

L'introduction, par cette sonde, d'un liquide opaque aux rayons X permet de repérer l'emplacement exact des lésions artérielles dues à des dépôts rigides ou athéromes. On gonfle alors le ballonnet introduit au milieu de ce rétrécissement, afin qu'il dilate l'artère en écrasant les plaques rigides. Le malade doit rester sous surveillance clinique pendant vingt-quatre à quarante-huit heures, et cette contrainte, légère, n'a évidemment rien à voir avec celle qu'implique l'intervention chirurgicale dite de pontage aorto-coronarien, impliquant l'ouverture du thorax sous anesthésie générale et avec circulation extra-corporelle.

Les équipes les plus entraînées dénombrent 91 % de succès complets (disparition des douleurs d'angine de poitrine ; maintien de la dilatation des artères coronaires). La durée d'hospitalisation des malades ainsi traités est trois fois moins importante que pour l'intervention chirurgicale et le coût quatre fois plus faible.

Le comité d'évaluation de la diffusion des innovations technologiques (CEDIT) de l'Assistance publique de Paris s'est saisi des données des angioplasties transluminales coronaires et a centralisé, pour l'instant, l'application de cette technique nouvelle à trois établissements parisiens : Broussais, Henri-Mondor et la Pitié-Salpêtrière, centres ouverts aux praticiens de tous les établissements relevant ou non de l'Assistance publique.

On estime que, sur dix mille malades coronariens consultant chaque année à l'Assistance publique de Paris, deux mille sept cents devraient bénéficier de cette thérapeutique, qui représente un intéressant glissement d'une méthode de diagnostic des sténoses vasculaires vers la thérapeutique.

Rein
Calice
Peau
Uretère

Fragmentation de calcul à l'aide d'un lithotripteur mécanique sous contrôle visuel par néphroscopie percutanée (Dr J.-M. Brisset, *la Presse médicale*.)

Ce n'est pas une méthode d'exploration mais l'avènement de la chirurgie au microscope qui permet une autre avancée thérapeutique concernant ici le cerveau et non le cœur. Grâce aux techniques permettant de suturer des vaisseaux dont le calibre ne dépasse pas un millimètre, des « pontages » vasculaires peuvent être établis pour rétablir l'irrigation d'une zone du cerveau victime d'une sténose ou d'une embolie. Le docteur A. Redondo a présenté les résultats ainsi obtenus chez quatre cent quarante-cinq malades (soit 35 % de ceux qui avaient été dirigés vers l'hôpital Beaujon de Paris, après un accident cérébral). Résultats d'autant plus satisfaisants que cette microchirurgie est précoce et qu'elle se déroule avant que se soient installées des lésions cérébrales définitives.

L'exigence de précocité a incité certains spécialistes, outre-Atlantique notamment, à se lancer dans une chirurgie de remodelage et de dilatation des vaisseaux cérébraux avant même que survienne l'« attaque », dès lors qu'un examen radiologique mettait en évidence leur rétrécissement.

Le professeur D. Laplane (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) considère qu'étant donnée la fréquence de l'athérosclérose au-delà de cinquante ou de soixante ans, ce type d'opération peut poser un véritable problème de santé publique. S'il n'y a pas de dépistage systématique de ces rétrécissements des vaisseaux cérébraux chez des sujets par ailleurs en parfaite santé, *« l'intervention constitue au minimum un gaspillage des deniers publics et une perturbation inutile des porteurs de sténose »*. S'il y a dépistage, on imagine l'anxiété de ceux qui jusqu'alors menaient une vie paisible.

En outre, la mortalité-morbidité de ces interventions est tout de même de 3 % (plus chez les sujets âgés). *« Quel est le médicament qui serait accepté sur le marché avec une telle incidence et sans même avoir apporté la preuve de son efficacité ? »*, interroge le professeur Laplane. Il est des cas où il faut se méfier de l'interventionnisme à tout crin, de l'ivresse technologique et de l'angoisse inutile qu'elle peut provoquer sur des malades qui, jusque-là, ignoraient leur état.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

TABLE RONDE

L'enfant triste

Un enfant triste, c'est le contraire d'un enfant, dit-on. Non, c'est aussi un enfant vrai, un enfant qui expérimente l'une après l'autre les difficultés, les réalités autour desquelles il organisera sa structure mentale.

Ainsi pourraient être synthétisés les enseignements d'une « table ronde » à laquelle participaient, le lundi 24 septembre, lors des entretiens de Bichat, autour du professeur Philippe Mazet, des psychiatres d'enfants et des psychanalystes.

Nous vivons, a souligné le professeur Mazet, sous le règne du *« mythe commode et tenace de l'enfant gai et insouciant »*. Les parents partagent cette vision idyllique avec les représentants de la psychiatrie traditionnelle, que les schémas psychanalytiques sont venus sur ce point, comme sur d'autres, bouleverser.

La littérature, pourtant, a rappelé le professeur Didier-Jean Duché, avait, depuis des siècles, montré que la tristesse est l'une des expériences cruciales de l'enfance. *« Dès ma première jeunesse, une flèche de chagrin s'est plantée dans mon cœur »*, écrivait Kierkegaard, tandis que Stendhal se remémorait son enfance comme *« une époque continue de malheurs »*. *« Pourquoi,* se demandait François Mauriac, *pourquoi étais-je un enfant triste ? Tout m'atteignait, me blessait. »* Et Paul Léautaud : *« J'avais une sorte de tristesse qui suffisait à mon bonheur. »*

Mais si la tristesse est une expérience nécessaire, normale, du cheminement de l'enfant, lorsqu'il redoute les premiers abandons, lorsqu'il vit les premières séparations et qu'il se reconnaît douloureusement comme une personne autonome il n'en va pas de même de la dépression, la vraie dépression de l'enfant qui, ont souligné le docteur Jean-Claude Arfouilloux et Mme Michèle Martin, psychologue, désoriente les adultes et les laisse désarmés. Cette dépression pourtant doit être détectée et traitée avant les grands remaniements propres à l'adolescence, au cours desquels peut éclore une pathologie spécifique, prélude parfois des grandes détresses psychiatriques de l'âge adulte.

Celles-ci sont-elles nécessairement annoncées par les épisodes dépressifs survenus tôt dans l'enfance ? Il ne le semble guère : les déprimés adultes n'ont pas été nécessairement des enfants déprimés. Les dépressions de l'adulte, dont l'apogée se situe en moyenne à trente-cinq ans chez la femme, à quarante ans chez l'homme, semblent bien répondre à une autre genèse. Ainsi, l'établissement d'une généalogie linéaire entre la dépression de l'enfant et celle de l'adulte apparaît à la fois simpliste et abusif. Prévenir la dépression de l'adulte, a conclu le professeur Widlöcher, *« ce n'est pas empêcher les enfants d'être tristes, c'est leur donner les moyens d'exprimer la joie »*.

CLAIRE BRISSET.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Rein
Calice
Uretère

Fragmentation de calcul à l'aide d'un lithotripteur mécanique sous contrôle visuel par néphroscopie percutanée. (Dr J.-M. Brisset, *La Presse médicale*.)

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

LES ACTIVITÉS DE L'AGENCE DE L'INFORMATIQUE ET LA FORMATION

Diane pédagogue

Près de cinq mille lycéens et étudiants sont attendus chaque jour au SICOB en compagnie de leurs professeurs. L'informatique est entrée tout naturellement dans l'univers des plus jeunes, essentiellement par le jeu, avant même d'avoir franchi les portes de l'école. Plus de cent mille micro-ordinateurs, selon les prévisions du IXe Plan – mais près du double en réalité, – équiperont les établissements scolaires d'ici à 1988. Mais les services que doit rendre l'informatique à l'éducation vont bien au-delà du cliché montrant des enfants particulièrement à l'aise devant un clavier et un écran d'ordinateur.

Initiation à l'usage de l'informatique dans la vie quotidienne, enseignement assisté par ordinateur (EAO) pour acquérir des connaissances, et particulièrement rattraper les retards scolaires, formation professionnelle aux différents niveaux de qualification, aide à la reconversion de chômeurs, formation continue en entreprise, sont autant de domaines où l'informatique a commencé à intervenir dans la formation. Au total *« 50 % de la population devra avoir été formée à l'informatique d'ici l'an 2000 »*, estiment les responsables de l'Agence de l'informatique (ADI).

Etablissement public national, l'ADI a consacré à la politique de formation, depuis sa création en juin 1980, un budget de 50 millions de francs et emploie cinq personnes à plein temps qui travaillent en collaboration avec les ministères de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.

A l'occasion du SICOB les responsables de l'ADI ont présenté les différentes actions qu'il ont entreprises dans ce domaine. L'une d'entre elles vient d'aboutir à la commercialisation du système Diane destiné à faciliter la création, l'exécution et la diffusion de logiciels pédagogiques. Le retard déjà pris dans ce domaine risque en effet de compromettre l'ensemble du programme d'introduction de l'informatique à l'école. L'objectif du système Diane est de contribuer à y remédier en permettant notamment à tout pédagogue non informaticien et non scientifique d'écrire des logiciels, en favorisant la diffusion de ces programmes sur un grand nombre de micro-ordinateurs français ou étrangers, en facilitant la constitution de banques de données accessibles par réseau télématique, en assurant aussi le suivi des élèves travaillant sur micro-ordinateurs.

Un concours de logiciels

Pour faire connaître les possibilités de Diane, l'ADI lance un concours destiné aux enseignants tentés par la création d'un logiciel pédagogique sur le thème de l'« autoformation ». Les candidats doivent adresser un dossier à l'Agence de l'informatique avant le 30 janvier (1). Une centaine seront retenus. Ils bénéficieront d'une formation et l'ensemble du matériel nécessaire sera mis à leur disposition.

Autre action de l'ADI, destinée celle-là au grand public, en collaboration avec TF 1 et le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) : la diffusion d'une série de douze émissions d'initiation à la micro-informatique, à partir du 15 novembre à 19 h 15. Une autre série d'émissions débutera sur la même chaîne, en 1985, à l'intention des professionnels.

L'ADI participe, d'autre part, à la lutte contre l'échec scolaire, en particulier dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) à l'intention desquels un dispositif d'évaluation des capacités des élèves a été mis au point, destiné à être suivi d'activités de soutien (en lecture, communication orale et écrite...)

Dans le domaine de la formation professionnelle, l'agence a collaboré à la concrétisation du plan de la filière électronique et défini des qualifications nouvelles aux niveaux les plus bas (IV et V). L'étude menée à cette occasion est actuellement utilisée à la mise en œuvre, à titre expérimental, de stages de formation. Des groupes de travail ont pour tâche de continuer les actions entreprises dans le domaine de la formation professionnelle, et en particulier dans le secteur du génie civil, du génie logiciel, de la télématique, des bases de données, de la productique et de l'enseignement artistique. A ce niveau, les industriels sont tout autant concernés que les enseignants.

CATHERINE ARDITTI.

(1) Direction de la formation, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-la Défense. Tél. : 796-43-21.

● *Circuits intégrés : prolongement de l'accord Thomson-Motorola.* – Thomson semi-conducteurs et le groupe américain Motorola ont signé un accord de coopération qui prolonge celui conclu en 1978 lors du premier plan composants. Chacune des deux firmes fabriquera les produits de l'autre *« en seconde source »*. Thomson produisant en particulier les microprocesseurs 32 bits de Motorola. Le nouvel accord ne prévoit plus de transfert des technologies associées.

A LA PREFECTURE DE POLICE DE PARIS

Contraventions sur ordinateur

La perfection n'existe pas

Les ordinateurs de la préfecture de police de Paris ont-ils des faiblesses ? C'est la question qui a été posée au Conseil de Paris, le 24 septembre, par M. Alain Baril, élu (RPR) du 13e arrondissement. L'honorable conseiller a brandi une liasse de réclamations qui, en effet, laissent songeur. Tel propriétaire d'une moto dont l'engin ne quitte plus son garage depuis des mois a reçu une contravention pour stationnement illégal de sa « voiture ». Tel autre se voit sanctionner pour une infraction qu'il aurait commise dans la capitale, alors qu'à l'époque il se trouvait en voyage à l'autre bout du monde. M. Baril a fait état d'une centaine de réclamations du même acabit enregistrées entre novembre 1983 et septembre 1984.

Que se passe-t-il donc au CEGETI, le centre de gestion électronique des transmissions et de l'informatique de la préfecture de police ? M. Guy Fougier, préfet de police, s'en est expliqué à la tribune du Conseil de Paris.

Les quinze mille agents et contractuelles de Paris dressent environ 16 600 contraventions par jour ouvrable, soit cinq millions par an. L'agent verbalisateur, qui opère debout et par tous les temps, peut être considéré comme la première source d'erreur en griffonnant une indication inexacte ou peu lisible. Sa fiche de PV comporte par exemple sept cases correspondant aux marques automobiles les plus vendues en France. Là encore, il peut y avoir un mauvais repérage. Si la voiture n'appartient à aucune de ces catégories, une huitième case permet d'indiquer le nom de la marque. Il y a même un blanc pour un petit commentaire. Voilà la porte ouverte à nombre de fantaisies.

Bien ou mal rédigées, les fiches de PV sont transmises au centre de coordination des services locaux (CCSL), dans l'île de la Cité, qui les regroupe et les envoie au CEGETI. Là, des pupitreurs vont traduire les indications manuscrites en signes électroniques sur une bande d'ordinateur. Ce travail est fait par des équipes du CEGETI, mais aussi par des sociétés de service auxquelles on a dû faire appel en sous-traitance. Deuxième risque d'erreur lors de cette opération de traduction. Une seconde d'inattention, un chiffre mal lu et l'erreur est inscrite.

Enfin, les bandes sont expédiées à l'un des ordinateurs MITRA de la préfecture. Plusieurs d'entre eux sont exclusivement chargés de « digérer » quotidiennement leur énorme ration de PV. La préfecture de Paris dispose, depuis huit ans déjà, de plusieurs machines réparties en trois points de Paris gardés secrets pour cause de sécurité. Plus de quatre vingts opérations allant de la gestion du matériel aux feuilles de paie sont traitées par ces ordinateurs, qui donnent généralement satisfaction. Mais les responsables de la préfecture reconnaissent que l'informatisation de la « grande maison » n'est pas encore suffisante. Ils comptent y porter remède dans les années qui viennent.

Pertes de temps

En tout cas, selon M. Guy Fougier, une fois que les bandes de données sont livrées aux machines, il n'y a plus guère de risque d'erreur. La machine « digère » et restitue exactement ce qu'on lui a livré.

Or la préfecture reçoit, bon an mal an, entre cent cinquante mille et deux cent cinquante mille lettres de réclamations. Cela représente 3 % à 5 % des contraventions relevées. On reconnaît dans l'île de la Cité que, vérification faite, la plupart sont justifiées. Il y a eu erreur de transcription. On annule donc la contravention. Dans les cas douteux, on suppose que le plaignant est de bonne foi. Là encore on met le PV au panier. Mais comment éviter à l'avenir cet afflux de réclamations, ces vérifications, ces pertes de temps.

Le préfet de police va demander à ses agents et contractuelles de remplir leurs carnets avec davantage d'attention. Il envisage de modifier les imprimés – et notamment le système des cases pour marques courantes – afin d'éliminer les incertitudes. Les pupitreurs eux-mêmes vont être chapitrés pour éliminer le maximum de bévues. Mais le simple fait de changer les formulaires va obliger à refaire les programmes des ordinateurs. Tout cela peut demander plusieurs mois. Atteindra-t-on la perfection ? Sûrement pas. Lorsque ces améliorations auront été apportées à la gestion informatique des contraventions parisiennes, il y aura encore des erreurs. Elles sont inévitables.

M. A.-R.

FEMMES-PDG DES ANNÉES 80...

Il est bleu et rose bonbon, il vaut une petite fortune (40 000 F) et comprend trois parties : l'une composée d'une mini-table ronde pour les conférences ; la deuxième est un bureau des plus sobres ; la troisième enfin comporte un téléphone terminal informatique, mais surtout un matériel que l'on imagine habituellement plus dans une salle de bains ou dans une chambre à coucher : une coiffeuse avec une partie rangement pour les chaussures et le sac.

Tel est le dernier bureau imaginé par Philippe Morel Lab. pour les femmes PDG, présenté au SICOB.

Il fut un temps où les hommes imposaient, tacitement, aux représentantes du sexe féminin désirant accéder aux postes de hautes responsabilités un comportement copié sur le leur. Voilà qu'à présent le vent tourne à 180°, direction : égalité mais dans la différence. Une différence ici bien figée sur la femme. Femme qui aime le rose bonbon même si elle y ajoute du bleu. PDG ou directrice, elle doit séduire, donc pouvoir à tout moment se refaire une beauté. Séductrice mais pudique, un écran légèrement transparent ne laisse voir que la silhouette de ses jambes.

CH. CH.

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Les Delteilliens

Quand ses fervents songèrent, il y a dix ans, à fonder une Association des amis de Joseph Delteil, ils s'en ouvrirent naturellement à lui. Il répondit que c'était bon pour les morts. Il n'avait pas tort. Je ne veux pas dire qu'il faut que les écrivains soient morts pour avoir des amis, mais enfin, de son vivant, ceux-ci se constituent rarement en association déclarée selon la loi et enregistrée au *Journal officiel*. Ils ne s'associent même pas en privé, à moins que leur ami n'ait franchi le seuil de la pauvreté admise. Et, dans ce cas, l'association reste discrète. Tout comme l'Etat quand d'aventure il ouvre sa bourse.

Je crains bien que pour la plupart de nos contemporains qui ont appris à lire depuis les années 40, Delteil soit un objet, parmi d'autres, non pas même d'oubli, mais d'ignorance. Qui est-ce ? Et même : qui est-il ? La réponse est donnée par Paul Jolas, un des trois fondateurs des Delteilliens, dès la première ligne d'un essai où tient toute l'histoire de Delteil, enlacée à des morceaux de l'histoire tout court, particulièrement celle de la guerre : la Grande Guerre (1). *« Il a connu des débuts faciles, a été salué par les écrivains en renom comme un égal, il a reçu la consécration littéraire en dix années d'une carrière fulgurante dont le sommet est marqué par 1925. A vingt-cinq ans, on le tient pour un génie ; à trente-trois, on le canonise* (A. de Richaud dans *la Vie de saint Delteil*). *A trente-cinq ans, il quitte les fastes de ce monde pour s'enfermer dans une retraite ombrageuse... »* Où, sans relâche, il continuera d'écrire. Mais combien le liront ? (Il semble qu'entre 1940 et 1945 rien ne se soit passé.)

Certes, les spécialistes marquent encore sa place, témoin cette notice dans un dictionnaire des littératures. On la citera, parce qu'elle est un des modèles du genre : *« Romancier français, d'origine paysanne, qui obtint entre 1920 et 1935 un large succès grâce à des ouvrages dont la verve abondante, mais parfois grossière, contraste avec le choix des sujets : Jeanne d'Arc, La Fayette, Napoléon, Don Juan. Jésus II (1947), d'une outrance identique, fut un échec. Dans l'ensemble de cette œuvre, une recherche trop visible d'originalité et la brutalité des effets dénaturent les intentions épiques et satiriques de l'auteur. »*

En fait, Delteil annonce Céline dix ans à l'avance, en secouant violemment le langage ; en outre, avec une foi rude, il substitue aux mythes affadis une vérité épique. Quelques années après qu'il l'eut écrite, sa *Jeanne d'Arc* n'avait pas moins secoué un adolescent, qui s'en souvient. Jeanne mange du singe avec ses soldats (faut-il rappeler que le « singe » était le bœuf en boîte, nourriture de base des « poilus » de 1914-1918) sans cesser d'être une âme pure ; à la fin du livre, brève et belle, la robe, qui prend feu d'abord, livre la nudité de la fille-flamme. À travers l'image convenue, convenable et irréelle, ce n'était que dénuder aussi la simple et atroce réalité.

Fidélité active

Chaque article de ce dictionnaire porte deux dates, comme les pierres tombales. Pour les auteurs contemporains, un blanc est laissé à l'intention des rééditions. En 1968, Delteil n'avait encore droit qu'à la première – 1894 – et au blanc, pour dix ans. Mais la notice donnerait à penser qu'il était littérairement mort en 1947.

Prouver le contraire, et qu'il continue bel et bien de vivre, est précisément la raison des delteilliens. Le mot vient directement de *la deltheillerie* (le h, retranché pour le nom d'écrivain, appartient au patronyme), saga de Delteil par lui-même, de ses familles de sang et d'esprit, et de tout un peu. Après avoir dit modestement que ce n'était pas du *« Delteil majeur »*, il déclarera, tout compte fait : *« Mon livre essentiel toutefois, peut-être. »*

Les delteilliens sont, en quelque sorte, les héritiers de la deltheillerie, et témoignent depuis cinq ans de la plus active fidélité. Ils se réunissent régulièrement pour approfondir l'œuvre et faire le point sur les études qui lui sont consacrées ; ils multiplient les conférences, organisent des expositions : une rétrospective s'ouvrira prochainement à la bibliothèque de Rouen, une autre se prépare à Bordeaux. Ils suscitent des thèses (notons les plus récentes, celles d'Isabelle Hombert et de Karine Ciupra) et ouvrent bien entendu leurs archives aux chercheurs.

Déjà, en 1970, les futurs fondateurs orientaient vers Delteil des étudiants de Nanterre. Il leur manque encore ces *Cahiers*, organes de toute « Association des Amis de... » et lien avec le public, mais ils y travaillent. Ils disposent, il est vrai, avec *Rencontres*, du lieu le plus ouvert pour la publication des études et des textes ; ainsi préparent-ils un nouveau numéro qui contiendra la réédition du *Cygne androgyne*, le second recueil de Delteil, tiré à cent exemplaires en 1921.

YVES FLORENNE.

★ Siège de l'Association : Galerie Artère, 70, rue de Paris, 78600 Maisons-Laffitte. Fondée en 1979, par Mme Modesta Alleuet, présidente des Femmes peintres et sculpteurs (et actuellement des delteilliens). Paul Jolas, directeur de la bibliothèque Georges-Duhamel, et Pierre Tesquet, universitaire.

(1) Dans *Rencontres artistiques et littéraires*, numéro triple 14-15-16, – 30 F. P. Jolas, bibliothèque G.-Duhamel, 78200 Mantes-la Jolie.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 24 et mardi 25 septembre :

UN DÉCRET

● Fixant les modalités exceptionnelles d'accès des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive au corps chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive.

DES ARRÊTÉS

● Relatif au diplôme d'études universitaires générales, mention «sciences, économie et technologie».

● Relatif à la dispense de l'examen de vérification des connaissances prévu pour l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en médecine ou du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire dans les conditions fixées par le décret du 2 mars 1984.

PARIS EN VISITES

JEUDI 27 SEPTEMBRE

« Quartier Montparnasse », 11 heures, métro Falguière, Mme Allaz.

« Hôtel de Bourrienne », 15 heures, angle du faubourg Poissonnière, boulevard Bonne-Nouvelle, Mme Dehesme.

« Mme Elisabeth », 15 heures, devant l'église Sainte-Elisabeth, rue du Temple, Mme Bouquet des Chaux.

« Cycle jardins », 15 heures, devant RER, cité universitaire, M. Lépany (Caisse nationale des monuments historiques).

« Delacroix au Louvre », 14 heures, bureau d'information (D. Bouchard).

« La cristallerie de Baccarat », 15 h 30, 30 *bis*, rue de Paradis (P.-Y. Jaslet).

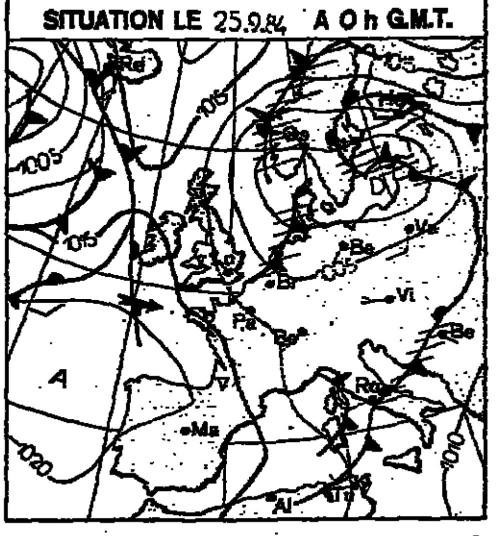
« Cent tombeaux de musiciens à Montmartre », 14 heures, 16, avenue Rachel (V. de Langlade).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée (M. Pohyer).

« L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.9.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26.09.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mardi 25 septembre à 0 heure et le mercredi 26 septembre à 24 heures.

Au cours de la journée de mercredi on assistera à une atténuation de l'instabilité sur l'est et le nord-est de la France et à une hausse du champ de pression. Toutefois, dans l'ouest, une nouvelle perturbation peu active touchera la France mardi soir et traversera le pays sous forme atténuée mercredi.

Les températures maximales marqueront une hausse légère : elles seront de l'ordre de 13 à 14 degrés dans le Nord et le Nord-Est, 15 à 17 degrés sur la Bretagne, le Centre et le Centre-Est, 20 degrés en Aquitaine et 22 à 24 degrés près de la Méditerranée où le temps sera dégagé la majeure partie de la journée.

Sens de l'évolution pour la fin de semaine

Une nouvelle perturbation, associée à de l'air plus doux, gagnera jeudi l'ouest et le nord du pays et s'étendra vendredi aux autres régions. Elle sera suivie samedi d'un courant de nord-ouest frais, instable mais toujours humide.

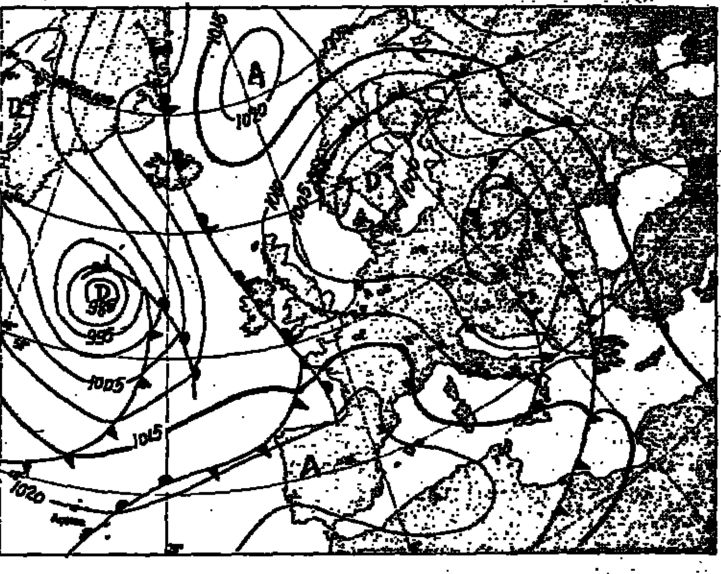
Temps prévu pour la fin de semaine

Jeudi, une nouvelle zone nuageuse s'étendra depuis la Bretagne et la Gironde le matin jusqu'au Nord, au Bassin Parisien et au Centre en fin de journée. Elle donnera des pluies passagères qui se renforceront le soir sur la Bretagne, où les vents de sud-ouest souffleront assez fort. Des Alpes au littoral méditerranéen et aux Pyrénées-Orientales, après une matinée nuageuse, un temps ensoleillé prédominera avec des températures agréables. Ailleurs, le temps frais et brumeux le matin restera nuageux l'après-midi.

Vendredi, les nuages et les pluies envahiront la majeure partie du pays. Les vents de sud-ouest resteront assez forts près de la Manche. Les températures maximales s'échelonneront entre 16 et 22 degrés du Nord au Sud.

Samedi, le temps restera gris et pluvieux sur les régions de l'Est et du Sud-Est. Partout ailleurs, le ciel deviendra plus variable, mais il fera à nouveau plus frais et de nombreuses averses se produiront, tantis que les vents s'orienteront au nord-ouest en soufflant toujours assez fort près de la Manche et de l'Atlantique.

PRÉVISIONS POUR LE 28 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 25 septembre à 8 heures, de 1011 millibars, soit 758,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 septembre; le second le minimum de la nuit du 24 au 25 septembre) : Ajaccio, 21 et 11 degrés; Biarritz, 16 et 12; Bordeaux, 16 et 6; Bourges, 14 et 9; Brest, 13 et 8; Caen, 14 et 9; Cherbourg, 13 et 11; Clermont-Ferrand, 5 et 8; Dijon, 13 et 8; Grenoble-St-M.-H., 16 et 8; Grenoble-St-Geoirs, 14 et 7; Lille, 10 et 9; Lyon, 15 et 8; Marseille-Marignane, 19 et 11; Nancy, 11 et 8; Nantes, 16 et 9; Nice-Côte d'Azur, 22 et 13; Paris-Montsouris, 15 et 9; Paris-Orly, 14 et 8; Pau, 15 et 10; Perpignan, 19 et 10; Rennes, 14 et 8; Strasbourg, 12 et 8; Tours, 14 et 8; Toulouse, 15 et 8; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 17 degrés; Amsterdam, 15 et 7; Athènes, 28 et 19; Berlin, 15 et 7; Bonn, 12 et 8; Bruxelles, 14 et 8; Le Caire, 34 et 19; îles Canaries, 27 et 23; Copenhague, 17 et 4; Dakar, 30 et 26; Djerba, 33 et 23; Genève, 12 et 7; Istanbul, 29 et 21; Jérusalem, 32 et 16; Lisbonne, 23 et 14; Londres, 14 et 6; Luxembourg, 10 et 7; Madrid, 22 et 5; Montréal, 22 et 13; Moscou, 18 et 11; Nairobi, 27 et 14; New-York, 28 et 21; Palma-de-Majorque, 25 et 14; Rio-de-Janeiro, 23 et 20; Rome, 22 et 13; Stockholm, 14 et 8; Tozeur, 34 et 28; Tunis, 31 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3805

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III									
IV			■		■	■		■	■
V		■							
VI						■			
VII									
VIII		■							
IX				■				■	
X			■						
XI	■					■			

HORIZONTALEMENT

I. Ce peut être un éclaireur ayant des problèmes d'ampoules. – II. Forme des générations futures. Mesure dépassée. – III. Fêtes qui se donnaient en l'honneur d'un astre alors invisible. – IV. Occasion d'enrichissement. – V. Leur seul bon côté, c'est qu'elles handicapent les bavards. – VI. Complètement pompée. La piété filiale lui faisait totalement défaut. – VII. Prémisse du principe d'Archimède. – VIII. Ils se moquent du monde. – IX. Chargé de mission extraordinaire commandé en haut lieu. La nôtre a vu le jour à la faveur d'une naissance. – X. Participe passé. Qualité républicaine. Note. – XI. Se reconnaît plus facilement quand il est insignifiant. Décorateur du pavillon royal.

VERTICALEMENT

1. Assoient ce qui est appelé à tenir debout. – 2. Plus doux dans un poulet que devant lui. Les roses ne vont pas au-delà. Prononcé par un juge voyant les choses de haut. – 3. Cap d'Espagne. On y voit beaucoup d'appelés, mais peu d'élus. – 4. Attaché à la direction d'une compagnie maritime. On y a violé des tombeaux. – 5. Lopin. Font une apparition sur terre. – 6. Agent de la circulation à Tokyo. Titre féodal. – 7. Héritage conféré par la nature. – 8. Sainte-Hélène ou Sainte-Lucie. Cri antique. Le commencement de la richesse. – 9. Nom moderne du berceau de Constantin le Grand. Raisonnables.

Solution du problème nº 3804

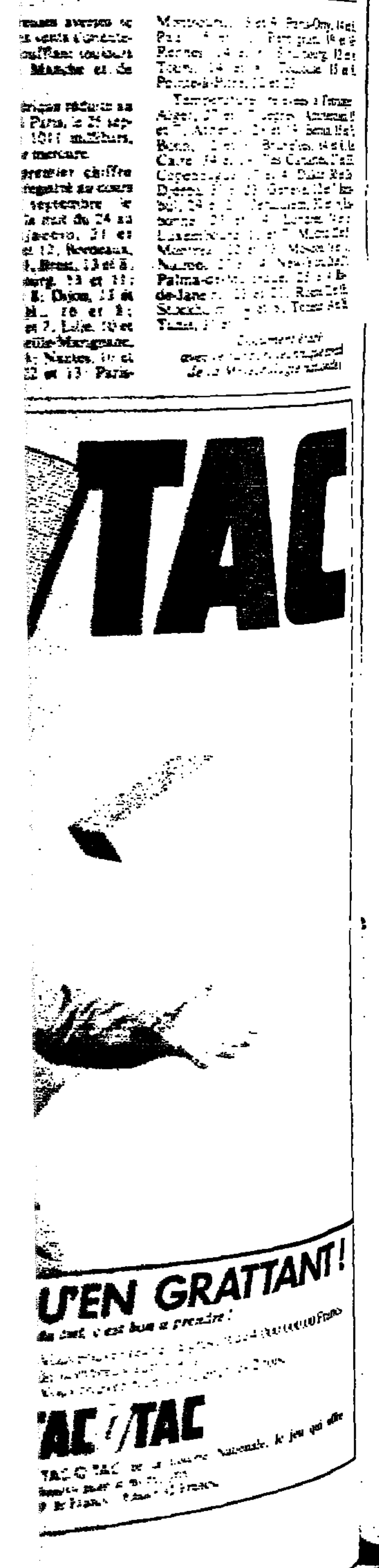
Horizontalement

I. Arriviste. – II. Reine. Out. – III. Siffler. – IV. En. Iules. – V. ED. Us. – VI. Incendie. – VII. Collier. – VIII. Raid. Ire. – IX. Edit. Etal. – X. Reprise. – XI. Nos. Esses.

Verticalement

1. Arsenic. Eon. – 2. Rein. Nord. – 3. Rif. Eclairs. – 4. Infidélité. – 5. Volu. Nid. Pé. – 6. Elide. Ers. – 7. Sore. Iritis. – 8. Tu. Sue. Rase. – 9. Eté. Mêles.

GUY BROUTY.



Le Monde

culture

EXPOSITIONS

Galeries : la rentrée

Calme, cette rentrée des galeries ; en douceur, sans bousculade excessive, une à une, ou en groupe, les expositions ouvrent. Sur quoi ? Sur tout, et c'est bien : des jeunes et des mûrs, des connus et des moins connus, des directs et des secondaires, des imagiers et des durs, des purs, voire des obstinés. Le gros de la tempête est passé, le vent de folie soufflant dans le sens de la tendance « jeune artiste » s'est apaisé. Le plein est fait. Et pour ceux qui viendront maintenant ce sera plus dur.

Tony Cragg
La théorie des ensembles

L'art de la récupération des déchets en tout genre, en soi n'est pas nouveau. Tony Cragg n'est pas le premier artiste à faire les poubelles, ni le dernier. Mais ce qui différencie sa sculpture de tout ce qui a été fait jusqu'ici en matière d'accommodation des restes tient à son sens de la composition à cru, sans liant.

Sa sculpture ne relève ni du tas, ni du montage, ni de l'assemblage, mais d'une disposition dans l'espace, au mur et au sol qui a la mobilité d'un étalage de pièces détachées, d'un jeu entre l'éclatement, la pulvérisation des fragments collectés et l'unité suggérée par la couleur ou le matériau : les bois – boîtes, caisses, meubles, porte-manteaux, planches, etc. – disposés en S et en ordre décroissant, comme une armée en marche, le plastique bleu, ou rouge, ou blanc, ou noir – flacons, bouteilles, couvercles, couverts de repas d'avion (classe touriste), rasoirs à jeter...

Cragg a tout ce qu'il faut pour être anglais : le sens de l'humour, et sculpteur : le sens de l'espace, du plein et du vide, et du matériau, et de la couleur.

Un beau désordre est un effet de l'art, disait-on dans les écoles des beaux-arts au tournant du siècle. C'est peut-être pour avoir entendu de tels propos qu'il nous balance ses « mythes blancs » qui ont quelque chose des marbres toscans (y compris la crasse des orteils de la Nuit et du Jour au tombeau des Médicis) ; et ses « mythes noirs » aux allures totémiques. Dernièrement, sans doute parce qu'il vit en Allemagne, son œuvre a pris une tournure différente. Cragg délaisse la théorie des ensembles pour des constructions qui cette fois renvoient au décor expressionniste : tuyaux et maisons de *Metropolis*, en bois, brun, étrange et percutant.

★ Galerie Crousel Hussenot, 80, rue Quincampoix, jusqu'au 24 octobre.

Claude Viallat
la spirale sans fin

Si l'expression ne risquait de paraître par trop osée, nous pourrions dire que, ces temps-ci, Viallat se déboutonne, notamment avec cette exposition chez Jean Fournier qui donne une première impression de flottement et de décousu. Ce dont il faut se méfier. L'artiste est exigeant et le premier degré de lecture ne suffit pas.

Si l'on veut faire plus chic, disons que Viallat tire les ficelles du côté de l'intime, joue à cache-cache et opère entre la petite chemise de nuit et la parure de cérémonie. Entre l'outil de marquage et la tenue sacrificielle, il donne à voir plusieurs corps et établit des liens de l'homme à la peinture, du corps de l'un à la chair de l'autre. Tendu entre l'un et l'autre, entre déploiement et repli, la forme en fait les frais, prise entre gestualité et pulsionnel, fantaisie kitsch, faveurs, dentelles et instruments primitifs.

Le signe inventé – la marque Viallat – y est réduit à l'ombre de lui-même, à l'état fantomatique, ectoplasmique, de squelette décelé aux rayons X ; un travail sur le dédoublement, la transparence avec dans les grandes toiles la consistance d'une peinture symbolique, d'un au-delà de l'écran, du tissu pictural : un essai sur la transparence, une mise à nu. Et toujours cette stratégie du déploiement et du repli que pratique l'artiste – dont la spirale, que l'on peut lire du centre à la périphérie ou de la périphérie au centre, lui sert presque de signature. Elle occupe un coin de toile, dans la bataille, la mise à l'épreuve toujours recommencée de la couleur-forme.

★ Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, jusqu'au 15 octobre.

Judy Rifka
et Pierre Tual
« chevalet et acier »

Ce n'est peut-être pas toute la voix de l'Amérique, mais c'est tout de même un signe : Judy Rifka, qui est new-yorkaise, ne donne plus dans le panneau, le grand, l'immense. Elle n'est pas la seule dans Manhattan à avoir réduit les formats. Parmi ceux qui ont quitté Soho pour le quartier est notamment, on trouve des artistes qui peignent dans des dimensions « raisonnables ». Autre détermination, ou aveu d'intention chez cette artiste dont c'est la première exposition à Paris : dès l'entrée de la galerie, à même le mur, Judy Rifka a dessiné un peintre et son chevalet planté devant un paysage, mais d'un trait qui situe plutôt l'image dans un espace de rêve ou nostalgique du passé.

C'est aussi l'idée qui se dégage de ses peintures, exercices libres autour d'un thème qui lui donne de quoi construire et déconstruire volumes et formes dans l'espace, articuler et fondre ensemble nature et culture, entre un bleu du ciel, du vert, de l'eau et la résistance des matériaux (le terme d'architecture convient) : c'est la maison sur la cascade de Wright, regardée, approchée, distanciée, isolée, projetée par fragments, comme en rêve. Avec la note sensible.

Pierre Tual n'a pas grand-chose à voir avec cela. C'est un sculpteur, dans le genre rigoureux, austère, sérieux, arrivé à maturité, comme on les aime à la Galerie de France, et qui mérite plus d'attention qu'on ne lui en accorde généralement. Nantais d'origine, la quarantaine passée, il travaille l'acier cor-ten depuis plus de quinze ans et en connaît fort bien les possibilités. Il découpe, plie et patine, appuie au mur ou dresse sur champ, sur plate-forme. Il y a de la force, de l'aisance, de la grandeur dans ces pièces, de la douceur aussi, un grand calme, un rythme propre, du silence ou plutôt un murmure. C'est parlant. Solitairement.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Galerie de France, jusqu'au 13 octobre. 52, rue de la Verrerie.

M. MITTERRAND REND HOMMAGE A PIERRE EMMANUEL

M. François Mitterrand a adressé un télégramme à la veuve du poète Pierre Emmanuel, décédé le 22 septembre (*le Monde* du 25 septembre), dans lequel il salue *« l'écrivain, le poète et le patriote qui restera dans la mémoire de l'honneur national ». « Une grande voix de la Résistance s'est éteinte »*, écrit encore le chef de l'État qui rend hommage à *« l'homme de fidélité, toujours à l'écoute du renouveau. Pierre Emmanuel a su entrecroiser les chemins du réel et de l'imagination avec la noble passion qui était la sienne ».*

Pour M. Jean Guitton, de l'Académie française, *« Pierre Emmanuel a fait quelque chose de très rare dans l'histoire de la poésie, il a chanté la mort tout en la vivant. Poète abondant, qui ne cessait d'écrire des vers – il était sous ce rapport de la famille de Victor Hugo, – Pierre Emmanuel a été un très grand poète catholique orchestrant sans arrêt les grands thèmes du catholicisme : l'amour et la mort. »*

Mgr Pierre Eyt, recteur de l'Institut catholique de Paris, a salué en Pierre Emmanuel, *« un poète du monde des contradictions de l'homme et du désir. Un engagement tout d'une pièce dans l'histoire. Un passionné de la vérité. Un ami parfois douloureux, toujours voisin du Christ. Une volonté vers l'avenir ».*

MORT DU POÈTE BELGE PAUL NEUHUYS

Le poète belge d'expression française, Paul Neuhuys, est mort à Anvers dans la nuit du 16 au 17 septembre à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Fils d'un peintre néerlandais et d'une mère suisse, Paul Neuhuys avait fondé, en 1920, la revue *Ça ira*, (rééditée récemment aux éditions Jacques Antoine), d'esprit moderne et pacifiste. Proche de l'avant-garde littéraire, qui avait publié le premier livre d'Henri Michaux et des textes de Picabia, Peret, Eluard, Ribemont-Dessaignes...

Influencé par le surréalisme, dans *le Canard et la Cerise* ou *la Draisienne de l'incroyable*, Neuhuys a créé une poésie qui mêle la fantaisie et l'ironie. En 1980, les éditions Belfond ont publié une sélection de ses poèmes sous le titre *le Pot-au-feu mongole*.]

CINÉMA

La production française en mauvaise santé

(Suite de la première page)

Dans cette logique, un film doit faire carrière en moins de six semaines, bousculé par d'autres : il est fini, sauf rares exceptions, le temps du bouche à oreille et de la rencontre progressive entre une œuvre et son public.

La lutte est d'autant plus âpre que la fréquentation des salles est en stagnation. Pour amortir de tels coûts de production et de diffusion, un film doit au minimum dépasser le million d'entrées. Ils étaient seulement vingt et un films français à y parvenir en 1983, et les milieux professionnels s'accordent à dire que 80 % de la production ne réussit pas à s'amortir. Comment s'étonner dans ces conditions que des groupes aussi puissants que Gaumont et Parafrance connaissent de sérieux problèmes économiques ? Quant aux quelque cent trente petites sociétés de production en activité, leur situation n'est en général guère plus florissante.

Le salut viendra-t-il des nouveaux médias, comme l'espèrent les pouvoirs publics, qui soutiennent depuis des années la production cinématographique nationale ? Certes, Canal Plus doit consacrer la moitié de ses ressources à l'achat de films et le quart au cinéma français. Le marché du magnétoscope semble avoir repris sa croissance, et les éditeurs vidéo se battent pour obtenir les films avant la quatrième chaîne. Mais que faire de ces ressources supplémentaires ? De nouveaux films sans doute, puisque le public du petit écran en est si friand.

La diversification seule issue ?

L'affaire n'est pas si simple. L'économie du cinéma repose encore en très grande partie sur les recettes des salles, et celles-ci ne peuvent accepter plus de films sans risquer d'accélérer davantage la logique pernicieuse de la distribution avec ses conséquences économiques désastreuses. Les ressources tirées des nouveaux médias ont donc toute chance d'augmenter encore les coûts de la production au lieu de la relancer. Déjà, la France produit presque autant de films que les États-Unis pour un marché cinq fois inférieur. La machine est bloquée, la production s'étrangle d'elle-même.

Certains songent à gagner à l'exportation des marchés moins engorgés que celui de l'Hexagone. Mais la conjoncture est difficile. Dans la plupart des pays européens, les salles de cinéma, laissées sans protection face à la concurrence télévisée, ont vu leur fréquentation baisser progressivement. Ainsi Gaumont, qui s'était solidement implanté en Italie, a dû vendre récemment son réseau de salles et son circuit de distribution, le nombre de spectateurs ayant chuté en sept ans de 455 millions à 162 millions. Reste le marché américain, où le cinéma a amorcé dans le même temps une très vigoureuse reprise ; mais, à de rares exceptions près, il reste la chasse bien gardée de la production américaine.

Quelques professionnels pensent aujourd'hui que la seule issue est dans la diversification des entreprises de cinéma vers la production télévisuelle. Cette stratégie a pleinement réussi aux « majors » hollywoodiens. Elle assure, sur un marché plus stable et à la logique économique radicalement différente, une stabilité financière pour les entreprises de production. Mais, à quelques exceptions près, dont Parafrance, les producteurs de cinéma ne sont guère tentés par l'aventure. Ils mettent en cause, à juste titre, le monopole de la Société française de production (SFP) sur le marché de la télévision publique. Certains avouent même avoir trop le goût du risque pour s'intéresser à une production où tout est vendu avant le premier tour de manivelle...

Si la télévision ne fait pas vibrer le cœur des producteurs, elle peut sans doute séduire leur portefeuille. C'est ce à quoi l'on songe au ministère de la culture en préparant, avec la profession, une réforme du fonds de soutien à la création audiovisuelle. Alimenté par les recettes de Canal Plus et du câble – et, en attendant, par le budget de l'État, – ce fonds aide des productions originales pour ces nouveaux médias et est pour le moment exclusivement réservé aux producteurs télévisuels. Il pourrait être ouvert aux producteurs de cinéma, à condition toutefois qu'ils présentent des projets de télévision. On aurait peut-être ainsi une chance de voir la production française répondre enfin au grand défi des industries de programmes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

RENCONTRE

ATHÈNES 1985

Les armes de Mme Mélina Mercouri

De retour de Tokyo où elle a échangé pour l'an prochain un mois grec contre un mois japonais au Japon, et de Chine d'où elle a rapporté d'assez vives impressions mais aussi un accord pour envoyer là-bas un contingent de restaurateurs hellènes et un projet de collaboration cinématographique, Mme Mélina Mercouri, ministre grec de la culture, est venue rencontrer son homologue français, M. Jack Lang.

Avec ses yeux de Grecque, c'est-à-dire éternels, et un sourire terrassant, c'est tout ce qui reste de la star de la chanson dont tous les gestes et les paroles ont la prudence, le sérieux qui siéent à son état. Mme Mercouri n'est pas précisément bien armée pour ce déplacement, mais c'est que son ministère est jeune, même s'il a été créé du temps des colonels qui, nous dit-on de manière peut-être un peu réductrice, commencèrent par censurer les tragédies antiques. Jeune et pauvre malgré l'effort du gouvernement grec qui consacre à la culture 0,7 % du budget national. 0,7 % pour l'équivalent de ce que le ministère français gère, plus la bibliothèque et y compris le patrimoine et l'archéologie. L'« archéologie » recouvre, dans le français de Mme Mercouri, ces deux derniers termes et la moitié du budget dont dispose le ministre.

Côté volonté, en revanche, et côté habileté, Mme Mercouri n'est pas désarmée. Elle a su s'entendre avec son répondant français, dont elle partage les vues sur l'importance économique et politique de la culture, avec des arguments tout aussi chaleureux.

Le ministre est venu à Paris préparer l'ensemble des manifestations de tous ordres qui feront d'Athènes, en 1985, la capitale culturelle de l'Europe, une idée née lors de la première réunion des ministres de la culture en novembre 1983. *« Il n'y a pas que les tomates qui fassent l'Europe,* dit-elle avec quelque justesse. *C'est terrible d'imaginer le Marché commun sans ce qui fait l'essence, la qualité de la Communauté. »*

A la culture sera, en outre, comme voici deux douzaines de siècles, associé l'athlétisme. Sans doute avec cette arrière-pensée de plus en plus tenace depuis Moscou et Los Angeles, qui referait d'Athènes la ville olympique constitutionnelle et hors des conflits.

La culture sera représentée par tous les domaines – théâtre, musique, cinéma, arts plastiques. Plusieurs colloques auront lieu sur les apports de la langue ou de l'architecture de la Grèce antique. Cela, précise Mme Mercouri, n'exclut pas, évidemment, l'importance de la peinture d'influence byzantine. L'ensemble de ces manifestations commencera le 21 juin 1985 – jour de la Fête internationale de la musique – sur l'Acropole.

Des sculptures arrachées au Temple ou au sol d'Athènes par le représentant de lord Elgin en Grèce, au temps de l'occupation turque, il ne sera pas aujourd'hui question. Mme Mercouri nourrit bien des espoirs mais, comme autour des espoirs trop vifs, elle préfère, dans l'heure, tisser le voile prudent du silence.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

« STRESS » de Jean-Louis Bertuccelli

Le goût de l'angoisse

Le stress étant *« l'ensemble des perturbations provoquées par des agents agresseurs variés »* (Petit Larousse), c'est un état qui affecte aussi bien l'héroïne que le spectateur du nouveau film de Jean-Louis Bertuccelli. Le réalisateur, qui est passé par tous les genres, met en effet ici son savoir-faire au service de l'angoisse.

Voici Carole Laure (convaincante) persécutée par un maniaque. Coups de téléphone anonymes, surprises en forme de cœurs d'animaux sanguinolents, intrusions perverses dans sa vie privée, chamboulent cette jolie manucure, mère célibataire dont l'amant, pour les besoins du suspense, n'est guère présent. Beaucoup plus actif est le détective privé qui se trouve dans les parages (Guy Marchand).

L'inconnu au bout du fil se manifeste par une respiration atroce, qui renvoie au prologue de l'histoire : le jour de son mariage, un homme se jette par la fenêtre (il en aime une autre). Dans le coma, le visage bardé de tuyaux, il est emmené en ambulance. Comment ce moribond peut-il sévir, si c'est lui, et pourquoi ? Le film, qui distille l'horreur en des images quotidiennes, prend un tour fantastique quand on découvre le phénomène. Mais, qu'on se rassure, tout est expliqué.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

Le talent du message

Gilbert Bécaud, reçu par Michel Drucker sur TF 1 le 22 septembre, a présenté une de ses nouvelles chansons, *Mohamed Dupont, « la seule chanson d'amour de mon album »*, a-t-il précisé. *« J'aime surtout ce qui vous fait peur »*, grinçait en refrain, il y a quelque temps, Renaud. Philippe Noiret, dans le film de Claude Zidi *les Ripoux* (1), est un flic pourri, une crapule, un vendu.

Ce ne sont pas les déclarations qui comptent, mais le talent, et la manière. Renaud a l'art de dire « je » en se glissant dans la peau d'un autre, et le public ne s'y trompe pas. Zidi et Noiret ont créé le personnage le plus sympathique, le plus drôle qui soit, en forçant tellement le trait que leur film bascule. Le spectateur adopte l'inspecteur « Ripou » parce que l'accumulation des exactions (au service d'une passion pour les chevaux) leur enlève toute réalité, tout danger.

Dans le film de Zidi, il y a une morale : on navigue hors la loi et l'ordre, mais on n'y méprise personne. Le talent ici consiste à décrire une fraternité inattendue. Fraternel, Gilbert Bécaud ne le serait pas malgré le message si *Mohamed Dupont* n'était pas une chanson de routier, de professionnel, qui réconcilie les musiques, les rythmes.

Cl. D.

(1) Voir les films nouveaux.

■ **NOMINATION A LYON.** – Jean-Paul Lucet vient d'être nommé à la direction du Théâtre musical des Célestins à Lyon. Il a trente-neuf ans et succède à Jean Meyer, dont il a été l'élève au conservatoire de Lyon. Il a déjà mis en scène nombre d'auteurs classiques et déclare qu'un directeur de théâtre municipal *« doit être à l'écoute de toute la population de l'agglomération ».*

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GRAND-PÈRE : Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h 45.
EDUCATING RITA : Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30, en anglais.
PERSONA : Amandiers (366-42-17), 20 h 45.
J'VEUX DU BONHEUR : Escalier d'or (523-15-10), 20 h 30.
NAPOLÉON : Marigny (256-04-41), 20 h 30.
LE SIXIÈME JOUR : Gymnase (246-79-79), 20 h 30.
LA DANSE DE MORT : Atelier (606-49-24), 21 h.
DUO POUR UN SOLISTE : Montparnasse (320-89-20), 20 h 30.
LES TEMPS DIFFICILES : Variétés (233-09-92), 20 h 30.
SARAH ET LE CRI DE LA LANGOUSTE : Œuvre (874-42-52), 20 h 30.
DE SI TENDRES LIENS : Studio des Champs-Elysées (723-36-82), 20 h 45.
LES TROIS JEANNE : Fontaine (874-74-40), 20 h.
LA JALOUSIE DU BARBOUILLE : Espace Kiron (373-50-25), 20 h 30.
LES GENS DE DUBLIN : Bobigny (831-11-45), à 20 h 30.
JOURNÉES DES COMÉDIENS : Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30.

Les salles subventionnées

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Danse : voir Festival d'automne.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) 20 h 30 : la Panne.

Les autres salles

ANTOINE-S. BERRIAU (208-77-71), 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 15 h. et 20 h 30 : le Nouveau Testament.
ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Andromaque.
BATACLAN (700-30-12), 21 h : Benito Gutmacher.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Madame, pas dame.
THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?
CAFE DE LA GARE (278-52-51), 20 h 30 : l'Apologue.
C3B (524-48-42), 21 h : la Brasserie du bonheur.
CC DU XVIIe (227-68-81), 20 h 45 : Guerre au troisième étage.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Aventures de la villégiature.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Château de carton.
DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Histoire de clowns ; 21 h : l'Ours ; 22 h : la Mouche et le Pantin.
EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 h : Désiré.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : le Rapin.
ESSAION (278-46-42) I. 21 h : Tranche de conte ; 22 h 15 : On m'a cassé l'heure. II. 21 h : le Journal de Marie Bahskirtseff.
FONTAINE (874-74-40), 22 h : Riou-Pouchain.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Il pleut sur le bitume.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 22 h 15 : Hiroshima, mon amour. II. 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.
MARIGNY Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : la Dernière Classe.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90) petite Salle, 20 h 30 : la Salle à manger.
MUSÉE GRÉVIN (608-04-32), 20 h 30 : les Enfants terribles.

Mardi 25 septembre

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : les Argileux.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.
PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 h : le Principe de solitude.
POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi ; 21 h : le Plaisir de l'amour.
POINT VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : la Répétition dans la forêt.
PORTE-ST-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : la Mégère apprivoisée.
PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : les Fantastiques Aventures du comte de Saint-Germain.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : la Balade de Monsieur Tadeuz.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
TH. NOIR (346-91-93), 20 h 30 : l'Aire de Shango.
THÉATRE 3 SUR 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Savannah Bay.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Arreuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 22 h : Soldes d'automne.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.
POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque mes parents raquent.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent.
TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h : Potitelle.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Cie entrepositaire en transit.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Ballet Dihun, groupe F. Dugied, Cie L. Vankote.

Opérette

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 30 : le Roi-cerf.

Le music-hall

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Milva et Astor Piazzolla.
CC CANADIEN (551-35-73), 20 h 30 : G. Laroche, L. Roy.
CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : From Harlem to Broadway.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 20 h 30 : Les frères Smol Kompanie.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : A. Tome, 21 h : Serge Kerval.
MOULIN ROUGE (606-00-19), 20 h 30 : F. Sinatra.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Popeck.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Balavoine.
TH. DE PARIS (874-10-75), Petite salle, 20 h 30 : A. Prucnal.
ZENITH (245-44-44), 20 h 30 : France Gall.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz (Mozart).

Opéra

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 20 h 30 : Donna Giovanni (Théâtre chanté).

Festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Tango argentino.
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : Die Nacht.
Gennevilliers, théâtre (793-26-30), 20 h 30 : Philoctète.

XIXe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (549-14-83)
Sainte-Chapelle, 19 h : L. Reznikov.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h, Dakota 308, de J. Daniel-Norman ; 19 h, Carte blanche et noire à Wim Wenders : Détour, de E.G. Ulmer ; 21 h, Soixante-dix ans d'Universal : Mirage de la vie, de D. Sirk.

BEAUBOURG (278-35-57)
Relâche.

Les exclusivités

A COUPS DE CROSSE (Franco-Esp.), (*), (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ANGEL (A.), (*) : v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).
BESOIN D'AMOUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (534-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE BON ROI DAGOBERT (Franco-It., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).
CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
C'EST LA FAUTE A RIO (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16).
CONAN LE DESTRUCTEUR (A.), (v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.
DORTOIR DES GRANDES (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; Cinévog, 14e (874-77-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., V.f.) : George V, 8e (562-41-46).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).
LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).
FORT SAGANNE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
FRANKENSTEIN 90 (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).
LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-94-40).
LA GARCE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).
HISTOIRE D'O Nº 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LES FILMS NOUVEAUX

LA FILLE EN ROUGE, film américain de Gene Wilder. Avec Gene Wilder, Charles Grodin, Joseph Bologna, Judith Ivey, v.o., Forums Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
L'INTRUS, film français d'Irène Jouannet. Avec Marie Dubois, Richard Anconina, Christine Murillo. Forums Orient - Express, 1er (233-42-26) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Trois Parnassiens, 4e (320-30-19).
JAZZ BAND, film soviétique de Karen Chakhnazarov. Avec Igor Skliar, Alexandre Pankratov-Tcherny, Nokolai Averriouchkine. V.o., Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Cosmos, 6e (544-28-80).
LE MEILLEUR, film américain de Barry Levinson. Avec Robert Redford, Robert Duvall, Glenn Close. V.o., Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f., Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PARIS, TEXAS, film américain de Wim Wenders. Avec Harry Stanton, Nastassja Kinski, Dean Stockwell. V.o., Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Imperial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Pathé Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Olympic Marilyn, 14e (545-35-38) ; Sept Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f., Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94)
LES RIPOUX, film français de Claude Zidi. Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Régine. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Athena, 12e (343-07-48) ; UGC gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
ROCK ZOMBIES (*). Film américain de Krishna Shah. Avec le groupe Holly Moses. V.o., Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
STRESS. Film français de J.-L. Bertucelli. Avec Carole Laure, Guy Marchand, André Dussolier. Forums Orient - Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Pathé Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Trois Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

SPECTACLES

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LISTE NOIRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Marbeuf, 8e (516-94-95).

LA PIRATE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

LA SMALA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE TARTUFFE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

TIR A VUE (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRICHE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.), Cinoches, 6e (633-10-82) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (516-94-95).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

XTRO (Angl., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

YENTL (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

L'ANGE DES MAUDITS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

ANTONIO DAS MORTES (Bré., v.o.) : République Cinémas, 11e (805-51-33).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

CHARULATA (Ind., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LA DÉROBADE (Fr.) (**) : Paramount Opéra, 9e (329-90-10).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

ERENDIRA (v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

LA FEMME D'A COTE (Fr.) : Ciné 13 Première, 19e (259-62-75).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

LA FILLE DE RYAN (Ang., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (576-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; v.f. : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

HALLELUYAH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Épée de bois, 5e (337-57-47) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films (Hsp), 17e (622-44-21).

JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

KAGEMUSHA (Jap., v.f.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA LEGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : République Cinémas, 11e (805-51-33).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34).

MEAN STREETS (A., v.o.) (*) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (All.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Action La Fayette, 9e (329-79-38).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE PIGEON II (HOLD-UP A LA MILANAISE) (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34).

PLUS FORT QUE LE DIABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

RUE CASES NEGRES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-56-85) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (ex-LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000) (A., v.f.) (**) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch), (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

TUEURS A GAGES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

TYGRA LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) (vers. intégr.) : Lincoln, 8e (359-36-14).

VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47).

LA VIE CRIMINELLE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

COMMUNICATION

EN MARTINIQUE

Le monopole de « France-Antilles » contesté par un nouveau quotidien

Un second quotidien devrait paraître en Martinique, le 1er janvier prochain, faisant face au journal de M. Robert Hersant, *France-Antilles*, qui jouit, dans les faits, d'un monopole dans la presse quotidienne aux Antilles françaises depuis vingt ans, l'expérience récente tentée par M. Roland Laouchez avec *l'Echo des Antilles* s'étant rapidement soldée par un échec. Une nouvelle tentative donc, financée cette fois par un groupe français métropolitain associé à une équipe de journalistes martiniquais et guadeloupéens (on y retrouve M. Roland Laouchez). Le journal reprendrait d'ailleurs peut-être le même titre. Histoire de relever le défi.

Une sorte de *Parisien libéré*, légèrement à gauche... C'est ainsi que M. Hubert Haddad définit en gros son futur journal. Bien qu'ayant des « sympathies », le président de l'OFRES (Organisation française des relations extérieures et sociales) (1) tient surtout à faire un quotidien populaire, au-delà des étiquettes, où les Martiniquais, *dit-il*, peuvent se retrouver. Sur le même terrain que *France-Antilles* mais pas « contre » : le publicitaire ne se définit pas comme « un concurrent » de M. Hersant, mais il entend avoir sa place – *« toute sa place »* – sur un territoire où, seul, celui-ci est représenté. M. Haddad a déjà fait remarquer plusieurs fois – il l'a répété sur les ondes là-bas – qu'il n'existe qu'un quotidien en Martinique, en Guadeloupe et en Guyanne, alors que dans d'autres départements ou territoires d'outre-mer beaucoup plus petits, et même à Tahiti, on en compte deux qui marchent très bien. *« Il est normal que la population puisse lire plusieurs opinions »*, dit-il.

L'aventure n'est pas sans risque. M. Roland Laouchez en a fait l'amère expérience. En novembre 1982, ce journaliste antillais, qui avait déjà lancé l'hebdomadaire martiniquais *le Naïf*, de sensibilité nationaliste, et participé à la création du récent Institut de la communication à Fort-de-France, crée, avec un capital dérisoire (de l'ordre de 200 000 F) et une minuscule équipe (cinq personnes), *l'Echo des Antilles*, dont l'objectif avoué est d'occuper le même créneau que *France-Antilles*. Attendue par une partie de l'opinion martiniquaise, lasse du parti pris du journal local, la publication, d'abord bi-hebdomadaire puis quotidienne à partir de mars 1983, va malheureusement s'essouffler et décevoir, par manque de professionnalisme. Il cesse d'être quotidien en juin 1984 pour disparaître en septembre. Les premières négociations entre MM. Roland Laouchez et Hubert Haddad, qui se proposait de le racheter, avaient échoué, l'équipe de rédaction préférant disparaître plutôt que de se vendre, disait-elle, à un financier métropolitain.

Risque calculé

M. Hubert Haddad a-t-il cette fois réussi à convaincre ses partenaires ? Toujours est-il que les négociations ont repris, et que le projet repart sur d'autres bases. L'équipe de rédaction serait antillaise – quatre, cinq journalistes stagiaires tout frais sortis de la première fournée de l'Institut des techniques de communication, – animée par M. Roland Laouchez et encadrée, transitoirement, par une équipe de direction métropolitaine.

L'Echo des Antilles, qui sera probablement une SA au capital de 2 millions de francs, sera axé principalement sur le « local », mais il traitera également du « national » et de l'« international ». Vingt pages, format tabloïd, des photos, il devrait tirer à une dizaine de milliers d'exemplaires (*France-Antilles* tire à 18 000), mais il a calculé que, avec trois mille à quatre mille acheteurs par jour, il pouvait équilibrer son budget.

Dernière inconnue, non négligeable : la publicité. *« Certains semblent prêts à jouer le jeu si le journal représente un « plus » pour la Martinique »*, nous dira M. Laouchez. Pour M. Haddad, il n'y a pas non plus de problème de ce côté-là. *« On va faire ce journal que tout le monde veut, mais que personne n'a le courage de lancer. On prend un risque, mais calculé. »*

CATHERINE HUMBLOT.

(1) Spécialiste de la publicité, l'OFRES édite en France et outre-mer trois cents publications, en général des bulletins municipaux.

● *Réactions de l'ALO et du SPRINT sur l'ouverture de la FM à la publicité.* – L'Association pour la libération des ondes (ALO) et le Syndicat professionnel des radios indépendantes et des nouvelles télévisions (SPRINT) ont exprimé leur satisfaction devant le libéralisme de la réglementation prévue par le gouvernement en ce qui concerne la publicité sur les radios locales privées (*le Monde* du 21 septembre). *« Une victoire de bon sens »*, pour les deux associations, qui ont également affirmé dans une déclaration commune leur accord avec l'obligation faite aux radios de confectionner elles-mêmes leurs bulletins d'informations. Leur *« seule crainte »* porte sur *« l'éventuelle présence »* sur la bande de modulation de fréquence d'Europe 1 et de RMC dont les demandes ont été jugées *« dignes d'être prise en considération »* par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, lors de sa conférence de presse du jeudi 20 septembre.

● *Une émission d'informatique sur TF 1 à la place du journal régional.* – La première chaîne devrait diffuser, mardi 13 novembre, la première séquence d'une série de douze émissions intitulée « S'il te plaît, raconte-moi une puce ». Cette émission hebdomadaire d'initiation à l'informatique, d'une durée de vingt-quatre minutes, sera diffusée chaque semaine à 19 h 15 à la place du journal d'informations régional. TF 1 a, en effet, obtenu une dérogation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et l'aval du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication pour anticiper la liberté qui lui sera accordée, à partir de janvier 1985, de ne plus relayer les émissions de FR 3 à cette heure-là. En attendant cette date, celles-ci le seront toutefois encore tous les autres soirs de la semaine.

● *Nouveau mensuel d'informatique. « Temps Micro ».* – La Compagnie européenne de publication (CEP) associée avec l'éditeur Hayden a lancé le 6 septembre un nouveau mensuel de micro-informatique, *Temps Micro*. Cette revue s'adresse surtout aux professionnels (artisans, commerçants, entrepreneurs...) désireux d'utiliser les micro-ordinateurs et des terminaux *télématiques*. Le premier numéro a été tiré à 80 000 exemplaires, alors que son homologue américain, *Personal Computing*, est leader avec 700 000 exemplaires en moyenne chaque mois. Un titre de plus à la veille du SICOB, dans une catégorie de presse déjà riche.

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

Fonctionnaires pas ennuyeux

Les fonctionnaires ne sont pas forcément attardés et ennuyeux ; les coopératives, vivantes et variées, ne réunissent pas que des soixante-huitards ou des hippies attardés. Tel est le point de départ, et le principe, de l'émission « 84 », diffusé tous les dimanches sur FR 3 à l'heure du déjeuner depuis le 2 septembre et jusqu'à la fin de l'année. Fonctionnaires parce que l'émission est produite par la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF), qui a constitué pour cela Prony production. Coopératives parce que le président de la GMF est un vigoureux partisan de la coopération, comme du mutualisme (il préside la Fondation pour le développement de l'économie sociale, la FONDES).

Chaque émission présente donc une image inattendue ou pittoresque du fonctionnaire ; du spationaute Patrick Baudry à une astronome de Meudon amoureuse de ses étoiles, en passant par un chef de gare du Sud-Ouest, amateur de football avec l'accent, et, d'autre part, plusieurs portraits de coopératives « innovatrices » : paysagistes en Vendée, construction à Lyon, fabrication de matelas de laine en Ardèche.

Entreprises innovatrices, qu'elles recourent à des techniques traditionnelles ou à des moyens modernes – comme cette coopérative du Beaufort en Franche-Comté qui utilise un procédé mis au point par l'INRA (l'Institut national de la recherche agronomique) pour fabriquer son fromage, – parce que pour les créateurs, pour la région, c'est toujours le moyen de s'organiser et de s'en sortir.

Dans les deux cas, une même méthode : les intéressés se présentent eux-mêmes, dans une interview où les questions ont été « effacées », mais en évitant toute apologétique. La réalisation a été confiée à des jeunes *« qui n'ont pas encore les tics de la télévision »*, comme dit Bernard Allien, l'un des jeunes producteurs de l'émission avec Pascale Bastide et Takis Candilis. Ils peuvent y satisfaire leur goût de l'image. Avec, de temps en temps, un recul vis-à-vis du sujet : comme pour la coopération, on peut y croire sans nécessairement se prendre toujours au sérieux.

GUY HERZLICH.

★ « 84 », dimanche, FR 3, de 13 heures à 13 h 30.

● *Un nouveau rédacteur en chef à FR 3 Reims.* – M. Philippe Dessaint, trente et un ans, vient d'être nommé rédacteur en chef du Bureau régional d'information (BRI) de FR 3 à Reims, en remplacement de M. Gérard Decq, nommé chef du Service central d'information et d'échanges au plan national. M. Dessaint était auparavant rédacteur en chef adjoint à Amiens. Cette nomination vient compléter le mouvement à la tête des BRI de la chaîne, rendu public le 14 septembre (*le Monde* du 18 septembre).

● *Un magazine institutionnel sur FR-3 Provence-Côte d'Azur.* – Public image, la société privée de production de M. Laurent Broomhead, et la société Provence-Image vont produire un magazine de vingt minutes dans le cadre de la foire de Toulon du 5 au 16 octobre. Ce magazine sera diffusé tous les jours de 12 h 30 à 12 h 50 sur les antennes de FR-3 Provence-Côte d'Azur-Corse et est destiné à promouvoir l'image de la région avec le concours du Conseil général du Var et de la chambre de commerce. Public image avait déjà mené des expériences similaires à la Foire de Paris et l'an dernier à Toulon. Cette nouvelle émission s'inscrit dans le cadre de la télévision institutionnelle définie il y a quelques jours par le secrétariat d'État chargé des techniques de la communication.

A VOIR

PATRONS, NE VOUS CACHEZ PAS DERRIÈRE LA CRISE...

Deux des auteurs de la fameuse émission « Vive la crise », Laurent Joffrin et Roland Portiche, ont voulu « aller plus loin », et faire comprendre aux téléspectateurs que le climat morose de l'économie, s'il écrase certains entrepreneurs, en stimule d'autres.

Nous ne sommes pas à Sciences-po mais à la télé. On ne reprochera donc pas à la nouvelle production de l'unité de programmes Pascale Breugnot de glisser sur les tenants et les aboutissants de la théorie de la firme. On nous raconte, avec des personnages hauts en couleurs, des histoires très édifiantes : celle de la société Testut, dont le laisser-aller gestionnaire, beaucoup plus que la conjoncture, a provoqué le dépôt de bilan, puis la reprise par le « pompier » Bernard Tapie, qui sait voir plus loin que le bout de son nez.

On illustre ensuite avec les entretiens menés rondement quelques-uns des « bons principes » dont il ne faut pas se départir si on veut aujourd'hui « crever l'écran » industriel. C'est ainsi que les patrons de Novotel et de Majorette expliquent leur parti pris d'action, le responsable de Nouvelles Frontières son projet d'entreprise, ceux du groupe Lesieur le culte du client. Un « cercle de qualité » de la Solmer (Fos-sur-Mer) fonctionne ainsi sous nos yeux.

Le rythme est bon, et puisque la mode est au ravalement intellectuel des entreprises, profitons-en pour regarder vivre d'un peu plus près ceux qui les animent. On ne nous raconte pas d'histoires, on les fait vivre sous nos yeux, et, le bouton tourné, le spectateur a envie de s'écrier : « Patrons, ne vous cachez pas derrière la crise ! » Si votre « boîte » bat de l'aile, c'est peut-être aussi parce que vous êtes resté dans votre cocon gestionnaire, en attendant que l'orage passe...

PIERRE DROUIN.

★ Antenne 2, mercredi 26 septembre, à 22 h 10 : « Les bons, la crise et les perdants » (57 minutes).

Josèphe

Josèphe... Le nom déjà implique une hardiesse. Un de ces noms comme George dont on ne découvre qu'à l'écriture qu'ils peuvent sonner aussi féminins. Mais ils vous marquent, vous mettent hors normes – si vous croyez au destin.

Josèphe, qui a vingt-cinq ans, est ouvrière dans une usine textile du Nord. C'est une de ces jeunes femmes qui trimbalent une agressivité tous azimuts. Un caractère de fugueuse dans un corps d'adolescente maigre, avec un gros pull et une chemise qui dépasse.

On voit bien ce dont elle a assez, Josèphe. Pas seulement de l'usine, c'est beaucoup plus gros que ça. Ce qu'elle refuse en bloc, c'est tout le passé ouvrier. La morale, la famille et ce que cette grande misère a fabriqué dans la lutte comme valeurs d'une génération à l'autre, la solidarité, le sacrifice, l'effort, la discipline. Elle s'en fout, Josèphe, de la mémoire collective. Ce qu'elle veut, c'est être entendue, elle, Josèphe, c'est prendre son plaisir tout de suite, aujourd'hui, pas demain, quand la classe ouvrière le pourra.

Aussi, avec sa copine Chantal – l'amie fidèle qui écoute, admet et comprend – elle s'essaie à la révolte drue, instinctive. Elles pétaradent en « mob » à l'entrée de l'usine, s'embrassent en public, arrivent en retard au boulot.

Jacques Frémontier et Marcel Teulade donnent quelques coups de pied aux mythes, aux clichés qui constituent l'imaginaire obligatoire sur la classe ouvrière, à la télévision. Derrière le portrait de Josèphe, avec sa sensualité diffuse et énervée, ses joues creuses, les réalisateurs nous disent quelque chose sur la classe ouvrière aujourd'hui. Cela ne fera pas forcément plaisir à tout le monde. C'est la fin d'une époque, et peut-être des idéologies. On pourra toujours critiquer le détail, il reste que le film sonne juste. Sylvie Orcier (Josèphe) et Agnès Château (Chantal) collent à leurs personnages jusqu'à leur donner une intensité presque documentaire. Agréable ou désagréable, ce film-portrait est à prendre ou à laisser.

CATHERINE HUMBLOT.

★ *Josèphe ou le bruit des mots*, mercredi 26 septembre, A 2, 20 h 35.

COMMUNICATION

Mardi 25 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

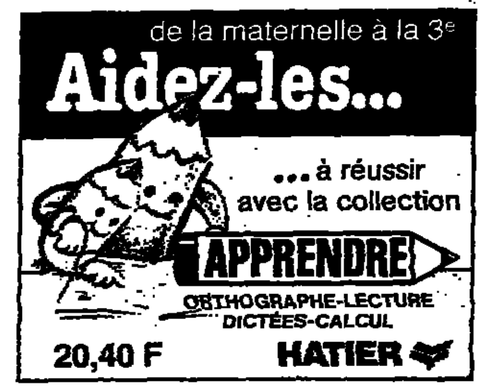
20 h 35 Série : L'équipe Cousteau en Amazonie.
Troisième épisode de l'expédition amazonienne de l'équipe Cousteau, consacré plus particulièrement aux formes de vie sur la terre et en eau douce : l'impact de la civilisation sur les animaux, des recherches dans le port péruvien de Pucallja sur un réseau de contrebandiers spécialisés dans les peaux d'animaux. L'un des épisodes les mieux réussis.

21 h 30 Saga.
Magazine scientifique de Michel Treguer.
Les grands organes de la presse scientifique en France ; portrait de Jean Painlevé...

22 h 30 Musique : Récital Agnès Baltsa.
La Clémence de Titus, *de Mozart* ; la Cenerentola, *de Rossini* ; Il Giuramento, *de Mercadante* ; le Barbier de Séville, *de Rossini, par A. Baltsa et l'Orchestre du Théâtre national, dir. Jesus Lopes Cobos.*

23 h 10 Journal.
23 h 25 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 40 Cinéma : les Aventures du capitaine Wyatt.
Film américain de R. Walsh (1951), avec G. Cooper, M. Aldon, R. Webb, R. Teal, A. Hunnicutt, R. Barrat.
1840, en Floride. Un officier américain et ses hommes vont faire sauter un fort où sont entreposées des armes destinées aux Seminoles. Au retour, ils sont traqués par les Indiens. Walsh a repris la trame de son film de guerre, Aventures en Birmanie *(1945), pour une expédition et une poursuite passionnantes, tournées dans les Everglades.*

22 h 25 Mardi cinéma.
Avec Miou-Miou, Marlène Jobert, et Alain Souchon.

23 h 30 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Nestor Burma, détective de choc.
Film français de J.-L. Miesch (1981), avec M. Serrault, J. Birkin, G. Marchand, A. Bashung, P. Arditi...
Un détective privé, chargé de surveiller un chanteur de rock, entre dans le milieu du « show-biz » parisien et des punks. Trahison délibérée d'un roman de Léo Malet appartenant à la série policière des « Nouveaux mystères de Paris ». Récital personnel de Michel Serrault, qui ne rappelle, en rien, Nestor Burma.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Espace francophone.
Arts populaires haïtiens. Une coproduction FR 3-Télévision nationale d'Haïti-Institut pour la coopération audiovisuelle francophone. Un reportage sur la peinture, la sculpture, la chorégraphie et l'artisanat en Haïti.

23 h 5 Une bonne nouvelle par jour.
De Brice Lalonde.
Babytel (un hôtel pour enfants).

23 h 10 Prélude à la nuit.
Quintette à cordes opus 44, *de Schumann.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 10 Ciné 16 : Le voyage de Sélim.
18 h 45 Contes des prés et des bois.
18 h 55 Dessin animé : Bulle.
19 h Série : Une colonne à la cinq.
19 h 15 Informations.
19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues : Vouloir apprendre ou devoir apprendre ?
21 h 45 Lectures : « Peintures », de Jean Bertholle.
21 h 50 Musique : Tournois des jeunes musiciens de France.
22 h 30 Nuits magnétiques : les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Le temps du jazz : Portrait d'un jazzman.
21 h Concert : *Tourbillons*, de Taira ; *Concerto pour violoncelle et orchestre en forme de « pas de trois »*, de Zimmermann, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, les Percussions de Strasbourg et la chorale À cœur joie d'Alsace, dir. T. Guschlbauer, sol. P. Strauch, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-Club (en direct de l'Ange d'or à Strasbourg).

Mercredi 26 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h Journal.
13 h 40 Vitamine.
16 h 25 C'est super.
16 h 45 Hip-hop.
17 h Microludic.
17 h 25 Jack spot.
17 h 50 Journal.
18 h Des jouets par milliers.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 50 Magic Hall.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 55 Tirage du Tac-o-Tac.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du loto.
20 h 35 Série : Dallas.

21 h 25 Série : Le bébé est une personne.
De G. Lauzun, T. Lainé et B. Martino.
N° 3 : Ces bébés qui nous échappent.
Après la découverte du fœtus (ses possibilités de sensation et peut-être même de mémorisation), puis la mise en évidence des compétences du nourrisson, autre découverte fondamentale de pédiatrie moderne, l'importance déterminante pour le développement du bébé, de la relation mère-enfant.

22 h 25 Branchés musique : 22 v'la le rock.
23 h 10 Journal.
23 h 25 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h Journal et météo.
12 h 5 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Dessin animé : Wattoo-Wattoo, X-Or.
14 h 15 Récré A2.
16 h 50 Micro Kid.
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
18 h Platine 45.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Josèphe ou le bruit des mots.
De J. Frémontier et M. Teulade, avec S. Orcier, A. Château, P. Banderet...
Avec sa copine Chantal, une jeune ouvrière du nom de Josèphe fait éclater les carcans sociaux et idéologiques de la classe ouvrière d'aujourd'hui. Pétards insolents dans la morale et les mœurs – y compris syndicales, – rêves de liberté, ballade.

22 h 10 Mœurs en direct : Les bons, la crise et les perdants.
De L. Joffrin et R. Portiche.
Le climat morose de l'économie. On nous raconte, avec des personnages hauts en couleur, des histoires très édifiantes : celle de la société Testut, dont le laisser-aller gestionnaire, beaucoup plus que la conjoncture, a provoqué le dépôt de bilan, puis la reprise par le « pompier » Bernard Tapie.

23 h 10 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma 16 : le Radis noir.
De F. Boublil et G. Lessertisseur. Avec J. Serrès, B. Berr, R. Ferrache...
Un petit quartier populaire de Lyon : Alfredo et Nahima se séparent. Leur crise éclate sous les yeux lucides de Maxou, leur enfant de onze ans. Heureusement, l'étude de la musique aide l'enfant à exorciser cette séparation.

22 h Journal.

22 h 20 Série : Scènes de la vie conjugale.
D'I. Bergman. N° 3 : Paula, avec L. Ullmann, E. Josephson, B. Anderson...

23 h 10 Une bonne nouvelle par jour.
23 h 15 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Nous tous chacun : l'année du bac.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Instantané, magazine musical.
14 h 30 Dramatique : « l'Anguille et le Poisson-lune », de J. Mariotti ; avec P.E. Deiber, B. Allemane.
15 h 30 Un musée, un chef-d'œuvre : Valenciennes (Bosch).
18 h Le cri du homard.
18 h 15 L'école des parents et des éducateurs : Théâtre et éducation.
18 h 30 Premières répliques : « le Train », avec Anne Roussel, Frédéric Valet.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Musique : Pianistes de jazz en Belgique.
22 h 30 Nuits magnétiques : Le Havre, nouveau monde ; les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Concert : œuvres de Bach/Schönberg, Hindemith, Reger, par l'Orchestre symphonique et les Chœurs de la Norddeutsche Rundfunk et de la Westdeutsche Rundfunk, dir. H.M. Schneidt, sol. J. Beckmann, soprano.
13 h 32 Les chants de la terre.
14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Brahms, Mozart, Schumann, par S. Lacour, F. Gaspard, A. Chryssostalis, piano.
15 h D'une oreille l'autre : œuvres de Haydn, Enesco, Schubert, Susato, Webern, Bach.
17 h France-Musique à Strasbourg : L'imprévu.
18 h Concert : œuvres de Penderecki, Donatoni, Estrada, par les Percussions de Strasbourg.
19 h 35 L'imprévu.
20 h Musique contemporaine : magazine.
20 h 30 Le temps du jazz : Où jouent-ils ?
21 h Concert : *Symphonie n° 10*, de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Hubert Soudant.
23 h Les soirées de France-Musique : « Verveine-Scotch » ; œuvres de Bizet, Debussy, Ravel, Bartok, Milhaud ; à 1 h, Poissons d'or.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

– *M. Jean-Claude Gaudin*, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, est l'invité du journal de RMC, à 8 heures.

– *M. André Billardon*, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, est reçu sur Europe 1, à 18 h 20.

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du PCF, participera à l'émission « Face à la rédaction », sur France-Inter, à 19 h 15.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Catherine et Olivier BERGERON,
Thomas et Annette,
ont la joie d'annoncer la naissance de

François,
le 5 septembre 1984.
Arvillard 73110 La Rochette.

– M. et Mme Yves BURNAND
ont la joie d'annoncer la naissance, le 8 septembre 1984 à Lyon, de leur premier petit-fils,

Grégoire,
fils de **Guillaume** et **Marie-Anne THIVOLLE.**

27, rue des Tiercelins,
54000 Nancy.
78, avenue Victor-Hugo,
21000 Dijon.

– Maylis, Jeanne, Godeleine, Hermine, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit frère

Hubert-Nicolas,
le 22 septembre 1984.

Claire et Michel CURIE-GUILLEMAIN,
11, rue Alexandre, 80000 Amiens.

Décès

– On nous prie d'annoncer la mort de

Mme Louis COTONI,
née Marguerite Lainé,

pieusement décédée le 24 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

De la part
De M. et Mme Jean Cotoni,
leurs enfants et petits-enfants,
Des docteurs Pierre et Jacqueline Cotoni,
leurs enfants et petits-enfants,
De Mlle Anne-Marie Cotoni,
De Mlle Marie-Madeleine Cotoni,
Du docteur et Mme André Cotoni
et leurs enfants,
De M. et Mme Michel Cotoni
et leurs enfants,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
De Mme Maurice Lainé,
sa belle-sœur.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, *place du Président-Mithouard*, Paris-7e, le vendredi 28 septembre, à 8 h 30, et sera suivie de l'inhumation à Elbeuf (76).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Léon-Vaudoyer,
75007 Paris.

– Vercors, président d'honneur,
Mme O. Fabius,
Le Père J.-F. Six,
vice-présidents,
Les membres du conseil d'administration et du comité de soutien du Réseau droits de l'homme en Europe,
font part, avec tristesse, du décès de

Pierre EMMANUEL,

leur président et ami.

127, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.
(*Le Monde* du 25 septembre.)

– Les familles Esperandieu-Charras, Daguet, Simon, Rolland,
ont la douleur de faire part du décès de

Olivier,

leur fils, frère et neveu,
survenu accidentellement le 13 septembre 1984, à l'âge de trente-trois ans.
L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.
Mme Esperandieu-Charras,
112, impasse de l'Azur, 30000 Nîmes.
M. Jean-Pierre Esperandieu,
32, rue Muller, 75018 Paris.

– M. Frantz Gaignerot,
préfet honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
M. et Mme Baudouin Gaignerot
et leurs enfants,
Mlle N. Déscubes de Lavernouille,
Les familles de Faucal, Schaffhauser, Villeneuve, Gaignerot, Nègre, Parrot, Panisset, Lonzi,
Ses autres parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Frantz GAIGNEROT,
née Marthe, Marie, Mona
Déscubes de Lavernouille,

à Paris (hôpital IA du Val-de-Grâce), le 21 septembre 1984, munie des sacrements de l'Église.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 septembre, à 9 h 30, au Val-de-Grâce.
La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité en l'église abbatiale de Vigeois (Corrèze), le jeudi 27 septembre.

81, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

– M. et Mme Gabriel Payre,
leurs enfants et leur petite-fille,
Le général (CR)
et Mme François de Torquat de la Coulerie,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Hélène Gazagne,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre René GAZAGNE,
préfet honoraire,
ancien maire d'Alger,
commandeur de la *Légion d'honneur*,
médaille de la Résistance,
King's Medal for Courage
in the Cause of Freedom,
ancien agent
du réseau Hilaire-Buckmaster,

survenu le 21 septembre 1984, dans sa quatre-vingt-seizième année.
La cérémonie religieuse aura lieu jeudi 27 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, à Paris-16e.

8, rue de Rémusat,
75016 Paris.
26, boulevard Suchet,
75016 Paris.

– Paris. Metz.

La direction
et le personnel de la SA Heiss Claude Déménagements
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude HEISS,
P-DG de la Société Heiss Claude SA,
administrateur de la Société FMD,
vice-président de la Fédération
des déménageurs du Marché commun,
vice-président
et conseiller technique
auprès de la Chambre syndicale
des déménageurs de France,
ancien président
du quartier Outre-Seille,
membre consulaire
de la chambre de commerce de Metz,

décédé accidentellement le 21 septembre 1984, à l'âge de cinquante-deux ans.
Les obsèques ont été célébrées à Metz, le 25 septembre, en la basilique Sainte-Thérèse.

– Paris. New-York. Weehawken.

En août 1984 est décédé

Isaac KITROSSER,
reporter photographe
et photographe scientifique,
combattant de la Résistance,
né en 1899.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. René PETIT,

survenu le 21 septembre 1984, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, à Créteil (Val-de-Marne).
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 27 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Gabriel, 5, rue des Pyrénées, 75020 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.
De la part de
Mme René Petit,
née Marguerite Sendou,
Ses enfants et petits-enfants.
La famille ne recevra pas.
Un registre à signatures sera à la disposition dans l'église.
Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Schubert,
75020 Paris.

– Le 25 juillet 1984 à Dublin, des suites d'un cancer,

Luis Alberto
PORTELLA MENECES

nous a quittés à l'âge de trente-quatre ans.
Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.
Ses amis.

Dublin. Lima. Paris. Toulouse.

– Mme Thos Prom,
son épouse,
M. et Mme Kim Suong
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Prom,
M. Daniel Prom,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Thos PROM,

survenu le 10 septembre 1984, dans sa cinquante-huitième année, à Paris.

L'incinération a eu lieu le 24 septembre dans l'intimité familiale.

– Mme Bernard Laroche,
M. et Mme Bernard Gisserot
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Clausel de Coussergues et leurs enfants,
Les familles Siegfried et Scheer
ont la tristesse de faire part du décès de

Mlle Claire SIEGFRIED,

le 20 septembre 1984, à Vence, à l'âge de soixante-seize ans.
La cérémonie religieuse est célébrée ce mardi 25 septembre à l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, rue de l'Oratoire, 75001 Paris, à 14 heures.

Ils rappellent à cette occasion le souvenir de ses parents,

M. et Mme André SIEGFRIED.

« Ne crains rien, crois seulement. »
Marc V, 36.

8, rue de Courty, 75007 Paris.

– Mme veuve Pierre Teilhet,
M. et Mme Michel Teilhet
et leurs enfants,
M. et Mme Ollivier-Delavaud
et leur fils,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. André TEILHET,

le 15 septembre 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Sadi-Carnot,
92170 Vanves.

Remerciements

– Maurice Dubois,
son époux,
Ses enfants et sa famille,
très touchés des innombrables marques de sympathie qui leur ont été témoignées de tous côtés lors du décès de

Geneviève DUBOIS,

mais dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui se sont ainsi associées à leur peine.

Anniversaires

– Pour le sixième anniversaire de la mort de

Louis GUIRAUDON
dit Louis GUIRAL,
une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Services religieux

– Une cérémonie religieuse aura lieu le samedi 29 septembre 1984, à 11 heures, à l'oratoire tunisien, 17, rue Saint-Georges, à Paris-9e, à la mémoire de

Joseph BELAICHE,
pharmacien biologiste.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée le mardi 2 octobre, à 18 h 30, en l'église Saint-Séverin à Paris, à l'intention de

Henriette BERNET-ROLLANDE,
née Chaumié,

rappelée subitement à Dieu, à Riom, le 4 septembre 1984.

Messes anniversaires

– Ajaccio.

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Tino ROSSI,

une messe sera célébrée en l'église du Sacré-Cœur, le 26 septembre, à 18 heures, à Ajaccio, sa ville natale, où il repose auprès de ses parents sur les bords de cette Méditerranée qu'il a tant chantée et tant aimée.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

« Tino, nous ne t'oublierons jamais. »

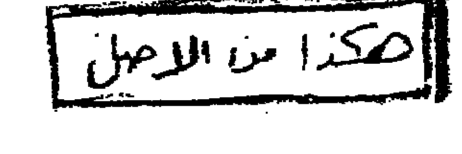
RELIGION

JEAN-PAUL II ACCEPTE LA DÉMISSION DE L'ÉVÊQUE D'ARRAS

Jean-Paul II a accepté la démission de Mgr Gérard Huyghe, évêque d'Arras, 75 ans, qui est atteint par la limite d'âge, annonce mardi 25 septembre, le secrétariat général de l'épiscopat français.

[*Né le 31 août 1909 à Lille, Gérard Huyghe est ordonné prêtre le 29 juin 1933, après avoir obtenu une licence d'histoire et de géographie et un doctorat en droit canon. En 1936, il est nommé professeur au collège de Marcq-en-Barœul. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier puis rapatrié en 1941. Tout de suite après la guerre, il est nommé directeur au grand séminaire de Lille, puis, en mai 1960, archiprêtre de Dunkerque. Il sera sacré évêque d'Arras le 11 avril 1962.*

Mgr Huyghe s'est beaucoup occupé d'œcuménisme et a été un temps président du secrétariat épiscopal pour les relations avec l'Islam. Il s'est distingué plus d'une fois par ses prises de position publiques, notamment pour protester contre le chômage.]



MAITRISE  L'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

ISSN 0759-1934

NUMÉRO 15 • SEPTEMBRE 1984

Maîtrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

LES MARDIS DE « MAÎTRISE »

Avec l'automne et le bois qu'il va falloir rentrer pour l'hiver, revoici *Maîtrise de l'énergie*.
Le mardi et non le samedi, mais toujours en encart détachable : cinq jours pour le lire, au lieu d'un week-end !
Une idée donne à ce numéro sa cohérence : pas de modernisation, pas de progrès qui ne s'accompagnent d'un constant effort de maîtrise des consommations d'énergie.
Une idée que les industriels les plus dynamiques sont prêts à aller vendre hors de nos frontières *(page 1)*. Une idée que les constructeurs d'automobiles ont largement faite leur : les nouveaux modèles présentés au prochain Salon de l'auto en seront la preuve *(page 3)*.
Une idée qui a séduit les administrateurs de l'Assistance publique de Paris *(page 4)* : n'est-il pas paradoxal qu'il faille encore dépenser autant d'argent pour chauffer un hôpital que pour acheter les médicaments dont ont besoin ses malades ?
Plutôt des scanners que des tankers, non ?

lavi…

Un milliard de dollars à gagner

Les industriels français peuvent conquérir une part du marché américain de la maîtrise de l'énergie dans l'industrie. L'AFME entend les y encourager.

Pour limiter le déficit de la balance du commerce extérieur et celui de la balance des paiements, la maîtrise des importations de produits pétroliers, payables jusqu'à nouvel ordre en dollars, n'est pas le moindre des moyens. Un tel programme suppose l'existence d'un fort secteur industriel spécialisé dans ce domaine — combien de fois ne l'a-t-on pas écrit dans ces colonnes ?

Si ce secteur existe, une question vient immédiatement à l'esprit : la maîtrise de l'énergie permet d'éviter de dépenser des dollars, ne peut-elle aussi aider à en gagner ? Nous avons du savoir-faire, paraît-il (1). Que n'y ajoutons-nous un peu de savoir-vendre ?

Une stratégie soigneusement élaborée

Dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, la relative étroitesse du marché national, la bonne adaptation de la plupart des produits au marché des pays en développement ont dès l'origine poussé les industriels à privilégier une vision mondiale du marché. Mais rien de tel dans le secteur de l'utilisation rationnelle de l'énergie, un domaine où le marché est, a priori, plus large.

Sans avoir la prétention de se substituer aux industriels, l'AFME était au moins en mesure de financer, comme elle le fait en d'autres occasions, ce que l'on pourrait appeler une véritable étude de faisabilité.

En décembre dernier, l'Agence décidait donc de demander à un cabinet de consultants américains spécialisés une étude sur le marché américain de l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie.

Les réponses furent les suivantes : le marché de l'utilisation rationnelle de l'énergie ? 100 milliards de dollars par an, tous secteurs confondus. Dans l'industrie ? 10 milliards de dollars. La part de ce marché accessible aux exportateurs français, compte tenu de la spécificité de leurs produits et de l'état de la concurrence ? Entre 700 millions et 1 milliard de dollars.

Le cadre tracé, on devait définir les créneaux. Une mission exploratoire d'experts de l'industrie française aux USA se rendit donc sur place, au mois de mars, pour identifier les secteurs où les produits français possèdent un avantage significatif ; deux autres études étaient lancées simultanément sur le même thème.

Deux marchés particulièrement porteurs ont émergé de ces études : les chaudières à gaz à condensation (industrielles et domestiques) et les échangeurs à plaque. Cinq autres marchés ont été identifiés : les brûleurs multicombustibles ; les systèmes de cogénération chaleur-force ; les chaudières à lit fluidisé ; les chaudières à déchets ; les fours à induction.

La demande identifiée, restait à examiner l'offre. Disposant de compétences reconnues, l'AFME a donc entrepris de sélectionner deux industriels dans chacun des sept créneaux identifiés ; opération actuellement en cours.

Parallèlement, juillet a vu la parution du premier numéro d'une lettre mensuelle destinée aux industriels concernés. Cette lettre présente une sélection, en français, d'articles publiés aux Etats-Unis sur des sujets d'intérêt commercial ou technique, ainsi que des informations sur les nouveaux produits, les colloques, la législation, la réglementation, les études d'experts, l'état de la concurrence.

Cette action de promotion industrielle et commerciale n'aurait pas été complète si, dans sa conception, elle ne s'était accompagnée d'une aide à la mise en marché. Les quatre premiers industriels sélectionnés vont donc bénéficier d'une série de mesures destinées à les aider au lancement de leurs démarches de commercialisation, et cela en lien avec d'autres aides dispensées par des organismes spécialisés. Pour sa part, l'AFME leur proposera de faire réaliser une nouvelle étude de marché, plus approfondie, axée sur chaque produit ; elle prendra à sa charge le tiers des honoraires. Après... Eh bien, à eux de jouer !

En mettant sur pied une opération de cette envergure, l'AFME se donne comme premier objectif de parvenir à une pénétration significative du marché le plus convoité de la planète, compte tenu de la conjoncture monétaire. On estime en effet que les produits concernés pourraient trouver des marchés annuels de 3 à 5 millions de dollars. A terme, l'AFME escompte également un effet d'exemplarité qui devrait intéresser tous les industriels français de la maîtrise de l'énergie. ■

(1) Lire par exemple l'article de Maurice Samuelson paru dans le *Financial Times*, du 8 août 1984 : « Why the French are masters of conservation ».

EDITORIAL

L'attente des industriels

En distribuant, dans le cadre de la deuxième tranche du Fonds spécial des grands travaux, une enveloppe de 500 millions de francs aux entreprises industrielles, l'AFME entendait amorcer un processus. Celui qui doit permettre d'économiser, dans ce secteur clé de l'économie française, 29 Mtep au cours des cinq prochaines années.

Les industriels allaient-ils suivre ? Ne les disait-on pas plus préoccupés par leur chiffre d'affaires que par leur compte d'exploitation ?

Les premiers résultats connus de cette politique, sur lesquels Maîtrise de l'énergie *aura l'occasion de revenir plus longuement, apportent des éléments de réponse précieux et réconfortants.*

Tout d'abord, ces 500 millions de francs ont été affectés en quasi-totalité en moins de 6 mois ! Preuve que les industriels n'ont pas boudé !

Ensuite, ils ont généré 2,5 milliards de francs d'investissement, ce qui équivaut donc à un taux de subvention de 20%, taux très raisonnable si l'on sait que les neuf cents opérations concernées permettront l'économie ou la substitution de quelque 600 000 tep.

Ce sont là des résultats éloquents. Ils prouvent, s'il en était besoin, que l'action de l'AFME dans le secteur de l'industrie va nettement au-delà de quelques opérations bien connues à caractère démonstratif.

Encore faudrait-il que la pompe ne soit pas prématurément désamorcée.

A elles seules, les demandes de subventions non satisfaites dans le cadre de cette deuxième tranche auraient de quoi engloutir en totalité les 400 millions de francs affectés à l'industrie par la troisième tranche du Fonds spécial des grands travaux. Ne pas décourager cette attente implique au moins que les administrations concernées la reconnaissent et aient, sans arrière-pensée, la volonté d'y répondre.

Michel Rolant
président de l'AFME

L'INVITÉ DE « MAÎTRISE »

UN MODÈLE POUR DES CHOIX ÉNERGÉTIQUES

par Claire Plateau, administratrice de l'INSEE

En dix ans, le prix du pétrole a été multiplié par quatorze. Le poids de la facture énergétique française passe, pendant la même période, de 2 % du produit intérieur brut (PIB) à 6 %. Pour maîtriser la demande, tout comme pour produire de l'énergie nationale, il a fallu — il faut encore ! — investir beaucoup : 9 % du total des investissements en 1973, 14 % actuellement.

Une simple approche sectorielle de la politique de l'énergie ne suffit plus. L'énergie représente un tel poids dans l'économie globale que seule une analyse macro-économique d'ensemble permet de comprendre les mécanismes, de mesurer les enjeux, de comparer les stratégies. La nécessité d'un modèle capable d'une telle approche apparaît clairement dès 1979 aux participants à la préparation du VIIIe Plan.

Le modèle Mini-DMS Energie (1) constitue à cet égard une tentative originale de modélisation ; il cherche à combiner les avantages des modèles macro-économiques à ceux des modèles énergétiques, tout en évitant le piège des modèles de taille démesurée et par là même inopérants. Le projet lancé en 1979 sous l'égide du Commissariat général au Plan associe l'INSEE à différents spécialistes des questions énergétiques : AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie), CEREN (Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie), DP (Direction de la prévision), EdF et IFP (Institut français du pétrole). Constituée sous la forme d'un club de constructeurs, cette association s'est, une fois le modèle construit, transformée en club d'utilisateurs.

Le modèle se compose de deux parties d'importance comparable : maquette de l'économie française et description du secteur de l'énergie.

La première partie est constituée par une schématisation du modèle macro-économique DMS de l'INSEE. La description du secteur énergétique, en quantités physiques, reprend en les simplifiant les modèles énergétiques particuliers des producteurs.

Macro-économie sans gigantisme

Les prix de l'énergie, les demandes que s'adressent mutuellement les secteurs énergétiques et non énergétiques (investissement des entreprises énergétiques, demande d'énergie des différents agents macro-économiques), la balance commerciale en produits énergétiques constituent les principales voies de communication des deux parties du modèle.

Mini-DMS Energie fournit à l'horizon des problèmes énergétiques une projection cohérente des principales variables de l'économie française : production, emploi, investissement, inflation, soldes public et extérieur.

L'INSEE est responsable de la construction et de la gestion de l'ensemble du modèle, ainsi que de la réalisation technique des projections. Les hypothèses de la projection sont de la responsabilité du club d'utilisateurs ou de tout autre demandeur extérieur. Ces travaux facilitent le dialogue entre planificateurs nationaux et responsables du secteur de l'énergie en fournissant des résultats cohérents à la fois dans le langage des macro-économistes et dans celui des énergéticiens.

Les possibilités offertes par Mini-DMS Energie ont largement été mises à profit lors de la préparation du IXe Plan (2). Les conséquences macro-économiques des choix de politique énergétique ont été au centre des préoccupations du groupe long terme sur l'énergie présidé par Noël Josèphe, président du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Les simulations effectuées ont en particulier permis d'évaluer les conséquences macro-économiques de la poursuite d'une politique énergétique vigoureuse. Deux stratégies ont été envisagées, qui mettent plus ou moins l'accent sur la maîtrise de l'utilisation de l'énergie mais comportent l'une et l'autre des investissements accrus par rapport à une projection moins volontariste dans laquelle l'effort pour l'indépendance énergétique se modérerait. Dans les deux cas, la croissance, l'emploi et l'équilibre extérieur s'améliorent dans des proportions voisines. Au

suite page 4

Dessin Catherine Faure

A LA RECHERCHE DE L'AUTO SOBRE (page 3)

N O U V E L L E S

SALON MEI 84
Le rendez-vous des industriels

On ne le dira jamais assez : avec 30 % de la consommation énergétique totale de la France, le secteur industriel représente un important gisement d'économies. Cela est d'autant plus important que, dans le contexte économique actuel, un gain d'un ou deux points est loin d'être négligeable pour les industriels.

C'est dans cette problématique qu'il faut inscrire l'organisation, par l'AFME, du salon MEI 84 (Maîtrise de l'énergie dans l'industrie), qui aura lieu à la porte de Versailles du 20 au 23 novembre, et qui constitue une première du genre. L'objectif de la manifestation ? Faire le point sur les progrès importants réalisés ces dernières années en matière d'équipements, de technologies et de méthodes autorisant non seulement une meilleure maîtrise de l'énergie mais aussi, par voie de conséquence, un accroissement de la compétitivité des entreprises, tant au plan national qu'international.

Ce faisant, l'Agence va au-devant d'une demande croissante. En témoigne *la forte progression des études préalables visant à mettre à la disposition des industriels tous les éléments techniques et économiques* pour conduire au choix des meilleurs investissements de maîtrise de l'énergie.

Dix-sept demandes d'aides aux études et trente-huit études de faisabilité ont été subventionnées par l'AFME de janvier à mars 1984, soit, pour les études de faisabilité, quatre de plus que pour l'ensemble de l'année 1983.

On connaît la politique de l'AFME en la matière. Elle comporte deux volets. Le premier consiste, par des aides à l'innovation et à la démonstration, à encourager la mise au point de procédés et de produits dont le marché potentiel s'avère important. L'intérêt de la démarche réside dans l'existence d'un lien permanent entre la recherche et les problèmes de l'entreprise. La compétitivité du produit considéré est un élément essentiel d'appréciation. Le but poursuivi est en effet la diffusion la plus large possible de ce produit. Avec des axes essentiels, ayant actuellement pour noms : échangeurs, procédés électriques, automatisme et régulation.

Campagne de mesure réalisée par un organisme neutre, organisation de réunions rassemblant les équipementiers, les entreprises suceptibles de mener à bien le même type de réalisations et la presse spécialisée ; lorsque l'équipement est au point, l'AFME est prête à prendre des risques pour aider à sa réalisation industrielle et pour assurer sa promotion.

On touche là déjà au deuxième volet de la politique de l'Agence : l'aide à la diffusion. Les équipements considérés comme



fiables, sur les plans à la fois technique et économique, bénéficient d'une aide systématique qui accompagne le démarrage du marché. Tel a déjà été le cas, à plusieurs reprises, des matériels de mesure, de régulation, de récupération d'effluents thermiques, de procédés électriques, d'installations de substitution par le charbon, la biomasse, etc.

A partir de l'expérience déjà accumulée, les industriels qui se rendront à MEI 84 trouveront une vitrine technique et commerciale représentative des produits, des services et du savoir-faire auxquels ils peuvent faire appel pour économiser ou consommer plus rationnellement l'énergie. Près de 150 entreprises seront représentées.

Et, comme une vitrine a forcément ses limites, MEI ne sera pas seulement un Salon. Les organisateurs y ont adjoint des journées techniques qui permettront des échanges entre les participants et les visiteurs. Qu'on en juge : vingt-cinq thèmes différents seront traités en quatre jours, dans le but de répondre au mieux aux préoccupations des industriels. Les meilleurs spécialistes des différents sujets retenus seront présents, qu'ils soient chercheurs, techniciens, responsables d'entreprises publiques ou privées ou de départements spécialisés.

Une manifestation dont on peut attendre qu'elle contribue à ouvrir davantage le marché national aux nouveaux matériaux et procédés dont l'utilisation a déjà montré les performances remarquables. Elle devrait aussi favoriser l'exportation des produits et technologies dont les sérieuses références industrielles sont d'ores et déjà indéniables. □

LE COMITÉ D'ORIENTATION

Présidé par M. Jean Bailly, président d'honneur de Lafarge-Copée, le comité d'orientation de MEI 84 réunit, sous l'égide de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie :
le CNPF (Conseil national du patronat français) ;
l'APCCI (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie).
la CICF (Chambre des ingénieurs-conseils de France) ;
la FIMTM (Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux) ;
le GIMELEC (Groupement syndical des industries de matériels d'équipement électrique) ;
la SYNTEC (Chambre syndicale des sociétés d'études et de conseils) ;
l'UNIDEN (Union des industries utilisatrices d'énergie) ;
l'ATEE (Association technique pour les économies d'énergie).
MEI 84, dont la réalisation technique a été confiée à « Entreprise et Promotion », est en outre placée sous le patronage du ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur et du secrétariat d'État chargé de l'Énergie :

• Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à : Entreprise et Promotion, 49, rue Rodier, 75009 Paris. Tél. : (1) 280.17.60 ou 280.16.08.

ILE-DE-FRANCE
Des jeunes chômeurs se forment à la maîtrise de l'énergie

■ Le développement prévisible des interventions de maîtrise de l'énergie dans le secteur du bâtiment relève de l'évidence. Ce qui n'empêche pas de constater un manque d'ouvriers qualifiés dans ce domaine. Or, non seulement une formation est nécessaire mais, compte tenu de la spécificité et de la nouveauté relative des types d'interventions demandés, cette formation doit revêtir un caractère particulier : il faut qu'elle puisse se dérouler en entreprise.

C'est en partant de ce constat que l'AFME a décidé d'aider à la réalisation d'un stage d'un modèle nouveau. Spécialisée dans le second œuvre du bâtiment, SPR, dont le siège est à Ivry, s'est portée candidate pour ce type d'expériences. Maître d'œuvre d'un groupement agréé par le ministère de l'Urbanisme et du Logement au titre de « service complet - économie d'énergie », elle dispose de sérieuses références. Elle réalise, par exemple, des travaux d'économies d'énergie aussi bien sur le bâti (façades, ouvertures, terrasses) que sur des équipements (chaufferies, réseaux de chaleur), ainsi que des diagnostics thermiques avec garantie de résultat.

Restait encore à trouver des stagiaires intéressés. Et — pourquoi pas ? — profiter de l'occasion pour lier insertion professionnelle et insertion ou réinsertion sociale.

C'est ce à quoi s'est employée Etudes et Chantiers, une association loi 1901 dont le but est de concevoir des projets pédagogiques liant précisément ces deux aspects. Dans le cas qui nous occupe, elle a accepté d'assurer la formation théorique des stagiaires.

L'opération, menée en accord avec le ministère de la Formation professionnelle, a démarré en mars 1984 avec une quinzaine de jeunes de dix-huit à vingt et un ans. Elle se poursuit, à la satisfaction des organisateurs et aussi, semble-t-il, des stagiaires.

Tant par son contenu (maîtrise de l'énergie et formation sur chantier) que par son montage (associant, à égalité de responsabilité, une agence nationale, une entreprise et une association), le caractère innovant de cette formation a déjà retenu l'attention des chercheurs, de la mission Schwartz à la Délégation à la formation professionnelle, en passant par l'Agence pour le développement de l'éducation permanente. □

COLLOQUE NATIONAL SUR LA PETITE HYDRAULIQUE
(Premier appel à communication)

Comment développer la petite hydraulique ? Tel sera le thème d'un colloque qui aura lieu du 1er au 4 octobre 1985 sur le site de « Sophia Antipolis », à Valbonne (Alpes-Maritimes).
On sait qu'actuellement des contraintes de tous ordres freinent le développement des microcentrales. D'où l'intérêt de confronter les points de vue des représentants des centres de recherche, de l'industrie, de l'administration, des collectivités locales, des utilisateurs, etc.
Les principaux thèmes qui seront abordés au cours de ce colloque seront : l'évaluation de la ressource ; la protection de l'environnement ; les aspects électromécaniques ; l'économie des microcentrales (investissement et rentabilité) ; la législation et la réglementation ; les perspectives de développement à l'étranger.
Les spécialistes désirant apporter leur contribution au colloque sous forme de communication écrite sont priés d'adresser un résumé de vingt lignes au maximum au secrétariat du Colloque pour le 1er novembre 1984.
Des renseignements complémentaires sont disponibles au secrétariat du Colloque petite hydraulique — Problématique de développement, AFME, route des Lucioles, 06565, Valbonne cedex.

BRÈVES

COOPÉRATION FRANCO-PORTUGAISE
Dans le cadre de la coopération entre l'AFME et la Direction générale de l'énergie portugaise (DGE), des projets conjoints ont été lancés : l'un concerne l'électrification photovoltaïque du village de Vale da Rosa (Algarve), l'autre prévoit d'introduire le biogaz dans deux coopératives agricoles de la région de Coimbra. Le Portugal souhaite également l'appui technique des compétences françaises afin de mettre en valeur son important gisement mini-hydraulique et ses ressources en géothermie basse température.

LES DEUXIÈMES JOURNÉES DE LA GÉOTHERMIE APPLIQUÉE
L'AFME et le Groupement pour l'équipement des industries du pétrole, du gaz et de la géothermie (GEP), avec le concours du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et de la société nationale pour l'application de la géothermie (Géochaleur) organisent les deuxièmes journées internationales de géothermie appliquée : Jiga 85.
Cette manifestation se tiendra au palais des congrès de Bordeaux, les 12, 13 et 14 mars 1985.

LA CPCU DIVERSIFIE SES SOURCES D'ÉNERGIE
La Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), qui satisfait le quart des demandes en chaleur de la capitale, a réduit de 30 % sa consommation de fioul en 1983. Ce combustible n'entre plus que pour 34 % dans les dépenses énergétiques de cette société, contre 66 % en 1973. Ordures ménagères, charbon, récupération de chaleur sur la centrale EDF de Vitry et géothermie (1,5 % des besoins) assurent à la CPCU une bonne diversification de ses sources d'énergie.

DU BON USAGE DE L'ALCOOL AU VOLANT
Du vin dans le moteur ? C'est une suggestion de la Commission du Marché commun faite aux Dix à la fin du mois de juin. L'alcool issu des distillations obligatoires des excédents de vin de la CEE pourrait être substitué au plomb tétraéthyle en tant qu'adjuvant antidétonant, rendant ainsi le carburant auto beaucoup moins polluant. Notez toutefois que ce procédé coûterait beaucoup plus cher à la Communauté que les alcools de betterave ou de topinambour dont l'utilisation est désormais autorisée en France.

L'ENERGIE DANS L'HISTOIRE

A maître avare, élève prodigue

Le développement des forces productives, c'est l'industrialisation. Or, l'industrialisation exige une énergie abondante et bon marché, qui permette d'accéder à n'importe quelle ressource naturelle, et de la transformer à loisir : l'énergie est ainsi la matière première des matières premières ! Ces convictions titanesques n'auraient pas fait, depuis un siècle, l'unanimité des classes sociales et des pays si elles n'avaient eu leur forte part de vérité.



Pourtant, on aurait grand tort d'en conclure, comme il est arrivé trop souvent, qu'énergie et développement ne peuvent marcher que du même pas. La comparaison des XIXe siècles européen et américain est éloquente à cet égard.

Début 1854, la guerre de Crimée est imminente. Les manufactures de Birmingham sont trop petites, le gouvernement britannique craint de manquer de fusils. Il appelle à l'aide les États-Unis, qui lui envoient, pour l'arsenal d'Enfield, des machines-outils américaines, avec des techniciens pour les faire marcher et initier leurs homologues anglais. Joli exemple d'inversion des transferts technologiques, qui a passionné nombre d'économistes et d'historiens[1] : l'élève américain en remontre au maître britannique, l'initie à la standardisation des pièces, à l'usinage automatique des crosses de fusils... bref, à la production en grandes séries. Mais la technique américaine importée à Enfield consomme, directement ou indirectement (à travers les quantités de métaux utilisées), beaucoup plus de bois et de charbon que celle de Birmingham.

De même, les scieries américaines utilisent des scies circulaires à lame épaisse et dents espacées qui tournent beaucoup plus vite que les anglaises mais consomment aussi beaucoup plus de bois. De même encore, lorsque la machine à vapeur remplace la force hydraulique, les ingénieurs américains préfèrent les machines à haute pression, alors que les Anglais en tiennent pour la basse pression, plus chère à la construction mais plus sobre en combustibles[2].





En Europe (Russie comprise), la déforestation entraîne depuis des siècles une hausse lente mais implacable du prix du bois, incite à multiplier les poêles à bois[3] et à améliorer leur rendement. Aux États-Unis au contraire, les immigrants venus d'Europe en reviennent à la cheminée ouverte. A l'Ouest, on ne connaît pas d'autre technique. Sur la côte Est, on la préfère pour ce qu'elle évite de couper le bois menu. Ça consomme quatre fois plus de combustible que le poêle à bois, pour la même quantité de chaleur ! Ainsi, vers 1850, l'Américain utilise en moyenne deux tonnes équivalent pétrole de bois par personne et par an, ce que Sam Schurr n'hésite pas à qualifier d'« extravagantes habitudes de chauffage[4] ».

Ce contraste entre les deux rives de l'Atlantique s'est sans doute atténué depuis la Seconde Guerre mondiale, mais la trace historique demeure profonde : les voitures de là-bas sont plus grosses, les chemins de fer sont carrément sous-développés par rapport aux nôtres, les systèmes de climatisation plus gaspilleurs, etc. Dans presque tous les domaines, les solutions techniques adoptées aux États-Unis requièrent bien davantage d'énergie qu'en Europe ou au Japon[5].



Un tel contraste entre deux styles de développement ne saurait se réduire à une seule explication, mais *il est clair que la rareté des ressources naturelles par rapport au peuplement humain y a joué un rôle décisif.* En Europe, le remplacement du bois par le charbon est l'« *histoire de deux siècles de frustration et d'échec*[2] » ; quant au pétrole, on le sait, le sol européen n'en regorge pas. L'immigrant américain au contraire, non content de s'approprier d'immenses forêts, commence à peine à exploiter ses mines de charbon, à la fin du XIXe siècle, que le pétrole est déjà là, il en jaillit de partout, avec du gaz naturel à profusion !

Deux mondes, deux rapports de l'homme avec la nature. En France, où même l'approvisionnement en charbon n'a jamais été satisfaisant, « *l'une des orientations essentielles de la technologie dans tous les secteurs fut la recherche des économies de combustibles : l'adoption dans les chemins de fer des locomotives compound dans les années 1880 comme celle des techniques de récupération du gaz de hauts fourneaux dans la sidérurgie se placent dans cette perspective*[6] ».

Le fameux mot d'ordre des années 50-60, « rattraper les États-Unis », qui a tant servi aux producteurs d'énergie d'Europe, apparaît aujourd'hui pour ce qu'il est en vérité : une méconnaissance de nos différences, de la spécificité de nos histoires et de nos cultures respectives.

Jean-Marie Martin

1. Cf., entre autres, Nathan Rosenberg (ed.), *Great Britain and the American System of Manufacturing*, Edinburgh Univer. Press., 1968.
2. Cf. Nathan Rosenberg, « Historical Relations between Energy and Economic Growth » (pp. 55-70), in *International Energy Strategies*, Oelgeschläger, Gunn and Hain Pub, Cambridge, 1980.
3. Palmer Putnam (p. 434) estime que c'est en Russie que les rendements étaient les plus élevés : 35 % vers 1850 et probablement 41 % en 1940. Cf. *Energy in the Future*, Van Nostrand, Princeton, 1953, 556 p.
4. L'ouvrage qui contient ce jugement date de 1960 (p. 50), c'est-à-dire bien avant l'éclosion du mouvement écologique et la vague d'autocritique qui déferle sur l'Amérique des années soixante-dix. Cf. Sam H. Schurr and Bruce C. Netschert, *Energy in the American Economy, 1850-1975*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1960, 773 p.
5. De nombreux exemples en sont apportés par J. Darmstadter, J. Dunkerley, J. Alterman, *How Industrial Societies use Energy*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1977, 282 p.
6. Cf. François Caron, *Histoire économique de la France, XIXe et XXe siècles*, Armand Colin, Paris, 1981, 320 p., p. 141.

DANS L'HISTOIRE



A LA RECHERCHE DE L'AUTO sobre

Durant les sept premiers mois de l'année, les livraisons d'essence et de super ont augmenté de 1,6% par rapport à 1983, celles de gazole de 4,4%. Cette année encore, plus de la moitié de nos importations d'hydrocarbures serviront donc aux transports. Pourtant, grâce aux efforts des constructeurs, les automobiles consomment de moins en moins ; pourtant, par leur comportement, les automobilistes peuvent faire économiser, en un an, 10% de la consommation de carburant du pays, soit 4,3 milliards de francs. Ce sont là des données que le million de visiteurs attendu au 77ᵉ Salon de l'auto devrait garder à l'esprit.

Objectif trois litres

Boris Vian aimait les voitures. Parfois, il en rêvait : *« Une bagnole fantastique, 2,25 m de long, 8 places, 1 000 chevaux, 3 litres aux 100, 2 chevaux fiscaux, 4 couchettes... »* C'était en 1952, dans *Je voudrais pas crever*. Trente ans plus tard, sur un point au moins, le poème devient programme : la mise au point par les deux constructeurs français d'une voiture industrialisable, de type R 5 ou 104, consommant 3 litres aux 100, d'ici à 1990. L'objectif n'est pas inaccessible, même s'il paraît ambitieux. Après tout, entre 1975 et 1983, la consommation moyenne des véhicules neufs est bien passée de 8,5 litres à 7 litres aux 100, et deux voitures mises sur le marché annoncent une consommation conventionnelle de moins de 4 litres à 90 km/h.

Deux voies principales sont suivies : la réduction de l'appel de puissance ; l'amélioration du rendement de l'ensemble moteur-transmission.

1. La réduction de l'appel de puissance

Limiter la puissance nécessaire à la mise en mouvement de la voiture revient à intervenir de deux façons principales : diminuer la résistance à l'air du véhicule, réduire sa masse ainsi que celle des pièces en mouvement dans le moteur.

Lorsque l'on sait que la puissance appelée par la résistance de l'air est de 11,5 chevaux à 90 km/h et qu'elle croît avec le carré de la vitesse, on comprend que l'amélioration du profil des véhicules soit un objectif prioritaire pour les constructeurs. Et, de fait, depuis plusieurs années, des progrès importants sont intervenus dans ce domaine. Plusieurs modèles sur le marché ont aujourd'hui un coefficient de résistance à la pénétration dans l'air, le fameux Cx, très bas : moins de 0,3%, alors que la moyenne des voitures neuves est supérieure à 0,4%.

La réduction de la masse des véhicules et des pièces en mouvement fait, elle aussi, l'objet de recherches importantes. En côte, en accélération, la puissance appelée et donc l'énergie consommée dépendent directement de cette masse. On cherche tout d'abord à optimiser la masse de chaque pièce de la voiture, ce que tous les constructeurs font aujourd'hui en recourant à l'informatique. On cherche ensuite de nouveaux matériaux : aciers à haute résistance élastique, matériaux composites. Le capot avant et le hayon arrière des Citroën BX en fibres composites sont un bon aboutissement de ces recherches. En 1970, une voiture contenait 2 % de plastique ; nous sommes aujourd'hui à 8 %. Optimisation et allégement des pièces de moteur sont également au programme. Après l'utilisation de métaux légers pour la fabrication des blocs-moteurs, comme l'aluminium, on se dirige aujourd'hui vers l'utilisation de céramiques pour les pièces en mouvement. Outre un allégement, ces matériaux améliorent le déplacement des pièces en diminuant les frottements.

2. L'amélioration des rendements

En dépit de son rendement maximal d'environ 30%, le moteur à explosion à pistons reste le plus sûr pour de longues années encore. En vue de l'améliorer, on cherche tout d'abord à savoir ce qui se passe réellement dans une chambre de combustion au moment de l'explosion du mélange air-essence. On concevra que ce n'est pas simple, mais l'amélioration de l'aérodynamique interne et de la combustion elle-même, qui pourrait résulter de ces recherches, présenterait un grand intérêt.

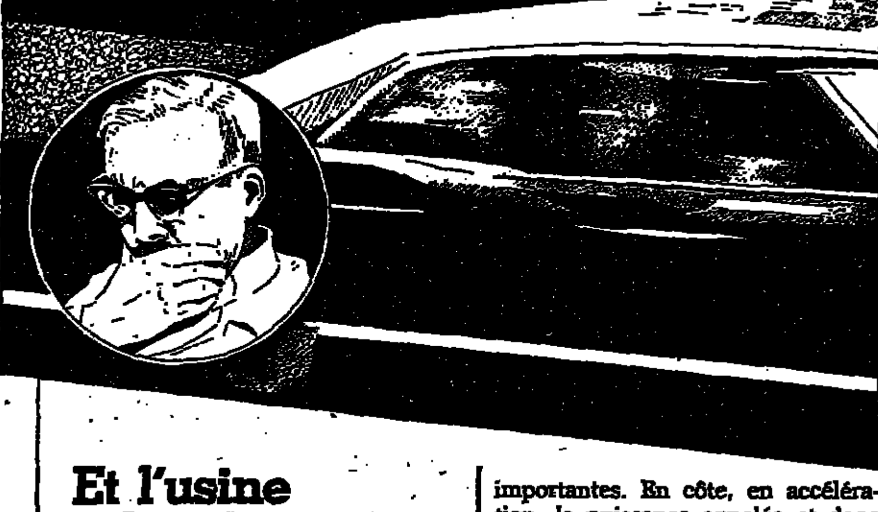
On cherche également à améliorer l'alimentation du moteur grâce en particulier à l'intelligence artificielle, déjà largement utilisée pour l'allumage ; le problème de la surconsommation à froid fait notamment l'objet de nombreuses études.

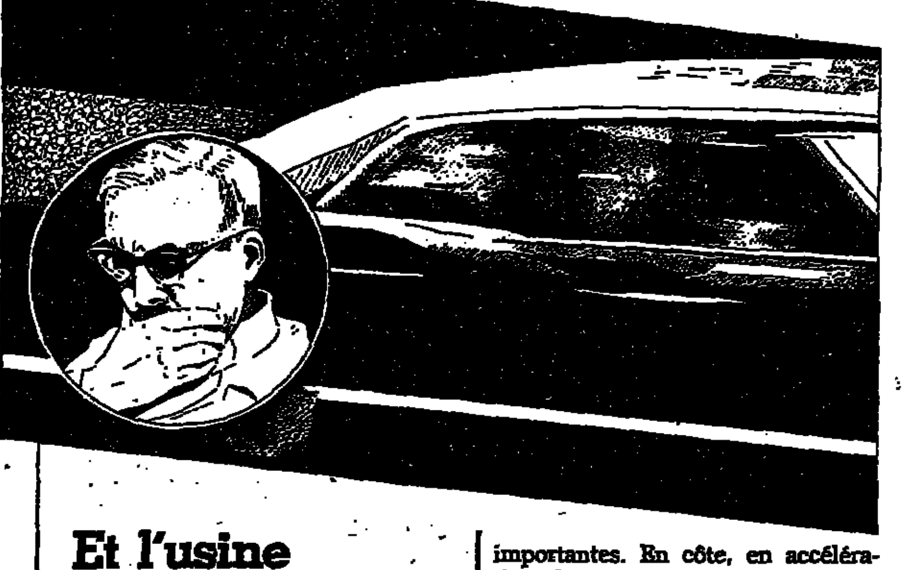
Les moteurs Diesel, et notamment les deux temps, intéressants sur le plan énergétique, constituent une autre voie de recherche prometteuse.

Mais si les voitures ont un rendement médiocre, cela tient également à la transmission, intermédiaire obligé entre le moteur et les roues. En effet, si le rendement intrinsèque des boîtes de vitesses mécaniques est très bon (de l'ordre de 0,85), celui des boîtes automatiques classiques, bon (de l'ordre de 0,80), le rendement global de ces systèmes est nettement inférieur car ils ne permettent pas d'optimiser le rendement du moteur. Au contraire, les variateurs continus, comme le système utilisé par le Hollandais DAF, autorisent un rendement du moteur optimal mais possèdent un médiocre rendement intrinsèque. L'amélioration de ce procédé, et notamment de l'ensemble poulie-courroie qui le caractérise, est donc une bonne direction de recherche.

On peut se rendre compte, à la lecture de ce programme, combien les recherches menées sur la consommation des véhicules vont dans le sens de l'amélioration globale des voitures, dans celle de leur compétitivité et dans celle de leur pouvoir d'attraction sur le public. Autant dire que, pour les constructeurs français, il s'agit bien là d'un impératif catégorique. Pour sa part, l'AFME a participé, en 1983, au financement de ces recherches pour 80 MF, dont la moitié pour le programme « 3 litres ».

Michaël Gheerbrant





Et l'usine sobre ?

Les usines de « fabrication de voitures particulières » ont consommé, en 1981 — dernière année de référence —, 910 863 tep (tonnes équivalent pétrole), dont 50,6% sous forme d'électricité. Les usines de « fabrication de pièces et équipements spécifiques pour automobiles », 574 044 tep, dont 58% sous forme d'électricité (1). Il a donc fallu, cette année-là, à peu près 1 500 000 tep pour produire 2 180 958 voitures ; en chiffres ronds, cela fait 0,575 tep pour une voiture. Si l'on considère que cette voiture, consommant en moyenne 7 litres aux 100 et roulant 150 000 km, nécessitera, sa vie durant, quelque 8 tep pour fonctionner, on concevra que la réduction de la consommation des voitures doive passer, en termes d'effort d'investissement, avant la réduction de la consommation de l'industrie automobile.

Reste que, pour la comptabilité nationale, cette consommation est loin d'être négligeable : 1,5 Mtep, cela fait près du quart de la consommation du secteur des « industries mécaniques et électriques ».

Les principaux postes de consommation d'énergie sont les suivants : chauffage et éclairage des ateliers ; énergie mécanique ; cabines de peinture et cuisson ; fonderie.

Des économies importantes sont réalisables sur chacun de ces postes, au prix d'investissements qui, bien souvent, concourent à l'amélioration de la productivité de ces secteurs. C'est une raison supplémentaire de prendre le critère « énergie » en considération parmi ceux qui déterminent le choix des investissements.

(1) Source : CEREN.

« J'AI APPRIS A CONDUIRE »

• Quand on veut prendre une leçon de conduite économique, comme je l'ai fait au centre de la Prévention routière de Montlhéry, mieux vaut démonter, au préalable, la galerie, toujours sur le toit huit jours après la rentrée. Faute de quoi on s'expose à quelques sarcasmes : *« Vous voyez, nous allons vous faire économiser 10 % de carburant avant même que vous ayez mis le contact ! »*

Vérification de la pression des pneumatiques, réglage de l'allumage, remplacement d'un filtre à air quelque peu colmaté me permettront ensuite une nouvelle économie de quelque 10 %. J'ai bien compris cette première leçon : à quoi ça sert que Renault-Peugeot il se décarcasse à faire des voitures sobres... ?

Pour les besoins de la démonstration, un petit ordinateur de bord a été installé sur ma Renault 5 : je pourrai donc vérifier en permanence ma consommation.

Première constatation : une voiture froide est un gouffre à essence ; tout le monde pense le savoir, mais les chiffres sont impressionnants : en première, l'indicateur affiche.... 40 litres aux 100 ! *« Pour acheter votre journal, allez à pied »*, commente mon moniteur.

Le parcours, d'une quarantaine de kilomètres, fait alterner voies rapides, petites routes sinueuses, traversées de villages. Mon moniteur commente ma conduite au fil de la route. Il s'étonne que, quelque trente ans après l'apparition des boîtes de vitesses synchronisées, j'éprouve encore le besoin de double-débrayer pour rétrograder, manœuvre aussi inutile que gloutonne !

Il constate que je sous-utilise ma cinquième, en poussant inutilement les intermédiaires, ce qui me fait tourner en surrégime et me prive en outre d'une possibilité supplémentaire de frein moteur. Il critique l'erreur d'anticipation qui m'a bloqué derrière un camion que je ne pouvais doubler, m'a obligé à rouler à sa vitesse, puis à relancer ma voiture une fois l'obstacle franchi : *« Vous vous êtes mis dans la situation des Fangio du feu rouge qui démarrent en trombe pour piler au feu suivant... pas encore vert ! Vous avez perdu à la fois du temps, de l'essence et du confort de conduite. »*

A la fin du parcours, l'ordinateur indique les données suivantes : 48 km, 3,93 litres d'essence, soit 8,2 litres aux 100 à la vitesse moyenne de 57 km/h ! Piètre performance !

La leçon est claire : la conduite économique, c'est tout simplement la bonne conduite, souple, performante.

De ce point de vue, l'installation d'un compte-tours sur le tableau de bord permet de disposer sans doute de l'un des meilleurs indicateurs de consommation qui soient : maintenir le régime entre 2 500 et 3 500 tours garantit une consommation proche des indications données par le constructeur.

Depuis plus de dix ans, la Prévention routière organise des stages de perfectionnement et de conduite économique ; ce peut être un investissement rapidement rentabilisé pour peu que vous soyez VRP, médecin de campagne... ou journaliste.

M.G.

UN CENTRE MOBILE DE DÉMONSTRATION

• Depuis le 21 mai, un centre mobile de démonstration de la conduite économique et de diagnostic de l'allumage et de la carburation, lancé à l'initiative de l'AFME, effectue un tour des principales villes de France. Il permet de faire vérifier gratuitement l'état de son véhicule et de s'initier à la conduite économique sur un simulateur de conduite.

Voici son itinéraire pour les prochains mois :

LA ROCHE-SUR-YON (24/9-29/9), POITIERS (1/10-6/10), LIMOGES (8/10-20/10), ANGOULÊME (22/10-3/11), BORDEAUX (5/11-17/11), TOULOUSE (19/11-1/12), BÉZIERS (3/12-15/12), MONTPELLIER (17/12-30/12), AVIGNON (2/1-12/1 1985), VALENCE (14/1-19/1), ROANNE (21/1-26/1), MÂCON (28/1-9/2), DIJON (11/2-23/2), MULHOUSE (25/2-9/3), PARIS (11/3-23/3).

Dessins : Catherine Faure

Comment choisir ?

Quand bien même vous seriez l'heureux propriétaire d'un prototype (encore à naître) consommant 3 litres aux 100, si vous rouliez avec un allumage mal réglé en vous prenant pour Prost cherchant à rattraper Lauda, ou réciproquement, vous ne consommeriez guère moins qu'avec l'Aronde Plein-Ciel de papa. Cela étant, les voitures neuves, à puissance égale, ne consomment pas toutes la même quantité de carburant. Cette consommation est donc un critère de choix déterminant dans l'achat d'une nouvelle voiture. Plusieurs indicateurs vont permettre ce choix.

1. <u>Les consommations conventionnelles</u>

Ce sont des valeurs mesurées par les laboratoires de l'Union technique de l'automobile et du motocycle, conformément à une circulaire ministérielle du 7 mars 1975, de façon précise et reproductible sur trois cycles proches des conditions moyennes d'utilisation des voitures sur route, autoroute et zone urbaine : consommation à la vitesse stabilisée de 90 km/h ; consommation à la vitesse de 120 km/h (si la vitesse maximale du véhicule est supérieure à 130 km/h) ; consommation au cours d'un essai du type urbain effectué sur banc à rouleaux à la vitesse de 19 km/h.

La mention de ces valeurs est obligatoire sur la notice descriptive des voitures neuves et sur toute publicité faisant référence aux performances du véhicule.

2. <u>Les autres indicateurs</u>

D'autres informations permettent de compléter l'appréciation des performances énergétiques des voitures neuves :

— la puissance, fiscale et réelle (mais attention, si une Porsche consomme assurément plus qu'une R 4, une 2 CV ne consomme pas moins qu'une 205) ;

— la transmission. L'existence d'une cinquième vitesse est un important facteur de réduction de la consommation ; l'automatisme est surconsommateur sur route et autoroute, réducteur en cycle urbain ;

— le type de carburant et de carburation. Le super autorise un meilleur rendement que l'ordinaire ; en termes de consommation de l'énergie primaire (pétrole), les véhicules Diesel consomment moins que les véhicules à essence. Mais, compte tenu du surcoût à l'achat, la rentabilité n'est assurée qu'au-delà de 25 000 km par an, parcourus principalement en cycle urbain. Idéal, donc, pour les taxis ! Les systèmes d'alimentation à injection permettent également de meilleurs rendements, mais ils entraînent un surcoût dont la rentabilité se mesurera en fonction du type d'utilisation de la voiture ;

— l'allumage électronique, le profil aérodynamique (Cx) sont des atouts à prendre en considération.

Chaque année, l'AFME publie cet ensemble d'indicateurs pour tous les modèles de voitures achetables en France ; une sélection des modèles les plus performants, les « champions de l'économie », est indiquée dans la gamme de puissance allant de 4 à 9 chevaux fiscaux.

Un précieux vade-mecum pour le visiteur du Salon. ■

UN MODÈLE POUR DES CHOIX ÉNERGÉTIQUES

(suite)

cas où ce supplément d'investissement serait consenti, Mini-DMS Energie montre que son affectation dans l'industrie plutôt que dans l'énergie donnerait des résultats plus satisfaisants en termes d'emploi et de croissance, alors qu'un changement de cap reste toujours possible en cas de nouveau choc pétrolier. Toutefois, les politiques donnant la priorité à l'énergie ont des effets moins heurtés et permettent une croissance plus autonome de l'économie française.

Mini-DMS Energie a ainsi permis de dépasser les analyses quantitatives partielles ou les calculs de coin de table en distinguant les effets à attendre au cours de la période du IXe Plan de ceux plus longs perceptibles dans la décennie 90 (3). Ce faisant, ces travaux ont contribué à la clarification du débat sur les choix de la politique énergétique en fixant l'ordre de grandeur des effets à attendre et en démythifiant les solutions miracles. Mini-DMS Energie ne prétend pas apporter de réponses définitives aux interrogations de la politique énergétique, toutefois il ouvre la voie à une nouvelle approche de ces questions. Cette expérience peut avoir valeur d'exemple et susciter des expériences analogues à l'étranger ou directement au plan de la modélisation internationale. Si tel devait être le cas, le diagnostic de chacun des modèles n'en serait que plus assuré : les projections des uns renforçant la cohérence des hypothèses d'environnement international des autres. Cette vision quantitative plus cohérente du devenir énergétique mondial mise au service d'une volonté politique pourrait contribuer à une meilleure concertation des actions. ■

(1) Jean-Louis Brillet, Claire d'Hose, Jean-Philippe Morand, Frédéric Mouttet, " Economie et énergie : le modèle Mini-DMS Energie ", *Economie et statistique*, n° 146, juillet-août 1982.
(2) Rapport du groupe long terme sur l'énergie, *La Documentation française*, juillet 1983.
(3) Claire Plateau, " Les dividendes des politiques énergétiques à l'horizon 2000 ", *Economie et statistique*, n° 161, décembre 1983.

Hôpitaux : SOS énergie

L'Assistance publique de Paris dépense autant en énergie qu'en achat de médicaments. Une situation qu'elle s'efforce de changer.

Les hôpitaux sont des consommateurs exigeants : ils brûlent beaucoup d'énergie, à toute heure, et ne tolèrent aucune interruption de leurs approvisionnements. Pourtant, depuis quelques années, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris s'efforce de maîtriser sa consommation d'énergie. Entre 1978 et 1983, elle a réduit ses besoins de 17% et gagné 120 millions de francs, grâce au soutien constant de l'AFME.

A l'hôpital, l'énergie est une question de vie ou de mort. Une panne d'électricité est inimaginable. Pour réaliser des économies d'énergie, il faut donc utiliser des systèmes infaillibles, ce qui exclut l'expérimentation. Les travaux envisagés par l'Assistance publique (1) amélioreront les chaufferies, la régulation, l'isolation, mais mettront rarement en place des techniques nouvelles jugées peu fiables.

Des besoins considérables

La sécurité des approvisionnements résolue, il reste à maîtriser les énormes besoins en chaleur et en électricité des hôpitaux.

— La température ambiante y est élevée, 21°C ou plus. Le renouvellement d'air peut être dix fois plus important que dans l'habitat ; c'est le cas dans une salle d'opération. Epargner l'énergie, c'est alors éviter que la chaleur ne s'en aille. Les combles seront donc systématiquement isolés. On trouvera plus rarement l'isolation par l'extérieur, car elle est plus chère, mais elle a permis à l'hôpital Albert Chenevier de Créteil de faire 13% d'économies.

— Les opérations de stérilisation et de blanchissage exigent de la vapeur. C'est pourquoi la plupart des hôpitaux dans Paris sont raccordés au chauffage urbain. Ils paient ainsi un kWh moins cher que le kWh gaz ou fioul.

— L'incinération, à des fins hygiéniques, brûle aussi de l'énergie. La chaleur produite à cette occasion est facilement récupérable. La pose d'un récupérateur de chaleur sur l'incinérateur de l'hôpital Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) sera très vite amortie.

L'Assistance publique a donc réussi à diminuer globalement sa consommation, même si son poste électricité a continué d'augmenter. L'extension des zones climatisées, que ce soit pour les malades ou pour l'informatique, et les nombreux appareils médicaux en sont responsables. L'Assistance publique a bien conscience de ce phénomène et se préoccupe déjà d'utiliser l'électricité de façon plus rationnelle en profitant mieux du tarif réduit des heures creuses.

Disposant depuis 1969 d'une cellule de gestion des consommations de ses établissements, elle a entrepris dès 1974 des travaux d'économies d'énergie. Cependant, les gros investissements (changements de menuiserie, isolation) n'ont pu être réalisés qu'avec l'aide de l'AFME.

Deux conventions ont été signées entre ces partenaires. La première date de 1981. Elle prévoyait 5 millions de francs de travaux. La subvention de l'AFME s'élevait à 1 million.

Des régulations ont été installées.

charbon aurait le même effet, puisqu'il reste l'énergie la moins chère. Malgré le soutien que lui apportent les pouvoirs publics, il est mal perçu par les chefs d'établissement.

A l'hôpital Emile Roux de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne), des chaudières ont été adaptées pour consommer du « Combusoc », un combustible fabriqué à partir d'ordures à l'usine de Varenne-Jarcy (Essonne) et vendu 20% moins cher que le gaz.

Le parc immobilier de l'Assistance publique se situe surtout en Ile-de-France. Il est donc peu apte à recevoir des capteurs solaires à cause de la fréquence des ombres portées. Seul l'hôpital Georges Clemenceau à Champcueil, en Essonne, produira en 1985 de l'eau chaude solaire grâce à 120 m² de capteurs orientés au sud-ouest. Cette opération sera subventionnée à 50% par l'AFME.



Dessin Stanilas Bouvier

On a commencé l'isolation des combles et le calorifugeage des tuyauteries. Le chauffage à vapeur basse pression a été remplacé petit à petit par le chauffage à eau chaude.

En 1982, une deuxième convention, beaucoup plus conséquente, est signée. 40 millions de francs de travaux d'économies d'énergie sont alors programmés, subventionnés à hauteur de 20 millions par l'AFME, dans le cadre de la première tranche du Fonds spécial des grands travaux.

Ainsi, des améliorations à investissements plus lourds ont-elles pu être envisagées. A l'hôpital Albert Chenevier de Créteil, la pose d'isolation par l'extérieur, de doubles vitrages et l'installation de pompes à chaleur permettront une diminution de 35% des consommations énergétiques dès cet hiver. Autre exemple, l'hôpital Henri Mondor de Créteil a dû changer l'ensemble de ses menuiseries, qui ne dataient pourtant que de 1969 ! Les rénovations de chaufferies sont courantes.

Passer du fioul au gaz diminue la facture énergétique. Le retour au

60 millions de francs de travaux en 1985 ?

Il est trop tôt pour tirer un bilan de la collaboration entre l'AFME et l'Assistance publique. L'hiver 1984 sera la première saison où les effets des grands travaux se feront sentir. On constate cependant que, malgré l'augmentation du volume à chauffer, les consommations des hôpitaux de Paris se stabilisent au niveau le plus bas depuis dix ans.

Actuellement, l'Assistance publique consacre plus de 2% de son budget aux dépenses énergétiques, dépense équivalente à ses achats de médicaments. 2% de sa capacité en investissement est destinée aux travaux d'économies d'énergie. Elle ne s'arrêtera pas là. Elle entend agir d'une façon exhaustive sur son patrimoine. Pour cela, elle vient d'effectuer dix-sept diagnostics thermiques subventionnés à 70% par l'AFME. Les chefs d'établissement des cinquante et un hôpitaux ont déjà demandé 60 millions pour 1985 afin d'effectuer des travaux de maîtrise de l'énergie.

Par les économies qu'elle entraînera, cette politique permettra de dégager des fonds importants qui pourront être affectés à l'amélioration des soins, et, après tout, c'est ce que nous attendons d'un hôpital !

Monique Trancart

(1) Nous entendrons toujours ici : Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

L'AFME poursuit sa régionalisation

Le président *Michel Rolant* l'avait annoncé (Lettre mensuelle n° 12 de mai 1984), l'AFME voulait terminer la mise en place de ses échelons régionaux. C'est chose faite ou quasiment puisque les « missions régionales » se transforment actuellement en « délégations régionales ».

Ainsi les régions qui avaient pour interlocuteur un chargé de mission pratiquement seul et aux pouvoirs d'intervention limités vont désormais avoir la possibilité de s'adresser à un délégué régional doté d'une équipe — modeste certes mais opérationnelle — qui traitera directement sur place les dossiers.

C'est une nouvelle et importante étape que franchit l'AFME dans la décentralisation de ses activités.

Plusieurs délégations régionales ayant changé d'adresse, vous trouverez ci-dessous les coordonnées complètes des 22 délégations.

• **Alsace** : 8, rue Adolphe-Seyboth, 67000 Strasbourg. • **Aquitaine** : 7-9, rue de Condé, 33000 Bordeaux. • **Auvergne** : 9, avenue de Royat, 63400 Chamalières. • **Bourgogne** : 2, rue du Dauphiné, 21121 Fontaine-lès-Dijon. • **Bretagne** : 12, avenue de Crimée, BP 56136, 35056 Rennes cedex. • **Centre** : 1, rue Royale, 45000 Orléans. • **Champagne-Ardenne** : 2, rue Grenet-Tellier, BP 520, 51009 Châlons-sur-Marne cedex. • **Corse** : Centrale de Vignola, route des Sanguinaires, 20192 Ajaccio cedex. • **Franche-Comté** : 15, avenue Droz, 25000 Besançon. • **Ile-de-France** : 9, rue Georges-Enesco, 94000 Créteil. • **Languedoc-Roussillon** : 1, passage David-Belugou, 34000 Montpellier. • **Limousin** : 10, rue de la Mauvendière, 87000 Limoges. • **Lorraine** : 27, place Saint-Thiébault, BP 1091, 57036 Metz. • **Midi-Pyrénées** : 219, avenue du Muret, 31300 Toulouse. • **Nord-Pas-de-Calais** : 3, rue de l'Abbé-Halluin, BP 291, 62005 Arras cedex. • **Basse-Normandie** : Péricentre 4, avenue de la Délivrande, BP 5131, 14010 Caen cedex. • **Haute-Normandie** : « Les Galées du Roi », 30, rue Gadeau-de-Kerville, 76100 Rouen. • **Pays-de-Loire** : Sigma 2000, 5, boulevard Vincent-Gâche, BP 301, 44010 Nantes. • **Picardie** : 2, rue Delpech, 80000 Amiens. • **Poitou-Charentes** : 6, rue Jacques-de-Grailly, BP 452, 86011 Poitiers cedex. • **Provence-Alpes-Côte d'Azur** : tour Méditerranée, 65, avenue Cantini, 13298 Marseille cedex 6. • **Rhône-Alpes** : 63, avenue Roger-Salengro, 69100 Villeurbanne.

• ***« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME.***
Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Vicat — 75015 Paris.
• **Rédaction et communication** : Hugues Sibille et Michaël Gheerbrant. **Maquette** : Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Mayet — 75006 Paris.
• **Composition, montage, photogravure** : Italiques, 14 rue Vauvenargues — 75018 Paris.

L I V R E S

Un peu de bois pour l'hiver

Principale source d'énergie durant des siècles, le bois n'apparaissait plus dans les bilans énergétiques nationaux à la fin des années 60, supplanté définitivement, pensait-on, par des combustibles fossiles. La crise l'y a fait réapparaître : à l'heure actuelle, les 3 Mtep fournies, bon an mal an, par les énergies nouvelles sont pratiquement faites de 3 Mtep de bois. Et rien ne prouve que ce chiffre ne soit pas plus élevé, car, en la matière, la comptabilité est difficile.

Mais si l'on en revient au bois jusqu'à ambitionner de satisfaire avec ce combustible plus du quart des besoins de chaleur dans les secteurs résidentiel et tertiaire, l'âge de la cueillette et de l'empirisme est révolu. De la gestion des forêts à la modernisation de l'industrie du chauffage, c'est toute une filière qu'il faut suivre si l'on veut, dans de bonnes conditions, « faire feu de tout bois ». C'est ce que démontre, de façon approfondie, Philippe Robert, de l'Institut du développement forestier (1).

La réussite d'une politique ambitieuse du retour au bois-énergie, dans des conditions modernes d'exploitation, de qualité de service et de rentabilité économique, repose sur de multiples acteurs dont les choix seront déterminants : ménages, maîtres d'ouvrages, industriels, bureaux d'études, exploitants agricoles et forestiers. Il fallait donc un livre qui les informe sur l'évolution des techniques actuelles, chacun pour ce qui le concerne, mais qui fasse également prendre conscience à chacun des contraintes et des exigences de tous. Ainsi, comme le note dans sa préface Arthur Riedaker, responsable de la filière bois à l'AFME, *« le forestier pourra mieux se rendre compte des exigences des utilisateurs qui prennent la décision de convertir leurs chaufferies au bois et l'utilisateur comprendra mieux, en le lisant, comment le forestier intervient au fil des ans pour façonner les forêts ».* Le caractère très complet de ce livre en fait véritablement l'ouvrage de référence des techniques modernes d'exploitation du bois-énergie.

Bien exploiter la biomasse forestière en chaudière suppose, au préalable, qu'elle n'ait pas brûlé sur pied. Comme les précédents, l'été qui se termine a eu son lot d'incendies de forêts et de vols de Canadair au-dessus des plages de la Méditerranée. Fatalité ? Non, expliquent Daniel Alexandrian et François Binggeli (2). La prévention des incendies de forêts, vieux serpent de mer, ne sera toutefois une réalité ancrée dans la conscience de l'ensemble des opérateurs concernés — à commencer par les propriétaires forestiers — que lorsqu'une rentabilité nouvelle sera *trouvée à la forêt méditerranéenne, et tout particulièrement au maquis.* Bois-énergie, charbon de bois, compost, méthanisation, pâturage en forêt sont souvent évoqués parmi les techniques qui permettraient une telle revalorisation.

Alliant la présentation théorique de ces techniques à l'analyse critique d'expériences déjà tentées, ce livre se présente comme une somme d'informations qui, jusqu'ici, n'avaient pas été rassemblées dans un ouvrage unique. Une lecture instructive autant qu'agréable. **M.G.**

1. Philippe Robert, *De la forêt aux chaufferies à bois*, AFME/IDF, 270 p., 95 F.
2. Daniel Alexandrian et François Binggeli, *L'écologie prend le maquis*, Edisud, 220 p., 85 F.

A propos du Tour de France des énergies maîtrisées

Le « Tour de France des énergies maîtrisées » que nous avons publié dans notre numéro de juillet a suscité un large intérêt, ainsi qu'en a témoigné un abondant courrier. On peut y voir la preuve que le tourisme technique a un certain avenir...

Parmi les réalisations que nous avons inventoriées sur 79 sites, 5 ont fait l'objet de notices sur lesquelles on nous demande d'apporter quelques précisions, ce que nous faisons bien volontiers.

Ainsi, en FRANCHE-COMTÉ, les scieries Prost ne sont pas installées sur le territoire de la commune de Doye, mais sur la commune des Rousses, hameau de La Doye.

En LORRAINE, nous avons situé à Hagondange une réalisation qui se trouve en fait sur le site Sacilor de Richemont. Erreur d'autant plus regrettable que les six hauts fourneaux d'Hagondange sont à l'arrêt depuis juin 1979 !

En MIDI-PYRÉNÉES, l'usine des talcs de Luzenac est bien équipée d'un four à résistance électrique, mais il s'agit là d'une expérimentation. D'autres solutions pourraient être retenues, dont le charbon. Quant à la pompe à chaleur, il s'agit en fait d'un projet qui en est au stade de l'étude de faisabilité.

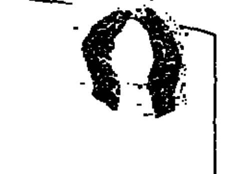
En BASSE-NORMANDIE, c'est grâce à l'installation d'un système de télégestion que la ville de Caen a pu économiser 7% sur la consommation de la principale chaufferie communale de la ville. Cet investissement s'est bien élevé à 3,5 millions de francs.

Enfin, en HAUTE-NORMANDIE, la chaudière de l'usine Nestlé de Dieppe brûle bien du charbon mêlé de marc de café, mais la technique de pointe qui permet cette valorisation des sous-produits est celle du lit fluidisé, développée en l'occurrence par la société Fives-Cail-Babcock sous le nom d'Ignifluid. ■

هكذا من الاصل

مكبرا من الاصل

...NUELLE DE L'AFME • PAGE 4



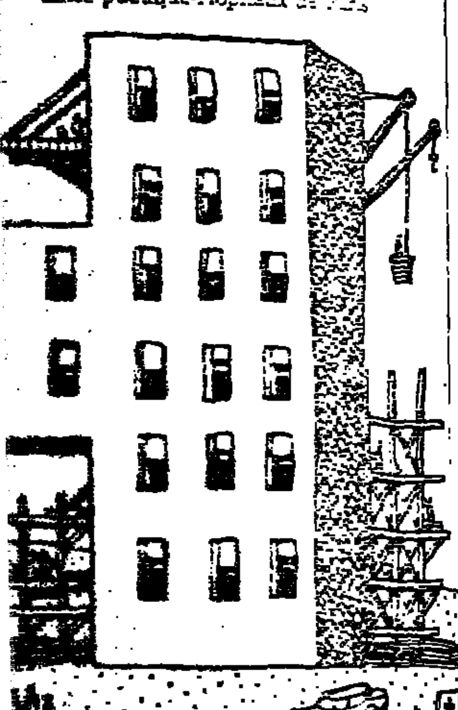
...gie

...vaux d'économies d'énergie. Elle ne s'arrêtera pas là. Elle entend agir d'une façon exhaustive sur son patrimoine. Pour cela elle vient d'effectuer dix-sept diagnostics thermiques subventionnés à 70 % par l'AFME. Les chefs d'établissement des cinquante et un hôpitaux ont déjà demandé 60 millions pour 1985 afin d'effectuer des travaux de maîtrise de l'énergie.

Par les économies qu'elle entraînera, cette politique permettra de dégager des fonds importants qui pourront être affectés à l'amélioration des soins et après tout c'est ce que nous attendons d'un hôpital.

Monique Trancart

(1) Nous entendrons toujours par Assistance publique-Hôpitaux de Paris.



L'AFME poursuit sa régionalisation

Le président Michel Rolant l'avait annoncé (Lettre mensuelle n° 12 de mai 1984), l'AFME voulait terminer la mise en place de ses échelons régionaux. C'est chose faite ou quasiment puisque les « missions régionales » se transforment actuellement en « délégations régionales ».

Ainsi les régions qui avaient pour interlocuteur un chargé de mission pratiquement seul et aux pouvoirs d'intervention limités vont désormais avoir la possibilité de s'adresser à un délégué régional doté d'une équipe — modeste certes mais opérationnelle — qui traitera directement sur place les dossiers.

C'est une nouvelle et importante étape que franchit l'AFME dans la décentralisation de ses activités.

Plusieurs délégations régionales ayant changé d'adresse vous trouverez ci-dessous les coordonnées complètes des 22 délégations.

• Alsace ... • Aquitaine ... • Auvergne ... • Bourgogne ... • Bretagne ... • Centre ... • Champagne-Ardenne ... • Corse ... • Franche-... • Ile-de-France ... • Languedoc-Roussillon ... • Limousin ... • Lorraine ... • Midi-Pyrénées ... • Nord-Pas-de-Calais ... • Haute-Normandie ... • Pays-de-la-Loire ... • Picardie ... • Poitou-Charentes ... • Provence-Alpes-Côte d'Azur ... • Rhône-Alpes ...

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

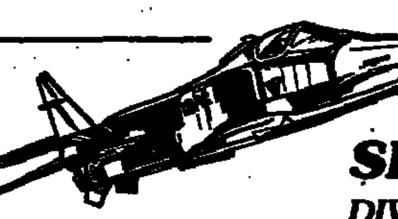
Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON SEMICONDUCTEURS
DIVISION MILITAIRE ET SPATIAL

Votre souhait : vous impliquer immédiatement dans le démarrage de notre nouvelle Division basée à GRENOBLE.
Votre compétence : certaine dans les domaines :

INGÉNIEUR PRODUITS
MARKETING PRODUITS
CONCEPTION
PLANNING
QUALITÉ
TEST

VOUS DEVEZ NOUS CONTACTER
Nous vous offrons :
D'Entrer dans un Groupe performant;
De participer à la très forte croissance de ce secteur.
De travailler sur des Technologies et des Produits de pointes.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 90114/1 à D.M.S. BP 27 - 38120 SAINT-ÉGRÈVE.

HAVAS CONTACT



GROUPE CASINO
CA : 18,9 MILLIARDS DE F.

Nous nous orientons vers la décentralisation et la filialisation de nos différentes activités : distribution, restauration, production agro-alimentaire.
Pour renforcer notre service d'audit au siège social à St-Etienne, nous rechechons un

Audit comptable

Excellent comptable, vous avez un diplôme de l'enseignement supérieur complété par une formation de type DECS. Grâce à une expérience de 3 ans minimum en cabinet ou en entreprise, vous connaissez parfaitement les techniques de procédures.
Vous êtes ouvert à l'utilisation de l'informatique et disponible pour des missions de courte durée auprès de nos filiales. Une bonne maîtrise de ce poste et un rôle actif au sein de l'équipe vous permettront d'évoluer dans notre groupe.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 855 M à Casino, Département Recrutement, BP 306, 42008 St-Etienne Cédex.

Il y a plus d'un avenir au **Casino**

média-system

X, CENTRALE, MINES, PONTS.

Peut-être êtes-vous débutant, peut-être est-ce votre première expérience professionnelle qui vous en a convaincu, mais en tout état de cause vous souhaitez avoir rapidement des responsabilités complètes recouvrant le technique, la gestion, le commercial et le personnel. C'est donc que vous avez l'étoffe nécessaire et que vous pouvez devenir :

CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

et vous souhaitez trouver une société qui vous en offre la possibilité.

Après quelques années, en second, **à LYON, à NICE, à ARRAS, à ANGERS**... pour bien connaître notre métier, nous vous confierons l'animation d'une unité dans une autre ville de France.

Nous sommes un des **premiers groupes industriels français**. Chez nous, les ingénieurs de talent font des carrières passionnantes.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence 4716 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

DESSEIN

Une entreprise de construction métallique en expansion, région d'Epinal, réalisant des équipements industriels sur devis combinant structures métalliques, grosse chaudronnerie, mécanique, dans le monde entier recherche

UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

AM - ENSI - INSA ou sim.
Débutant + stages ou courte expérience

Mission : assistant de l'ingénieur chargé d'affaires. Il sera formé aux études et devis, et participera aux négociations et réalisations de contrats importants au contact d'une clientèle de haut niveau technique (engineering, grandes industries) en France et à l'export, en collaboration avec le service technique et informatique.
Anglais efficace indispensable.
Poste d'avenir stable.
Logement facilité.
Adr. CV dét. ss. réf 1115 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

L'Association régionale H.L.M. de Basse-Normandie (24 organismes adhérents) recherche pr permettre son développement

CHARGÉ(E) DE MISSION

pour assurer :
– La représentation continue des organismes auprès de l'établissement public régional, des département et des administrations, et élaborer les éléments d'une politique concertée de l'habitat social dans la région.
– Le secrétariat général de l'association dépend du président de l'association.
Rattaché pour ordre à l'O.P.A.C. du Calvados.
Lieu de travail : CAEN.
Mission de 1 an renouvelable.
Formation supérieure exigée, expérience H.L.M. souhaitable.
Adresser c.v., lettre manuscrite + prétentions à

ASSOCIATION RÉGIONALE H.L.M. de Basse-Normandie
7, pl. Foch 14010 CAEN Cedex.

Association loi 1901
Spécialisée dans l'Amélioration de l'Habitat, 80 salariés.
RECH. POUR RÉGION NORD :

UN ADJOINT DE DIRECTION

Expérience souhaitée :
– Gestion et Finance ;
– Administration ;
– Organisation et Méthode ;
– Formation niveau licence.
Ecrire avec c.v. et photo au :

P.A.C.T. Centre d'Amélioration du Logement, 133, rue des Déportés-du-Train-de-Loos, B.P. 114, 59302 VALENCIENNES Cedex.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

Responsable maintenance
Ouest

Un groupe métallurgique et mécanique hautement spécialisé (650 personnes), implanté dans l'ouest, recherche l'ingénieur chargé de son service maintenance. Directement rattaché au responsable méthodes, il aura pour mission d'assurer l'entretien préventif et courant d'un parc de 500 machines (commandes numériques et conventionnelles) de forge, d'usinage et de traitement, de confectionner les outillages de production et d'entretenir les infrastructures. Il sera en outre l'homme sécurité de l'ensemble productif. Agé de 30 ans au moins, le candidat devra être ingénieur (AM, ENSI ou équivalent) et justifier d'une expérience en milieu industriel où il aura acquis des connaissances particulières en automatismes, le rendant apte à être le véritable patron d'une équipe pluridisciplinaire de 56 personnes. La connaissance de l'allemand sera un atout majeur et l'anglais sera apprécié. La rémunération sur 13 mois sera fonction de l'expérience du candidat retenu - logement assuré. Ecrire à N. ELTCHANINOFF en précisant la référence A/1287M.



1, rue Dugueschin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



CROISÉES INTER
(Calvados)

Notre société, menuiserie industrielle en progression (300 personnes, C.A. : 200 MF, cash-flow : 10 %, produits « haut de gamme ») étoffe sa structure et veut notamment développer sa fonction

Contrôle de gestion

Si vous avez 25 à 35 ans, un diplôme d'enseignement supérieur (gestion), une expérience de quelques années acquise dans une fonction organisation comportant de solides connaissances en comptabilité analytique et en organisation informatique.

Nous vous offrons, au sein de notre direction administrative et dans un environnement informatique intégré (IBM 38), de PRENDRE EN CHARGE LE CONTROLE DE LA BASE DE DONNEES DE L'ENTREPRISE (prévisions de ventes, gammes de fabrication, gestion des stocks, prix de revient...) et d'ASSURER LA QUALITE ET LA COHERENCE DES INFORMATIONS NECESSAIRES A LA GESTION technique, commerciale et financière.

Rattaché au Directeur administratif, vous lui apporterez ponctuellement votre assistance dans les autres domaines : finances, gestion, informatique...

Le poste basé en Normandie est évolutif.

Adressez votre C.V., sous la réf. 4109, à notre Conseil



marie-alix bordes
Conseil en recrutement
6, rue Pierre-Sénard 75009 PARIS
qui vous assure une totale discrétion.

MEDIAPA

Analyste programmeur – Lyon

Pour intégrer une société d'assurance, nous recherchons un professionnel qui prendra la responsabilité, en toute autonomie de la bonne marche du système existant. Il participera ultérieurement à la mise en place d'un nouveau matériel.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés (DUT d'informatique ou équivalent) maîtrisant le COBOL, possédant une bonne connaissance du matériel BULL 61 DPS acquise au cours de 2 à 3 années d'expérience si possible dans une société d'assurance.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous réf. 466/3M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

GROUPE SLIGOS

DIVISION MOYENS DE PAIEMENT : DE L'INFORMATIQUE À LA MONÉTIQUE

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement (cartes magnétiques terminaux point de vente, autorisations en temps réels...) LE GROUPE SLIGOS importante Société de Services et de Conseil en Informatique (1900 personnes) recherche pour son Centre de VINEUIL :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Expérimenté, ayant sens et goût du contact prononcés et ayant déjà travaillé dans une SSCI, si possible sur applications télématiques.

INGÉNIEUR TÉLÉMATIQUE

5 ans d'expérience minimum,
- maîtrise des applications téléinformatiques (réseaux, protocoles, etc.),
- missions encadrement d'une équipe de développement,
- évaluation et suivi des besoins techniques en relation avec différents interlocuteurs (exploitation, système et clientèle),
- connaissances bancaires appréciées,
- aptitude aux dialogues.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Associé à différents ingénieurs et chef de projet, il devra s'intégrer à de jeunes équipes déjà en place et être à même de mener à leur terme les actions qui lui seront confiées dans la mise en place d'applications de traitement des transactions. Ce poste convient à un candidat âgé de 25 ans au moins, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, BTS ou équivalent) et possédant impérativement deux à trois années d'expérience professionnelle en analyse-programmation, acquise sur grands systèmes, en langage COBOL (et si possible Assembleur) dans un environnement temps réel. La connaissance des matériels IBM constituerait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. à M. CHAUVIN - **SLIGOS**
Zone Industrielle - 41350 VINEUIL

HAVAS CONTACT



STÉ AGRO ALIMENTAIRE MARSEILLE
recherche

L'Adjoint de son Chef Comptable. Une première expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou 2 à 4 années dans une entreprise industrielle complétée par une solide formation école supérieure de commerce + D.E.C.S. lui permettront :

– De maîtriser les tâches de la comptabilité générale ;
– De participer au schéma directeur informatique de la société.

La sélection des candidats aura lieu soit à Paris soit à notre siège en province.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo à EURO-SUD, 2, rue de Breteuil, 13001 Marseille n° 2 956.

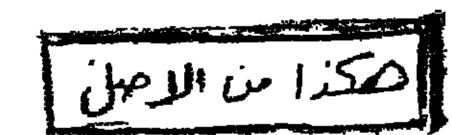
Banque Populaire

recherche pour son siège social

CHEF DE PROJET

– Rattaché à la Direction de Production, il aura la responsabilité de nouveaux projets, de la conception à leur mise en place dans le cadre d'un fort développement de la Banque. Homme de terrain, il saura faire preuve de qualités relationnelles.
– De formation supérieure, il possède une expérience de 3 ans minimum de la fonction. La connaissance du matériel Bull serait un atout supplémentaire.

Adresser c.v., photo et prétentions à Relations Humaines, Banque Populaire de Saône-et-Loire et de l'Ain, 106, rue du Kilomètre-400, 71010 MACON CEDEX.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Soyez bien !

Après l'implantation sur la Côte d'Azur à Valbonne-Sophia Antipolis du Centre de Télédiagnostic et de l'Activité Support Logiciel, participez maintenant à notre nouveau projet,
Le Centre Européen de Conception de Production de Terminaux.

INGENIEURS QUALITE
Réf. I1

Votre mission sera :
- Définir et mettre en œuvre au sein de la fonction Achats les programmes Qualité soit pour l'activité éléments plastiques et métalliques soit pour l'activité éléments électriques et électroniques.
- Négocier les contrats Qualité avec les fournisseurs.
- Evaluer les capacités d'assurance sur la qualité et la technicité des fournisseurs.
- Minimiser les coûts vis à vis de la qualité.
- Analyser les problèmes et administrer l'activité corrective.

Vous êtes Ingénieur Qualité.
Vous avez :
- 5 ans d'expérience en Conception/Production des terminaux ou activité similaire.
- Une pratique des techniques de mesure/test des équipements.
- De bonnes notions de Méthode de Qualité.
- Une expérience certaine des fournisseurs.

RESPONSABLE DES FONCTIONS SUPPORT DE FABRICATION
Réf. R2

Votre mission sera :
- Diriger les fonctions "Supports" dans les domaines suivants :
  - Support technique (engineering).
  - Assurance Qualité (Q.A.).
  - Maintenance des équipements (R/M).
  - Evaluation des composants électroniques.

Vous êtes Ingénieur Electronicien/Mécanicien.
Vous avez :
- 5/8 ans d'expérience technique de Production Electronique et/ou de Qualité.
- 2/3 ans d'expérience de Management d'une fonction technique.

COMPTABLE DE HAUT NIVEAU
Réf. C3

Votre mission sera :
- La comptabilité générale de l'Unité Conception et Production, comprenant :
  - Tenue, supervision de la comptabilité générale.
  - Préparation des bilans et comptes d'exploitation mensuels.
  - Gestion de la trésorerie et de la fiscalité.
  - Liaison avec les autres Services comptables de notre société.

Vous reporterez au Contrôleur Financier pour l'ensemble de vos fonctions.
Vous avez :
- Un DECS complet et une Maîtrise de Gestion Comptable/une Expertise Comptable en cours.
- Une expérience professionnelle d'au moins 6 ans (en cabinet d'Audit International, suivie de quelques années en milieu industriel).

INGENIEURS

SUPPORT DE FABRICATION
Réf. S4

Votre mission sera :
- Définir, mettre en œuvre et suivre les procédés de fabrication des terminaux, les programmes de Qualité et d'amélioration de Productivité.

Vous êtes Ingénieur-Electronicien de préférence.
Vous avez 5/8 ans d'expérience :
- De production d'ensembles électroniques (comprenant des procédés automatisés, des techniques de soudure, d'insertion).
- D'organisation d'ateliers et d'ordonnancement.
- Des programmes d'amélioration de la Qualité de la productivité.

EVALUATION DE COMPOSANTS
Réf. E5

Votre mission sera :
- Evaluer les caractéristiques électriques des composants, et les effets de leur environnement mécanique sur les dispositifs électroniques constituant les éléments de terminaux.

Vous êtes Ingénieur Electronicien.
Vous avez :
- 5 ans d'expérience de Laboratoire d'électronique et d'application.

QUALITE
Réf. Q6

Votre mission sera :
- Définir, suivre et assurer les programmes de Qualité relatifs à la fabrication de terminaux.

Vous êtes Ingénieur-Electronicien.
Vous avez :
- 5 ans d'expérience de composants, modules et ensembles électroniques.
- De solides connaissances et une bonne pratique de méthodes d'analyses-statistiques.

TESTS ELECTRONIQUES
Réf. T7

Votre mission sera :
- Développer et mettre en œuvre les programmes de tests des modules électroniques et/ou d'ensembles plus complexes.

Vous êtes Ingénieurs-Electroniciens.
Vous avez :
- 5 ans d'expérience de tests de composants électroniques.
- Une bonne pratique et une bonne connaissance d'équipements informatiques.

MAINTENANCE DE PRODUCTION
Réf. M8

Votre mission sera :
Mettre en place des équipements pour la fabrication des terminaux, et élaborer des programmes de maintenance active avec l'objectif d'améliorer la qualité des produits et de la productivité.

Vous êtes Ingénieur-Mécanicien/Electronicien. (Spécialités d'Automaticien souhaitables) :
Vous avez :
- 5 ans d'expérience de maintenance d'équipement automatique, électronique.
- Une bonne connaissance des exigences de la Production, d'organisation, d'implantation.

Vos aptitudes à communiquer, à travailler en groupes participatifs, à prendre des responsabilités nous intéressent.
Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Nous attendons votre correspondance (indiquez la référence du poste souhaité) à l'attention de la Division du Personnel DIGITAL EQUIPMENT Sophia Antipolis - BP 29-06561 VALBONNE Cedex.

Curriculum

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Ingénieurs de production, toujours mieux avec DOW

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie, 2ème U.S., 6ème mondiale.

Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, regroupe un centre de recherche appliquée à vocation européenne et plusieurs unités de fabrication de spécialités dérivées de la chimie.

Le développement de nos unités modernes de films plastiques nous permet de proposer plusieurs postes **d'Ingénieurs de Production.**

Vous êtes ingénieur de formation chimie ou mécanique et possédez, peut-être, une première expérience en extrusion de polymères. Bien sûr, votre anglais est opérationnel.

Après une période de formation à nos produits et procédés, vous participerez et contribuerez au sein d'une équipe jeune, à notre recherche permanente d'amélioration de nos procédés de fabrication et de la qualité de nos produits.

Le succès et le développement rapide de nos activités en Europe en particulier nous permet de vous proposer des évolutions de carrière intéressantes et variées tant en France qu'à l'étranger, si vous savez être performants et mobiles.

Envoyer lettre, CV et photo à :
Dow Chemical France, Département des Relations Humaines, BP 20, 67410 Drusenheim.

DOW*

* Marque déposée : The Dow Chemical Company

M

INDUSTRIE DU BOIS
EPERNAY (51 MARNE)

INGENIEUR CHEF DE FABRICATION

Notre unité industrielle autonome (110 Millions de C.A., 330 personnes) appartient à un groupe français de notoriété internationale, présentant les meilleures qualités de fiabilité économique, technique et humaine.

Pour réaliser nos projets de développement, nous recherchons un nouveau collaborateur, notre Chef de Fabrication.

Rattaché au Directeur de l'usine, il sera responsable de la gestion et de l'animation de notre outil de production.
Il veillera au respect des normes de qualité et des délais, tout en assurant le plein emploi des hommes et des équipements.

Diplômé d'une grande école (mécanique, bois ou équivalent) il assume depuis 5 ans la direction d'une unité de production d'environ 150 personnes, en constructions mécaniques ou dans l'industrie lourde...

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé manuscrit avec photo et salaire actuel sous réf. 5915 IM à notre Conseil.
17, rue Courmeaux-51054 REIMS CEDEX.
58, av. de Wagram 75017 PARIS.

CSNCR

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



emplois régionaux emplois régionaux

TRW Composants Electroniques S.A., division d'un important groupe multinational, est très orientée vers les techniques de pointe et plus précisément dans les composants et sous-ensembles électroniques.
Des ambitions importantes, mais réalistes, nous conduisent à rechercher plusieurs collaborateurs de haut niveau :

DIRECTEUR REGIONAL DU MARKETING
division optoélectronique

Son patron basé aux U.S.A., lui demande d'assurer le développement de notre activité de composants opto-électroniques, sur les marchés Sud-Europe. Il s'agit donc de :
— définir et mettre en oeuvre une stratégie produits — réaliser des études de marchés, d'établir les prévisions et réalisations de vente — assurer la promotion des produits — assister la force de vente — tenir les objectifs de prix et marges.

Ingénieur Electronicien ou Mécanicien, il a 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine engineering, ventes ou marketing, dans les composants optoélectroniques et dans leurs applications dans les marchés télécommunications, informatique et militaire. Basé en région parisienne, il se déplace souvent (en France, Italie, Espagne, U.S.A). Anglais courant par conséquent. (réf. DR2M)

INGENIEUR METHODES

Rattaché au Directeur de Production, nous lui confierons l'ensemble des responsabilités du Groupe méthodes pour :
— la mesure des temps et la définition des standards — assurer le transfert des nouveaux produits en production — standardiser et développer les procédures de fabrication — transférer la technologie des autres divisions et centres de recherche.

Dynamique, animateur, il dirige une équipe de bons professionnels avec laquelle il va tenir les objectifs fixés. Et il se trouve ainsi en première ligne pour la définition des grandes orientations de notre développement futur.
30/35 ans environ, une formation d'Ingénieur (AM, très apprécié), 5 ans au moins d'expérience en fabrication, industrialisation, méthodes dans une société électronique internationale : c'est incontestablement le profil requis pour cette *opportunité*.
Basée à Bordeaux, celle-ci implique toutefois des déplacements aux U.S.A. Là encore l'anglais sera donc indispensable. (ref. I2M)

Notre Groupe COMPOSANTS ELECTRONIQUES s'étoffe également et recherche des

INGENIEURS DE VENTE

Les marchés sur lesquels ils interviennent sont tout aussi vastes que passionnants : informatique, télécommunications et militaire.
En fins stratèges, ils assurent les prévisions et réalisations de vente auprès des clients dont ils sont les interlocuteurs privilégiés.
De formation Ingénieur Electronicien, ils auront eu une expérience professionnelle significative dans une fonction similaire.
Basés en région parisienne, se déplaçant en Europe et aux U.S.A., ils maîtrisent bien l'anglais. S'ils connaissaient en outre l'italien et/ou l'espagnol ils auraient un atout supplémentaire. (réf. IVM)



Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante à Maryse BARONNET - TRW Composants Electroniques S.A., Avenue de la Jallère - 33300 BORDEAUX LAC.

CELA VOUS DIRAIT D'ENTRER CHEZ UN LEADER ?.. ET DE LE DEVENIR !

DESSEIN

Responsable de l'organisation Crédit Agricole

H/F — ROUEN

Dans le cadre d'une nouvelle politique d'organisation, il conduira toutes études et réalisera les actions d'organisation qui en découlent.
Diplômé de l'enseignement supérieur, il possèdera une expérience réussie de plusieurs années en organisation et/ou en audit, dans le secteur tertiaire.
Rigoureux, créatif, il possèdera de réelles qualités d'analyse et de synthèse et de très bonnes facultés de dialogue.

Merci d'envoyer lettre mansucrite, C.V., photo et prétentions au Service des Ressources Humaines

Organisation et Publicité



CRCAM DE LA HAUTE-NORMANDIE
B.P. 3027 - 76041 ROUEN Cedex

Pour société négoce de produits techniques

RESPONSABLE ADMINISTRATION GESTION

Paris (banlieue Est)
180 000 F/an
+ chargé de l'administration commerciale, gestion financière, budgets et analyse des résultats. Formation en gestion + expérience du secteur industriel indispensables.
Adresser sous référence 8440 + photo à FORMATEC
54, av. F.-Faure, 69003 LYON.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCES MALADIE DE NORMANDIE
Service prévention des accidents du travail
recrute :

1 INGÉNIEUR CONSEIL

Critères administratifs obligatoires :
- Nationalité française.
- Diplôme d'ingénieur reconnu par l'Etat.
- Expérience industrielle minimale de 5 ans dans un poste d'ingénieur.
- Permis de conduire.
- Voiture personnelle.
- Expérience de souhaitée en automatisme industriel.
- Connaissances des systèmes de production automatisés appréciées.
- Résidence à CAEN.

Salaire min. 201.600 F
Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé avec photo devront être adressées avant le 10 octobre 1984 à Monsieur le Directeur de la Caisse Régionale d'Assurances maladie de Normandie.
B.P. 2022 X, 76028 ROUEN CEDEX.

Organisme de formation foyer de jeunes travailleurs recrute

UN FORMATEUR-ANIMATEUR (H./F.)

Profil :
- Niveau BAC + 3 ;
- Expér. ou formation de le domaine de l'animation plus expérience professionnelle 5 ans recommandée ;
- Connaissance des DOM-TOM souhaitée.

Adr. c.v. + lettre manuscrite et prétent. à Monsieur le Directeur du Centre l'A.N.T.
Domaine des Peschottes
SIMANDRES 69360
SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON.

UN DE NOS CLIENTS

situé dans la région de Fos et membre d'une compagnie mondiale spécialisée dans le contrôle de quantité et qualité des produits pétroliers et produits pétrochimiques.

RECHERCHE POUR SON BUREAU

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

AGÉ DE 35 ANS ENVIRON, QUI SERA RESPONSABLE DE LA DIRECTION DU DÉPARTEMENT CONTROLE DE QUALITÉ ET QUANTITÉ. CE CONTROLE DE QUALITÉ A LIEU AU SEIN D'UN LABORATOIRE MODERNE.

Nous souhaiterions un ingénieur qualifié ayant au moins 3 à 5 années d'expérience dans l'industrie pétrolière. Etant donné les nombreux contacts internationaux, une maîtrise de la langue anglaise — parlée ainsi qu'écrite — s'avère indispensable.

Une réponse man., avec c.v., accompagnée d'une photo d'identité récente est à adresser s/n° 8.426 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Recherche pour renforcer son équipe en CONCENTRATION-SECHAGE

Ingénieur Technico-commercial

Formation grandes écoles
Homme de contact ayant l'expérience de la négociation d'installations complètes importantes, trois ans d'expérience minimum souhaités en conception, calculs et vente d'installations thermiques, si possible en concentration et/ou séchage.
Anglais courant indispensable.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé à Société A.P.V., B.P. 684 - 27006 EVREUX Cédex.

pmp

OFFRES D'EMPLOIS

les Pavillons de l'Atlantique

Nantes

Dans le cadre de son développement (25 % de progression en 1983), notre Société recherche deux cadres de haut niveau pour renforcer l'équipe en place :

Un contrôleur financier (350/400 000 F)

Dépendant directement du Président Directeur Général de l'entreprise, il en sera le conseiller financier et en recevra une délégation totale dans le cadre de ses attributions.

Responsable de l'ensemble des services comptables, il sera chargé plus particulièrement des problèmes de consolidation et de trésorerie.

Agé de 35-45 ans, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC et niveau correspondant) et/ou diplômé d'expertise comptable, il aura acquis une expérience identique au sein d'une entreprise (bâtiment souhaité). (Réf. 939)

Un responsable «communication-publicité» (200/240 000 F)

Dépendant du Directeur de la société commerciale qu'il devra décharger de tous les problèmes de publicité-communication, il aura pour mission :
- de développer l'image de marque de l'entreprise,
- d'améliorer le rendement publicitaire qualitatif et quantitatif auprès de la clientèle,
- d'exploiter les résultats des campagnes et d'assurer le suivi du budget.

Imaginatif mais rigoureux, le candidat, autour de la trentaine, sera de formation commerciale supérieure (ou équivalente) et possédera une expérience identique ou proche d'au minimum 5 ans, si possible dans l'immobilier. (Réf. 938)

* * *

Merci d'écrire sous la référence choisie (939 et 938) en joignant C.V. + photo + prétentions à Guy Bodeven - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA PA

---

ingénieur en organisation

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TRES GRANDE NOTORIETE tant au niveau National qu'International (C.A. SUPERIEUR à 3 MILLIARDS, 7 usines en France, 4000 personnes), recherche un INGENIEUR EN ORGANISATION.

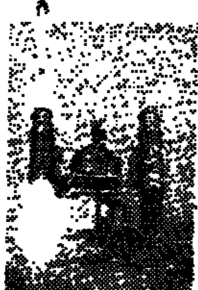
Inséré dans une équipe ORGANISATION, rattachée à la Direction Générale, il se verra confier d'emblée la responsabilité de la mise en place d'un suivi de production dans différentes unités industrielles du groupe. A la fois concepteur, conseiller et réalisateur, il travaillera en liaison étroite avec les Responsables Opérationnels des usines concernées.

Ce poste d'ORGANISATEUR OPERATIONNEL, impliquant curiosité d'esprit, méthode, qualité de contact et sens de la persuasion, conviendrait à un INGENIEUR GRANDE ECOLE : MINES, CENTRALE, A & M, ENSI... possédant une expérience d'au moins 2 à 3 ans acquise en Production, (soit en entreprise ; soit dans un cabinet conseil). Il pourra évoluer ultérieurement vers des postes faisant appel à la Gestion de Production Assistée par Ordinateur, la Qualitique, l'Analyse de la Valeur ou l'Engineering Technique. Mobilité et disponibilité nécessaires.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2906 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



OBJECTIF RÉUSSITE
Responsable Logistique

Vous avez acquis une compétence dans la pratique d'un des domaines : Systèmes, Missiles, Radars, Optronique, Transmission de données, Calculateurs, Automatismes, Logiciels. Les mots QUALITÉ - DISPONIBILITÉ - EFFICACITÉ ont une résonance pour vous. Et votre présence est reconnue et appréciée.

Vous êtes prêt à devenir le garant d'un nouveau concept de LOGISTIQUE.

La DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES de THOMSON-CSF, l'un des leaders mondiaux des systèmes de défense, affirme son expansion et concrétise ses marchés. Faites vivre la performance.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. OBJ/4 M au Service des Relations du Travail - THOMSON-CSF - 1, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.

HAVAS CONTACT

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES



DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

SOCIETE SPECIALISEE DANS L'EXPORTATION DE MATERIELS INDUSTRIELS SOPHISTIQUES en forte expansion : l'effectif a doublé en 3 ans (250 personnes, pour l'essentiel cadres et techniciens) recherche un

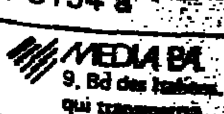
COLLABORATEUR JURIDIQUE
Droit Commercial et Droit Public

Pour seconder le Directeur du département opérations dans la mise au point et la coordination des multiples textes contractuels liés à chaque exportation. Expérience préalable de plusieurs années dans un poste similaire.

Anglais nécessaire. Le poste est situé à SAINT-CLOUD.

Envoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité et prétentions sous référence 9087 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne — 75008 PARIS — qui transmettra





هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Unité industrielle 600 personnes : Châlon-s/Saône

JEUNE CADRE DE GESTION

Cette Société (4 000 personnes, 2 milliards de C.A., 6 usines), filiale d'un des premiers groupes industriels français largement diversifié, obtient, pour partie, ses excellents résultats grâce à la qualité de sa gestion industrielle. Dans chaque usine, un service prend en charge : les comptabilités (analytique industrielle principalement), la gestion budgétaire et son contrôle, la fiscalité locale, les stocks, les achats, la paie, les services généraux et l'informatique. Par ailleurs, il intervient comme conseil auprès du Directeur d'usine pour tout ce qui relève de l'organisation au sens large du terme.

Désirant renforcer le potentiel humain de sa filière «gestion», l'Entreprise crée un poste de Cadre de Gestion. Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'ESC (option finances/comptabilité ou équivalent), titulaire si possible du D.E.C.S. Sa première expérience industrielle (3 ans environ) lui a permis de concrétiser avec succès ses connaissances. Il maîtrise les procédures informatisées.

En poste à l'usine de Châlon-s/Saône durant 12/18 mois où il se familiarisera avec les techniques mises en œuvre par la société, il prendra ensuite un poste de chef de service dans une des unités de la Société ou du Groupe. La mobilité géographique est donc indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4212 AN, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

MEMBRE DE SYNTEC

ROCKWOOL - ISOLATION S.A.

deuxième fabricant européen de matériaux d'isolation thermique recherche

1 ADJOINT LOGISTIQUE COMMERCIALE

En collaboration avec le Chef du Département Service et Information, il sera chargé plus particulièrement de la gestion du portefeuille de commandes, de la tenue des tableaux de bord et du suivi des expéditions des différentes usines.

1 CHARGE D'ETUDES MARKETING

Dans le cadre de la Direction Marketing, il prendra en charge la mise en place des outils de contrôle et de suivi des prix de vente ainsi que leur analyse. Il sera responsable de la formation des vendeurs au «pricing» et des préconisations pour des plans d'actions et des stratégies en matière de prix.

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés(es) de l'enseignement supérieur (ingénieurs, E.S.C., Maîtrise sciences éco, etc...) désireux d'acquérir une première expérience de gestion commerciale avant d'évoluer vers des postes à responsabilités.

Envoyez CV+lettre manuscrite photo à
ROCKWOOL - ISOLATION S.A. - Monsieur Hervé TOURETTE
48/50 rue Albert - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

TRES IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES
recherche pour sa direction comptabilité générale

JEUNE DIPLOMÉ HEC-ESSEC SUP DE CO PARIS

Il aura éventuellement une première expérience de l'entreprise.

Ce poste qui nécessite le goût de la comptabilité, de l'organisation et des liaisons avec l'informatique, présente des perspectives d'évolution.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions (sous réf. J.D.) à N. 3746
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

emplois régionaux

Analyste financier

Groupe bancaire régional recherche analyste financier.

Mission :

- Conseiller des gestionnaires de fonds communs de placement axés vers des investissements en action financière ainsi que des gérants de portefeuilles privés de valeur mobilière.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence 3154 à



(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

JEUNE SSII EN EXPANSION recherche

SON INGÉNIEUR COMMERCIAL

confirmé, pour prendre la responsabilité de la Vente des Services
Expér. indisp. dans ce domaine
Lieu de travail Paris-19e
Adr. C.V. et prétentions à :
Madame GORDACH, 68, Cours de Vincennes, 75012 PARIS qui tr.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

pour assurer des développem. :
- CAO ;
- LOGICIEL DE BASE ;
- LOGICIEL D'APPLICATION ;
- TRANSMISSION.
- Connaissances MOTOROLA 68.000.

Ecrire ou téléphoner au :
78-80, avenue Gallieni
tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
Téléphone : 360-13-54/55.

Société de transports et transit maritimes recherche

STÉNODACTYLO-TÉLEXISTE

Libre de suite. Se présenter avec références TRANSAFRIC, 128, rue de Rivoli, Paris-1er.

Pour constructeur informatique

TECHNICIENS

ÉLECTRONICIENS exp. sod-gén. S.A.V. R.-VS 748-74-82.

Micro-informatique, Paris – Filiale d'un groupe financier important, notre société est la holding d'un réseau de distribution de micro-informatique professionnelle d'ores et déjà leader sur le marché parisien, en pleine expansion sur la province. Notre directeur général adjoint, chargé de la fonction administrative et financière, recherche pour le seconder un

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez complété votre formation en comptabilité avec l'obtention du DECS et vous parlez anglais. Vous avez une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, acquise en cabinet d'audit puis, en tant que contrôleur de gestion d'une entreprise, de préférence dans le domaine de la distribution. Vous souhaitez continuer dans cette voie pendant quelques années avant d'évoluer vers d'autres responsabilités. Vous êtes à même d'assurer la mise en place de procédures permettant de contrôler la gestion des filiales, de suivre leur activité commerciale, de déterminer la rentabilité des produits. Vous serez chargé de l'élaboration des budgets pour l'ensemble du réseau, de son suivi et de l'analyse des écarts. Vous superviserez la fonction financière des filiales et devrez établir les prévisions globales en matière de trésorerie. Vous serez amené également à remplir des missions de conseil et d'assistance auprès des responsables administratifs et financiers de ces filiales. Vos compétences techniques, votre rigueur et votre dynamisme, alliés à de réelles qualités de contact, seront les atouts de votre réussite dans cette fonction.

Ecrire à Josyane Muller sous réf. 7824 M

Notre groupe (660 personnes, 300 M. de CA.) – siège social à Paris et filiale d'une compagnie industrielle suisse dont la surface financière est importante – développe ses activités vers la fabrication, la vente et la mise en œuvre de produits destinés au bâtiment et à l'industrie. Nous désirons donner aux équipes comptables de nos sociétés leur

CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

Vous êtes diplômé E.S.C. avec une expérience approfondie de 8 à 10 ans des pratiques comptables et financières acquises de préférence au sein de sociétés décentralisées. Dépendant du secrétaire général, vous aurez à animer et contrôler une quinzaine de personnes réparties dans les diverses sociétés du groupe (commerciale et de travaux, de production, filiales en France et à l'étranger) assurant les comptabilités générale et analytique. Responsable de la fiabilité des documents émis, vous en assurerez le reporting à la maison-mère trimestriellement selon les règles et procédures suisses. Vous serez l'interlocuteur privilégié du directeur financier de la maison-mère. Vous gérerez la trésorerie en maintenant les relations avec les banques. Vous aurez en charge les budgets et la production des documents de gestion. La connaissance de la langue anglaise et/ou allemande et la pratique de l'outil informatique constitueraient un plus. De brefs déplacements en France ou à l'étranger sont à prévoir.

Ecrire à Pierre Lemahieu sous réf. 4821 M

Nous sommes un important laboratoire privé d'essais d'environnement (mise au point, qualification, réception) destinés aux secteurs : aéronautique, armement, nucléaire, transports... Nos moyens d'essais sont parmi les plus sophistiqués. Compte tenu de l'évolution de nos structures, nous recherchons notre

CHEF SERVICE ÉTUDES ET RÉALISATIONS MÉCANIQUES

Vous êtes ingénieur diplômé (AM ou équivalent...) et vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans un poste d'études ou de méthodes liées à la fabrication de prototypes. Vous avez de bonnes connaissances en hydraulique – asservissements électro-hydrauliques, réalisation de pièces en alliage léger – et un esprit ouvert à la dynamique des structures. Sous l'autorité du chef du département études et ingénierie, vous serez responsable d'une équipe d'une douzaine de personnes très qualifiées dont vous assurerez l'animation. Votre mission consistera à étudier et réaliser des outillages spécifiques pour la réalisation des essais et à participer aux études et réalisations d'ingénierie en liaison avec les ingénieurs d'affaires. Vous aurez le souci d'une gestion basée sur le respect des coûts et des délais. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5822 M

Proximité Rouen – Nous sommes une société de négoce et de transformation de matériaux bâtiment (150 M. de C.A.), filiale d'un important groupe français. Notre direction générale recherche pour son siège un(e)

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) et vous avez complété votre formation comptable (niveau DECS). Vous avez, après une dizaine d'années de vie professionnelle, acquis des expériences suffisamment polyvalentes, dans les domaines comptables, administratifs et financiers, pour vous permettre aujourd'hui d'assurer, auprès d'une direction générale, une fonction de généraliste pour l'ensemble des problèmes de gestion. Sous l'autorité du directeur général, vous serez bien sûr responsable du service comptable et financier (15 personnes), comptabilités générale et analytique, trésorerie, fiscalité et de la fiabilité des documents émis et des informations fournies au groupe. Vous devez en plus assister le directeur général pour tout problème de gestion (budgets, plans, suivi des investissements, gestion du personnel...)

Ecrire à Pierre Lemahieu sous réf. 4823 M

Proche région lyonnaise (100 km). Nous sommes une importante société industrielle de notoriété mondiale spécialisée dans la fabrication de matériels complexes (machines spéciales), ce qui implique – conception, études, usinage, montage, qualité et fiabilité –. Nous commercialisons nos produits dans le monde entier ; d'une position de leader, nous devons faire face aujourd'hui à la concurrence internationale et pour ce faire nous développons de nouvelles conceptions de matériels devant nous permettre de reconquérir une place de tout premier plan. Pour atteindre cet objectif ambitieux mais vital, notre direction générale recherche, pour enrichir les équipes en place, des cadres de valeur prêts à tenter un pari industriel en tant que

CHEF DU SERVICE MÉTHODES

Vous avez une formation d'ingénieur (AM ou équivalent) et une dizaine d'années d'expériences professionnelles acquises dans le domaine des méthodes au sein d'industries mécaniques concevant et fabriquant des machines-outils ou des machines spéciales. Vous êtes à même aujourd'hui de diriger l'ensemble de la fonction méthodes d'une entreprise industrielle moyenne. Vous serez responsable dans un premier temps, sous l'autorité du directeur de production, des fonctions "méthodes techniques" tournées vers les études d'industrialisation et "gammes d'outillage", ce qui implique : étude des temps, définition des modes opératoires, analyse de la valeur, recherche de productivité et de réduction des coûts. Vous devrez, par vos qualités relationnelles, travailler en équipe avec les études et les ateliers de fabrication et vous imposer progressivement en élargissant votre champ d'action sur l'ensemble de la fonction méthodes (programmes d'investissements, installations...).

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5828 M

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN B.E.

Vous avez une formation d'ingénieur électronicien et une première expérience professionnelle de deux à trois ans... ou une formation BTS/DUT en électronique et cinq à sept ans d'expérience. Vous avez acquis dans un service études soit de construction de machines électromécaniques, soit de fabrication de machines spéciales, une bonne connaissance de l'électronique appliquée (commande et puissance) nécessitant l'utilisation d'automates programmables et de microprocesseurs. Au sein de la direction technique et sous l'autorité du responsable des études, vous prendrez en charge la cellule (5/6 personnes) "études électriques et électroniques" que vous animerez. Vous devrez être à même de donner les orientations techniques dans le domaine électronique (du cahier des charges aux essais et mises au point). En plus de vos qualités techniques, vous possédez une forte créativité vous permettant d'améliorer l'existant et de concevoir de nouveaux systèmes.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5829 M

RESPONSABLE TECHNIQUE ACHATS

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école (A.M., ENSI...) et vous avez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans l'industrie mécanique. Vous souhaitez élargir votre vision de l'entreprise et évoluer vers la fonction "achats". Vous créerez au sein de la direction de production une section technique "achats" de sous-traitance (3/4 personnes) : en usinage et en tôlerie (traditionnel, commande numérique), petites et moyennes séries. Votre mission consistera à consulter, tester et choisir les sous-traitants en fonction des exigences du cahier des charges et en tenant compte des coûts, des délais et de la qualité. Vous devrez ensuite assurer la fonction d'acheteur et donc négocier (une formation spécifique pourra vous être assurée). Vous serez ensuite responsable du suivi des contrats : respect des délais, litiges... Vous travaillerez en étroite relation avec les études, les méthodes et le service qualité (qui assurera la réception des pièces). Vous trouverez à court terme de réelles possibilités d'évolution.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5830 M

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET DE LA GESTION DU PERSONNEL

Vous avez une formation supérieure – Droit, Sciences Eco, AES... – et une première expérience de 2 ans dans une grande entreprise au sein de la fonction "personnel". Vous avez surtout vécu les problèmes du terrain, au contact du personnel d'usine... et perfectionné vos connaissances en législation et droit du travail. Vous prendrez en charge, sous l'autorité du responsable des services administratifs et financiers, l'administration et la gestion du personnel (plus de 500 personnes) et vous animerez une quinzaine de personnes. Vos tâches couvriront toute la partie administrative de la gestion du personnel : dossiers du personnel, préparation de la paye, procédures administratives, formation, mutations... Vous serez amené progressivement à préparer les dossiers des réunions avec les partenaires sociaux, à y assister, puis éventuellement à les assurer. Vous trouverez, dans cette mission, une excellente école de formation qui devrait vous conduire à moyen terme à une véritable responsabilité de chef de personnel.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5831 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Sérifo en précisant la référence ; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SÉRIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

Plein Champs

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur d'industrialisation de produits électroniques HF

Une opportunité d'évolutions pour un ingénieur expérimenté

Ingénieur électronicien de formation, vous avez quelques années d'expérience dans une activité Méthode-Industrialisation ou production de produits électroniques de grande série.

En liaison directe avec le responsable de l'industrialisation électronique, vous organiserez et dirigerez une équipe composée de plusieurs techniciens et ingénieurs. A ce titre, vous serez responsable de la définition des produits industriels en collaboration avec les services Étude et Qualité, ainsi que de la coordination des activités Méthodes - Bureau d'Études - Qualité et fiabilité. Vous devrez également définir et mettre en place les moyens de fabrication et de test.

Les connaissances du micro-processeur et de ses applications, de la technologie hybride des langages Basic et Pascal, et de l'anglais seraient très appréciées.

Votre sens de l'initiative et des contacts vous permettra de réussir au sein d'une unité bénéficiant du dynamisme technologique du groupe MATRA et d'évoluer à terme vers de plus larges responsabilités dans l'entreprise.

Pour ce poste basé dans l'Ouest de la France, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel de SOLEX, 19 rue Lavoisier 92000 Nanterre.





1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes — C.A. 9 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS
généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Audit Opérationnel
Valeo Direction Audit Interne (Paris 17e)

Vous avez une PREMIERE EXPERIENCE industrielle et si possible une formation complémentaire en gestion type IAE, CESMA, . . . Au sein de cette Direction Centrale, vous serez chargé de missions variées d'audit dans les différentes fonctions de l'entreprise et pour l'ensemble de nos branches d'activités. Déplacement de courte durée en France principalement. Connaissance de l'espagnol souhaitée. 55084/1/M

Ingénieur Gestion et Plan
Valeo Thermique (La Verrière — 78)

Vous avez une formation complémentaire en gestion (IAE, CESMA, IEFSI . . .) et une PREMIERE EXPERIENCE en gestion et finances. Nous vous proposons d'assurer la responsabilité de l'animation du contrôle de gestion et du plan stratégique pour la Branche Thermique implantée dans 6 pays complétée par des analyses financières et comptables. Connaissances en anglais ou espagnol souhaitées. 55084/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à :
Valeo Service Recrutement I & C — 43, rue Bayen — 75017 PARIS

Un important groupe diversifié *(C.A. : près de 15 Milliards de Francs) cherche pour sa filiale spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics à l'étranger*

UN JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

La mission : *dans le cadre de la gestion de la trésorerie internationale, le titulaire du poste sera plus particulièrement chargé d'assister le Directeur Financier dans les domaines suivants :*

- *perfectionner les* ***méthodes de gestion*** *(gestion du risque de change, politique des placements et des emprunts) ;*
- *gérer le* ***suivi de la trésorerie*** *des implantations à l'étranger en collaboration avec le trésorier ;*
- *mettre sur pied* ***un système de mesure de performance.***

Son profil : *le candidat recherché devra être de formation* ***HEC, ESSEC ou ESCP*** *ou bien diplômé d'une grande école d'ingénieurs avec formation complémentaire en gestion.*

La mission nécessitant de bonnes connaissances en comptabilité et/ou en trésorerie, une première expérience dans un ***Cabinet d'Audit*** *ou dans le* ***département trésorerie d'une Banque*** *est très vivement souhaitée.*

De réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe (filiales françaises et étrangères) peuvent s'offrir pour candidat dynamique et performant.

Lieu de travail : *proche banlieue parisienne.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. complet, photo et prétentions sous n° 45959 HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

HAVAS CONTACT

Nous sommes une société américaine, LEADER MONDIAL dans le domaine de **l'ASSERVISSEMENT et des EQUIPEMENTS ELECTRO HYDRAULIQUES.**
Nos réalisations, couvrant une large gamme d'applications industrielles, aéronautiques et militaires, nous valent une progression de 25% par an. Notre filiale française recherche un

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT MATERIEL ET LOGICIEL

Diplômé d'une Grande Ecole (Centrale, Supelec, Supaéro) vous êtes, débutant ou presque, passionné par les systèmes sophistiqués. Votre mission consistera, à partir de l'étude des besoins de nos clients ou des autres filiales du Groupe, à :

- élaborer des spécifications relatives au matériel, au logiciel, et à leur intégration
- superviser et contrôler la réalisation du matériel
- développer le logiciel
- rédiger la documentation technique
- mettre en route et suivre l'après-vente de ces réalisations.

Parallèlement à cette mission de concepteur et réalisateur d'applications originales, vous seront confiées des missions d'études et recherches dans des domaines variés.
Vos compétences, votre savoir-faire, votre réussite vous ouvriront à terme des possibilités d'évolution au sein de notre Société ou de la Division Internationale du Groupe.

Adresser lettre mansucrite, CV et prétentions sous référence 962 M à ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI



4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Diriger une usine décentralisée
référence NQ 159 AM

UN DES GRANDS EUROPÉENS DANS L'EXTRUSION DE MATIÈRES PLASTIQUES POUR L'EMBALLAGE ALIMENTAIRE recherche le Directeur d'une de ses usines.

Il s'agit d'une usine moderne et automatisée, comprenant plusieurs lignes d'extrusion. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant de solides connaissances en mécanique et en automatisme, disposant d'une expérience industrielle au minimum de 5 ans impliquant direction d'un service de fabrication ou d'entretien. La connaissance de la transformation des matières plastiques serait un atout ou, plus généralement, l'habitude d'utiliser des machines automatisées fonctionnant en continu.
Une bonne ouverture aux technologies nouvelles, la capacité de motiver le personnel, de solides qualités d'organisateur et de gestionnaire sont indispensables pour diriger et faire évoluer une usine autonome et décentralisée.
La réussite dans ce poste ouvre de réelles perspectives dans le Groupe.

Poste : 80 km de Paris.
Rémunération attractive en fonction de la valeur du candidat.

Un projet ambitieux
référence FN 152 AM

Innover dans les conditions de travail
Améliorer la productivité
Développer le dialogue social

Tels sont les trois volets de la mission que nous vous proposons.

Nous sommes une Entreprise de 1300 personnes et nous faisons partie d'un groupe leader comprenant plus de 30 filiales.
Notre personnel travaille en continu et nous avons le souci permanent de trouver des systèmes qui améliorent à la fois leurs conditions de travail et la productivité de l'entreprise.
Nous recherchons un Responsable capable de mener un projet impliquant :

- l'étude de nouvelles formes d'organisation,
- leur discussion avec le personel, ses représentants, la hiérarchie et les services de l'entreprise,
- le pilotage de la mise en oeuvre des résolutions adoptées après négociation.

Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure (ingénieur, ESC, école de gestion...) ayant environ 5 ans d'expérience impliquant soit animation de personnel ouvrier, soit négociations sociales, témoignant de qualités d'imagination, d'organisation et de dialogue. La réussite dans cette mission permettra l'évolution vers des fonctions de direction dans la société ou dans le groupe.
Poste : ville nord de la France.

Ingénieur constructions navales
référence LT 157 AM

PUISSANT ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT recherche, dans le cadre du développement d'un centre spécialisé dans la discrétion acoustique des navires, un **Ingénieur** chargé de définir et mettre en oeuvre, en matière d'architecture navale et d'équipements de bord, les actions visant à améliorer les caractéristiques vibratoires et acoustiques des bâtiments.

Il effectuera ces travaux en liaison avec les bureaux d'études et les chantiers de constructions navales de la Marine Nationale.
Ce poste sera confié à un ingénieur ENSTA, ENSM... avec spécialisation constructions navales ainsi que de bonnes bases en dynamique des structures et hydrodynamique.
Une expérience dans un chantier naval serait fortement appréciée. Le dynamisme et les capacités relationnelles seront des critères de choix importants.
Poste : Côte d'Azur.

Jeune ingénieur mécanicien service technique puis fabrication
référence MU 158 CM

PMI spécialisée dans la fabrication de câbles spéciaux destinés à des industries variées (téléphonie, électronique, électroménager...) recherche **un jeune Ingénieur diplômé** (ENSM, ENI, ECAM, ICAM, CESTI...).

Dans un premier temps (2 ans minimum), il aura la responsabilité des services :

- mise au point, maintenance du parc machines,
- laboratoire d'essai matière et de contrôle de produits finis.

Au-delà, il devra être capable d'assurer l'organisation et l'animation de la fabrication (30 personnes).
Ce poste sera confié à un ingénieur sensibilisé (par des stages ou une première expérience) aux problèmes de production, qui pourra faire la preuve de sa motivation pour la vie d'usine et de ses capacités d'imagination pour participer à l'évolution du processus industriel.
Lieu de travail : ville bord de mer Carentan (Manche).

ESC et/ou DECS débutant
référence HP 154 AM

Débuter dans le contrôle comptable, évoluer vers le contrôle général, le conseil et la gestion.

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER, ayant plus de 20 filiales en France, rattachée à un important groupe, recherche un Cadre diplômé débutant.

Au sein d'une équipe d'auditeurs, il sera, dans un premier temps, chargé du contrôle comptable de filiales.
Puis il évoluera vers l'audit général (comptable, fiscal, juridique, administratif) et aura un rôle de conseil.
Ultérieurement, il pourra assumer des responsabilités opérationnelles au sein d'une filiale.
Poste formateur pour un candidat ayant de solides qualités d'analyse et excellentes capacités relationnelles.
Poste à Paris.

Membre de Syntec.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur technico-commercial export
Adjoint au directeur commercial

Prendre en charge le développement des ventes sur le marché européen de produits techniques destinés à des applications extrêmement diversifiées. Prospecter et visiter la clientèle existante en liaison avec les agents et distributeurs localement établis.

Contribuer au développement d'une technologie de pointe par l'apport de solutions originales et adaptées aux besoins de la clientèle.
Telles sont les principales missions que vous propose d'assumer cette société figurant parmi les leaders dans son domaine.

Au-delà de votre formation initiale importent votre personnalité et votre tempérament qui vous ont déjà déterminé à entreprendre votre carrière dans la vente de produits industriels à l'export selon une démarche analogue.
Vous avez 28 ans minimum, parlez couramment allemand et anglais.
Le poste est basé à Paris 8e.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous référence M 544 B, à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

هكذا من الاصل

4, rue Massenet 75116 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Débuter au sein d'une direction du personnel dynamique
référence JR 155 AM

BOUSSOIS **3000 personnes, CA supérieur à 1,6 milliard, rattachée à PITTSBURG PLATE GLASS, un des premiers groupes mondiaux dans la production du verre plat,** offre à un jeune Cadre la possibilité d'acquérir une solide formation et d'évoluer au sein de sa Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales.

Il s'intégrera à une équipe soudée et collaborera à l'ensemble de ses activités tout en étant, au départ, particulièrement orienté vers :
- l'élaboration d'un tableau de bord consolidé et informatisé,
- la formation du personnel du siège,
- l'information et la communication dans l'entreprise,
- des études ponctuelles concernant des problèmes très variés.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, fortement motivé par les relations humaines, ayant des notions en informatique et le goût de les développer, témoignant de dynamisme et d'un sens marqué du travail en équipe.

Poste à Paris.

Chef des services techniques
référence BL 150 CM

SOCIÉTÉ FILIALE DE LA CGE, ville sud-ouest, recherche, pour une de ses usines (350 personnes) réalisant des produits destinés à l'industrie électronique et électrique, un **Chef des Services Techniques.**

Rattaché au Directeur de l'usine, il sera chargé :
- des méthodes (organisation des postes, automatisation...),
- de l'industrialisation des nouveaux produits,
- de la recherche et de l'implantation des nouveaux équipements,
- des travaux neufs et des implantations,
- de la supervision de la maintenance.

Poste nécessitant des qualités d'homme de progrès et d'organisation, qui conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente, ayant 5 à 10 ans d'expérience méthodes acquise dans une société performante réalisant des productions de série et capable d'étudier et de réaliser un important programme d'investissements.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

Jeune planning manager
référence KS 156 AM

UN GROUPE DU SECTEUR ÉLECTRONIQUE, un des premiers mondiaux, offre, au sein d'une unité récente en fort développement, un poste important et évolutif de **jeune Planning Manager.**

Sa mission :
- créer et animer la planification de la production pour l'assemblage et le test de circuits intégrés.

Dans cette perspective, il devra être capable :
- de consolider les plans détaillés des besoins de la Division,
- de coordonner les plans de production des différentes usines et de la sous-traitance,
- d'organiser et animer l'ordonnancement d'une nouvelle usine en expansion, de définir et mettre en place l'outil informatique et de former les utilisateurs.

Son profil :
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans des fonctions de gestion de production industrielle (fabrications de grande série) impliquant une planification complexe.
De solides capacités de synthèse, de réelles aptitudes à la communication et une grande autorité naturelle sont indispensables.
Connaissances de l'anglais nécessaire.
Poste : ville sud-est.

Ingénieur débutant pour accession rapide à poste opérationnel
référence GD 153 AM

UN GROUPE FRANÇAIS LEADER, 12 000 personnes, constitué par plusieurs centres de profits gérés de manière autonome et décentralisée et mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre de réelles possibilités de carrière à un **Ingénieur débutant.**

Il sera solidement formé dans une des unités en assumant des responsabilités concrètes d'études et suivi de projets lui permettant de bien connaître les divers aspects de l'entreprise. Puis il évoluera soit dans la même unité, soit dans le Groupe. Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste (Mines, AM, IDN...) ayant de bonnes notions d'électronique et d'informatique, témoignant de dynamisme, d'esprit d'initiative et de solides capacités relationnelles.

Premier poste à Lille.

Attaché au secrétariat général droit privé + D.C.J.E.
référence EM 151 AM

COMPAGNIE FRANÇAISE, 960 millions de CA, 2 300 personnes, leader en France sur son marché, offre une carrière à un jeune Diplômé en droit privé.

Il sera affecté au Secrétariat Général, véritable plaque tournante pour tous les problèmes, juridiques et administratifs, la gestion sociale, la gestion du patrimoine... Son rôle consistera en l'étude et la préparation de dossiers dans ses différents domaines (en particulier : droit des sociétés et droit social).
Une première expérience professionnelle (2 à 3 ans) est vivement souhaitée mais les candidatures de débutants seront également examinées.

Poste à Paris.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Conseiller et Agir

Au cœur de l'action dynamique d'un Groupe puissant CAP GEMINI SOGETI, leader Européen des Sociétés de prestations intellectuelles en informatique et première SSII française, CAP SOGETI SYSTÈMES, avec 18 implantations régionales, plus de 35 % de développement par an, recherche

3 CONSULTANTS EN INFORMATIQUE EXPÉRIMENTÉS

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous êtes :
- Généraliste, vous avez acquis une solide expérience dans la réalisation, la conduite et la maîtrise de projets,

ou

- Spécialiste en gestion industrielle, vous maîtrisez l'un des domaines suivants :
Process – Robotique – XAO (CAO, PAO...) – Systèmes de contrôle et de surveillance.

Nous vous confierons des missions de conseil de haut niveau en informatique (schéma directeur, évaluation et contrôle de projet, audit...).

Ces postes basés à PARIS demandent des déplacements sur l'ensemble de la FRANCE.



Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à J.M. PONTHUS, 14, rue Leriche – 75736 PARIS CEDEX 15. Tél. 539.22.95.

HAVAS CONTACT

Conseil en Gestion
2 postes tremplin pour des juniors...

...Pour une très importante organisation professionnelle, prestataire de services regroupant un millier d'organismes. Nous leur apportons assistance, réflexion stratégique, mise en œuvre créative et suivie de nos recommandations dans un environnement en évolution rapide.

Le succès rencontré par nos missions nous amène à intégrer 2 nouveaux chargés d'études de formation grande école de commerce, ayant déjà une ou deux années d'expérience professionnelle:

Si l'un des chargés d'études doit être plus spécialement orienté vers l'aspect **financier** et l'autre vers **l'organisation** et **l'informatique,** tous les deux devront démontrer une forte capacité au conseil et s'intégrer au sein d'équipes pluridisciplinaires et impliquées.

Vous vous sentez concerné ? Merci d'adresser votre candidature manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 2847 M à : l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - *qui transmettra.*



Société d'Ingénierie et d'Informatique Industrielle

Spécialisés dans les domaines de l'informatique industrielle, la robotique, l'avionique et développant nos propres produits (méthodes d'aide à la production de logiciels, mise en œuvre de techniques de pointe à partir de systèmes informatiques) nous recherchons pour assurer notre développement

DES INGENIEURS
Grandes Ecoles ou Universitaires.

- **DEBUTANTS : ils participeront à des projets qui mettent en œuvre des systèmes à base de microprocesseurs et qui nécessitent l'utilisation de langages tels que l'Assembleur ou le Pascal** *(Réf. ID)*
- **CONFIRMES : ils prendront en charge des réalisations de logiciels spécifiques ou auront à réaliser des diagnostics de systèmes de production notamment dans le secteur PME-PMI.** *(Réf. IC)*

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Confirmé

– homme de terrain avec une expérience des milieux de production, bon technicien en automatisme et logiciels, il aura à vendre notre société et les produits que nous développons aux directeurs techniques des entreprises qu'il prospectera. *(réf. ITC)*

Adresser un dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi 11, rue de Clichy -75009 Paris.

PMP

Banque internationale recherche URGENT

ANALYSTE

connaiss. impératives DM4
1 à 3 ans d'expér. exigée.
Téléphone : 784-74-52.

Plein temps Paris

JOURNALISTE

Hôtellerie, restauration, capable rédiger et coordonner supplément 8 pages pour mensuel national.

Env. C.V., photo, à : Jean-Pierre RENARD, 18, rue François-1er, PARIS-8e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour ses services
marketing, commerciaux et comptables de son siège à Paris

DES JEUNES DIPLOMÉS (ÉES)
ÉCOLE DE COMMERCE OU ÉQUIVALENT

- Anglais courant indispensable.
- Expérience souhaitée 2 ans.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 79257 M à : BLEU Publicité - 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

GROUPE INTERNATIONAL (Effectif : 35.000 personnes)
recherche pour son Service d'Audit Central,

AUDITEUR CONFIRME
AUDITEUR DEBUTANT

l'auditeur confirmé (H. ou F.) devra posséder une expérience professionnelle d'au moins 3 ans (tout ou partie dans l'Audit).
Après quelques mois, il devra assurer :
- **la supervision de certaines missions**
- **la prise en charge directe de certains audits difficiles.**

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes. Il participera à la définition de la politique de l'audit.

l'auditeur débutant (H. ou F.) sans expérience professionnelle (ou très courte 1 ou 2 ans) sera formé dans notre Service.

Pour les 2 postes, les candidats sont des ressortissants de la CEE, ils parlent plusieurs langues. Ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/Province (Sciences Po - HEC - ESSEC - Sup. de Co) ou son équivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Envoyer CV et photo + lettre manuscrite avec prétentions sous référence 29542 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

JRP/Jean Régnier Publicité

Information/Communication
Filiale en forte expansion d'une importante Mutuelle

recherche pour PARIS afin de RENFORCER SON SERVICE COMMUNICATIONS

un Cadre expérimenté

- formation supérieure,
- 3 à 4 ans d'expérience de la communication commerciale y compris de la VPC,
- connaissance de l'assurance et/ou des produits financiers appréciée,
- goût du travail en équipe.

Au sein d'une équipe de 14 personnes, ses activités seront :
- élaboration et suivi de publipostage,
- conception et rédaction de supports de communications,
- information écrite et téléphonée de la clientèle,
- animation de stages de formation.

Adresser Curriculum-Vitae et prétentions sous réf. 3000 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

JURISTE
SPÉCIALISÉ(E) EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Notre Groupe : 2.600 personnes, nombreuses implantations en Province et sociétés filiales.

*Le responsable du Service Juridique recherche **ASSISTANT(E)** pour :*
- *Service Titres.*
- *Secrétariat Juridique (préparation des Assemblées Générales et Conseils d'Administration, relations avec les Commissaires aux Comptes, formalités diverses...).*
- *Documentation Juridique.*

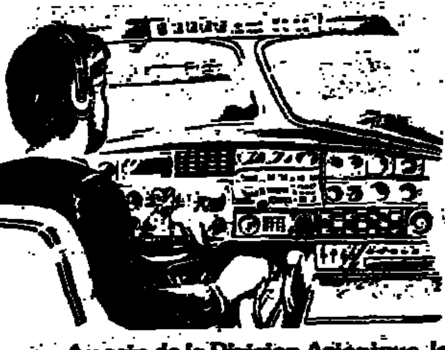
Ce poste conviendrait à un titulaire d'une maîtrise en Droit, ayant une première expérience de 2 ans acquise au sein d'une entreprise ou d'un cabinet de Conseil Juridique.
Une expérience en Droit des Assurances est également souhaitée.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V., photo et prétentions ss réf. 36057 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF
DÉPARTEMENT DES COMPOSANTS ÉLECTROMÉCANIQUES

Au sein de la Division Avionique, le Département Électromécanique conçoit et produit des équipements de haute technicité, associant mécanique fine, électrotechnique et électronique.

L'évolution des activités conduit à une augmentation du potentiel en

INGÉNIEURS ENSIEG, ESE, ou équivalent HF

ÉLECTRONICIENS

Formation électronique numérique et analogique.
5 années d'expérience en instrumentation électronique.
Connaissances en informatique et électrotechnique.
Sens de l'encadrement indispensable pour accéder à un poste de responsabilité. *Réf. IEM*

ÉLECTROTECHNICIENS

Possédant une première expérience industrielle, ils prendront en charge, de l'étude à la réalisation des prototypes, une famille de composants électromécaniques – capteurs, moteurs – destinés à l'aéronautique, l'armement, la robotique et des équipements industriels.
Notions d'électronique analogique souhaitables.
Sens de l'encadrement. *Réf. IETM*

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX HF
SERVICE APRÈS-VENTE

Possédant une première expérience et des connaissances générales en électricité et en électronique, ils devront avoir de l'initiative et le sens des contacts humains.
La pratique de l'anglais courant est nécessaire et des connaissances en espagnol seraient appréciées.
De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir. *Réf. ICM*

Pour tous ces postes à pourvoir rapidement, toutes possibilités d'évolution de carrière sont ouvertes, au sein du Département et du Groupe THOMSON.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo, en précisant la référence du poste souhaité, au Service du Personnel, THOMSON-CSF, 125, rue J.-J. Rousseau 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Au Sud de Paris, un des hauts-lieux de développement et de production de la micro-électronique

IBM Corbeil-Essonnes
recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES.

débutant(e)s ou possédant 1 à 2 ans d'expérience.
- Électroniciens
- Physico-chimistes (option micro-électronique).
- Généralistes (méthodes et logistiques de fabrication, installations industrielles).

CADRE FINANCIER HEC, ESSEC, ESCP.

bonne connaissance de l'anglais : possibilité de séjour aux U.S.A.

Ces postes seront évolutifs en fonction des aptitudes et des goûts : Merci d'envoyer lettre de candidature et C.V. détaillé à IBM France - Service Recrutement des Cadres - 224, Boulevard John Kennedy - B.P. 58 - 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MASH

Herald INTERNATIONAL Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

Avec 157.000 exemplaires diffusés chaque jour dans 164 pays, dont plus de 30.000 en France nous touchons 375.000 décideurs de très haut niveau :

Chef de Publicité France

Une cible de choix pour les agences de publicité et les annonceurs français.
Encore faut-il les convaincre en permanence du bien fondé de notre démarche.
Contact direct auprès du directeur de marketing ou du chef de pub. annonceur, relance et persuasion des services média et du directeur de clientèle en agences, vous devez convaincre des interlocuteurs tour à tour difficiles, exigeants, laxistes ou routiniers.

La direction marketing du journal vous donnera les outils nécessaires à cet ambitieux challenge.

Votre sens de la vente, vos goûts pour les relations à tous niveaux, votre expérience du milieu publicitaire feront le reste.

By the way, you are quite fluent in english !

So, you will reach for excellence with us.

Pour plus d'informations, adressez moi une lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité à International Hérald Tribune 181, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly ; je garantis la confidentialité de votre candidature.

P. GOUPY

CONTESSE PUBLICITÉ





COMMUNICATION

Notre développement sur le marché des terminaux ASC II/Vidéotex traduit notre dynamisme dans le domaine des communications de demain. Nous avons la volonté et les moyens de cette expansion et intégrons à notre Direction commerciale, basée à TRAPPES (78), en création de poste

Chef de produit
terminaux bureautique

C'est un poste de responsabilité marketing important :
- Stratégie produits/marketing mix.
- Stratégie long terme.
- Etudes de marché et de l'environnement.
- Plans moyens termes.
- Stratégie de communication.
- Définition de nouveaux produits.

Une bonne expérience dans le domaine télématique-bureautique ou informatique est nécessaire.

Le poste est situé à TRAPPES (78) et nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae, photo et rémunération, sous la référence CP/3821, à A.C.P. ENTREPRISES - 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.



BIENVENUE CHEZ
ALTOS COMPUTER SYSTEMS

Bienvenue chez ALTOS COMPUTER SYSTEMS (n°1 des 500 entreprises privées américaines par son dynamisme), n°1 des fabricants de systèmes micro-ordinateurs multipostes professionnels. Témoins du succès : un CA doublé régulièrement en France chaque année avec une implantation remarquée au travers d'un triple réseau : distributeurs, SSII, OEM. En outre, avec notre expérience de XENIX, nous rendons l'informatique plus simple et plus claire. Avec vos compétences nous allons conquérir de nouveaux marchés. Vous êtes :

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX
300 000 F+

Attirés par des produits très performants (actuels et futurs) vous allez nous montrer vos talents de commerciaux hors pair. En véritables ambassadeurs d'ALTOS, vous veillerez à ce que vos prospects deviennent rapidement fructueux. L'expansion que nous enregistrons vous assure de nombreuses possibilités d'évolution. Bien-sûr vous parlez anglais couramment. Les clés de la voiture BMW vous seront remises dès votre engagement. (réf. 948 M)

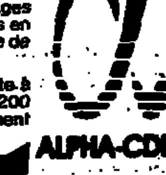
INGENIEUR SYSTEME UNIX

Si vous allez prendre en charge tous les problèmes systems, vous n'en demeurez pas moins un véritable spécialiste UNIX. Support system, vous serez amené à intervenir sur les langages pour tous types de clients (distributeurs, SSII et OEM). Une expérience antérieure chez un constructeur dans des fonctions analogues dessine votre profil, profil qui justifie dans nos structures une rémunération particulièrement motivante. Voiture de fonction fournie. Anglais indispensable. (réf 949 M).

INGENIEURS SUPPORTS TECHNIQUES

Ils vont, en avant et après-vente, assister notre clientèle, devenant de plus en plus importante. Dotés d'une bonne fibre commerciale ils connaissent si possible plusieurs systèmes (UNIX, M-PM) et langages (COBOL, BASIC, FORTRAN, PASCAL). De nombreux déplacements en France et à l'étranger seront nécessaires. Pour ceux-ci une voiture de fonction leur est fournie. Anglais indispensable. (réf. 950 M).

Adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE. Pous tous ces postes vous pouvez également nous téléphoner au **747 64 67**



ALPHA-CDI

G.T.M. - B.T.P.

Filiale d'un des plus grands groupes de travaux publics français, dotée de puissants moyens informatiques décentralisés, recherche son

responsable informatique

rattaché à la Direction, il sera chargé de gérer et coordonner les activités des services informatiques des différentes entités, d'argumenter les choix stratégiques et techniques avec, pour objectif, le développement du système d'information et de mener toutes négociations techniques et commerciales auprès des utilisateurs et fournisseurs.
Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (école d'ingénieur...) aura déjà assumé des responsabilités d'encadrement et aura nécessairement le sens de la négociation.
Une connaissance parfaite des réseaux et systèmes **DPS7** et **Mini 6** est nécessaire.
Lieu de travail : proche banlieue Ouest (proximité RER).

Adresser CV et prétentions
sous référence M/146 à Pascale COLUMELLI
ACLES - Cii Honeywell Bull - PC 5G145
94, avenue Gambetta 75990 PARIS Cedex 20



acles

LEW TOURNAY

De l'opérationnel au Conseil...

Ingénieur Grande Ecole,

Vous êtes de préférence électricien ou électronicien.
Depuis 5 ans environ, vous travaillez dans une entreprise industrielle sur des problèmes de contrôle d'exploitation et de processus de fabrication.

Nous vous proposons aujourd'hui une nouvelle orientation, un tournant décisif dans votre carrière qui vous permettra de quitter la production sans vous couper de ses réalités et tout en valorisant vos compétences techniques.

Votre activité **d'Ingénieur Conseil** consistera, en effet, à visiter une clientèle d'entreprises industrielles et de banques pour y analyser et quantifier les risques liés à l'exploitation (risques dûs à l'activité propre, aux matériels et aux personnes).
Vous étudierez les causes des sinistres éventuels de façon à améliorer vos diagnostics de prévention.

Ce poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements.

Si vous désirez faire partie de notre équipe de jeunes ingénieurs conseils et intégrer **l'un des tout premiers Courtiers d'Europe**, adressez votre candidature (lettre et C.V.) en mentionnant votre rémunération actuelle à la Direction du Personnel de





2, rue Ancelle - 92202 NEUILLY SUR SEINE
L'Assurance aujourd'hui et demain

CONTESSE PUBLICITÉ

مكرر من الاصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SOCIETE INTERBANCAIRE DE SERVICES

recherche son futur

DIRECTEUR TECHNIQUE

Collaborateur de haut niveau pour seconder le Président du Directoire dans le domaine des études et de la gestion administrative de la Société.

Le candidat devra :
- Avoir une expérience de plusieurs années dans le domaine de l'organisation.
- une bonne connaissance des opérations de banque, notamment dans le secteur des moyens de paiement.
- Une certaine connaissance des techniques de l'informatique.
- Aimer le contact humain, car il sera appelé à participer à des réunions tant dans le cadre des études menées à l'intérieur de la Société que dans les groupes de travail interbancaire où il la représentera.

réf. 110 M

BANQUE PRIVEE

QUARTIER ST-LAZARE

recherche dans le cadre du développement de son service **TITRES**

GRADE H/F Classe III/IV

Ce poste requiert :
- polyvalence dans la pratique d'une caisse titres à majorité obligataire,
- 5 ans d'expérience,
- connaissances de la comptabilité titres.

réf. 330 M



Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. du poste choisi à OCBF - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris.

vous assiste dans le recrutement bancaire

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e

spécialisé dans le secteur immobilier

recherche pour son activité

BANQUE DE DEPOTS

Chargé de clientèle HF

CLASSE V-VI

en vue de renforcer son équipe commerciale.
- Formation supérieure.
- Expérience d'exploitant commercial de 2 à 3 ans.
- Connaissance du milieu des professionnels de l'immobilier souhaitable mais non exigée.

Adresser CV, photo et prét. à No 33903 **COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS,** *qui transmettra.*

POUR DEPARTEMENT FINANCIER

d'un important groupe industriel La Défense

UN CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Formation exigée d'analyste programmeur sur gros systèmes.
Expérience nécessaire de 5 ans sur applications financières en milieu bancaire ou industriel.
Sens des relations indispensable.
Déplacements Province de courte durée.
Position : Chef de bureau assimilé cadre.
Libre rapidement.
Adressez C.V. photo et prétentions à :

Cabinet Avenir Services

92, rue Saint-Lazare, PARIS 9e

FRANCACIP



Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ÉTAT (2000 personnes) offre à des Ingénieurs grandes écoles de valoriser leur formation dans un environnement particulièrement ouvert aux techniques de pointe. Il recherche

• Un ingénieur électronicien
essais et mise en service de matériels

disposant, si possible, d'une première expérience il sera intégré au service ESSAIS et, appelé à coordonner différentes techniques (électronique, mécanique, hydraulique), il interviendra à tous les stades de la réalisation de matériels variés : essais en usine et sur site, mise au point et recettes d'installations, formation des utilisateurs, après vente. Il s'agit d'un poste particulièrement formateur sur le plan des contacts et des techniques, demandant des qualités marquées de rigueur, de méthode, de disponibilité et d'initiative.

référence PX 161 AM

• Un ingénieur électronicien
études et développement

débutant ou doté d'une première expérience, il participera à la conception et à la mise au point de systèmes complexes dans le domaine des asservissements avant d'assumer des responsabilités de conduite de projets depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la mise en service.
Bonne formation souhaitée en électrotechnique.

référence AK 162 AM

• Un ingénieur mécanicien et hydraulicien
études et essais

au sein d'un centre d'études pilote au niveau national dans sa spécialité et doté de moyens d'essais et de métrologie modernes et performants, il sera chargé de l'étude, du développement, de la direction des essais de composants et de systèmes hydrauliques. Travaillant dans un environnement de haute technologie, il pourra bénéficier de formations complémentaires lui permettant de devenir un spécialiste reconnu.

référence BL 163 AM

La réussite dans ces postes suppose une grande curiosité technique et le sens du travail en équipe. Postes : sud-ouest.

Ecrire en précisant la référence à Madame SANTAMARIA, E.T.A.P. 11, rue Calvé - 33000 Bordeaux.

Membre de Syntec

Chef du service audit interne

Notre Groupe, leader dans son domaine, a acquis de solides positions en France et en Europe et poursuit son effort de développement sur le plan international.
Nos résultats progressent de 30% par an depuis plusieurs années.

Dans le cadre de notre nouvelle Direction des Comptes, l'Audit interne se réorganise pour continuer son développement.
Le Responsable du service conduira cette évolution en structurant, formant et gérant son équipe.
Conseil auprès des Directions Générales, il contribuera à l'amélioration de la gestion et de l'organisation des différentes sociétés du Groupe.
Diplômé d'une grande école, et ayant acquis une solide expérience de l'audit en cabinet ou en entreprise, il se situera d'emblée au plan stratégique.

La réussite à ce poste de haut niveau lui ouvrira de nombreuses perspectives d'évolution, tant en France qu'à l'étranger.

Ecrire sous réf. AI 147 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75016 Paris — etap

ELECTRONIQUE SEMI-CONDUCTEURS

Ingénieur responsable marketing-produit

UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ELECTRONIQUE renforce les structures de Marketing-Produit et Application de sa Division Semi-Conducteurs et offre de très intéressantes opportunités de carrière à un **Ingénieur d'Etudes, de Développement et d'Application,** disposant d'une expérience de 3 ans mini, acquise dans les domaines d'électronique de puissance et ayant commencé une évolution marketing technique ou désirant s'y orienter.

Il aura en charge une famille de produits à l'échelon international.
Sa mission : étudier les marchés, participer à l'élaboration des stratégies produits en veillant à leur mise en œuvre, apporter une assistance technique aux réseaux de vente.
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école électrotechnique/électronique, parlant anglais, dynamique et motivé, capable d'évoluer et d'assumer les responsabilités élargies.

Poste : ville universitaire de Touraine.
Ecrire sous référence EL 104 AM
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Pour assurer le développement de son réseau d'agences
notre établissement recherche

1 directeur de succursale *(Paris) Niveau Classe VII - VIII*

De formation supérieure (enseignement général ou bancaire), il aura déjà exercé, avec succès, les fonctions soit d'adjoint à un directeur de succursale, soit de directeur d'une agence moyenne.
Maîtrisant parfaitement l'exploitation d'une clientèle d'entreprises et de particuliers, il devra pouvoir animer et coordonner 2 à 3 agences rattachées à la succursale (effectif total 30 personnes environ).

3 directeurs d'agences *(Paris et proche banlieue) Niveau Classe V - VI*

Dotés d'une bonne formation supérieure (de type école supérieure de commerce, I.T.B., C.E.S.B.), ils devront impérativement justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans un réseau d'agences et être capables de maîtriser, outre les problèmes d'encadrement, les techniques d'exploitation afférentes à une clientèle de particuliers et d'entreprises de bon niveau.

Ils seront affectés dans une agence de taille moyenne (7 à 8 personnes) rattachée à une succursale.

Merci aux cadres intéressés d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. à la Direction du Personnel de la Banque Vernes et Commerciale de Paris - 52, avenue Hoche - 75008 PARIS sous réf. 8413 en précisant le poste choisi.



BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

3 jeunes ingénieurs

A.M. OU EQUIVALENT

140.000 F

Pour répondre au défi des années 90, un Groupe Chimique International souhaite intégrer 3 jeunes ingénieurs (premier emploi ou dotés d'une toute première expérience). Il doit leur être confié à terme, d'importantes responsabilités au niveau des Directions d'Usine ou Centres de Profit.

En première insertion (2-3 ans) ils se verront confier des activités de Bureaux d'Etudes ou de Maintenance. En B.E. ils pourront, dans le cadre des investissements, conduire des projets depuis le pilote jusqu'au démarrage industriel.
En maintenance, en tant qu'ingénieurs de secteur, ils interviendront sur des installations chimiques existantes.

Le Groupe dispose de sites répartis sur l'ensemble du territoire, ce qui, dans le cadre d'une carrière, offre un éventail de Responsabilités et d'Activités.

Une option Génie Chimique est appréciée.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 456-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS CSNCR

Groupe de conseil en forte expansion

Nous développons et fidélisons une clientèle de grandes entreprises et d'organismes publics grâce à une politique commerciale dynamique et à la **qualité de nos prestations** dans trois grands domaines : la formation, des études marketing, la communication. Les 3 sociétés du groupe souhaitent recruter des cadres capables de s'impliquer dans leurs réussites respectives.

OBEA — FORMATION

- **Responsable promotion des stages** (Réf. F1)
  Formation supérieure. Expérience 3 ans minimum de la vente de services. Rémunération attractive.
- **Formateur informatique bureautique** (Réf. F2)
- **Formateur Droit Public (Sc. Po)** (Réf. F3)
  Ils justifieront d'une expérience réussie de l'animation de formations dans leur spécialité. Une compétence dans un autre domaine serait appréciée.

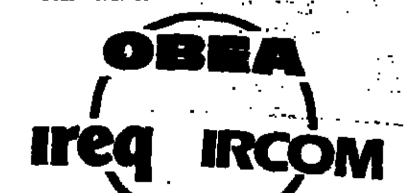
ireq OBEA — ETUDES MARKETING

- **Commercial études de marché** (Réf. E1)
  La réussite dans la fonction nécessite une formation supérieure, ainsi qu'une expérience commerciale réussie. Rémunération attractive.
- **Chargé d'études qualitatives** (Réf. E2)
  Formation supérieure. Solide expérience de la fonction.
- **Chargé d'études quantitatives** (Réf. E3)
  Formation Grande Ecole ou universitaire statistique et/ou marketing.
  Première expérience appréciée.

IRCOM — COMMUNICATION

- **Commercial** (Réf. C1) **Communication-Edition**
  Formation supérieure. Expérience commerciale d'environ 3 ans.
  Rémunération attractive et réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste de votre choix à Groupe OBEA - 50, rue Gérard 75013 PARIS.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

ATRA MUNICATION

f de produit
naux bureautique

BIENVENUE CHEZ ALTOS COMPUTER SYSTEMS

GENIEURS COMMERCIAUX

SYSTEME UNIX

S SUPPORTS TECHNIQUES

ble informatique

acies

De l'opérationnel au Conseil...

nieur Grande Ecole

avove

GROUPE



Ingénieurs et Universitaires option informatique, SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

Jeune diplômé ingénieur ou universitaire : option informatique, vous vous orientez vers un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Réalisez-vous dans une SSII et choisissez l'un des tout premiers groupes français d'ingénierie informatique : SG2.

SG2, Groupe puissant de 4500 personnes, assure la maîtrise d'oeuvre et la réalisation de projets informatiques mettant en oeuvre des technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activités très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie, PME en France et à l'étranger).

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes études à Paris. Après formation complète et adaptée, vous pourrez ainsi, bien intégré au sein du groupe, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 38 M, à SG2, Direction Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

De jeunes ingénieurs électroniciens aux rôles complémentaires

A chaque étape de la vente de nos produits (avant, pendant et après), votre intervention joue un rôle clé dans la relation à nos clients. Nous vous donnerons les moyens d'y progresser en compétences et en responsabilités. Vos interlocuteurs : les directions techniques des grandes industries de pointe et des PME créatives. Nos produits : microprocesseurs de 4 à 32 bits, modules de synthèse et de reconnaissance de la parole, microsystèmes avec logiciels associés. Leur technicité privilégie donc votre formation d'électronicien et votre première expérience dans la fonction choisie par vous.

ingénieur des ventes — PARIS

De l'analyse des besoins à la conclusion de l'affaire, en passant par les propositions de solutions que vous soumettrez aux directions techniques, votre rôle est complet. Il implique capacité d'écoute et de conseil, goût de convaincre et de négocier.
Réf. SCMKT/0984/1M

ingénieur support technique — PARIS ou PROVINCE

Vous assurez présentation des produits, démonstrations et promotions techniques. Vous participez à l'évaluation technique des projets de nos clients à partir du cahier des charges. En liaison avec l'ingénieur des ventes, vous assistez les entreprises dans le développement de leurs logiciels et de leurs applications. Vous avez 3 ans d'expérience dans la mise en œuvre (conception, développement ou mise au point) de certains des produits suivants : microprocesseurs, processeurs spécialisés, circuits prédiffusés, précaractérisés et linéaires.
Réf. SCCSC/0984/1M

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous réf. du poste choisi à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex



Organisation et Publicité

TEK — LA REFERENCE EN INFORMATIQUE GRAPHIQUE

INGENIEURS + 1ère EXPERIENCE INFORMATIQUE POUR EVOLUER

COMME... Ingénieurs support technique
Hard et Soft

Des produits de haute performance, issus d'une technologie de pointe parfaitement maîtrisée, une implantation mondiale (23 000 personnes, 1,3 Milliard de dollars de C.A.) positionnent le promoteur de l'informatique graphique comme leader incontesté, véritable référence dans ce domaine.

Le TEK 4115 B, véritable Best Seller des terminaux graphiques couleur à haute résolution, constitue avec la récente annonce de station de travail série 6000, la gamme la plus complète des outils informatiques graphiques destinés à l'ingénieur.

Votre formation d'ingénieur que complète une expérience minimum d'1 an de l'informatique, vous a familiarisé avec un operating system et l'utilisation d'un langage (FORTRAN, par exemple). Elle vous permettra d'évoluer facilement dans l'environnement scientifique et industriel qui est le nôtre.

Après une formation aux USA, votre compétence technique sera primordiale pour apporter un conseil de haut niveau à nos clients et à notre force de vente, ce qui implique votre participation à leur formation. Intégré au sein de l'une de nos équipes support, votre sens de l'autonomie et des contacts ainsi que votre bonne maîtrise de l'anglais seront les atouts qui vous permettront d'évoluer dans l'environnement motivant propre à la Haute Technologie Tektronix.
La rémunération constitue un autre avantage du poste.

Adresser CV, photo et prétentions à Tektronix, Direction du Personnel, BP 13, 91941 Les Ulis Cédex.

Tektronix
Les carrières qui font référence.

CERG

L'une des premières SSII françaises (140 personnes - 80 Millions de CA), filiale du Groupe BFM (700 Millions de CA dans l'Ingénierie et l'Informatique) recherche

DES INGÉNIEURS ANALYSTES

Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs ou équivalent (débutants acceptés)

Vous participerez, au sein du département «Téléservice», au développement de grands systèmes de gestion télématiques. (référence 1101)

DES INGÉNIEURS ET DES FUTURS CHEFS DE PROJET

Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs ou équivalent (expérience minimum d'un an exigée)

Vous participerez, au sein du département «Système et Réseau», à des projets d'ingénierie. (référence 0801)

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS ET DES INGÉNIEURS D'ÉTUDE

Formation Supérieure. Connaissance du langage MUMPS.

Vous participerez au développement d'applications médicales et de logiciels de base. (référence 0802)

Pour ces trois postes, la connaissance du matériel DIGITAL (VAX et PDP) sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à CERG Service du Personnel - 4, avenue Laurent Cély 92606 ASNIÈRES.

ASFOR
COMPAGNIE FRANCAISE DES ACIERS SPECIAUX

Dans le cadre d'un plan de développement particulièrement ambitieux dans nos usines, nous créons plusieurs postes de :

CHEFS DE PROJETS
INFORMATIQUE DE GESTION

CHEFS DE PROJETS
INFORMATIQUE DE PROCESS

Nous recherchons des candidats ingénieurs ou équivalents, débutants ou expérimentés, décidés à prouver leur efficacité.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (+ prétentions) à :
ASFOR/AS/EP - Immeuble Ile-de-France, 4 place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-LA DÉFENSE 9.

HAVAS CONTACT

Importante Société région Nord de Paris fabriquant et commercialisant des
PRODUITS DE 5ème RAYON
recherche

responsable de zone export expérimenté H/F

Nous souhaitons rencontrer des candidats dynamiques et parlant parfaitement l'anglais.
Vous passerez 30 à 40 % de votre temps à l'étranger pour y asseoir et y développer les ventes dont vous assurerez le suivi. La prospection et les conseils aux clients font également partie de votre rôle.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions en précisant la référence 42259 à DEB'S
140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

---

l'informatique aujourd'hui... le management demain.
jeune ingénieur grande école

Leader Français (5000 personnes, 2 milliards de CA) et mondial dans les biens d'équipement, notre groupe à vocation internationale accueille de jeunes ingénieurs ambitieux qui souhaitent faire une carrière, mais comment ?

Pour nous l'informatique est une solide rampe de lancement, nombre de nos dirigeants peuvent en témoigner.

Venez rejoindre nos équipes ; vous participerez activement au développement de projets importants.

Votre imagination, votre esprit critique alliés à vos compétences sont les atouts de votre réussite. L'attention que nous lui portons vous ouvrira les portes d'autres secteurs clés de notre Entreprise.

Si vous souhaitez de plus amples informations merci d'adresser s/ réf. 347 votre dossier à notre conseil : Nicole ANCESSI
SODERHU - Membre de SYNTEC -
22, rue Saint Augustin - 75002 PARIS.

Soderhu

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

recherche des

RESPONSABLES DE PERSONNEL

pour la Région Parisienne et la Province

- Formation supérieure juridique, technique ou commerciale
- expérience complète de la fonction personnel exercée pendant 2 ans au moins
- anglais parlé et écrit.

Évolution de carrière intéressante pour des candidats motivés et mobiles, dans le cadre d'une société en pleine expansion.

Adresser C.V. et photo sous référence 36072 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT



SOCIETE IMMOBILIERE

FILIALE BANQUE ETRANGERE
PARIS 8e

Recherche

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF (H/F)

- Bon juriste immobilier ;
- Expérience du notariat ou de l'administration de biens immobiliers (et notamment de la mise en copropriété de grands ensembles) ;
- Capable de concevoir et d'assumer la gestion administrative, juridique et comptable du patrimoine locatif et des ventes.

- Grosse capacité de travail
- Très grande disponibilité
- Sens du dialogue
- Désireux de s'intégrer dans petite structure dynamique
- Age indifférent.

Envoyer C.V. photo récente et prétentions à nº 7377 PUBLIFOP 29 rue Bleue 75009 PARIS qui transm.

MATRA ESPACE VELIZY

Le Département informatique de gestion équipé d'ordinateurs VAX recherche :

Responsable Exploitation

Il assure la gestion du service exploitation (personnel, planning d'exploitation maintenance du matériel . . .).

Cette fonction l'amène à établir des relations étroites avec l'ensemble des utilisateurs.

Ce poste nécessite quelques années d'expérience dans un poste similaire ; des connaissances systèmes seraient appréciées. Réf.A.

Ingénieurs Analystes
en informatique de gestion

Ils participent à l'élaboration des dossiers d'analyses fonctionnelles, et réalisent l'analyse informatique générale et la programmation d'une application (comptabilité-gestion — achats-ventes . . .).

En relation étroite avec les utilisateurs, ils définissent les cahiers des charges informatiques et les assistent dans les applications. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (IDN - INSA - IIE - MIAGE), avec si possible une formation complémentaire en gestion, débutant à 2 ans d'expérience, selon les postes et connaissant le COBOL et les MINI. Réf.B.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence choisie sous Nº NK 1159 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres — 3, avenue du Centre - Centre de MONTIGNY — 78182 — SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA TRANSPORT

L'activité transports (systèmes VAL et ARAMIS) orientée sur la maîtrise d'oeuvre de projet et de réalisation de systèmes de transports automatiques se développe et crée plusieurs postes en Région Parisienne (Sud de Paris).

Ingénieurs Grandes Ecoles
ECP - SUP'AERO - ENST - ESE - ENSI

2 types de fonction sont proposés.

"SYSTEME" : au sein d'un groupe projet ils participent aux études système, définissent les spécifications fonctionnelles et techniques de systèmes automatiques de dispositifs de transmissions par boucles, hyperfréquence, ultra-son et assurent le suivi de réalisation auprès des sous-traitants et laboratoires. Les postes peuvent convenir à des ingénieurs généralistes, à dominante automatique. Réf.A.

"LABORATOIRE" : ils prennent en charge la conception, l'étude, le suivi de réalisation et les essais d'équipements automatiques mettant en oeuvre différentes techniques (automatismes - électronique analogique et traitement du signal - techniques numériques - microprocesseurs - transmissions). Réf.B.

Pour ces postes, une expérience de 2 à 4 ans acquise parmi les compétences techniques citées, serait appréciée.

Pour ces 2 fonctions, le sens du travail en équipe pluridisciplinaire, et des relations extérieures, la créativité et la rigueur dans le raisonnement, et l'organisation seront particulièrement valorisées et faciliteront une autonomie rapide. Anglais souhaité.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence choisie sous Nº NK 1158 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres — 3, avenue du Centre - Centre de MONTIGNY — 78182 — SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

VALENTINE

La COMPAGNIE DES VERNIS VALENTINE,

Société occupant une position de tout premier plan sur le marché français des peintures, filiale du groupe britannique I.C.I., recherche un

CADRE COMPTABLE

chargé de la promotion de méthodes modernes comptables pouvant prendre à terme la succession du Directeur Financier.

Niveau exigé : expertise comptable.

Connaissance indispensable de l'anglais.

Age : 30 ans environ.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
COMPAGNIE DES VERNIS VALENTINE,
Direction du Personnel 185, av. des Grésillons 92231 GENNEVILLIERS

Jeunes diplômés
ESC-Maîtrise

BON LEADER

CHAQUE ANNÉE, LES A.G.P. RECRUTENT 20 STAGIAIRES COMMERCIAUX.
Ce sont des gens de qualité, au potentiel intellectuel prouvé, au caractère déterminé. Ils se sont pris en main et leur tempérament de « chef » se manifeste par leur volonté d'intervenir sur leur environnement, dans leur vie professionnelle future.

BON PROFESSIONNEL

CES CADRES SERONT COMPÉTENTS SUR TOUS LES PLANS.
Bons généralistes des techniques de l'Assurance, spécialistes accomplis dans leur domaine d'action, réalisateurs capables de faire évoluer la fonction qui leur sera confiée.

CADRE A PART ENTIERE

POUR RÉUSSIR CE PROGRAME AMBITIEUX, IL FAUT UNE PRÉPARATION SANS FAILLE.
Leur formation sera assurée pendant 2 ans au cours d'un stage conjuguant harmonieusement l'enseignement théorique, l'expérience pratique et la connaissance de l'Entreprise. En fin de cycle, leur intégration sera complète et ils rejoindront alors le collège des cadres commerciaux qui participent au développement de la Société.

Les A.G.P. - 5 milliards de C.A. - Effectif technico-commercial : 3 500

Ecrire A.G.P. C.V., photo, Centre de Formation et de Recrutement - Tour Horizon - 62, rue d'Aubervilliers - 75019 PARIS - Tél. : 240.44.50, sous la référence 84 0923.

GROUPE DE PARIS
ASSURANCES

C.F.C.



Seita

Société nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de F de CA HT, nous sommes leader du marché des cigarettes en France. Nous recherchons pour notre service juridique un

Juriste droit des marques

Sous l'autorité du Directeur du service, nous vous confierons la gestion du portefeuille des marques de notre société en France et à l'étranger, ainsi que le suivi des dossiers de contentieux. D'une manière générale, vous pourrez apporter votre contribution au service juridique dans des domaines aussi variés que le droit des sociétés et la réglementation économique.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés (maîtrise de droit privé, DEA, DESS...) débutants ou avec une première expérience si possible dans le domaine de la propriété industrielle. Anglais souhaité.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 463/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

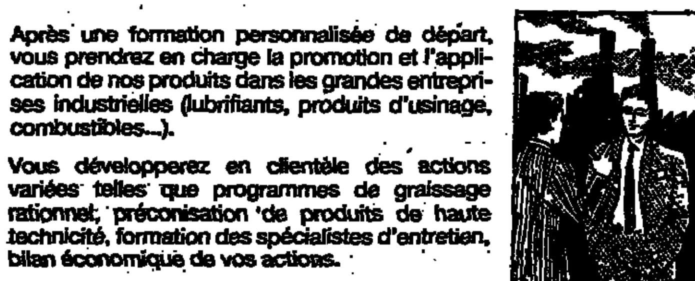
Mobil

Jeunes ingénieurs généralistes, ou ayant une première expérience, rejoignez l'équipe des ingénieurs d'application de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences dans les domaines mécanique, thermique, etc. Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

Ingénieurs d'application
DE HAUT NIVEAU (Centrale, Mines, Arts et Métiers, IDN, etc.)

Après une formation personnalisée de départ, vous prendrez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...).

Vous développerez en clientèle des actions variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions.



Polyvalent toutes industries, vous participerez activement à la stratégie de votre secteur, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos méthodes de vente.

Vos résultats feront de vous un ingénieur renommé et évolutif.

Affectations Paris ou province suivant les besoins de la Société.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 99982 à MOBIL OIL FRANCAISE Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

SIEMENS

- Notre objectif est de doubler nos ventes en instrumentation au cours des deux prochaines années.

Nos atouts, une gamme complète et variée de produits :
TRANSMETTEURS . ENREGISTREURS
REGULATEURS . ANALYSEURS

Nos efforts constants nous permettent de lancer de nouveaux produits encore plus performants, destinés à une clientèle plus exigeante et plus diversifiée.

Nous cherchons à renforcer notre équipe par de

Jeunes Ingénieurs
en Instrumentation de Process

Une expérience de quelques années en instrumentation, si possible à la vente, est indispensable.

La préférence sera donnée à des candidats ayant des connaissances en allemand.

Le poste à pourvoir se situe en proche banlieue.

La clientèle à visiter se trouve dans la région parisienne.

Déplacements ponctuels en province à prévoir.

Si cette perspective vous passionne et si vous avez une première réussite à votre actif, écrivez sous réf. 991/M à :

Département du Personnel
BP 122 - 93204 ST Denis
cedex 01

Siemens S.A.

COLLÈGE SOUS CONTRAT

PROF. DE SPORTS

Journée de jeudi

Tél. : 763-46-35.

GROUPE DE JEUNES EXPERTS COMPTABLES

(Quartier Etoile)
recherche

ASSISTANT

niveau certificat supérieur diplôme enseignement supérieur apprécié expérience 2 ans minimum pour révision, assistance et conseil auprès de PME - PMI sous la responsabilité directe d'un expert comptable.

Adresser C.V. ss réf. 021 à C.E.A. 16, rue Pergolèse - Paris-16e.

INFORMATIS

INGÉNIEURS RÉSEAUX

Grande expér. logiciel des télécoms pour projets télécoms 1 TRANSPAC - X25 - SNA

INGÉNIEURS SYSTÈME

Expérience MOTOROLA 68000 et le langage C.

INGÉNIEURS SYSTÈME

Expérience MITRA 125 et le LTR (projets importants nécessitant déplacements à l'étranger).

2 HOMMES SYSTÈME

- Expérience IBM/MVS.
- Expérience BURROUGHS.

ANALYSTES PROGRAMM.

pour projets de gestion COBOL - CICS - DOS - VSE/VM

26, r. Daubenton, 5e. 337-89-22.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

IBM 430X - DOS/VSE
CICS-VESAM-DLI-COBOL
CONNAISSANCE COMPTABLE

GUIDE PRESTATIONS
94, rue St-Lazare
75009 PARIS. 281-40-12.

Recherchons
DIPLOMÉS (ES)
ENSEIGNEMENT SUP.

pour animer des conférences audiovisuelles en milieu scolaire. Temps partiel. Voiture et tél. indispensable. Formation assurée. Env. C.V. et photo au C.I.E., 143, rue de Saussure, 75017 PARIS.

Etablissement public
Porte de Versailles
recherche
pour la Nouvelle-Calédonie

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

Adr. C.V. et prétentions : nº MO 80361 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Ets d'enseignement supérieur privé

recherche

PROF. D'ESPAGNOL COMMERCIAL

Tél. : 747-06-40, poste 38.

ATYA recherche ingénieur ou analyste programmeur Expér. assembleur MITRA 15 nécessaire. Env. C.V. + prét. ATYA, 35, r. des Bergers, 15e.

ÉCOLE AU CENTRE DE PARIS
recherche

PROFESSEURS DE FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE

Langue maternelle français licence ou équivalent, dipl. et exp. en français, langue étr. (Audiovisuel, etc.), à ts niv. pour adultes. Au courant recherches méthodologiques. Ecr. s/nº 8.435 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

P.M.E. très forte expansion
recherche jeune

VENDEUR

très dynamique pour matériel
FORAGE PÉTROLIER
sur secteur FRANCE.

Ecrire sous nº T 068.442 M, RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.



Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme ***les femmes et les hommes*** *passionnés par l'informatique et qui intègrent DIGITAL, le deuxième groupe informatique mondial.*
Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez DIGITAL une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations.
Nous cherchons à pourvoir 4 postes de

Consultants

en bureautique, gestion, recherche scientifique.

De formation grande école ou universitaire, ces ingénieurs de haut niveau viendront s'intégrer à notre CENTRE NATIONAL D'APPLICATIONS dont la mission est la recherche, l'évaluation et l'intégration dans notre architecture des logiciels d'applications existants sur le marché, pour apporter DES SOLUTIONS A NOS CLIENTS.

Ils travaillent en étroite collaboration avec notre Direction Marketing.

Une expérience de 5 à 8 ans dans l'informatique, acquise de préférence chez des utilisateurs, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Soyez bien: merci d'envoyer votre dossier de candidature sous REF M 113 à Jean-Paul VERDU, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 EVRY CEDEX.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Curriculum

Ingénieur responsable de projets télécommunications

Chez Hewlett-Packard France, 3ème exportateur français d'informatique. 2,5 Milliards de francs de CA. 2700 personnes, vous êtes responsable du plan directeur d'équipement de notre société en matière de communication : données, voix et vidéo. Dans le cadre du budget télécommunication que vous supervisez, vous vous chargez d'améliorez la performance des matériels existants. Le choix des solutions nouvelles vous incombe et ce, depuis la sélection des constructeurs jusqu'au contrôle de l'installation et du support technique des représentants d'HPF dans ce domaine, vous en assurerez les contacts avec les utilisateurs ainsi qu'avec l'administration (PTT).

Diplômé d'une école d'ingénieurs (INT, SUP TELECOM...), votre première expérience de 2 ans minimum dans une grande entreprise vous a familiarisé aux problèmes de sélection et d'installation d'équipements de téléphonie moderne. Votre aisance dans les contacts et une bonne pratique de l'anglais, sont vos atouts supplémentaires pour évoluer dans un environnement international motivant propre à notre entreprise. La rémunération attractive est liée à votre expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous réf. AHQ/11/M. à Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac. 91040 Evry Cédex.

Un partenaire de la vie économique française.



HEWLETT PACKARD

média-system

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
Etudier des sondes pour l'exploration pétrolière...

La Société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et la production de nouveaux systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures.
Le département d'Etudes Mécaniques participe à la création et à la mise au point d'instruments de mesures faisant appel aux techniques les plus avancées et utilisées dans des conditions d'environnement particulièrement sévères. Il recherche un

Ingénieur mécanicien

Grande Ecole

qui sera chargé, en liaison avec une équipe pluridisciplinaire (Géophysiciens, Informaticiens et Electroniciens) de concevoir, développer, tester les prototypes, et d'assurer leur passage vers la fabrication de série.

Pour atteindre ces objectifs, il disposera d'importants moyens d'études et d'expérimentation (notamment un support CAO) et sera amené à tester les prototypes sur les sites d'exploitation principalement à l'étranger.

Une expérience de quelques années et une pratique courante de l'anglais, vous permettront de réussir dans ce poste et de vous ouvrir de larges perspectives de carrière dans le GROUPE SCHLUMBERGER.
Ce poste est basé à CLAMART (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel,
EPS Schlumberger, 26, rue de la Cavée, 92140 Clamart.

Schlumberger

Société industrielle de tout premier plan
contrôlant de nombreuses filiales en France et à l'étranger. Un des leaders mondiaux de la fabrication, la vente et l'installation «clefs en main» de biens d'équipement, recherche pour son ***siège Région Parisienne***

JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

Il sera chargé, au sein du service juridique de la société :
- de l'établissement des conditions contractuelles des offres,
- de la participation aux négociations avec les clients,
- de l'assistance juridique dans l'exécution des grands marchés internationaux.

Le jeune candidat aura une formation de juriste, une bonne connaissance des affaires internationales et une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire.

Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 1215 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

91 ORSAY *Société négoce* instrumentation, équipement recherche pour France INGÉNIEUR CCIAL, connaiss. électronique souhaitées Anglais indispensable
Tél. (6) 907-20-48.

Ecole technique privée centre Paris ch. PROFESSEURS très qualifiés : ANGLAIS, CHIMIE et BIOLOGIE. Env. c.v. à ICLA. 38, rue des Mathurins, Paris-8e qui transmettra.

TRAM Informatique
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

(école d'ingénieurs ou équivalent).
Confirmés et débutants

logiciels de base, systèmes, applications temps réel sur mini-ordinateurs.

Connaissances MITRA, PDP, UNIX appréciées.

Adresser un dossier de candidature avec prétentions s / réf. M 84.01.09 à
TRAM Informatique
23, avenue Raymond Falaize
78390 BOIS D'ARCY

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile.
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux.
27600 personnes — C.A. 9 Milliards de Francs

recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEUR PROCESS

diplômé grande école OPTION INFORMATIQUE (E.S.E., Centrale, Mines, E.N.S.T...)

pour Valeo Thermique (La Verrière - 78)

Après une formation approfondie sur les mini-ordinateurs industriels (HP, IBM), vous vous verrez confier des études informatiques diverses en rapport avec les processus de fabrication.
Vous aurez également pour mission la mise en place du réseau de communications entre nos différents matériels en liaison avec nos établissements de production.

A partir de ce poste notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F). CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 55083/M à : Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen — 75017 PARIS.

Etudes stratégiques

Nous sommes **l'une des premières sociétés parisiennes d'assurances** et nous créons **le groupe qui, rattaché directement à la Direction Générale, sera chargé des études générales et du développement stratégique.**

Rejoignez-nous si vous êtes **diplômé de l'enseignement supérieur** (grande école ou équivalent) avec une formation (éventuellement complémentaire) économique et si vous disposez dans ce domaine d'une **expérience** de quelques années en entreprise ou dans une société spécialisée.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3164 à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)



Le numéro 1 français des métaux précieux et spéciaux



LE COMPTOIR LYON - ALEMAND - LOUYOT
recrute
pour son Centre de recherche de Paris un

INGENIEUR CHIMISTE

Formation Grande Ecole de chimie : ESPCI, ENSCP, etc...

Spécialisé en chimie minérale et ayant des connaissances en physico-chimie.
Une expérience de 2 à 3 ans en **recherche-développement** est très souhaitable.
L'intéressé aura pour mission, au sein d'une équipe de haut niveau, de mener des recherches dans le domaine de la **CATALYSE HETEROGENE.**

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à CLAL - Direction du Personnel sous référence IC - 13, rue de Montmorency 75139 PARIS CEDEX 03.

média-system

Groupe International de Sociétés de Services en Informatique (4500 personnes)
recherche
pour son siège à Paris

Attaché(e) à la Direction Financière

(HEC, ESSEC, ESCAE, ...)

Le candidat, débutant ou ayant une première expérience, devra justifier d'une solide formation financière (DECS).

Rattaché au Secrétariat Général du Groupe, le poste se situe à la Direction Financière (Bilan consolidé, Tableaux de bords, Analyse Financière).

A terme de 2 ou 3 ans, d'importantes possibilités d'évolution pourront être proposées à un candidat de valeur.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) seront adressées sous Réf. PM/02 à SOFRECO, 18, rue Boissière 75116 Paris.

ENTREPRISE DYNAMIQUE secteur EDITION, basée à PARIS
recherche pour son développement

2 JEUNES DIPLOMES

(Centrale, HEC, ESC...) pour missions temporaires :
- Etude, réalisation et suivi du contrôle des stocks informatisés. *(Référence 8433)*
- Etude, réalisation et suivi de la gestion de trésorerie informatisée. *(Référence 8434)*

Pour ces deux postes, la pratique micro-informatique est indispensable.

COLLABORATEUR

du Directeur Administratif

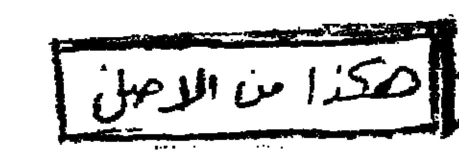
Expérience de 3 ans en milieu P.M.E. exigée.
Connaissance et pratique informatique et comptable appréciées. *(Référence 8435)*

COLLABORATEUR DE BANQUE

Expérience 3 ans minimum dans la pratique bancaire pour suivi quotidien des opérations de l'entreprise.
Connaissance comptable et micro-informatique appréciées. *(Référence 8436)*

Envoyer CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à C.I.S. 18 rue d'Anjou - 75008 PARIS.

pmp



هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géo-physiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Nous désirons développer notre section «Manufacturing engineering» et recherchons un

Ingénieur projet
(ENSPCI, Mines)

Il aura pour mission le suivi technique de prototypes ainsi que de systèmes actuellement en production. Il aura en plus la responsabilité de la technologie, de la soudure haute température.

Ce poste nécessite notamment des connaissances en électronique et en métallurgie. Une première expérience serait appréciée.

La réussite dans ce poste et la pratique courante de l'anglais ouvrent des perspectives d'évolution dans les services d'études et de production au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel sous référence 259 **ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER,** 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger



CONTROL DATA : UNE ENTREPRISE À LA MESURE DE VOS AMBITIONS

Les faits sont là : CONTROL DATA c'est 60 000 personnes dans 47 pays, c'est 4,6 milliards de $ en 1983. Incontestablement nos paris sont tenus, question d'ambition. Ambition commune à tous nos collaborateurs (ils sont 900 en France), ambition soutenue par notre dynamisme technologique. Quel constructeur en effet occupe une place de leader dans des domaines les plus variés de l'informatique tels que les super-calculateurs de haute technologie, CAO, CFAO, EAO, systèmes d'applications spécialisées, périphériques, supports magnétiques...

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
DIVISION BANQUE FINANCE

De formation commerciale supérieure ou de type ingénieur..., vous avez déjà exercé vos talents dans le monde de la finance ou de la banque. Nous souhaitons rencontrer des professionnels performants capables de développer de nouvelles affaires, de mener des négociations au plus haut niveau, d'étudier, de conseiller et d'offrir des solutions complètes à nos clients. Dynamiques, autonomes et efficaces, vous venez de chez un constructeur, d'une SSCI, mais nous étudierons également votre candidature si vous avez une première expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Anglais indispensable, ne serait-ce que pour la formation que vous serez amené à suivre à la maison mère à Minneapolis. (Réf. 960 M)

INGÉNIEURS CONSEILS DE HAUT NIVEAU :
VENEZ VENDRE NOTRE EAO

Votre expérience d'ingénieurs conseils au sein d'une SSCI, cabinet conseil de formation..., vous a permis de connaître à fond l'entreprise, son organisation, ses plans stratégiques, ses hommes et leur rôle.
Votre mission consistera en l'analyse des besoins, la recherche de solutions en matière de formation jusqu'à l'élaboration d'un plan de travail en accord avec les responsables de l'entreprise.
Vous associerez le conseil à la vente des produits que nous offrons.
L'anglais est nécessaire pour les liaisons avec la maison mère à Minneapolis. (Réf. 961 M)

Adresser c.v., photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

ALPHA-CDI



Filiale d'un groupe international nous sommes le premier organisme d'études de marché en France (700 personnes). Spécialisé dans les panels (instruments de mesure de flux de consommation à l'aide d'échantillons) nous faisons appel à des techniques d'avant-garde dans les domaines Informatiques et Statistiques. Notre expansion rapide et le lancement de nouveaux services nous permettent d'offrir des opportunités à de jeunes ingénieurs.

Chargé d'études
Organisation et Méthodes

Réf. 763 CE

Débutant, de formation ingénieur (I.D.N., I.N.S.A.,...) vous intégrerez notre équipe organisation et méthodes. Vous prendrez en charge un important projet sur la collecte - validation des données panel à l'aide de micro-ordinateurs portables.

La méthode consiste à définir les méthodes puis à former les futurs utilisateurs (250 enquêteurs).

Lieu de Travail : Cergy-Pontoise.

Ingénieur Développement
Centrale, Mines,... Réf. 763 ID

Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience professionnelle. Au sein de l'équipe Développement de l'entreprise, vous participerez à l'organisation, au développement et à la mise en place de la chaine de traitement d'un important nouveau service.

Vous assisterez ensuite les commerciaux dans l'élaboration des études spéciales.

Ce poste nécessite une bonne compréhension des besoins marketing des clients. Vous utiliserez des langages informatiques de 4ème génération.

Lieu de travail : Paris 15e

Ingénieur Statisticien
Réf. 763 IS

De formation supérieure, IDN, ISUP, DESS d'économètrie..., vous avez acquis une première expérience dans le domaine d'études, de dépouillement d'enquêtes et de traitement des données. A l'issue d'une période de formation vous prendrez en charge :

- l'exploration et la mise à jour des univers commerciaux,
- le développement des nouvelles méthodes de contrôle, validation, extrapolation des données,
- la modélisation des données issues des panels.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise.

Curriculum

René PILLOY examinera votre candidature (indiquer la référence du poste)
A.C. NIELSEN COMPANY, Ressources Humaines, 9, Avenue des Trois Fontaines 95007 CERGY PONTOISE Cedex.

FESTO S.A.R.L.
composants d'automatisation
PNEUMATIQUE et ÉLECTRONIQUE

recherche pour son service technique :

UN ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE)

- Niveau B.T.S. pour seconder ingénieur.
- L'assistant(e) assurera le secrétariat technique du service et utilisera à ce titre des moyens informatiques importants. La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand serait un atout supplémentaire pour la réussite de cette mission.

Envoyer un c.v. détaillé, photo et prétentions à :
FESTO S.A.R.L.
5, rue Montgolfier, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

LES ÉDITIONS LITO

41, RUE DE VERDUN
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

recherche

AUTEURS

Pour de nouvelles collections de littérature enfantine

Nous recherchons pour notre service après vente

TECHNICIEN H/F débutant BTS-IUT

Connaissances électroniques microprocesseur, programmation Basic microordinateur. Déplacements fréquents.

Adresser candidature à :
SCANTEC Sarl
68, rue de Paris
93804 EPINAY-sur-SEINE.

Recherchons un

PROF. GÉOGRAPHIE

EXPÉRIENCE 3 ANS MINIMUM

avec maît. en géographie ou expérience en B.T.S. Tourisme.
Tél. : 747-06-40, p. 38.

GROUPE DE SOCIETES DE SERVICES ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE
d'excellente notoriété et très bien implanté, cherche

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Notre but est d'accroître notre part sur le marché de la vente de mini et micro, et de progiciels professionnels associés.

La fonction comporte, **dans un cadre très formateur,** la recherche de clientèle, le conseil, la promotion de nos produits, la négociation des contrats et le suivi de leur exécution.

Elle nécessite donc de la part d'un candidat qu'il ait **la passion de la vente.**

Si c'est le cas, ses responsabilités croîtront très rapidement dans un secteur où **les possibilités sont illimitées.**

Une connaissance de l'Assurance sera très appréciée.

Le poste situé à Paris est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en indiquant impérativement prétentions sous réf. 1150 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

LE CONSEIL GENERAL DE SEINE-ET-MARNE

..recherche ...recherche ...recher

UN SPECIALISTE DE LA COMMUNICATION

... Vous connaissez bien les techniques de communication
... Vous avez une formation supérieure
... Vous avez une grande expérience journalistique
. Vous vous intéressez aux collectivités locales

... ECRIVEZ AU :
PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE SEINE-ET-MARNE
HOTEL DU DÉPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX

Merci de joindre photo, C.V. et rémunération souhaitée

LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
SMITH KLINE &FRENCH

documentaliste médical HF

agent de maîtrise

POSTE :
organisation pratique de la documentation médicale, de l'exploitation des données et de l'orientation des recherches bibliographiques selon les directives du Médecin responsable de l'Information.

PROFIL :
- spécialiste expérimenté, industrie pharmaceutique (INSERM, CNRS...)
- connaissance pratique des techniques récentes de documentation informatisée.
- bonne maîtrise du langage scientifique et de l'anglais.

Nombreux avantages sociaux, dont 13ème mois et 6 semaines de congés (HIVER-ETE).

Ecrire avec C.V., photo, desiderata à Direction du Personnel, Réf. FS - 12, place de la Défense Cedex 26 92090 PARIS LA DEFENSE.

---

secrétaires

GROUPE INTERNATIONAL SPÉCIALISÉ TRANSPORTS AÉRIENS
recherche

SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS - FRANÇAIS
sténo anglais - français

Envoyer candidature et C.V. sous n° T 068.445 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Notre société spécialisée dans le matériel téléphonique se situe parmi les leaders du marché mondial.

Nous recherchons, pr seconder notre Directeur DISTRIBUTION,

une :

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

parfaitement BILINGUE (anglais).

Personne expérimentée, BTS ou niveau, elle participera à la gestion commerciale, suivra les activités du réseau ventes, ainsi que certains dossiers MARKETING et PRODUITS.

Lieu de travail : PARIS (8e).

Ecrire à HPF, Direction du Personnel, B.P. 29, 74130 BONNEVILLE.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
PARIS

recherche

JURISTE
DEA, DESS, IEP...

Connaissance passation exécution et règlement des MARCHÉS DE TRAVAUX (privés et publics) appréciée

Pour :
- Assistance juridique aux organismes professionnels affiliés et aux entreprises.
- Représentation de la profession auprès d'instances administratives diverses.

QUALITÉS RÉDACTIONNELLES ET SENS DU CONTACT INDISPENSABLES

Écrire avec C.V., photo prétentions ss n° M 80412 BLEU, 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra

---

ORGANISME de

FINANCEMENT
du LOGEMENT SOCIAL
offre situation stable à

COLLABORATEUR
au sein de sa

DIRECTION ÉTUDES

Le candidat aura une formation supérieure (Maîtrise Sciences Eco, Sciences Po. ou équivalent) et une expérience de quelques années dans le secteur du logement social.

- Il devra posséder des capacités de rédaction, d'analyse, de synthèse et une bonne curiosité d'esprit.
- Il possédera de bonnes facultés de contacts humains et une facilité d'expr. orale.

Après formation, il aura l'entière responsabilité de son secteur d'activité.

POSITION CADRE

Adr. lettre manuscrite + C.V. indiquant dernier salaire perçu sous réf. 8.299 à

B.E.O.
34, r. de l'Arcade, 75008 PARIS.

AGENT DE CHANGE CHERCHE

ANALYSTE FINANCIER
CONFIRMÉ

Ecr. s/n° 8.393 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE BANLIEUE SUD 40.000 HABITANTS
recrute pour son CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ (49 personnels médicaux, 36 personnels administratifs)

1 DIRECTEUR ADMINISTRATIF

- Poste du cadre A :
- Expérience milieu communal et/ou centre de santé indispensable ;
- Poste libre de suite.

Écrire sous n° 294.684 M
RÉGIE-PRESSE
7, r. de Monttessuy, Paris-7e.

LA VILLE DE ROSNY-S-BOIS
recrute

UN (E) FORMATEUR (TRICE)

Pour stage d'insertion 16/18 ans.
Exp. animation souhaitée.
- Salaire brut : 7.000 F.
- Contrat : 12 mois.

Env. C.V. à MONSIEUR LE MAIRE Hôtel de Ville, 20, r. Rochebrune. 93111 ROSNY-SOUS-BOIS.

CENTRE DE GESTION AGRÉÉ
recherche

COLLABORATEUR

CONFIRMÉ - DECS ou équiv., expér. cabinet pr contrôle de dossiers et relations adhérents.

COLLABORATEUR

DÉBUTANT - BTS
Env. C.V. et prét. à C.G.A. France, 20, place de l'Iris, 92411 COURBEVOIE CEDEX.

---

conseils en carrière

CADRES DIRIGEANTS A LA RECHERCHE DE VOTRE 2e SOUFFLE

Le poste que vous avez accepté hier, le reprendriez-vous aujourd'hui ? Si, au fond de vous-même, c'est non, ne vous y résignez pas.

Nous aidons les cadres dirigeants à trouver leur deuxième souffle. Nous sommes les conseils en orientation les plus expérimentés en Europe.

Notre méthode consiste tout d'abord à aider nos clients à fixer leurs objectifs, puis à réaliser les campagnes de prospection qui les conduiront à l'emploi le plus conforme à leur désir.

Pour une évaluation, confidentielle et sans frais, de vos propres possibilités de redéploiement, prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre avec un de nos conseils en orientation :

Forgeot Weeks

Conseil en orientation de cadres dirigeants
50, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris.
Tél. : 574.24.24

Meeting in English welcomed.

COFAP

OFFRES D'EMPLOIS

1er Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile ... 27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs

...lopper son potentiel humain

...UR PROCESS

...le école OPTION INFORMATIQUE ...le, Mines, E.N.S.T...)

...ique (La Verrière - 78)

...s stratégiques

...l'une des premières sociétés parisiennes et nous créons le groupe qui, rattaché à la Direction Générale, sera chargé ...rales et du développement stratégique.

...si vous êtes diplômé de l'enseignement ...le école ou équivalent avec une formation complémentaire économique et ... dans ce domaine d'une expérience de ...s en entreprise ou dans une société

...er lettre manuscrite, C.V., photo ... précisant sur l'enveloppe la réf...

MEDIA PA

...nse et discrétion assurées !

Le numéro 1 français des métaux précieux et spéciaux

LE COMPTOIR LYON - ALEMAND - LOUYOT



INGENIEUR CHIMISTE

...le Ecole de chimie : ESPCI, ENSCP, etc...

...CATALYSE HETEROGENE

Attaché(e) ...ection Financière

(HEC, ESSEC, ESCAE ...)

...OMES

...TEUR

...TEUR DE BANQUE

formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-X-NANTERRE

UER DE SCIENCES ÉCONOMIQUES
UER DE SCIENCES JURIDIQUES

FORMATION CONTINUE
destinée : – aux demandeurs d'emploi.
– aux salariés.

FORMATION DE « CADRE COMMERCIAL »
sanctionnée par une licence de sciences économiques diplôme national.

FORMATION DE « GESTION et DROIT de LA DÉCENTRALISATION »
sanctionnée par une licence en droit diplôme national.

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris-X-Nanterre
200, avenue de la République, 92001 NANTERRE.
Téléphone : 725-92-34, postes 866 et 896.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Formation prof. agréée CPE
● ANALYSTES-PROGRAMMEURS.
(GESTION OU INDUSTRIE).
● PROGRAMMEURS
● PRÉPARATION au BTS.
COURS DU JOUR ET DU SOIR
Inscriptions sessions oct. 84.
Tél. : 205-24-83. 241-83-83.

JOURNÉES d'INITIATION à la GRAPHOLOGIE
pour les responsables des Services de Recrutement
– 28 septembre.
– 12, 26 octobre.
– 9, 23 novembre.
Rens. et inscriptions :
Cab. M. MORACCHINI
22 bis, r. des Belles-Feuilles 75116.
Tél. 704-38-39
l'après-midi.

L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des

CADRES EXPÉRIMENTÉS

hommes et femmes, en activité ou en recherche d'emploi, de participer au stage de formation SINEGE sur

LA NÉGOCIATION
ET L'ANALYSE DES SITUATIONS

Le stage SINEGE s'adresse aux personnes ayant l'expérience de responsabilités (quelles qu'elles soient) et désireuses de donner une nouvelle orientation à leur activité. Il permet de clarifier ses choix et de renouveler ses pratiques en valorisant son potentiel personnel.

Date du stage : lundi 22 octobre 1984.
Durée : 16 semaines.
Lieu : 55, montée de Choulans, Lyon.

Les demandeurs d'emploi peuvent bénéficier de la gratuité du stage et d'une rémunération par l'Etat ; le stage ouvre droit également au congé de formation.

Contacter : Marielle SIGALAS au (7) 842-29-53
INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (I.G.M.)
55, montée de Choulans, 69323 LYON.

ESE · SUPELEC

INGÉNIEURS
à la recherche d'une RECONVERTION
ou d'une DEUXIEME COMPÉTENCE,
titulaires d'un D.E.A. ou d'une MAITRISE
DEMANDEURS D'EMPLOI OU SALARIÉS

Acquérez une solide compétence en ÉLECTRONIQUE

L'ECOLE SUPÉRIEURE D'ELECTRICITÉ vous en donne la possibilité en 12 mois à temps plein, dans le cadre du plan de rattrapage de la filière électronique.

du 3 décembre 1984 au 29 novembre 1985

Renseignements et inscriptions :
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ
Plateau du Moulon - 91190 GIF s/YVETTE
TÉL : (6) 941.80.40. Poste 1320

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE RESPONSABLE – 37 ans – Formation supérieure suisse, nat. française – Anglais, allemand, espagnol, italien courants (néerlandais, portugais, russe traduits) – Notions arabe – 10 ans expérience secteur bancaire, distribution, formation continue et construction ordinateur.
RECHERCHE : poste de responsable promotion des ventes dans entreprises désirant promouvoir sur le marché international produits ou services utilisant la télé-informatique (déplacements et/ou expatriation acceptés) (Section BCO/JCB 550).

INFORMATICIENNE – 44 ans – Diplômée d'enseignement sup. – Anglais – 20 ans expérience informatique dans Stés. Service caisses retraite – Etudes d'organisation, analyses fonctionnelles organiques – mise en place de procédures – Formation du personnel.
RECHERCHE : poste d'analyste sur gros projet plus particulièrement dans secteur prévoyance, assurance, banque – Disponbile rapidement – Paris et R.P. – Déplacements de courtes durées acceptés (Section BCO/GR 551).

J.F. 33 ans – Bilingue anglais – Formation supérieure (niveau IEP et DEUG de droit) – Licence tertiaire d'anglais + certificat d'études d'assistante bureautique (1 an) – Petite expérience dans entreprise diverse – Connaisssance comptabilité, dactylographie, traitement de texte.
RECHERCHE : situation avec polyvalence dans entreprise désirant s'adjoindre une collaboratrice – Paris – R.P. (Section BCO/JCB 552).

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL – Cie Maritime – 33 ans – Diplome commerce international – Anglais courant – 8 ans expérience projets industriels et containers chez transitaire puis armateur (Paris-Marseille) – Délégué 1 an en Arabie saoudite.
RECHERCHE : poste à responsabilité similaire – France ou étranger – Disponible immédiatement (Section BCO/GR 553).

ANPE

ECRIRE OU TELEPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

Ma philosophie ?

... C'est celle de l'effort, du mérite, du goût du risque, du dépassement ! 34 ans, homme de communication, de marketing ventes, je vous offre, Messieurs les décideurs et entrepreneurs, une réelle expérience commerciale confirmée [illegible] et pluridisciplinaire de 13 ans, que m'ont permis d'acquérir sur le terrain de solides connaissances de ventes et d'encadrement commercial. Ensemble, nous resterons des gagneurs !
Ecrire s/nº 8.416 *Le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
pour me dire

Votre philosophie !

Animateur, dipl. D.E.A.S., 10 ans d'exp. dont 6 ans, poste de direction, ch. emploi similaire. (42) 70-37-19.

EXECUTANT DE RÉGIE PUBLICITAIRE, 9 ans d'expérience, mise en page dans impt support, connaît composition ; photogravure, impression, rech. poste dans revue, agence de pub. ou annonceurs. Expér. 1 an 1/2 service commandes. Etudie ttes propositions similaires, service trafic, gestion stocks. Ecr. M. BOYER, 20, Allée-aux-Loups, 77200 TORCY ou tél. : 005-66-15.

JURISTE
Homme, 25 ans, diplômé université de Paris (DESS Droit international, diplomatie, maîtrise de droit public, anglais lu et parlé) recherche emploi ou stage dans Cabinet Juridique, organisation internationale ou entreprise dynamique, déplacement (s) possible (s) toutes régions et étrangers. JOUGLARD, 16-18, rue de la Prévoyance, 94300 VINCENNES.

J. FME 26 ans, 2 ans expér.
ASSISTANTE D'ÉDITION
secrétariat contacts avec auteurs journalistes imprimeurs diffuseur, anglais courant, rech. poste dans édition ou presse. Tél. : 950-38-10.

J.H., 22 ans, analyst. program. formé sur table IBM 34 et micro basic cobol lwit ass. IBM 370, ch. emploi ou stage rémunéré, connaissant anglais, 1re année gestion.
Ecr. J.J. HURSTEL 16, rue Tronchard 31800 BRUNOY.

J.H., 24 ans, maîtrise SCIENCES ECO
Anglais courant, dégagé obligations militaires, rech. situation dans entreprise pouvant offrir perspectives d'avenir. Paris ou province, région indifférente.
Ecrire nº 1.166 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

FEMME 46 ans, trilingue allemand, anglais, français (connaissances italien)) cherche EMPLOI INTERPRÈTE-HOTESSE, traductrice, standardiste. (Voire petits travaux annexe de secrétariat).
Ecr. s/nº 6.668 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 39 ans, professionnel immobilier loisirs, rompu problèmes gestion (syndic-copro-location-vente, gestion hôtelière et para-hôtelière propose son savoir-faire à promoteurs agences immobilières ou organismes para-publics. Etudie toutes propositions.
Ecrire sous Nº 309 à MAISON DE LA P.A. B.P. 29.355 69216 LYON Cedex 02.

Paris ou banlieue proche emploi 1/2 temps l'après-midi
J.F. MÉDECIN
(1re année en spécialisation) motorisée, bnes notions dactylo, ch. emploi (usine, labo ou secrétariat, tenue infirmerie ttes industries ou autre, même chez particulier.
Ecr. nº 68.934 PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transm.

J.F., universitaire trilingue anglais, italien, sens des relations et promotion désirerait être auditionnée par responsable d'Agence. Tél. au 628-05-64.

Ingénieur Informaticien, 26 ans, 2 ans expérience matériel BULL (mini 6 DPS 8) CHERCHE poste à responsabilité en province, préf. région Nord. Ecr. nº E. 5739 HAVAS LILLE.

Prof. HATYA YOGA, YOGA de l'énergie, membre FNEY, ch. vacation sur Paris. 893-29-96.

HOMME 52 ans cherche travaux compt., libre 1 jour par semaine. Tél. : 633-79-29.

J.F. FISCALISTE
34 ans, diplômée de l'Ecole nationale des impôts, maîtrise de droit, anglais courant, cherche emploi. Téléph. : 296-33-34.

J.F. 23 a., niv. BAC G1, ch. empl. bur. ou aut. Mme J. Lapuly. 287-33-93 préf. matin.

INGÉNIEUR CONFIRMÉ HYDRAULIQUE, génie rural, 47 ans, trilingue français, espagnol, portugais. Bonnes notions anglais. Expériences en Amérique latine, offre ses services à Sociétés d'Ingénieurs. Etudie toutes propositions.
Ecr. s/nº 4.048 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 20 ans, Bac G2 + IUT Techniques commerciales. rech. emploi stable. Ecr. s/réf. 1.063, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui tr.

J.F., trilingue anglais, allemand, cadre 32 ans, exp. coordination marketing média, secteur exportation cosmétique, recherche situation respons. et évolutive Paris banlieue Ouest.
Ecrire sous le nº T 68.368 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Sciences Po, 34 ans, J.F. 10 ans exp. prof. de formation, inform., secrétariat général, recherche pour des raisons familiales, formules de travail souple : animation de stages de formation, travaux d'inform. (conception d'imprimés, articles, etc.), études, dans le cadre d'une formule à temps part. ou de vacation ou contrat à durée déterminée, etc. Etudie toutes propositions.
Ecrire sous le nº T 068.323 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

MARKETING
J.F. 21 ANS – BAC + ISTEC – anglais courant. Bonnes connaissances allemand, japonais. Expérience dans différents services : marketing direct, téléphone, administration commerciale. Désire se joindre à l'équipe marketing d'une société. Qualités, relations humaines, encadrement, responsabilités. Ecrire nº 99.678 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

H. 32 a. recherche poste pupitreur IBM/34-LCO + procédure. Téléph. : 670-38-58, poste 24.

JEUNE FEMME 23 ANS titulaire bac G1, disponible de suite, dynamique et possédant expérience de travail de bureau, études universitaires en :
- Relations internationales ;
- Droit civil ;
- Droit constitutionnel ;
- Sociologie ;
- Psychologie sociale.

Etudie toutes propositions pour un poste stable et motivant de secrétaire dactylo ou d'animation dans le secteur social, pédagogique ou scolaire à Paris ou région parisienne.
Ecr. s/nº 6.661 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR DU PERSONNEL
40 ans, études supérieures, Droit, gestion. Anglais courant, 13 a. d'expér. dans organisme professionnel et industrie. Maîtrisant tous les aspects de la fonction : recrutement, formation, administration et gestion du personnel, élaboration de la politique sociale, négociation avec les partenaires sociaux et organismes extérieurs, rech. de préf. région parisienne
DIRECT. RELAT. SOCIALES Grosse PME ou filiale grand groupe ou SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.
Libre rapidement.
Ecr. Nº 1162, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

Actuaire diplômé IAF, spécialisé retraite prévoyance, étudierait toute proposition.
Ecr. s/nº 1305 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BTS traducteur commercial + lic. et maîtr. angl., esp. + 2 a. exp. prof., ch. empl. stable. Ecr. s/nº 8429 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille, 18 ans, ayant BEP, CAP sténo-dactylo, cherche emploi stable. Tél. : (16-6) 001-06-77.

CADRE COMMERCIAL SPÉCIALISTE EXPORT 20 ANNÉES EXPÉRIENCE NÉGOCIATEUR CONFIRMÉ HOMME DE TERRAIN.
Offre ses services à PME, CHAMBRES DE COMMERCE pour les marchés AFRIQUE DU NORD, AFR. NOIRE et LIBAN.
Ecr. s/nº 8427 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 30 ans psychothérapeute, capacités rédactionnelles, un livre, plus. articles, doct. Sc. Po. Paris, trilingue. Etudierait tte proposition. Tél. : 277-13-67.

INFORMATICIEN 34 A. H. NIVEAU Doct. + expér. grand constr. (Bull) + grande banque (architecte), rech. nouv. sit. Ecr. s/nº 1302 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Psychologue clinicienne, licence anglais-dactylo-rewriting, cherche poste mi-temps, Mme SUTTER, 45, rue Diderot. CHAMPIGNY/MARNE.

représentation demandes

H. 36 ans, 15 ans expérience dans la vente, cherche place poste commercial. Libre rapidement. Etudie toutes propositions. Ecr. ou tél. à M. Jendot, 24, rue du Chevreuil, 60620 ROUVRES. Tél. (4) 488-22-75.

travail à domicile

Jeunes filles, expér. recherche travaux dactylo à leur domicile. Tél. le soir 261-80-22 P. 4544 ou 16/32/21-35-70.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A VENDRE PEUGEOT 104 SR année 1980, 6 cv Très bon état Tél. 906-55-76. Après 19 heures.

divers

BMW SÉRIE 3 5 - 7
Ex. tt peu roulé, garantie auto Paris-XVe. 533-69-95. 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

propositions diverses

Vous allez faire construire ou acheter sur plan. Un expert impartial peut vous éviter d'onéreux déboires. Appelez M. LAGARDE au (1) 344-54-77.

Technicien s/Lyon assurerait pour constructeur matériel industriel de blanchisserie installation maintenance Rhône-Alpes. Tél. (7) 857-35-78.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Vous voulez devenir conseiller ? Vous voulez aider les autres ? Nous pouvons vous offrir cela Présentez-vous maintenant au : CELEBRITY CENTER 41, rue de la Tour-d'Auvergne 75009 PARIS.

perdu - trouvé

Chien griffon noir et blanc, fesse D. noire, G. blanche, taille moyenne, harnais équipé d'un grelot. Fugue le 20/9. Propriétaires 3e âge. Récompense à qui le trouvera ou le rendra. Tél. 237-04-62. Doit déambuler dans ANTONY.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

LE MARAIS (Métro Saint-Paul) séjour + 1 p. cuisine, w.-c., 35 m², 3e étage, calme, sol., 290.000 F. Tél. : 327-28-60.

6e arrdt

CHERCHE-MIDI 5 p., 140 m² s/cour fleurie, ref. nf, prof. lib., T. 633-29-17, 577-38-38.

Mº SAINT-PLACIDE
Bon imm., s/rue, liv. dble, 2 chbres, entrée, cuis., bains, w.c., chf centr. individuel. 32, RUE SAINT-PLACIDE. Mardi, mercredi 14-17 heures.

7e arrdt

LATOUR-MAUBOURG
Bon imm., asc., chf centr., petit stud., entr., kitch., dche, w.c. Prix intéressant. 3, PASSAGE DE L'UNION (angle 175, rue de Grenelle). Mardi, mercredi, 16-19 heures.

RUE DE LILLE PRÈS PARC, TRÈS BEAU 4 P., 150 m², charme, XVIIe, parquet Versailles + serv. DORESSAY, 624-93-33.

12e arrdt

Pr. Pl. DAUMESNIL
Pptaire vd ds imm. réfection :
– Dble liv. + chbre, cuis., bain, terrasse.
– 2 p., cuis., bain, poutres, rénovation de caractère.
Tél. : 634-13-18.

14e arrdt

ALÉSIA. Récent, tout confort
2-3 P. ÉTAGE ÉLEVÉ.
Px 716 000 F, 542-40-90.

Bd Lefebvre (près), 706-39-10. Beau 3 p., 70 m², tt cft, 9e ét., balcon, box fermé. 770.000 F.

PORTE D'ORLÉANS DUPLEX 9e et 10e ÉTAGE, 3 P., imm. récent, balcons. GARBI, 567-22-88.

ALÉSIA 1/2 PCES tt cft, asc., balc. Px 267.000 F. T. 325-97-16.

15e arrdt

LABROUSTE RÉCENT état neuf, living 25 m² + 3 chambres, grande cuisine, calme, soleil. RARE. Px 860.000 F. T. 577-74-38.

16e arrdt

NEUF STAND SOLEIL VUE PANORAMIQUE
GD 3 P. TERRASSE
Cuis. équipée, bains, finitions soignées. 16, RUE JOUVENET. Tél. : 503-00-11.

17e arrdt

PEREIRE STUDIO 30 m² tout confort. Px 320.000 F. T. 327-28-60.

115 m², 5 pièces, divisible en deux. A visiter sur place, 70, rue P.-Demours, 1er étage. Mardi-mercredi, 18 h à 20 h.

TERNES, 250 m², autour patio
TERRASSE 200 m².
Belle rénovation. 703-32-31.

Mº Guy-Mocquet, studio tt cft, terrasse, jardin, imm. récent. Prix : 287.000 F. Immo Marcadet, 252-01-82.

18e arrdt

Pl. Ch. DULLIN, stud. 30m², 5e, asc., cuis. et bns, av. fenêtre. Px 250.000. T. 285-00-59.

JULES-JOFFRIN
Beau studio tt cft, ref. neuf. Tél. : 634-13-18.

Jules-Joffrin, 2 p. tt cft. 219.000 F. 3 p., cuis., w.c. 398.000 F. Immo Marcadet, 252-01-82.

Max-Dormoy, imm. récent, studio tt cft, park. 171.000 F. Immo Marcadet, 252-01-82.

Montmartre - Caulaincourt
SPACIEUX 2 P.
250.000 F. Vernel 526-01-50.

19e arrdt

R. PETIT, 2 p. tt cft, 48 m², 8e, asc., imm. 70. Px 320.000. ALGRAIN - 285-00-59.

20e arrdt

MAISONS — LOFTS
200 m² ou 300 m² + jardin + terrasses + patio, charme. A AMÉNAGER. Tél. : 544-48-44.

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES 4 PIÈCES, NEUF
84 m², grand séjour, salle de bains, cuisine, w.-c., nombreux rangements, balcon, box indépendant, interphone.
PRIX : 584.900 F avec prêts P.A.P.
Visite sur place du ven. au lun. 14-19 h, angle rue l'Abbé-Lemire et rue Emile-Zola.

Province

A VENDRE CAP-D'AGDE zone naturiste, studio 4 pers. 27 m² + terrasse, 2e ét., proche bord de plage, piscine meublé, kitchenette équipée parking. Prix : 224.000 F. Tél. SOPRA GESTION (16-67) 26-04-07.

appartements achats

AGENCE LITTRE
46, RUE MADAME
TÉL. : 544-44-45
Recherche pour sa clientèle HOTELS PARTICULIERS APPTS 4 A 8 PIÈCES PIED-A-TERRE. RÈGLEMENT COMPTANT.

Recherche 2 à 4 pièces PARIS préférence 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

GROUPE DORESSAY
rech. POUR DIPLOMATES
APPTS 150 A 300 m²
ACHAT OU LOCATION Rive gauche, 8e, 16e, 17e Neuilly Téléphone : 624-93-33.

JE CHERCHE
A LA DEMANDE DE CLIENTS SÉRIEUX ET SOLVABLES Appartements et maisons bien placés dans Paris CLASSIQUE OU ORIGINAL ESTIMATION GRATUITE préalable à toute vente. SERGE KAYSER 329-60-60.

locations non meublées offres

Paris

VOUS CHERCHEZ UNE LOCATION ? Pensez HESTIA le Nº 1 de la location entre particuliers. 104, rue de Richelieu Paris-75002. Téléph. : 296-58-46.

LOCATIONS
DISPONIBLES
PART. A PART.
PARIS BANLIEUE
CLP 807-05-46
68, rue du Chemin-Vert-XIe METRO SAINT-AMBROISE.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing. 4 p. et plus. T. 285-11-08.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs mutés et personnel, GROUPE PÉTROLIER FRANÇAIS recherche divers appts toutes catégories. Même loyer élevé ou villas Paris et env. T. 503-37-00.

Cherche logements pour cadres expatriés japonais. Loyers garantis par société. Tél. le soir 326-36-63.

Etudiant cherche studio Paris 5e, 6e 7e. Loyer 1.800 F C.C. Tél. : 549-21-75 après 20 h.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banlieues. Loyer garanti, 889-89-66, 283-57-02.

maisons individuelles

Montreuil – Croix-Chavaux, maison 198 m² hab., 7 pces, 2 cuis., 2 s. de b., tt cft + 2 pces, occupé indépt., cave, grenier, garage, jardin. Px 800.000 F. T. 857-68-12.

pavillons

Pavillon récent F4 + 2 garages proche Sologne (étangs, forêts), sur 2.500 m² de terrain. Téléphone : 16-46-42-08-32. Prix : 270.000 F à débattre.

GAGNY-CHENAY
Secteur calme, proche SNCF, bus, stade, piscine, écoles, CES. Pavillon jumelé. S/sol total : garage, cave, buanderie. R.d.c. : entrée, w.c., séjour dble 32 m², cheminée, cuisine. 1er ét. : 3 ch., s. de b. avec w.c., grenier, chauff. centr. fuel, jardinet 195 m², terrasse. 580.000 F. Tél. : 332-92-08 après 19 h 30.

villas

BOUVIERS (prox. VERSAILLES), splendide villa neuve 9 P. s/835 m². Constr. qualité, vue panoramique. 1.850.000 F TTC. Exclusivité MAT Immobilier. 953-22-27.

maisons de campagne

URGENT, banlieue Ouest, belle maison 1980, 7 pces, 2 bns 2 w.-c., séjour dble, cheminée, cuis. aménagée, 200 m² + garage 2 voit. et salle jeux 1.250.000 F. Tél. bureau : 410-68-02.

propriétés

ENVIRONS NIMES TRÈS BELLE DEMEURE XVIIIe SIÈCLE
Vastes pièces de caractère, ensoleillées, donnant sur parc entièrement clos. Descriptif sur demande. Cabinet Jacques DIDIER 20, bd Gambetta, 30000 NIMES - B.P. 1416. Tél. (66) 67-53-37.

VERSAILLES 6 KM « FOLIE » 18e siècle
Parfaitement rénové, séj. 4 chbres, 3 s de bns, tt cft, décoration raffinée, parc 3.000 m² avec pièce d'eau. Px justifié
CHESNEAU. 950-14-07.

URGENT CAUSE DÉPART EXCEPTIONNEL
OUEST proche PARIS Magnifique propriété sur très beau parc. 2.200.000 F. Tél. H.B. : 260-66-13.

viagers

Etude LODEL 35, bd Voltaire, PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

VIAGER LIBRE, studio, cft 30.000 F + 2.200F/mois (viager + crédit). 268-05-43.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
TÉL. : 355-17-50.

ARTISAN 100 F, R.C. 180 F. Constitution SARL 2 000 F. S.D.M. 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54, 8, faubourg Poissonnière, 9e-10e. 770-54-68.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social. Tél., Télex, secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. Location courte ou longue durée.
ACTE — 562-66-00.

1 500 M2 A LOUER
7e ARRDT, proche des INVALIDES, immeuble grand standing, caractère et fonctionnel, clair, avec parking. Disponible rapidement. Très bon état.
S.I.I.P. S.A. 225-65-80.

VOTRE SIÈGE SOC. 92
Burx meublés, domiciliation secrét., tél., telex. Boulogne. ACTE 92 - 603-38-32.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e. Domiciliation RM, RC, SARL. Constitution Sté 763-47-14.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, Télex.
Téléphone : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL, R.C. 180 F, S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 54, r. de Crimée, 19e et 4, r. des Deux-Avenues, 13e. Tél. : 607-62-00.

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Loc. Burx, Secrétariat, Télex.
CONSTITUTIONS SOCIÉTÉS
et CRÉAT. DE TTES ENTREP.
ASPAC SA 293-60-50 +.

ENTREPRENDRE AVEC BUSINES BURO : Bureau ou domiciliation + services. Tél. : (1) 346-00-55.

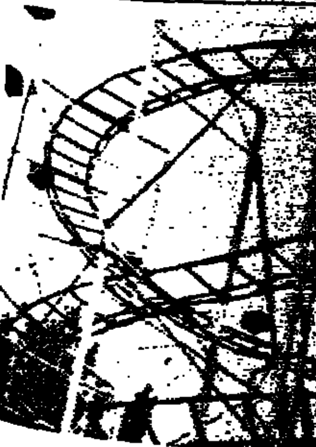
fonds de commerce

Ventes

A vendre fonds de commerce avec licence catégorie 4. Prix 100.000 F. Tél.: 241-05-45.







هكذا من الاصل

Le Monde

économie

AFFAIRES

Nouvelle baisse de la collecte de l'épargne

La collecte de l'épargne liquide des ménages a fortement baissé au cours du deuxième trimestre de l'année 1984, comme le confirment les derniers chiffres publiés par la Caisse des dépôts et consignations (CDC). D'avril à juin, l'excédent des dépôts sur les retraits a chuté à 5,2 milliards de francs, soit près du tiers du total des sommes collectées durant le trimestre précédent (14,1 milliards de francs).

Cette chute est particulièrement sensible pour les livrets CODEVI et les produits traditionnels (livrets A, B, épargne-logement, comptes chèques). La collecte des comptes pour le développement de l'industrie n'atteint en effet que 4,5 milliards de francs au second trimestre, contre 13,5 milliards au premier. Ce recul, amorcé en janvier, était certes attendu après les résultats « exceptionnels » des premiers mois suivant leur création, en octobre 1983 ; mais il pose déjà, indique-t-on de source bancaire, le problème du relèvement de son plafond (fixé par décret à 10 000 F lors du lancement).

Parmi les produits des caisses d'épargne (hors CODEVI et Livret d'épargne populaire (LEP), pour lesquels on note une accélération globale très nette des retraits par rapport aux dépôts (4,4 milliards de francs de solde négatif contre un déficit de 0,7 milliard au premier trimestre), le sursaut du livret A fait cependant exception. Grâce au relèvement de son plafond, intervenu le 15 juin dernier, il a, en effet, immédiatement drainé plus de 5 milliards de francs dans les réseaux de caisses d'épargne (Ecureuil et PTT).

Seul échappe à cette tendance générale à la baisse le livret d'épargne populaire (LEP). Le relèvement en avril dernier de son plafond, de 10 000 F à 20 000 F, a fait passer la collecte du « livret rose » de 1,4 milliard de francs au premier trimestre à 5,1 milliards au second.

Ces résultats ne font que confirmer la baisse continue constatée depuis 1975, lorsque le taux d'épargne annuel des ménages avait atteint le sommet historique de 18,6 %. Il est retombé à 13,4 % au premier trimestre 1984, son niveau le plus bas depuis une dizaine d'années.

S'ils s'inscrivent dans un contexte général de baisse du revenu des ménages affecté à l'épargne et de réorientation, depuis 1978 (date de création des SICAV Monory), de l'épargne liquide vers les placements longs (SICAV, obligations...), ces derniers chiffres doivent être appréciés en fonction de la période des vacances d'été et du règlement du deuxième tiers provisionnel.

LA SOCIÉTÉ DANOISE HELLESSENS NE PEUT RACHETER QUE 20 % DES PILES WONDER

(De notre correspondante.)

Copenhague. – Commentant les projets de sauvetage de la société des Piles Wonder (voir *le Monde* du 19 septembre), M. René Tang Jesperses, directeur administratif de la Store Nordiske Koncernen – groupe danois qui occupe le vingt-huitième rang sur la liste des principales industries du pays, – a démenti que Hellessens, filiale de son groupe, spécialisée dans les piles, ait l'intention de racheter l'entreprise française. « *Nous sommes seulement prêts* », a-t-il déclaré au quotidien *Berlingske Tidende*, « *à reprendre 20 % du capital, à condition toutefois que la majorité des autres actionnaires donnent leur accord* ».

M. Tang Jesperses a ajouté que, en France, les firmes étrangères n'avaient pas le droit de posséder plus de 20 % du capital d'une société, à moins d'avoir obtenu une autorisation spéciale, et qu'en outre c'étaient les Piles Wonder qui s'étaient adressées à Hellessens pour lui demander de participer à « *un plan de reconstruction* ». Il n'a cependant pas spécifié s'il s'agissait de la famille elle-même ou d'un groupe d'actionnaires. – C.O.

Charbonnages : M. Hug cherche à calmer les esprits

Le déficit des Charbonnages de France devrait être cette année inférieur à ce qui était prévu, soit 365 millions de francs après aide de l'Etat (6,5 milliards de francs), a annoncé son directeur général, M. Michel Hug, lundi 24 septembre, soulignant toutefois que les « *efforts à faire pour essayer de maintenir l'équilibre après aide de l'Etat dans les années à venir seront difficiles* ». Minimisant l'importance de l'étude, diffusée cet été auprès des syndicats (*le Monde* du 6 septembre), qui, précisant les perspectives de l'entreprise pour 1988, a provoqué un tollé chez les partenaires sociaux et les élus, M. Michel Hug a déclaré : « *Mon objectif est de sauver le maximum de ce qu'on peut sauver. Dans le Nord, on essaiera de concentrer la production sur deux points d'ancrage. Mais pour ce faire, il est nécessaire que la productivité augmente (...). Cette étude était destinée à sensibiliser les partenaires sociaux* » aux problèmes économiques qui se posent à l'entreprise, elle n'a, a-t-il encore précisé, pas « *un caractère d'irréversibilité* ». Le directeur général a déploré la chute constatée des rendements depuis le début de l'année, notamment dans le Nord, où la baisse atteint dans certains cas 10 % par rapport à l'année précédente : « *Nous sommes une entreprise de main-d'œuvre où la productivité n'a pas augmenté depuis quinze ans* », a-t-il ajouté.

Il a également déploré le poids des charges non directement liées à l'exploitation, qui absorbent une part très importante des subventions accordées par l'Etat, précisant qu'une nouvelle comptabilité analytique devait permettre dès cette année de mieux en cerner l'importance. Le directeur général de CDF a enfin assuré qu'il ne cherchait pas, comme l'en accusent les syndicats, à modifier les structures – fixées par la loi – des Charbonnages. « *Ces structures ne sont pas adaptées, j'ai proposé qu'on les modifie, mais je me suis heurté à une situation de fait. J'ai donc fait porter mes efforts sur l'organisation interne, les liaisons entre les hommes pour obtenir une rationalisation, une décentralisation. A structures données, on peut obtenir des résultats* », a-t-il expliqué.

SAINT-GOBAIN RACHÈTE UNE FILIALE DE BRITISH STEEL SPÉCIALISÉE DANS LES TUYAUX DE FONTE

Le groupe Saint-Gobain se propose de racheter 75 % du capital de Stanton and Staveley, une filiale de la société britannique British Steel, spécialisée dans les tuyaux de fonte. Cette société réalise un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs, compte trois usines et emploie deux mille cinq cent cinquante personnes.

Stanton and Staveley, qui est bénéficiaire, a cependant perdu ces dernières années des parts de marché. Elle ne pouvait, en outre, s'appuyer sur son actionnaire sidérurgique British Steel pour résister à l'offensive des groupes japonais. De son côté, Pont-à-Mousson, la filiale de Saint-Gobain, qui détient un peu plus de 15 % du marché mondial des tuyaux de fonte, cherche à fédérer les producteurs européens pour faire face aux ambitions des groupes nippons, qui détiendraient déjà près de 20 % du marché mondial. Ces derniers mois, Pont-à-Mousson a renforcé son implantation en Espagne et a pris une participation dans une filiale du groupe sidérurgique italien Italsider. La reprise de Stanton and Staveley permet à la firme française de prendre pied en Grande-Bretagne et d'éviter que cette société (et ses 5 % du marché mondial) ne bascule dans des mains non européennes.

Le gouvernement britannique a donné son feu vert à cette opération, qui doit encore recevoir l'approbation de l'Office of Fair Trading. On notera que le gouvernement de Mme Thatcher, qui souhaite privatiser British Steel et ses filiales, a finalement retenu la proposition du groupe nationalisé français Saint-Gobain.

PUBLICITÉ

Havas Conseil épouse une américaine

Eurocom, le numéro un français et européen de la publicité, et Young and Rubicam, le numéro un américain, ont décidé de marier deux de leurs filiales, Havas Conseil pour Eurocom et Marsteller pour Young and Rubicam.

Une lettre d'intention a été signée en ce sens et la fusion devrait être effective le 1er janvier 1985. La nouvelle agence s'appellera HCM (Havas Conseil Marsteller), réalisera un chiffre d'affaires d'environ 500 millions de dollars et sera présente dans cinq villes aux Etats-Unis et vingt-sept en Europe. Il y aura deux sièges, l'un à New-York, l'autre à Paris. M. Bernard Brochand, directeur général d'Eurocom, présidera la nouvelle agence. Les modalités financières ne sont pas complètement arrêtées. Il sera procédé, après audit financier, à un échange d'actions entre les deux groupes. Dans un premier temps, il y aura deux sociétés distinctes, l'une en Europe où Eurocom serait majoritaire, l'autre aux Etats-Unis, où le capital sera divisé par moitié. Un holding pourrait ensuite être créé.

En annonçant cette nouvelle à Paris, lundi 24 septembre, M. Rousselet, président d'Eurocom, a déclaré que cette fusion « *donnerait naissance au premier véritable réseau transatlantique* ». M. Brochand a cité plusieurs raisons pour ce rapprochement : des sociétés de taille identique, avec un chiffre d'affaires (de l'ordre de 250 millions de dollars) et un nombre de salariés (environ 700) comparables ; pas de conflits de budget et, enfin, une complémentarité de clientèle. Marsteller, qui est la dix-neuvième agence américaine (rachetée par Young and Rubicam en 1979), a 60 % de sa clientèle dans les produits de grande consommation, avec des groupes comme Pernod-Ricard ou BSN aux Etats-Unis, et 40 % dans la publicité institutionnelle, secteur où Havas Conseil est peu présent.

Pour Eurocom, cet accord constitue, au plan international, une continuation de la stratégie adoptée par le groupe en 1974, avec la décentralisation et la mise en concurrence de plusieurs réseaux d'agences. Deux d'entre elles étaient déjà liées au plan international, Bélier et Bazaine. Avec la création de HCM, Havas Conseil dispose à son tour de sa « *ligne d'agences* » internationale, et M. Rousselet a laissé entendre qu'une « *autre ligne* » pourrait concerner prochainement Ecom-Univas.

Il s'agit ainsi de continuer à faire progresser Eurocom dans la hiérarchie des entreprises mondiales de la communication : du quatorzième rang, il pourrait passer au dixième. Cette dimension est recherchée car le marché de la publicité se monopolise, avec des marques internationales.

Young and Rubicam avait déjà innové en ce sens, en se développant sur le marché de l'Asie du Sud-Est, après avoir passé un accord comparable avec le japonais Dentsu, numéro un mondial.

Depuis longtemps aussi, Eurocom cherchait à pénétrer les Etats-Unis qui représentent avec le Canada 55 % du marché des investissements publicitaires. En 1977, une première tentative d'implantation directe fut un échec. En 1983, une négociation entamée avec Ogilvy and Mather n'avait pas abouti. L'association avec un Américain présente aussi l'avantage de mieux drainer la clientèle américaine en Europe.

Mais, au-delà de la logique du mariage entre les enfants, Havas Conseil et Mazarsteller, on peut s'interroger sur le rapprochement opéré entre les belles-familles. N'y a-t-il pas un risque de mésalliance entre l'ogre Young and Rubicam, second mondial avec un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars, et Eurocom, le petit poucet du quatorzième rang, au chiffre d'affaires de 6,9 milliards de francs ou 825 millions de dollars, premier en Europe en cumulé, mais second dans chacun des pays, sauf la France ?

J. G.

LOGEMENT

Les retours abusifs à la loi de 1948

Un nouveau décret est en préparation, qui modifiera, une fois de plus (1), les conditions dans lesquelles un logement, jusque-là soumis à la loi de 1948, pourra être loué à « loyer libre ». Ce sera la troisième fois que l'on interviendra pour organiser les « sorties » de cette fameuse loi, chère au cœur des locataires âgés et impécunieux et honnie des propriétaires qui la rendent responsable de la dégradation du patrimoine bâti : la taxation des loyers les maintient bien en dessous des prix du marché et cette faiblesse de la ressource interdit au propriétaire d'assurer l'indispensable entretien.

La réglementation a permis cependant, dès 1964, au propriétaire d'un logement redevenu vide, moyennant l'installation d'éléments de confort (wc, douche ou salle de bains), si ledit logement comporte une pièce habitable, une cuisine avec évier, et si les peintures sont propres, si la cage d'escalier a été refaite, ainsi que les peintures extérieures, de louer son bien sans plus se soucier de taxation. Il a bien fallu une réglementation qu'on a reprécisée en 1978, dans le souci de ne permettre la mise sur le marché locatif que d'appartements dignes de ce nom.

C'était d'autant plus indispensable que Paris – car c'est encore dans la capitale que le problème se pose avec le plus d'acuité – est une vieille ville construite souvent de bric et de broc au fil des siècles. Et pourtant ! On en connaît de ces « studettes » où l'on peut à peine se retourner, de ces « deux pièces » où l'accès à la douche est acrobatique et où les « poutres apparentes » ne parviennent pas à faire oublier qu'il faut fermer le lit pliant pour ouvrir la porte de la modeste armoire, le tout loué « aux prix du marché », c'est-à-dire fort cher.

Associations de locataires puis groupes de juristes et d'avocats se sont mis à pourchasser les « sorties illégales » de la loi de 1948. Et des procédures se sont engagées, donnant lieu parfois à des abus de droit, de la part de locataires, astucieusement conseillés, avides de faire jouer en leur faveur la réglementation en vigueur, ce qui va leur permettre de continuer à être logés, mais pour presque rien, et de bénéficier du fameux maintien dans les lieux. Le bon état d'entretien du gros œuvre, des souches de cheminée, des cours et courettes, est tout à fait rare, surtout dans les immeubles en copropriété, et ils sont nombreux. Quant à l'état des menuiseries extérieures... ou à celui des papiers peints ! Certains locataires et certains de leurs conseils sont allés trop loin. Alors on va essayer – et c'est ce que le ministère de l'urbanisme et du logement tente de faire – de préciser encore pour que les abus, dans un sens comme dans l'autre, ne se multiplient pas. Rude tâche.

Le nouveau décret n'est pas encore au Conseil d'Etat... C'est la traditionnelle difficulté d'assurer la justice malgré les procéduriers. Le locataire d'un taudis hâtivement rafistolé, indûment sorti de la loi de 1948, est tout aussi victime que le propriétaire de bonne foi qui, pour pouvoir payer l'indispensable emprunt, a décidé de louer un vrai appartement remis en bon état par ses soins et se retrouve nanti à vie d'un locataire goguenard trop ravi de bénéficier d'une rente de situation tout à fait injustifiée.

Soyons réalistes. La loi de 1948 mourra d'elle-même. Il n'y a plus guère de véritables privilégiés dans les cent soixante-cinq mille logements environ qui, à Paris, y sont encore soumis. Combien sont-ils ? Quinze mille, vingt mille au plus à occuper des appartements de bon standing. Et il y a beaucoup de vrais taudis dans ce « parc social de fait ». Plus de la moitié des locataires sont des personnes âgées ou très âgées, vivant seules, et ayant de faibles revenus. Il ne s'agit pas non plus de s'attaquer à elles.

On le comprend bien. Le projet de décret vise à éviter que de nouveaux abus ne s'ajoutent aux anciens. C'est difficile, tant l'astuce des chicaniers est grande.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Décret du 30 décembre 1964 modifié par celui du 22 août 1978.

BAISSE DES TAUX DES PRÊTS POUR L'ARTISANAT

Le ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme a annoncé, lundi 24 septembre, qu'une enveloppe supplémentaire de 800 millions de francs de prêts bonifiés serait mise à la disposition des entreprises de l'artisanat.

Ce secteur, qui réalise un chiffre d'affaires de 400 milliards de francs, regroupe huit cent cinquante mille entreprises et emploie 10 % de la population active, a vu sa demande de prêts augmenter de 30 % par rapport à l'an dernier.

Le ministère a en outre indiqué que les taux baisseront d'un demi-point « dans les jours à venir », passant de 9,60 % à 9,10 % pour les prêts à la création d'entreprises et à l'investissement créateur d'emplois, et passant de 12,60 % à 12,10 % pour les autres.

Dans le cas où une société de caution mutuelle artisanale intervient, ces taux seront abaissés à 8,80 % et 11,80 %. Il s'agit des taux accordés aux artisans par les établissements financiers, le Crédit agricole, les banques populaires et le Crédit coopératif.

● **Construction en Algérie d'une centrale thermique par l'URSS.** – L'entreprise soviétique Technopromexport a été chargée par l'Algérie de réaliser une centrale thermique d'une puissance de 630 MW dans la région de Jijel (est algérien). Cette centrale, qui sera la seconde en importance dans le pays, sera destinée à couvrir, en particulier, les besoins du futur complexe sidérurgique prévu dans cette région. – *(AFP.)*

M. Jean Boillot présidera Automobiles Peugeot

M. Jean Boillot vient d'être désigné comme président d'Automobiles Peugeot par le conseil d'administration de la société. Cette nomination est l'aboutissement prévu de la réorganisation de la direction du groupe PSA, depuis la nomination par le conseil de surveillance de PSA de M. Jacques Calvet à la présidence du groupe en remplacement de M. Jean-Paul Parayre, le 4 septembre 1984 (*le Monde* du 6 septembre).

M. Calvet, ne pouvant conserver la présidence des deux sociétés automobiles du groupe, avait indiqué qu'il abandonnerait la présidence d'Automobiles Peugeot pour ne conserver que celle de Citroën, alors en pleine restructuration. M. Boillot, qui était vice-président d'Automobiles Peugeot, avait alors été chargé de l'intérim de la présidence jusqu'à la réunion du conseil d'administration du 24 septembre.

M. Jacques Calvet est nommé vice-président-directeur général, permutant ainsi avec son ancien second et gardant la maîtrise de l'ensemble du groupe. MM. Jacques Delubac, Pierre Jeanmougin et Henri Schulz ont été confirmés dans leurs fonctions précédentes de directeurs généraux adjoints.

[Né le 6 février 1926, dans le Doubs, M. Jean Boillot est licencié en droit et diplômé du Centre de perfectionnement des affaires (CPA). Après un rapide passage au Crédit lyonnais, il entre chez Peugeot en 1954. Il sera successivement directeur général de Peugeot Canada (1961), directeur des ventes en France (1967), directeur commercial (1974), membre du directoire (1976) et directeur général (1979).]

COOPÉRATION INTERNATIONALE

LES RÉUNIONS MONÉTAIRES DE WASHINGTON

L'avenir de la Banque mondiale est en jeu

De notre envoyé spécial

Washington. – C'est en langue japonaise que le président de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour cette année, M. Noboru Takeshita, a, le 24 septembre, prononcé le discours d'inauguration. *« Le grand défi qui se pose à nous*, a-t-il dit, *est de trouver les moyens de consolider la reprise économique au cours des années à venir. »*

Le ministre des finances du Japon a notamment déploré le niveau trop élevé des taux d'intérêt, qui provoque des mouvements de capitaux déterminant à leur tour des variations de change.

M. Takeshita a fait remarquer que, si le Japon enregistrait un excédent de sa balance des paiements courants, il exportait un montant de capital supérieur à ce surplus, contribuant ainsi à soutenir l'économie mondiale.

A son tour, M. Jacques de Larosière devait souligner que les perspectives étaient meilleures qu'il y a un an pour la gestion de l'endettement international.

Pour le directeur général du FMI, une refonte du système monétaire international n'est pas nécessaire : l'instabilité des changes est, selon lui, imputable aux divergences existant encore entre les politiques économiques.

M. François Mitterrand avait, on le sait, déclaré il y a un an devant l'OCDE que *« le moment était venu de penser à un nouveau Bretton Woods »*.

Le groupe des Dix, qui rassemble les dix pays les plus industrialisés, prépare pour le début de 1985 un rapport sur ce sujet que, apparemment, M. de Larosière ne considère pas comme des plus urgents.

Pour sa part, le président de la Banque mondiale, M. Alden Clausen (de nationalité américaine), devait d'abord souligner l'amélioration de la situation économique des pays en voie de développement, qui devrait se confirmer en 1985. *« Mais cela n'a pas empêché*, a-t-il ajouté, *certains pays, et notamment les pays africains situés au sud du Sahara, de continuer à connaître une régression économique. »*

M. Clausen a évoqué le rôle de *« catalyseur »* de la Banque mondiale et demandé que soit augmenté de 650 millions de dollars le capital de la Société financière internationale (SFI), sa filiale spécialisée dans les prêts à des entreprises. M. Clausen a également plaidé en faveur du cofinancement, faisant remarquer que les accords déjà conclus par la Banque à ce titre avaient permis de mobiliser plus de 1 milliard de dollars, soit 10 % des nouveaux apports de crédits « volontaires » fournis par les banques aux pays du tiers monde.

Bien qu'il ait insisté sur la nécessité de financer le programme d'action proposé par la Banque mondiale pour les pays d'Afrique situés au sud du Sahara, M. Clausen n'a, à aucun moment, fait allusion à la création d'un *fonds spécialisé* pour ces pays, contrairement au vœu exprimé par la France, auquel, semble-t-il, elle a renoncé à condition que la Banque propose d'autres moyens de mobiliser des ressources.

Enfin, M. Clausen confirme qu'est étudié un projet d'augmentation du capital souscrit de la Banque, qui se monte théoriquement à quelque 96 milliards de dollars (dont une soixantaine a été ratifiée par les pays membres).

Bretton Woods

La séance de lundi après-midi, en attendant le discours que M. Ronald Reagan devait prononcer mardi matin 25 septembre, a surtout été marquée par les allocutions de deux des principaux pays membres, à savoir les Etats-Unis et la France.

Entre le discours du secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, et celui du ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, il y avait au moins ce trait commun : l'un et l'autre commençaient par l'évocation des accords de Bretton Woods, signés il y un peu plus de quarante ans. Pour le reste, les positions exprimées par les deux ministres étaient sensiblement différentes.

Selon le secrétaire au Trésor, le FMI doit retrouver son caractère originel d'institution apportant une aide temporaire aux pays déficitaires, d'où la nécessité d'éliminer progressivement les procédures d'accès élargi aux ressources du Fonds.

Celui-ci doit veiller au remboursement strict des prêts qu'il consent afin d'assurer la reconstitution normale de ces ressources. Il n'est en effet pas question de lui en accorder de nouvelles d'ici à 1985.

Quant à la Banque mondiale, elle doit *surtout* servir pour M. Regan à aider à la mobilisation des capitaux privés. La définition d'un nouveau rôle pour cette institution ne passe pas nécessairement par l'augmentation de son capital.

Commentant la décision arrêtée sur son initiative de consacrer la réunion du comité intérimaire et du comité de développement du mois d'avril 1985 à la discussion des problèmes de l'endettement, M. Regan a insisté sur le fait qu'il s'agira d'un dialogue entre les nations développées et les nations en voie de développement, et non de l'ouverture d'une négociation entre elles. Les négociations doivent continuer à se faire cas par cas, dans le cadre traditionnel du Fonds monétaire.

Visiblement heureux de prendre la parole sur une scène internationale, M. Bérégovoy s'est félicité, lui aussi, des progrès accomplis depuis un an ou deux, en ce qui concerne notamment les problèmes d'endettement.

Mais il a dénoncé le niveau élevé des taux d'intérêt, déclarant qu'aucune puissance, fût-elle la plus importante, ne pouvait échapper à ses responsabilités.

Le ministre français a rappelé qu'il avait plaidé en vain en faveur d'une nouvelle émission de droits de tirages spéciaux (DTS), allant jusqu'à dire que ce qu'il appelle la faiblesse de la *« croissance des liquidités internationales »* lui paraissait *« compromettre l'expansion à moyen terme de la production et des échanges »*.

En ce qui concerne la Banque mondiale, M. Bérégovoy s'est montré favorable, contrairement à son collègue américain, à l'augmentation du capital de cette institution. Il a surtout demandé que la Banque crée une *« facilité spéciale Afrique »* le plus tôt possible, autrement dit détermine les moyens de financement du programme d'action annoncé.

Nullement découragé par les propos négatifs de M. de Larosière, M. Bérégovoy a déclaré qu'on ne pouvait se satisfaire des désordres actuels du système monétaire international, demandant que le rapport du groupe des Dix à ce sujet soit débattu par le comité intérimaire à l'occasion d'une réunion spéciale. La proposition de M. Bérégovoy, qui n'a guère attiré l'attention des autres pays, apparaît comme le pendant de celle faite par M. Regan au sujet de l'endettement.

En attendant les discussions sur l'éventuelle augmentation du capital de la Banque mondiale, M. Bérégovoy a pris une initiative qu'il qualifie lui-même de modeste, mais qui constitue une innovation dans la politique française.

Pour la première fois, la Banque mondiale va émettre sur le marché français des capitaux une émission obligataire pour l'équivalent en francs français de 100 millions de dollars (en 1983, elle a emprunté sur les marchés 9,8 milliards de dollars).

Cette opération s'inscrit aussi dans la politique destinée à asseoir la confiance des investisseurs dans le franc et le marché financier français. M. Bérégovoy va du reste prendre probablement de nouvelles mesures d'assouplissement du contrôle des changes.

PAUL FABRA.

A côté du FMI

La question du rôle futur de la Banque mondiale se pose pour les raisons suivantes, qui, pour ne pas être évoquées directement à la tribune, sont dans l'esprit des experts des pays membres :

● Les concours de la Banque ont, dans les circonstances actuelles, tendance à ressembler de plus en plus à ceux du Fonds monétaire. Au lieu de prêter seulement de l'argent pour financer des projets spécifiques, la Banque mondiale accorde désormais des crédits d'ajustement structurel.

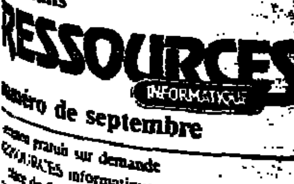
L'ajustement demandé consiste, par exemple, à réformer, dans un sens plus libéral, la politique des prix agricoles et industriels (atténuation ou suppression des subventions). Il peut consister aussi, comme on l'a vu en Côte-d'Ivoire, à introduire une réforme des tarifs douaniers, pour les produits manufacturés, afin d'introduire un peu plus de concurrence étrangère. Par ailleurs, la Banque a pris des dispositions pour assurer un décaissement plus rapide des crédits.

● Beaucoup de grands projets financés par la Banque mondiale sont aujourd'hui abandonnés. L'idée est d'utiliser ses compétences, en espérant qu'elles compléteront celles du Fonds. Le FMI est un expert de politique macro-économique : la Banque mondiale s'intéresse au contraire à des programmes de développement sectoriel, ou bien à la mise en œuvre de projets spécifiques (programmes agricoles, construction de barrages, etc.). Autrement dit, la Banque voudrait accroître son rôle de conseiller en politique d'investissement.

Les experts ne cachent pas que les réflexions actuellement menées sur le rôle futur de leur institution visent à justifier une augmentation des contributions des pays membres. Sur la base du capital qui sert de garantie à ses emprunts, la Banque mondiale devra se contenter, au cours des années prochaines, de maintenir ses concours à leur niveau actuel de l'ordre de 13 à 15 milliards de dollars.

Pour augmenter ces concours – ne serait-ce que de 4 à 5 % par an en valeur réelle, – une augmentation apparemment considérable du capital serait nécessaire, de l'ordre de 50 milliards de dollars, affirment les experts. Telle sera une des grandes questions qui seront discutées au cours des mois et des années prochains.

P. F.



صكذا من الاصل

SOCIAL

FORMATION EN ALTERNANCE

Les partenaires sociaux signent un accord sur le contrôle des fonds défiscalisés

A l'avant-veille du conseil des ministres qui doit aborder le dossier de la formation et de l'emploi des jeunes (*le Monde* du 18 septembre), les partenaires sociaux ont pratiquement mis fin, le 24 septembre, à l'interminable feuilleton de la formation en alternance, commencé avec la signature d'un accord paritaire (sauf par la CGT), le 26 octobre 1983.

Le CNPF et la CGPME, d'un côté, et toutes les organisations syndicales, de l'autre, ont accepté de signer ensemble un avenant à un autre accord, du 21 septembre 1982 celui-là, qui permettra l'application d'une clause, contenue dans le projet de loi de finances pour 1985 et prévoyant la défiscalisation des cotisations de 0,1 % pour la taxe d'apprentissage et de 0,2 % pour la formation continue.

Ces sommes, que les employeurs ne seront plus tenues de verser au Trésor public, seront confiées aux ASFO (Associations pour la formation créées par le CNPF) et aux FAF (Fonds d'assurance formation), où elles seront mutualisées.

Le CNPF, qui gère les ASFO, et n'entend pas les rendre paritaires, a accepté d'ouvrir leurs conseils de perfectionnement en formation aux représentants des salariés afin de répondre à la demande des organisations syndicales. Celles-ci souhaitaient en effet que les partenaires sociaux puissent exercer un contrôle *a posteriori* de l'utilisation des fonds défiscalisés.

Prenant en compte ce progrès important dans une affaire qui traînait en longueur, le gouvernement devrait pouvoir, le 26 septembre, trancher sur deux points encore en litige et qui avaient déjà fait l'objet d'un arbitrage favorable aux thèses des partenaires sociaux par M. Mauroy, le 7 juin dernier, confirmé par le conseil des ministres du 13 juin.

Il s'agit de l'adoption de circulaires d'application permettant la création de stages d'initiation à la vie professionnelle et autorisant, par dérogation, le placement de jeunes âgés de seize à dix-huit ans, ce qu'interdisait la réforme de la loi sur la formation continue qu'avait fait adopter, en son temps, M. Marcel Rigout.

Grâce à cette issue, positive mais très compliquée, les partenaires sociaux vont pouvoir mettre en place un nouveau dispositif en faveur des jeunes, la formation en alternance dans les entreprises. Le CNPF et les organisations syndicales se sont engagés à ce que, d'ici à la fin de l'année 1984, cent mille jeunes soient ainsi placés dans les entreprises, et ils avancent l'hypothèse de trois cent mille stagiaires en année pleine.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Au moins 6 000 emplois devront être supprimés d'ici à la fin de 1985 dans l'industrie du téléphone

L'industrie française des télécommunications supprimerait au minimum 6 000 emplois d'ici à la fin de 1985.

Les chiffres exacts ne sont connus que pour la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT, ex-filiale d'ITT), qui devra se séparer de 960 personnes pour ramener ses effectifs à 5 000 environ d'ici à la fin de 1985. Chez CIT-Alcatel, un comité d'entreprise extraordinaire est convoqué pour le 26 septembre au cours duquel seraient annoncées 3 000 suppressions d'emplois, selon la CGT, qui *« appelle les travailleurs à manifester par des débrayages et l'envoi de délégations à Paris »*.

En fait, CIT-Alcatel, qui emploie 15 950 personnes dans les télécommunications, n'annoncerait, dans un premier temps, que 1 964 suppressions d'emplois (dont 926 ouvriers) dans ses usines de Bretagne et de Cherbourg, obtenues par FNE, par reconversion interne dans le groupe CGE, par aide au reclassement extérieur et par prime au départ. Aucun licenciement n'est prévu. Dans un second temps, CIT-Alcatel estime que des départs en pré-retraite seront suffisants. Il faudrait à la société supprimer 2 500 ou 3 000 emplois au total d'ici à la fin de 1986.

Chez Thomson, le décompte n'est pas encore achevé, mais l'on parle de 1 500 départs dans la téléphonie et de 1 300 dans la filiale LTT, spécialisée dans les transmissions. Thomson-Télécom, qui est tombée dans le giron de la CGE au début de cette année, emploie environ 20 000 personnes.

Les problèmes d'emploi ne sont pas nouveaux dans cette industrie. Ils remontent à 1978, date à laquelle s'est effectué le passage aux centraux électroniques, dont la fabrication nécessite quatre fois moins de personnel que celle des centraux électromécaniques. S'y est ajouté depuis le plafonnement des commandes des PTT. Selon le syndicat professionnel SI3T, les effectifs de l'industrie des télécommunications et de la télématique ont été réduits de 67 600 en 1979 à 52 900 en 1983 (en fait, les statistiques sont imprécises, certaines usines de centraux fabriquant des cartes électroniques pour d'autres activités). Les effectifs ouvriers sont les plus touchés par cette évolution, puisqu'ils ne représentent plus que 30 % des emplois contre 50 % en 1977.

Problème ancien donc, et qui a été géré sans heurt jusqu'ici, notamment par le passage à 35 heures dans certaines usines (à Cherbourg, par exemple). Toutefois, cette industrie est aujourd'hui au pied du mur : d'une part, parce que certaines activités qui devaient prendre le relais, comme le plan de TV par câble, n'ont toujours pas d'avenir clairement dégagé du fait des hésitations gouvernementales ; d'autre part, parce que les commandes à l'exportation se sont dangereusement ralenties ces derniers mois. M. Pebereau, président de la CGE, qui règne désormais sur cette industrie, après l'absorption de Thomson-Télécom, se trouve placé aujourd'hui face à des décisions cruciales pour l'avenir de son groupe.

E. L. B.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,3700	9,3750	− 65	− 25	− 120	− 65	− 495	− 355
$ can.	7,1195	7,1249	− 103	− 62	− 183	− 125	− 548	− 426
Yen (100)	3,8139	3,8175	− 25	− 9	− 46	− 23	− 192	− 135
DM	3,0666	3,0692	+ 136	+ 157	+ 266	+ 290	+ 706	+ 764
Florin	2,7191	2,7217	+ 109	+ 123	+ 206	+ 227	+ 565	+ 614
F.B. (100)	15,1618	15,1822	− 56	+ 33	− 59	+ 79	− 139	+ 188
F.S.	3,7197	3,7247	+ 166	+ 191	+ 323	+ 355	+ 941	+ 1027
L (1 000)	4,9472	4,9561	− 206	− 172	− 400	− 353	− 1204	− 1417
£	11,6094	11,6250	− 24	+ 44	− 8	+ 97	− 91	+ 130

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	10 7/8	11 1/4	11 3/16	11 9/16	11 5/16	11 11/16	11 5/8	12
DM	5 1/8	5 1/2	5 1/4	5 5/8	5 5/16	5 11/16	5 3/4	6 1/8
Florin	5 1/2	6 1/16	5 7/8	6 1/4	5 15/16	6 5/16	6 3/16	6 9/16
F.B. (100)	11	11 1/2	11 1/8	11 7/8	11 1/8	11 7/8	11 1/8	11 7/8
F.S.	1 1/8	1 7/8	5 3/8	5 7/8	5 5/16	5 11/16	5 1/4	5 5/8
L (1 000)	14 1/2	15 1/2	14 3/4	15 3/4	15	16	15 1/2	16 1/4
£	10 3/8	10 7/8	10 5/8	11 1/8	10 5/8	11 1/8	10 11/16	11 1/16
F. franç.	11 1/8	11 1/4	10 7/8	11 1/4	10 15/16	11 5/16	11 9/16	11 15/16

LA PRODUCTION EST ARRÊTÉE A SANDOUVILLE

La CGT prépare de nouvelles actions dans plusieurs usines Renault

La direction de la régie Renault a confirmé lundi 24 septembre, cours de la réunion des délégués syndicaux centraux d'entreprise, son intention de réduire de 20 % la prime de fin d'année, qui passerait de 457 francs à 369 francs.

Un nouveau contrat FNE (Fonds national de l'emploi) serait négocié pour les salariés de cinquante-cinq ans et plus ; il pourrait concerner quatre mille cinq cents personnes. Sur la base du volontariat. Ces décisions ont été sévèrement commentées, dans l'après-midi, par MM. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, Roger Silvain, administrateur salarié, et Jean-Louis Fournier, délégué central cégétiste de la Régie. Le 25 septembre, à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime), 3 000 des 4 000 salariés de l'équipe du matin ont arrêté la production, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO. Une réunion était prévue avec l'équipe de l'après-midi pour décider de la poursuite du mouvement. Les revendications portent sur l'augmentation des salaires, la revalorisation de la prime de fin d'année, une prime unique de 300 francs et l'embauche d'intérimaires pour remplacer le départ des salariés dans le cadre du FNE.

La situation dans les usines Renault est *« sérieuse et préoccupante*, a déclaré M. Sainjon. *Au-delà des revendications quotidiennes qui s'expriment au Mans et dans les autres usines, la vraie question est de savoir où mène la politique de la Régie. »* Selon le leader cégétiste, une *« forte inquiétude »* gagne l'ensemble des salariés de l'entreprise. *« Comment ne pas s'interroger*, a-t-il poursuivi, *lorsqu'il est annoncé, en pleine période de congés, la suppression de quinze mille emplois ; lorsque la direction générale investit des milliards à l'étranger au détriment de l'appareil productif national ; lorsque la clientèle doit attendre deux, voire trois mois, pour la livraison de certains modèles alors qu'au même moment, la régie impose le chômage technique ; et lorsque la direction générale annonce des déficits alors que, dans le même temps, on fait courir des bruits sur des sommes fabuleuses qui seraient dépensées pour engager un pilote de formule 1 :* [allusion à un contrat de 2,2 milliards d'anciens francs qui serait proposé au pilote de course Niki Lauda] ».

Pour M. Sainjon, qui a fait référence, ainsi que M. Silvain, au patron relativement « social » qu'était M. Pierre Dreyfus dans les années 60, la réussite et l'avenir de la firme ne peuvent pas être dissociés du progrès social dans toutes les usines du groupe : *« C'est ce qui a toujours fait la force de l'entreprise nationale, où, même dans des périodes de crise aiguë, de grandes avancées, comme la quatrième semaine de congés payés, ont été un élément clé de la mobilisation des énergies. »* Et si, au Mans, les salariés se sont prononcés pour la reprise du travail, des négociations globales sont toujours réclamées par la CGT, non seulement sur *« les avancées sociales nécessaires »*, mais encore sur la stratégie industrielle du groupe et sur sa politique commerciale.

Selon M. Fournier, secrétaire général de la CGT de Boulogne-Billancourt, *« il ne peut y avoir de trêve »* dans la mesure où les problèmes généraux en suspens, comme la politique salariale, la réduction du temps de travail, l'emploi et la préretraite, n'ont pas été abordés. *« Ce ne sont pas les salaires*, a-t-il affirmé, *qui sont responsables des difficultés de la Régie. La part des salaires, chez Renault, était de 30 % en 1975, elle a été ramenée à 20 % en 1983. Par contre, les autres dépenses, rebus, retouches, frais de garantie, frais financiers, abandons de fabrication, n'ont cessé de s'accroître au fil des années, et c'est là qu'il faut économiser. »*

Il y a là, selon la CGT, trois pôles de développement capables d'absorber les excédents d'emplois — on parle de quinze-mille licenciements — invoqués par la direction. Loin d'être hostiles à la modernisation, les leaders de la métallurgie CGT souhaitent que l'on consacre 10 % du temps de travail à former le personnel, de l'ouvrier à l'ingénieur, dans les usines mais aussi dans les services d'après-vente, confrontés à des véhicules de plus en plus sophistiqués dans le domaine de l'électronique.

Enfin, la CGT critique le prix de vente trop élevé, selon elle, de la future Super 5, dont le succès risque d'être par là même entravé.

Interrogé sur les formes de protestation envisagées, M. Fournier s'est borné à indiquer que des actions seraient menées mercredi 26 septembre aux usines de Boulogne-Billancourt, de Cléon et de Douai.

Echec des négociations sur les congés de conversion dans les chantiers navals

Les syndicats et l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) se sont séparés, le 24 septembre, sur un constat de désaccord sur les modalités des congés de conversion dans les chantiers navals. Manifestant *« leur amertume et leur grande déception »*, les cinq fédérations syndicales ont refusé de signer le projet d'accord présenté par l'UIMM. Elles ont estimé insuffisantes les avancées du patronat sur la garantie de réemploi offerte aux quelque 2 400 salariés qui partiront en congés de conversion de deux ans (5 100 emplois doivent être supprimés d'ici à 1986 à la Normed et chez Alsthom-Atlantique).

Pour les syndicats l'UIMM se borne dans son projet à formuler *« de vagues promesses d'emploi »* en refusant de s'engager par écrit, admettant seulement la possibilité d'un entretien avec le salarié six mois avant la fin de son congé de conversion pour faire le point au cas où il n'aurait pas retrouvé de travail. Le deuxième point de désaccord porte sur le champ d'application des congés de conversion.

Les syndicats, et en particulier la CFDT, demandaient que le congé soit étendu à l'ensemble de la branche navale, qu'il s'agisse des petits chantiers de la construction navale ou de l'ensemble de la réparation navale (où plus de 2 000 emplois pourraient être supprimés). Le décret du gouvernement, confirmé par un arrêté, ne prévoit ces mesures que pour les salariés des cinq grands chantiers (18 000 salariés).

L'UIMM semblait prête à une extension à toute construction navale, selon la CFDT, mais ne pouvait s'engager sur la réparation navale en raison de l'attitude des pouvoirs publics.

La CFDT demandait l'égalité de traitement des ouvriers de la construction et de la réparation navales avec les sidérurgistes, notamment pour des dispenses d'activités à 50 ans. *« Il faut maintenant que chacun, patronat et pouvoirs publics,* a déclaré M. Michel Huc (FO) *prenne ses responsabilités pour rechercher une issue. Si celle-ci n'est pas trouvée rapidement, les salariés de la navale sont déterminés à agir pour faire respecter leur dignité »*. M. Yves Gioda (CGT) a dénoncé *« l'euthanasie douce qu'on nous propose »*. Comme la CGC il a demandé une réunion tripartite d'urgence. La CFTC a mis en cause *« le double langage »* du patronat. Pour l'UIMM, M. Pierre Guillen, délégué général, a souligné qu'*« il n'est pas dans la nature d'une entreprise placée dans le secteur concurrentiel de prendre des engagements qu'elle ne saurait tenir »*. En l'absence d'accord les salariés licenciés, de la navale risquent de se voir appliquer le droit commun.

OPÉRATION VILLE MORTE A VIREUX-MOLHAIN

Opération ville morte mardi après-midi 25 septembre à Vireux-Molhain (Ardennes) pour soutenir dix-sept grévistes de la faim qui, depuis le 21 septembre, se sont installés dans la salle des fêtes pour obtenir la libération des sidérurgistes incarcérés à la suite des manifestations de la semaine dernière.

Après MM. Frantz Hubert, responsable (FO) de l'intersyndicale, et Robert Sokolowski, autre sidérurgiste de la Chiers, un troisième manifestant, M. Mario De Angelis, dix-neuf ans, soudeur à Givet, interpellé samedi, a été inculpé de détention d'arme de sixième catégorie — en l'occurrence un cocktail Molotov — et de dégradation d'immeuble public et écroué, comme les précédents, à la maison d'arrêt de Chalons-sur-Marne.

Les enseignants et les commerçants se sont mis en grève, et le maire de Vireux-Wallerand ainsi que le premier adjoint de Vireux-Molhain ont remis au commissaire de la République une pétition signée par sept cents habitants.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Générale occidentale, qui s'est réunie le 21 septembre 1984, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1984.

L'assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende net de 16,50 F par action identique à l'année précédente, assorti d'un avoir fiscal de 8,25 F soit un revenu global de 24,75 F par action.

Comme l'année précédente, ce dividende pourra, au choix de l'actionnaire, être payé soit en totalité en numéraire, soit en totalité en actions.

Au cours de l'assemblée, il a été précisé que le prix d'émission des actions à délivrer aux actionnaires qui opteraient pour le paiement de ce dividende en actions sera de 624,75 F, ce prix a été déterminé conformément aux dispositions légales.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Générale occidentale, qui s'est réunie le même jour, a autorisé le conseil d'administration à procéder tant en France qu'à l'étranger, lorsqu'il le jugera opportun, à l'émission en une ou plusieurs fois d'obligations convertibles, à tout moment, en actions de 50 F nominales de la Générale occidentale et, ce, pour un montant nominal maximal de F 800 000 000 ou d'une contrevaleur équivalente en toutes autres monnaies.

CESSATION DE GARANTIE

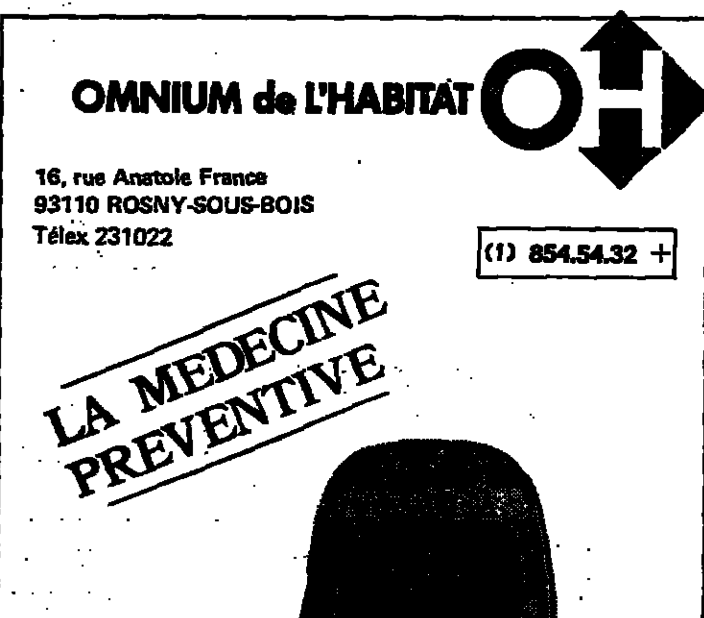
Communiqué de l'Européenne de banque, 21, rue Laffitte Paris-9e :
Radiation de la garantie financière accordée à M. Jacques Wormser, demeurant à Paris-17e, 101, avenue de Villiers, décédé le 20 juillet 1984, par suite de la cessation de son activité professionnelle de transactions sur immeubles et fonds de commerce.
La garantie financière dont M. Jacques Wormser bénéficiait depuis le 1er mai 1978, accordée par l'Européenne de banque au titre de l'activité de transactions immobilières pour les opérations visées par la loi no 709 du 2 janvier 1970, cessera 3 jours francs après la publication du présent avis, conformément à l'article 44 du décret du 20 juillet 1972.
Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de l'Européenne de banque dans les 3 mois de cette insertion.

COGIFI

Le conseil d'administration, dans sa séance du 21 septembre 1984, a constaté que les porteurs de 1 721 177 actions sur les 3 055 208 actions (soit plus de 56 %) ayant droit au dividende de l'exercice 1983, ont opté pour le paiement de ce dividende en actions, qui ont été émises au prix unitaire de 221 F.

En conséquence et compte tenu du complément versé sous forme de soulte, le produit brut de l'émission des actions nouvelles s'est élevé à 34 136 102 F, correspondant à une augmentation de capital de 15 446 200 F, assortie d'une prime d'émission de 18 689 902 F.

Le capital social est ainsi porté de 305 520 800 F à 320 967 000 F.





SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC M. ANDRÉ BERGERON

« Il faut se garder de provoquer des discordes supplémentaires ou de semer l'illusion »

nous déclare le secrétaire général de FO

« Vous reprochiez beaucoup à M. Mauroy l'absence de concertation. Vous avez accordé un préjugé favorable à M. Fabius. Le changement de gouvernement est-ce une nouvelle chance pour le dialogue social ?

– Nous avons eu un bon contact avec M. Fabius avant les congés. Il a expliqué clairement les fondements de la politique du gouvernement, et il a écouté nos arguments. Mais c'est maintenant que nous allons pouvoir apprécier la qualité du dialogue social. La décision de nommer comme conseiller social un homme, M. Bernard Pêcheur, qui a les qualités requises pour assumer cette difficile fonction est un élément positif. Le dialogue est une nécessité dans une société démocratique. C'est seulement sur ses actes que nous jugeons un gouvernement. Lorsqu'il fait des choses qui nous paraissent bonnes, nous applaudissons. Quand ce n'est pas le cas, nous critiquons. Nous le faisons à notre manière, en évitant tout comportement irresponsable. Mais nous sommes d'abord les porte-parole des salariés et de nos adhérents.

– Quand vous plaidez pour une atténuation de la rigueur, est-ce que vous ne demandez pas en définitive une réorientation complète de la politique économique et sociale du gouvernement ?

– Je viens de rencontrer en Allemagne M. Breit, président du DGB, un syndicat qui a la réputation justifiée de ne pas être irresponsable. M. Breit m'a donné des chiffres très éloquents : en 1983, en RFA, la croissance a été de 1,3 %, la productivité du travail a atteint 2,7 % et le nombre de chômeurs a progressé de 430 000.

» Je ne conteste ni la dimension ni la gravité de la crise. Je le soulignais alors que les actuels dirigeants de l'État en minimisaient la dimension. Aujourd'hui, je ne dis pas que l'on peut faire n'importe quoi. Mais c'est une question de mesure et d'équilibre. Le rigorisme de la politique économique accélère les mutations et provoque des foyers de mécontentement un peu partout. Aucun gouvernement ne peut conduire à terme sa politique s'il ne dispose d'un minimum de stabilité. Ce que je redoute toujours, sans savoir quand et où cela peut se produire, c'est une explosion sociale qui remette tout en cause. L'équilibre social suppose un dialogue constructif et la possibilité pour le mouvement syndical de parvenir à un compromis.

» Lorsqu'on mesure l'évolution des rémunérations de 1981 à aujourd'hui, par le jeu des mesures prises au début du septennat, notamment pour le SMIC, on arrive à démontrer que non seulement le pouvoir d'achat global a été maintenu, mais qu'il a progressé. Cependant, il y a des disparités, et... le début du septennat, c'est le passé. Les gens qui ont bénéficié alors des mesures prises sont confrontés aujourd'hui à une situation tout à fait nouvelle. Prenons l'exemple des fonctionnaires, sans qu'il s'agisse de les privilégier : ils ont eu 1 % de revalorisation des traitements au 1er avril dernier. A la fin août, l'inflation atteignait pratiquement 5 %, soit un recul de quatre points des rémunérations en niveau. Si on se souvient qu'il y a eu pour le moins un tassement en 1983, le pouvoir d'achat en niveau a baissé de cinq points. Ce n'est quand même pas rien !

» Que le gouvernement raisonne en masse, étant donné que la rémunération des fonctionnaires s'inscrit dans le budget, je suis capable de le comprendre. Mais, pour le salarié, qu'il soit fonctionnaire ou non, ce qui compte, c'est la comparaison de son bulletin de paie d'une période à une autre. On a rarement connu de telles situations ! Je ne compare naturellement pas le gouvernement de maintenant avec celui de Laval. Mais souvenons-nous qu'en 1935 Laval avait diminué de 10 % les traitements des fonctionnaires. Ce fait est resté dans l'histoire syndicale comme un événement de grande dimension.

– Pensez-vous toujours que le gouvernement lâchera du lest ?

– Le gouvernement lâchera sûrement quelque chose d'ici à la fin de l'année, mais, dans la mesure où il raisonne en masse et où il est soucieux de préserver l'équilibre budgétaire, ce que l'on peut espérer pour 1984 n'est pas de nature à combler la perte actuelle de pouvoir d'achat. Le gouvernement devrait arrêter d'ici dix jours sa politique salariale pour 1985. C'est la grande question. A ce moment-là, nous pourrons nous déterminer.

– Ferez-vous pour autant l'impasse sur 1984 ?

– On ne peut pas faire l'impasse sur 1984, mais dans la mesure où nous connaîtrons les orientations 1985, cela facilitera notre appréciation.

– La course salaires-prix qu'entraîne la volonté de maintenir le pouvoir d'achat n'est-elle pas incompatible avec la lutte contre l'inflation ?

– Nous sommes confrontés aujourd'hui à l'augmentation continuelle du dollar, qui pose beaucoup plus de problèmes aux pays en voie de développement qu'à nous-mêmes. La hausse de la monnaie américaine joue dans tous les pays européens. Elle pèse sur l'économie allemande comme sur la nôtre. Or les Allemands ont obtenu des résultats pour l'inflation plus significatifs que les nôtres. Il faut comparer ce qui est comparable. On dit parfois que Bergeron tient un langage au ras des pâquerettes, mais comment justifier auprès des patrons ou de l'État une demande d'augmentation de salaire autrement que par rapport à l'inflation ? Il faut maintenir vaille que vaille le pouvoir d'achat. On en est loin. Il y a une sorte de dialogue de sourds. Nous ne pouvons quand même pas accepter de dégringoler en deçà d'un certain seuil.

Le plan Fabius

– Qu'est-ce que vous attendez des cinq fronts de lutte contre le chômage de M. Fabius ?

– M. Delebarre m'a entretenu notamment des jeunes chômeurs, à qui on pourrait offrir des tâches d'intérêt collectif. A moins d'être fou, on ne peut pas être contre le fait qu'un jeune travaille plutôt qu'il ne fasse rien. Mais les travaux d'intérêt collectif relèvent en partie de la responsabilité des agents des collectivités territoriales. Les personnels communaux pourraient réagir en constatant en même temps que la rigueur budgétaire les prive des embauches qu'ils jugent nécessaires et qu'une partie de leur travail est confiée à des jeunes rémunérés à des salaires inférieurs aux leurs. Les antagonismes s'exacerbent. Il faut faire preuve d'une certaine prudence, ne pas provoquer de discordes supplémentaires et ne pas semer l'illusion. Dans la deuxième semaine de septembre, l'UNEDIC a enregistré 75 000 nouvelles demandes d'allocations, soit de 10 000 à 15 000 de plus que l'année dernière à la même époque. L'explication d'un chiffre aussi élevé, on la trouve notamment dans les inscriptions de jeunes.

– La réduction de la durée du travail, c'est toujours une solution ?

– M. Fabius n'a pas parlé de la réduction du temps de travail. Or, que l'on prenne le problème par n'importe quel bout, on ne peut y échapper. Je ne souhaite pas que l'État légifère mais qu'on puisse discuter dans le cadre des conventions collectives. Cette réduction ne doit pas entraîner de diminutions de salaires car on ne peut pas proposer aux salariés un double tassement de leur pouvoir d'achat. Mais c'est dans les branches que syndicats et patronat se mettront d'accord.

– Est-ce que vous pensez que, malgré les mesures de M. Fabius, on va atteindre les 3 millions de chômeurs en fin d'année ?

– On n'en est pas loin maintenant...

– Vous ne comptez pas comme le ministère du travail...

– Pas du tout. Mon propos n'est pas un réquisitoire contre le gouvernement. Moi, je compte tout. Mettre des jeunes en formation c'est très bien. Mais, pour qu'à l'issue de leurs stages ils puissent travailler, encore faut-il qu'ils trouvent des emplois. Constater ce fait n'est pas blasphémer. Or c'est loin d'être toujours le cas ! Quand ils sortent de l'école, quand ils doivent attendre une période probatoire de six mois avant de s'inscrire à l'ANPE, les jeunes sont-ils chômeurs ou non ? L'ordre de grandeur que j'indique pour le chômage procède d'une approche différente de celle du gouvernement.

– Craignez-vous que le gouvernement à l'approche des législatives de 1986 ait la tentation de « faire du chiffre ? »

– Je ne serais pas étonné que le gouvernement cède à cette tentation. Tous les gouvernements quels qu'ils soient ont fait de même. Je suis d'accord avec M. Fabius quand il estime qu'il faut dire la vérité. Il faut donc la dire ! Si je parle ainsi de l'évolution du chômage, ce n'est pas pour faire du catastrophisme, mais pour nourrir mon argumentation selon laquelle il faut assouplir un peu la politique de rigueur.

– Dans la négociation en cours sur l'emploi, vous avez réagi prudemment aux « ouvertures » de la CFDT. Vous avez avancé aussi des propositions. La flexibilité passe-t-elle par la remise en question de certains avantages acquis ?

– Pour un syndicaliste normalement constitué, le problème mérite attention. M. Fabius lui-même a dit qu'on ne peut pas bâtir une politique de l'emploi sur les ruines de la protection sociale. Je souscris à cette déclaration. Je cherche à savoir ce que les patrons veulent. Les propos de M. Gattaz sur les ENCA (emplois nouveaux à contraintes allégées) sont excessifs. Dans les milieux patronaux, c'est à qui apparaîtra comme le meilleur défenseur des petites entreprises. Je ne conteste pas leurs difficultés mais il faut préserver l'essentiel. Nous n'avons pas une position absolue, définitive, rigide. Nous sommes prêts à regarder tout ce qu'on nous demandera de regarder mais nous ne voulons pas pour autant passer par-dessus bord la réglementation du travail. Si on a déterminé des règles, même si c'était en période d'expansion, c'est bien parce qu'il y avait des abus.

» Il en va des collectivités patronales comme des autres. Il y a des patrons qui se conduisent relativement bien et d'autres moins bien. S'il n'y a plus de garde-fous, alors tout sera mis en cause. La période de crise ne va pas durer l'éternité. Quoi qu'il en soit, la négociation sur la flexibilité n'aboutira pas avant la fin de l'année. C'est une certitude.

– Que pensez-vous du « sommet » proposé par la CGC sur l'emploi ?

– Imaginons la CGT, la CFDT, Force ouvrière, la CGC et la CFTC autour de la table, je vous laisse deviner le discours que tiendrait Marchelli d'un côté et Krasucki de l'autre. Je n'ai jamais été partisan de ce type de réunion, qu'elle soit d'initiative CGC ou gouvernementale. Tout cela ne déboucherait que sur une fantastique cacophonie.

– Malgré des conflits durs ponctuellement le climat social est plutôt calme. Est-ce le chômage ou une réticence croissante des salariés vis-à-vis des syndicats ?

– L'action syndicale est naturellement plus difficile en temps de crise qu'en période d'expansion. Le grand risque pour notre démocratie, c'est que, si cette période devait durer trop longtemps, des syndiqués en viennent à s'interroger sur l'utilité d'être syndiqué, le syndicat ne pouvant plus jouer son rôle. Comme je le disais récemment à Lionel Jospin, les salariés ne sont pas prêts actuellement à faire la grève mais cela ne durera pas. On voit déjà les conflits sectoriels se multiplier, de Creusot-Loire à la construction navale et l'automobile. Nous sommes à la merci de réactions passionnelles qui peuvent servir de détonateur. Le passage des communistes dans l'opposition et l'alignement total de la CGT sur le PC modifient le climat.

– Ne craignez-vous pas que dans le contexte politique actuel FO ne devienne de plus en plus un syndicat attrape-tout recrutant de l'extrême gauche à l'extrême droite ?

– Le terme « attrape-tout » ne convient pas. Mais nous sommes un syndicat ouvert à tous ceux qui veulent bien y venir quelles que soient leurs convictions politiques.

– Les communistes n'y sont pas. Et les amis de M. Le Pen ?

– Nous ne demandons pas aux gens quelles sont leurs préférences partisanes mais notre philosophie est bien connue. Nous sommes des humanistes, des démocrates dans toute l'acception du terme. Il n'y a pas dans Force ouvrière de consignes, de mots d'ordre, de comportements sciemment importés des partis. Chacun sait que cela ne marchera pas. Nous restons des réformistes, agissant avec pragmatisme, cherchant jour après jour à améliorer la situation, et nous ne changerons pas de route. Nous voulons demeurer un syndicat ouvert, indépendant des partis et du gouvernement. Jusqu'à présent cela nous a pas si mal réussi ! »

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

25 septembre

Reprise

Au lendemain d'une baisse de 0,53 %, les valeurs françaises se sont nettement reprises au palais Brongnart où la cote, en hausse de 0,6 % environ à l'ouverture, a progressivement gagné du terrain jusqu'à s'adjuger 0,9 % à l'approche du son de cloche final.

Sous l'effet de nouveaux achats de gérants de Sicav – et d'une partie de la clientèle, Bic (+ 4,5 %) et Club Méditerranée (+ 3,2 %), deux valeurs appelées à tirer profit de la hausse du roi-dollar, ont inscrit un nouveau plus-haut. Avec un gain de 3 %, Arjomari se trouve dans la même situation. Par ailleurs, bonne tenue du Moulinex, UFB, Cit-Alcatel, Darty, Crouzet, Penarroya, Mumm, Matra et Esso (qui vient d'annoncer ses résultats semestriels), toutes en progrès de 3 % à 5 %. Très bonne tenue de Havas (+ 7 %), après l'accord conclu entre une filiale d'Eurocom et l'American Young and Rubican (voir page 39).

A 910 F en second cours (après 911 F), Michelin, inchangé sur la veille, ne réagit pas à l'annonce de l'abandon de la formule I. Les boursiers sont partagés sur ce point. D'une part, ils considèrent que les économies réalisées – dans le futur – sont plutôt une bonne chose. Mais, d'autre part, ils estiment que les retombées publicitaires de ce type de compétition automobile ne sont pas négligeables.

Parmi les principales baisses de la séance (moins 2 % à 5 % en moyenne), on relève surtout Rue Impériale, Alsacienne de supermarchés, GTM-Entrepose, Poliet, Primagaz, Synthelabo, Bongrain et Peugeot.

Alors que le cours international de l'or retombait à 345,10 dollars l'once (347,25 lundi) à Londres, le napoléon poursuit sa progression à 625 F (+ 6 F) à Paris, tandis que le lingot s'adjuge 800 F, à 104 000 F.

Dollar-titre : 10,44/48 F, pratiquement inchangé sur son cours de la veille.

NEW-YORK

Hésitant

L'accord intervenu à la fin de la semaine précédente entre la direction de General Motors et le syndicat (UAW) des ouvriers de l'automobile a été accueilli avec satisfaction, lundi, par la communauté boursière. Mais une certaine hésitation était perceptible sur le marché new-yorkais en raison de l'accès de faiblesse du dollar sur les marchés des changes. Les observateurs craignent, en effet, qu'une poursuite de l'effritement du dollar (il est retombé à 9,32 F lundi soir) crée des perturbations sur le marché du crédit en décourageant les investissements – et les placements financiers – aux Etats-Unis. L'irrégularité a prévalu au Big Board et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé en hausse de 3,32 points, à 1 205,06 points, alors que les baisses l'emportaient sur les hausses.

Dans le même temps, le volume d'affaires était très fortement réduit, puisque seuls 76,38 millions d'actions étaient échangées, contre 120,64 millions à la précédente séance, soit le plus faible montant depuis le 10 septembre dernier. Certains professionnels s'étonnent, au passage, de ne pas voir d'autres banques américaines suivre l'exemple de Morgan Guaranty, qui a annoncé, le vendredi précédent, la réduction de son « *prime rate* » de 13 % à 12 3/4 %. En tête des valeurs les plus actives de la séance figure General Electric (à 55 7/8 points, + 7/8), avec 2,52 millions de titres échangés, dont deux blocs de titres importants.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 24 sept.
Alcoa	33 1/8	33 1/8
A.T.T.	19 1/8	19
Boeing	55 7/8	54 3/4
Chase Manhattan Bank	44 1/4	43 3/8
Du Pont de Nemours	49 1/8	48 3/8
Eastman Kodak	73 1/2	73 1/4
Exxon	43 5/8	43 5/8
Ford	45 1/8	45 7/8
General Electric	55	55 7/8
General Foods	58 1/4	58 1/2
General Motors	76	77 1/8
Goodyear	26 3/4	26 3/4
I.B.M.	124	123 7/8
I.T.T.	28 7/8	27 1/8
Mobil Oil	28	28 3/8
Pfizer	35 3/4	35 5/8
Schlumberger	45 1/8	45 1/2
Texaco	36	36 1/8
U.A.L. Inc.	39 7/8	39 1/2
Union Carbide	51 1/2	51
U.S. Steel	25 1/4	24 5/8
Westinghouse	25	26 1/8
Xerox Corp.	38 1/4	36 7/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ECCO. – Les résultats du groupe au premier semestre 1984 sont en diminution de 18 % par rapport aux six premiers mois de 1983, à 19,5 millions de francs (contre 23,8 millions). Dans le même temps, le chiffre d'affaires, également consolidé, a atteint 1,36 milliard de francs, soit une augmentation de 15,6 %. Toutefois, fait remarquer la société, l'activité du troisième trimestre *« laisse espérer des résultats conformes aux prévisions »*.

ELF-AQUITAINE. – Les autorités néerlandaises viennent d'attribuer à un groupement conduit par Petroland, filiale néerlandaise du groupe Elf-Aquitaine, la concession de production du gisement gazier de Zuidwal. Ce gisement, qui est situé dans la partie occidentale du Waddenzee et qui contient des réserves estimées à 20 milliards de mètre cubes, avait été découvert par Petroland en 1970. Après une très longue période d'instruction due à la localisation du champ, la procédure d'octroi de la concession, demandée en 1971, avait été lancée par le gouvernement de La Haye au milieu de l'année 1983. L'opérateur Petroland a une participation de 61,3 % aux côtés de Total Marine Exploitatie BV 21,9 %, Eurafrep Nederland BV (Eurafrep SA) 6 %, Corexland BV (Coparex SA) 9,5 % et Cofraland BV (Francarep SA) 1,1 %.

MONSANTO. – Le groupe chimique international Monsanto, dont le siège est à Saint-Louis (Missouri), va construire une usine pour la production d'un herbicide, le Roundup, sur la zone de développement industriel de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire). L'investissement sera d'environ 18 millions de francs. Les travaux devraient être achevés fin 1985. Le Roundup est un produit vedette de Monsanto. Herbicide systématique, il est utilisé pour le contrôle des mauvaises herbes annuelles et vivaces dans nombre de cultures, mais aussi pour l'entretien des voies ferrées et des bords de route. Monsanto a réalisé, en France, un chiffre d'affaires de 700 millions de francs en 1983, dont plus de la moitié dans le secteur agricole. Il emploie une centaine de personnes.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	21 sept.	24 sept.
Valeurs françaises	117,7	117,2
Valeurs étrangères	94,3	94,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	21 sept.	24 sept.
Indice général	177,7	177,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 25 septembre .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 sept.	25 sept.
1 dollar (en yens)	247,45	245,25

BOURSE DE PARIS Comptant 25 SEPTEMBRE

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 24/9

♦ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentage, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 268	9 429	9 100	9 880
ECU	6 850	6 863	....	....
Allemagne (100 DM)	306 980	306 810	293	313
Belgique (100 F)	15 182	15 184	14 600	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	272 150	272 210	260	280
Danemark (100 krd)	84 650	84 900	79	87
Norvège (100 k)	105 900	106 740	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 604	11 646	11 150	12 050
Grèce (100 drachmes)	7 540	7 555	6 900	8 400
Italie (1 000 lires)	4 943	4 947	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	372 850	372 850	358	380
Suède (100 krs)	107 900	108 780	104	111
Autriche (100 sch)	43 750	43 830	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 469	5 497	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 840	5 870	5 200	6 400
Canada ($ can 1)	7 037	7 103	6 850	7 200
Japon (100 yens)	3 783	3 833	3 780	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/9
Or fin (kilo en barre)	103800	104000
Or fin (en lingot)	103200	104000
Pièce française (20 fr)	619	625
Pièce française (10 fr)	411	.....
Pièce suisse (20 fr)	600	600
Pièce latine (20 fr)	594	597
Souverain	754	767
Pièce de 20 dollars	4105	4105
Pièce de 10 dollars	2110	2102 50
Pièce de 5 dollars	1180	.....
Pièce de 50 pesos	3835	3890
Pièce de 10 florins	623	624



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE POINT SUR... LES MÉDECINS

Lire page 13 le dossier établi par le D[r] ESCOFFIER-LAMBIOTTE et MICHELLE EVIN

Le numéro du « Monde » daté 25 septembre 1984 a été tiré à 496 570 exemplaires

A B C D E F G

Les modifications des tarifs médicaux

Le ministre des affaires sociales présente de nouvelles propositions

Les discussions engagées par le ministère des affaires sociales depuis le début de septembre avec les caisses d'assurance-maladie et les organisations syndicales de médecins pour une révision des tarifs de certains actes médicaux (une dizaine d'actes d'exploration technique) ne paraissent pas devoir aboutir à un accord. Après un jeu de cache-cache avec les médecins, M[me] Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, a adressé lundi 24 septembre de nouvelles propositions à la Confédération des syndicats médicaux français, à la Fédération des médecins de France et à la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Celles-ci doivent être examinées par le conseil d'administration de la CNAMTS qui se réunit ce mardi après-midi.

Ces nouvelles propositions comportent des amendements par rapport aux dispositions envisagées à l'origine. Elles tiennent compte des demandes des médecins sur la fibroscopie et la vélocimétrie sanguine (dite Doppler), ainsi que, à un moindre degré, sur l'échographie abdominale. D'autre part, si elles maintiennent une réduction de près de moitié (de K 30 à K 16) du tarif de la surveillance de l'accouchement, elles étendent celle-ci à tous les enfants, au lieu de la limiter à ceux « à risques ».

Les désaccords restent importants en revanche sur deux points. Pour l'échographie d'abord, le ministre maintient l'idée d'un seul tarif (K 20) au lieu de deux (K 35 E et K 15), comme auparavant. D'autre part, afin d'éviter la multiplication des actes, un accord préalable de la Sécurité sociale serait nécessaire au-delà du deuxième examen.

Mais le point le plus difficile sera l'électrocardiogramme, qui apporte aux cardiologues une part importante de leurs recettes. Deux tarifs (K 8 et K 16) existent actuellement, mais le plus faible n'est utilisé par les médecins que dans moins de 5 % des cas. Le ministre propose d'y substituer respectivement K 10 et K 14. Cette modification représenterait une baisse de recettes de 140 millions de francs pour les cardiologues (dont les recettes globales sont évaluées par la CNAM à 1 288 millions en 1983). Cette réduction risque de susciter de vigoureuses protestations de leur part.

Rhône-Poulenc a réalisé au cours du premier semestre 786 millions de francs de bénéfice

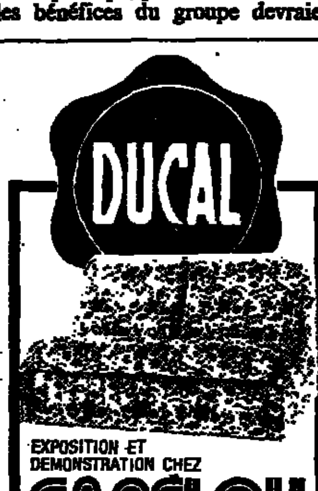
M. Loïk Le Floch Prigent, président de Rhône-Poulenc, a donné communication, mardi matin 25 septembre, au conseil d'administration du groupe, des résultats pour le premier semestre. Les comptes se soldent par un bénéfice après provision pour impôts de 786 millions de francs (contre un déficit de 79 millions au 30 juin 1983) pour un chiffre d'affaires de 26,16 milliards de francs accru de 27,1 %. La marge brute d'autofinancement a triplé. Elle atteint 2,04 milliards de francs (contre 678 millions de francs).

Cet important redressement après des années de vaches maigres était prévisible. Au cours des six premiers mois de l'année, tous les grands groupes chimiques internationaux ont enregistré une forte amélioration de leurs résultats, du fait de la conjoncture et de l'effet dollar. M. Le Floch a souligné le phénomène et s'est félicité en particulier de l'accroissement des ventes en volume à l'étranger. Les exportations à partir des unités de production françaises ont représenté 51 % du chiffre d'affaires contre 47 % l'an dernier à pareille époque.

En principe, pour l'exercice 1984, les bénéfices du groupe devraient être de l'ordre de 1,5 milliard de francs. Cependant, au-delà, si Rhône-Poulenc veut poursuivre sa convalescence, il devra renforcer ses positions. Sa situation *« reste fragile »*, a précisé M. Le Floch.

L'endettement du groupe reste élevé (36 % du chiffre d'affaires). *« Des mesures vont devoir être prises*, a précisé M. Le Floch, *pour permettre au groupe de continuer à dégager des résultats positifs même si la conjoncture se détériore. »* A court terme, des efforts devront encore être exercés pour améliorer la productivité et aussi pour élargir la couverture internationale, surtout aux Etats-Unis. A long terme, l'accent devra être mis sur l'efficacité de la recherche.

Reste le boulet des fibres chimiques. Pour la première fois, les résultats de cette division sont conformes aux prévisions. Mais ils restent encore déficitaires alors que tous les grands groupes chimiques internationaux ont réussi à sortir du rouge.



RAFFERMISSEMENT PRUDENT DU DOLLAR : 9,4290 F

Sur des marchés des changes très calmes après les très fortes fluctuations du vendredi 21 septembre et du lundi 24, le dollar, après avoir brutalement chuté à la veille du week-end, remonte lentement. Sa reprise, toutefois, se trouve stoppée aux alentours de 3,05 DM et de 9,4290 F par de nouvelles interventions de la Banque fédérale d'Allemagne, qui a déjà consacré plus de 700 millions de dollar à défendre le mark.

Une chose est certaine : aux alentours de 3 DM pour un dollar, les gros opérateurs (compagnies internationales, etc.) sont acheteurs de « billets verts ». Au-dessous de ce cours, ils attendent de savoir pendant combien de temps la Banque centrale allemande voudra intervenir.

Rappelons qu'à la veille du week-end, le dollar était monté à 3,17 DM et 9,75 F.





En Afrique du Sud

NEUF CENTS NOIRS ARRÊTÉS ET TRADUITS EN JUSTICE POUR « VIOLENCES »

Une vive tension s'est à nouveau emparée des cités noires du triangle du Vaal, au sud de Johannesburg, après les arrestations massives opérées durant le week-end, pour la plupart à l'occasion des funérailles de victimes tuées lors de précédentes émeutes (*le Monde* du 25 septembre).

Ces rafles – neuf cents personnes environ, selon la police – ont provoqué des réactions de colère et d'indignation dans la population noire, ainsi que dans les rangs de l'opposition parlementaire. A Sebokeng et à Sharpeville, le 24 septembre, des groupes de jeunes Noirs ont bombardé de cailloux les autobus, et la police a fait usage de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc pour tenter de rétablir l'ordre.

Les personnes arrêtées, pour la plupart des parents ou amis réunis pour les funérailles des victimes des émeutes, sont poursuivies pour *« violence publique, participation à des rassemblements illégaux et détournement de bus »*. Cinq cents personnes ont été arrêtées à Sebokeng, deux cents à Bophelong et environ deux cents à Sharpeville, a annoncé la police.

D'autre part, le ton monte entre Pretoria et Londres à propos du sort de six opposants sud-africains réfugiés depuis le 13 septembre au consulat britannique de Durban (*le Monde* du 15 septembre). Devant le refus britannique d'inviter les six hommes à quitter les locaux diplomatiques, l'Afrique du Sud a décidé, lundi, de ne pas livrer à la Grande-Bretagne quatre Sud-Africains réclamés pour trafic d'armes par la justice britannique. – *(AFP.)*

Sur le vif

Pour la bonne cause

Hier au journal, coup de téléphone plutôt amer. C'est l'un des responsables de Frères des hommes. Il l'a mauvaise.

– Vous avez vu ce cirque sur RTL, ce formidable tam-tam, cette mobilisation générale pour le Sahel. On n'avait jamais rien vu de pareil depuis 1940. En quarante-huit heures, ils ont ramassé autant que nous en dix ans. C'est à désespérer. Il n'y a que ça qui marche dans ce pays, le spectacle, le sensationnel.

– Deux cent mille morts au Sahel, un million en Inde, trois cent mille en Ethiopie, excusez-moi, mais c'est assez spectaculaire, en effet.

– Je ne dis pas le contraire. Je me permets de douter de l'efficacité d'une opération ponctuelle, improvisée et superficielle.

– Enfin, quand même, tous ces camions de riz, de lait concentré...

– Ça va aller à qui ? A des chefs de village, à des roitelets corrompus qui vont les stocker et les revendre au marché noir. C'est pas la solution.

– C'est quoi, la solution ?

– C'est le long cours, pas le coup par coup. C'est de rendre les gens autosuffisants. C'est de les aider à creuser des puits, à transformer le coton brut en coton hydrophile, à servir des repas aux enfants des favellas, à planter des haricots protéinés...

– Ça n'a pas l'air de les empêcher de crever, vos trous d'eau, vos tickets de cantine, vos tampons et vos fayots.

– On fait avec ce qu'on a. Si on n'a pas plus, c'est justement parce qu'on ne parle pas de nous dans les médias. Nous, c'est pas l'UNICEF. On ne consacre pas les trois quarts du budget à se payer des bagnoles, des bureaux design et à se faire de la réclame. Nous, on envoie 70 % de nos ressources au tiers-monde. C'est pas avec ce qui nous reste qu'on peut se payer des spots à 400 000 balles les quatre-vingt-dix secondes.

– Il n'y a pas que les spots. Il y a d'autres façons de se vendre. Regardez Médecins sans frontières.

– Eh bien ! justement, eux, c'est très visuel, leur truc. Ils passent tout le temps à l'antenne. Et ils n'arrêtent pas de se faire enlever, arrêter, emprisonner, torturer, violer... Ça frappe, forcément.

– Ça, évidemment, une bonne embuscade genre Abouchar ou une séquestration style Claustre, ça n'a pas de prix question pub. Et, j'y pense, pourquoi pas un assassinat, un petit frère trucidé sur le terrain ? Vous avez une idée de ce que ça pourrait rapporter ?

– Entre 1 million et 1 million et demi.

– Qui vous l'a dit ?

– Publicis. Ils sont très pour.

– Ben alors, qu'est-ce que vous attendez. Vous devez payer de votre personne, il n'y a pas à tortiller. Allez vous faire descendre au Nicaragua. Dans ces coins-là, ça ne doit pas causer trop de difficultés...

– Vous ne croyez pas que vous poussez un peu !

– Faut savoir ce que vous voulez, cher monsieur.

CLAUDE SARRAUTE

NOUVELLES BRÈVES

● *Nouvel ambassadeur d'URSS en Égypte.* – M. Alexandre Belonogov, le nouvel ambassadeur d'URSS au Caire, a présenté, lundi 24 septembre, ses lettres de créance au président Moubarak, consacrant ainsi la *« normalisation »* des relations entre les deux pays. – *(UPI.)*

● *Visite de la reine Elizabeth.* – La reine Elizabeth II d'Angleterre et le prince Philip sont arrivés le lundi 24 septembre à Moncton (Nouveau-Brunswick), la première étape de leur voyage au Canada. Cette visite, qui devait avoir lieu en juillet, avait été reportée en raison des élections anticipées décidées par le premier ministre sortant, M. Turner. La reine a rencontré le jour même de son arrivée le nouveau premier ministre M. Brian Mulroney. Pendant son séjour de deux semaines, le couple royal doit se rendre dans les provinces de l'Ontario et du Manitoba. – *(AFP, UPI.)*

● *Le Vietnam pour des négociations directes avec Washington.* – Hanoï a appelé Washington à établir des contacts directs, malgré l'absence de relations diplomatiques entre les deux capitales, pour le transfert aux Etats-Unis des Vietnamiens détenus en camps de « rééducation » depuis l'avènement du pouvoir communiste en 1975. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a ajouté que *« le Vietnam est prêt à négocier avec les Etats-Unis sur des questions d'intérêt mutuel. Les deux parties devraient s'accorder sur la mise en pratique de ces négociations »*. – *(AFP.)*

● *Des crédits pour la sécurité des ambassades américaines.* – A la suite de l'attentat, jeudi 20 septembre, contre des locaux diplomatiques américains à Beyrouth, le gouvernement a introduit une demande d'urgence auprès du Congrès pour le déblocage de crédits supplémentaires d'un montant de 370 millions de dollars destinés à renforcer la sécurité des missions diplomatiques américaines. D'autre part, l'enquête menée à Beyrouth a établi que le « camion-suicide » lancé contre l'annexe de l'ambassade américaine transportait 1 360 kilos d'explosifs. Deux Américains ont été tués par l'explosion, ainsi que, selon le bilan établi par le département d'Etat, six employés libanais de l'ambassade et *« de cinq à quinze »* visiteurs, également libanais. – *(AFP, Reuter.)*

● *Les négociations sino-indiennes.* – La cinquième série d'entretiens sino-indiens, qui s'est terminée le samedi 22 septembre à Pékin, permet d'espérer un règlement pacifique du différend opposant les deux pays sur leur frontière commune dans l'Himalaya, a annoncé un porte-parole de la délégation indienne. Les entretiens ont permis un rapprochement des points de vue, sans toutefois aboutir à un accord de principe dans tous les domaines, a-t-il ajouté. Le vice-premier ministre chinois, M. Wan Li, a déclaré, pour sa part, que les deux pays avaient réglé certains problèmes mais que des divergences subsistaient. – *(Reuter, AFP.)*

● *La session du conseil de la Ligue arabe.* – La situation au sud du Liban constitue l'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour de la quatre-vingt-deuxième session ordinaire du conseil de la Ligue arabe, qui s'est ouverte lundi 24 septembre, à Tunis. *« Israël prépare la voie à une annexion totale ou partielle qui amputera définitivement le Liban d'une partie de son territoire »*, a déclaré le secrétaire général de l'organisation, M. Chedli Klibi, qui a appelé les pays arabes à entreprendre *« une action unifiée »* de soutien au gouvernement libanais et à la résistance des populations du sud du Liban. – *(Corr.)*



